



RÉDUCTION DES INÉGALITÉS AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Photographie de couverture: ©FIDA/Francesco Cabras

Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN)

Président: Bernard Lehmann

Vice-présidente: Jennifer Clapp

Membres du Comité directeur:

Olanike Adeyemo; Barbara Burlingame; Ruben Echeverría; Hilal Elver; William Moseley; Nitya Rao; Elisabetta Recine; José María Sumpsi Viñas; Akiko Suwa-Eisenmann; Stefan Tangermann; Shakuntala Thilsted; Patrick Webb; Iain Wright.

Les experts participent aux travaux du Groupe d'experts à titre personnel et non en tant que représentants de leur gouvernement, institution ou organisation.

Équipe de rédaction du Groupe d'experts

Chef d'équipe: Bhavani Shankar

Membres de l'équipe: Jane Battersby; Jody Harris; Christina Hicks; Mariaelena Huambachano; Swetha Manohar; Nicholas Nisbett.

Documentaliste: Rebecca Namara

Secrétariat du HLPE-FSN

Coordonnateur: Évariste Nicolétis

Fonctionnaire chargée de programme: Paola Termine

Appui administratif: Massimo Giorgi

Spécialiste de la communication: Silvia Meiattini

Stagiaires: Élise Dushime; Louna Maria Hardan

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italy
Tel: +39 06 570 52762
www.fao.org/cfs/cfs-hlpe
cfs-hlpe@fao.org

Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue du CSA, de ses membres, des participants à ses réunions ni de son secrétariat. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que le HLPE-FSN approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités. Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur des cartes n'impliquent de la part du CSA et du HLPE-FSN aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La reproduction du présent rapport et sa diffusion auprès d'un large public sont encouragées. Le présent rapport peut être copié, rediffusé et adapté pour des usages non commerciaux, sous réserve que la source soit mentionnée. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais.

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Citer comme suit: HLPE. 2023. Réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rome, HLPE-FSN du CSA.

Rapports du HLPE-FSN

- #1 Volatilité des prix et sécurité alimentaire (2011)
- #2 Régimes fonciers et investissements internationaux en agriculture (2011)
- #3 Sécurité alimentaire et changement climatique (2012)
- #4 La protection sociale pour la sécurité alimentaire (2012)
- #5 Agrocarburants et sécurité alimentaire (2013)
- #6 Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire (2013)
- #7 La durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2014)
- #8 Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables (2014)
- #9 L'eau, enjeu pour la sécurité alimentaire mondiale (2015)
- #10 Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l'élevage? (2016)
- #11 Gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2017)
- #12 Nutrition et systèmes alimentaires (2017)
- #13 Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2018)
- #14 Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition (2019)
- #15 Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030 (2020)
- #16 Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (2021)
- #17 Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Rendre la prise de décisions plus efficace, plus inclusive et mieux ancrée dans la réalité.
- #18 Réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2023)

iv]

Tous les rapports du HLPE-FSN sont disponibles à l'adresse www.fao.org/cfs/cfs-hlpe.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	xiii
REMERCIEMENTS	xv
SIGLES ET AUTRES ABRÉVIATIONS	xvi
RÉSUMÉ	xviii
INTRODUCTION	1
Contenu du présent rapport	2
CHAPITRE 1. CADRE GÉNÉRAL ET CONCEPTUEL	4
1.1 Pourquoi s'intéresser aux inégalités et aux relations entre inégalités et iniquités?	5
1.2 Pourquoi une stratégie de transformation plutôt qu'une démarche progressive?	7
1.3 Concepts et définitions	7
1.3.1 Sécurité alimentaire	7
1.3.2 Égalité et équité	9
1.4 Cadre conceptuel	10
1.5 Approches utilisées	12
1.5.1 Formes de savoirs et de données	12
1.5.2 Un dialogue avec les droits humains	13
CHAPITRE 2. INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – SCHEMAS ET TENDANCES	14
2.1 Inégalités mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition	15
2.2 Inégalités mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de faim – situation et tendances	16
2.2.1. Disparités femmes-hommes en matière de sécurité alimentaire au niveau mondial et régional	16
2.2.2. Insécurité alimentaire aiguë et inégalités	17

2.2.3. Revenus moyens, inégalités de revenus et liens avec la sécurité alimentaire au niveau mondial	17
2.2.4. Influence du milieu et du lieu sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau mondial	22
2.3 Inégalités mondiales, régionales et infranationales en matière d'alimentation et d'état nutritionnel	23
2.3.1. Disparités dans l'état nutritionnel et double fardeau de la malnutrition	23
2.3.2. Alimentation et alimentation infantile	26
2.4 Évolution des inégalités sur le long terme	27
2.5 Étude approfondie des inégalités intérieures aux pays	28
2.5.1 Inégalités intérieures en matière de sécurité alimentaire selon différents axes d'inégalité	28
2.5.2 Inégalités intérieures en matière de nutrition et d'alimentation selon différents axes d'inégalité	31

CHAPITRE 3. CAUSES DIRECTES DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU SEIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DANS D'AUTRES SYSTÈMES CONNEXES

38

3.1 Inégalités relatives aux moyens de production alimentaire	39
3.2 Inégalités dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire	42
3.2.1 Accès aux services financiers	42
3.2.2 Accès à l'information et à la technologie	43
3.2.3 Travail et usage du temps	43
3.2.4 Participation des producteurs aux chaînes de valeur	44
3.2.5 Stockage, distribution et transformation	46
3.2.6 Commerce international de denrées alimentaires	47
3.3 Inégalités liées aux environnements alimentaires et au comportement des consommateurs	50
3.3.1 Abordabilité des produits alimentaires	50
3.3.2 Accès physique à la nourriture	51
3.3.3 Promotion de produits alimentaires et déterminants commerciaux de la santé	52
3.3.4 Sécurité sanitaire des aliments	53
3.4 Inégalités au sein d'autres systèmes ayant une importance pour la sécurité alimentaire et la nutrition	54
3.4.1 Systèmes et services de soins de santé	54
3.4.2 Logement, eau, assainissement, énergie et infrastructures	54
3.4.3 Éducation	55

CHAPITRE 4. FACTEURS SYSTÉMIQUES ET CAUSES PROFONDES DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION 56

4.1 Facteurs biophysiques et environnementaux	58
4.1.1 Appauvrissement de la biodiversité, des ressources en eau et des sols, et pollution	58
4.1.2 Changement climatique	59
4.1.3 Liens entre santé humaine et environnement	60
4.2 Technologie, innovation et infrastructures	62
4.3 Facteurs économiques et commerciaux	63
4.3.1 Commerce international	63
4.3.2 Mainmise sur les marchés, spéculation et concentration	65
4.4 Facteurs politiques et institutionnels	67
4.4.1 Violence et conflits armés	67
4.4.2 Politiques publiques et gouvernance	68
4.5 Facteurs socioculturels	71
4.5.1 Normes culturelles	71
4.5.2 Violences sexistes	73
4.6 Facteurs démographiques	74

CHAPITRE 5. LEVIERS D'ACTION PERMETTANT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AILLEURS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION 76

5.1 Principes fondamentaux devant présider à la conception de mesures ciblées sur l'équité	78
5.1.1 Adaptation au contexte	78
5.1.2 Renforcement de l'agencéité et déconstruction des normes inéquitables	78
5.1.3 Correction des déséquilibres de pouvoir	78
5.2 Leviers d'action permettant de réduire les inégalités dans la production alimentaire	79
5.2.1 Meilleure égalité d'accès aux facteurs de production alimentaire	79
5.2.2 Principes agroécologiques dans les systèmes de production alimentaire et les systèmes alimentaires plus généralement	81
5.2.3 Organisations de producteurs inclusives	82
5.2.4 Recherche publique dans les systèmes agricoles et alimentaires et autres investissements publics ruraux attentifs à l'équité	83
5.3 Leviers d'action permettant de réduire les inégalités dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire	85
5.3.1 Modèles inclusifs de chaînes de valeur	85

5.3.2	Protection et droits des travailleurs dans l'ensemble du système alimentaire	85
5.3.3	Approches territoriales dans les systèmes alimentaires et politique et planification du développement régional	86
5.3.4	Prise en compte de l'équité dans le domaine du stockage, de la transformation et de la distribution alimentaires	87
5.3.5	Meilleurs systèmes d'information, exploitant les technologies numériques	88
5.4	Leviers d'action permettant de réduire les inégalités dans les environnements alimentaires et la consommation alimentaire	89
5.4.1	Planification et gouvernance de l'environnement du commerce alimentaire de détail	89
5.4.2	Intégration des connaissances comportementales dans l'élaboration des politiques pour réduire les inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition	91
5.4.3	Protection sociale	91
5.5	Environnements favorables, contexte général et gouvernance	94
5.5.1	Prise en compte de l'alimentation et de la nutrition dans les processus d'élaboration des politiques, de planification et de programmation	94
5.5.2	Correction des asymétries de pouvoir dans la gouvernance	96
5.5.3	Une couverture sanitaire universelle intégrant la nutrition	96
5.5.4	Des actions transformatrices: une approche globale de l'enjeu climatique et de la durabilité	97
5.5.5	Une croissance inclusive et durable et une vision qui ne se limite pas à la croissance	98

CHAPITRE 6. RECOMMANDATIONS 100

6.1	Principes pour l'élaboration de politiques et d'interventions tenant compte de l'équité qui permettent de réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition	101
6.2	Recommandations pour l'élaboration d'interventions tenant compte de l'équité visant	103
6.3	Plan de route pour des politiques tenant compte de la question de l'équité visant à réduire les inégalités	113

BIBLIOGRAPHIE 114

ANNEXES 161

Annexe 1	Glossaire	161
Annexe 2	Définition des indicateurs de l'ODD 2 en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition	168

TABLEAUX

TABLEAU 1 SYNTHÈSE DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES	18
TABLEAU 2 DIFFÉRENTES FORMES DE PROTECTION SOCIALE ET LEUR UTILITÉ POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION	92
TABLEAU 3 PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES RECOMMANDATIONS ET DE LA MANIÈRE DONT LA REPRÉSENTATION, LA RECONNAISSANCE ET LA REDISTRIBUTION Y SONT ABORDÉES	108
TABLEAU A1. CONCEPTS ET DÉFINITIONS	161
TABLEAU A2. DÉFINITION DES INDICATEURS DE L'ODD 2 UTILISÉS DANS LE CHAPITRE 2 POUR DÉCRIRE LES RÉSULTATS EN MATIÈRE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION	168

FIGURES

FIGURE 1 ORGANISATION DU RAPPORT AU REGARD DU CADRE DU HLPE-FSN SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES	3
FIGURE 2 CADRE CONCEPTUEL: MOTEUR D'ÉQUITÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION	11
FIGURE 3 VARIATIONS MOYENNES ABSOLUES DES COMPOSANTS DES SCORES AHEI CHEZ LES ADULTES ENTRE 1990 ET 2018, AU NIVEAU MONDIAL ET RÉGIONAL	25
FIGURE 4 COEFFICIENTS DE GINI MONDIAUX POUR UN ENSEMBLE DE DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES, DE DISPONIBILITÉS EN NUTRIMENTS ET DE RÉSULTATS NUTRITIONNELS	27

FIGURES

FIGURE 5 INSUFFISANCE PONDÉRALE CHEZ LES FEMMES, PAR DÉCILE DE RICHESSE	32
FIGURE 6 SURPOIDS ET OBÉSITÉ CHEZ LES FEMMES, PAR DÉCILE DE RICHESSE	33
FIGURE 7 QUARTILES DE PRÉVALENCE CUMULÉE DU SURPOIDS ET DE L'ÉMACIATION CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS, PONDÉRÉE EN FONCTION DE LA POPULATION, DANS LES PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE EN 2017	35
FIGURE 8 INÉGALITÉS ENTRE LES MAJORITÉS ET LES MINORITÉS ETHNIQUES POUR LES DÉTERMINANTS DE LA DÉNUTRITION CHEZ L'ENFANT, 2000-2010	37
FIGURE 9 ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA TERRE (MESURÉE PAR LE COEFFICIENT DE GINI) DEPUIS 1975	40
FIGURE 10 DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS DE CÉRÉALES (EN POURCENTAGE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES NATIONALES), MOYENNE DE LA PÉRIODE 2015-2017	48
FIGURE 11 DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA RECHERCHE AGRICOLE DANS DIFFÉRENTS PAYS PAR GROUPE DE REVENU	83
FIGURE 12 PRINCIPES POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET D'INTERVENTIONS TENANT COMPTE DE L'ÉQUITÉ ET DE L'ÉGALITÉ	102
FIGURE 13 PLAN DE ROUTE POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES TENANT COMPTE DE LA QUESTION DE L'ÉQUITÉ	112

ENCADRÉS

ENCADRÉ 1 DÉFINITIONS IMPORTANTES	8
ENCADRÉ 2 COMMENT LES IDENTITÉS INTERSECTIONNELLES AGGRAVENT LES INDICATEURS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION: ILLUSTRATION AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	29
ENCADRÉ 3 IMPORTANCE D'UNE APPROCHE INTERSECTIONNELLE POUR COMPRENDRE POURQUOI DES PROGRAMMES PEUVENT NE PAS BÉNÉFICIER DE LA MÊME MANIÈRE À DIFFÉRENTS GROUPES	34
ENCADRÉ 4 LES CONTRATS ENTRE SUPERMARCHÉS ET EXPLOITANTS AGRICOLES AU NICARAGUA: TOUS LES AGRICULTEURS PEUVENT-ILS EN TIRER PROFIT?	45
ENCADRÉ 5 L'ABORDABILITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES – ÉTUDE DE CAS MENÉE EN AFRIQUE DU SUD	51
ENCADRÉ 6 LA JUSTICE CLIMATIQUE COMME OUTIL D'ANALYSE DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – LE CAS DU BASSIN INFÉRIEUR DU MÉKONG	61
ENCADRÉ 7 LE POUVOIR DES MULTINATIONALES AGROALIMENTAIRES ET SES INCIDENCES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	66
ENCADRÉ 8 L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	69
ENCADRÉ 9 DES TRAVAILLEURS CERTES THÉORIQUEMENT LIBRES, MAIS INVISIBLES ET ASSERVIS PAR LEURS DETTES: LE CAS DU NÉPAL	70
ENCADRÉ 10 SUCCÈS D'UN PROGRAMME D'ENREGISTREMENT ET DE CERTIFICATION DES BIENS FONCIERS EN ÉTHIOPIE	80
ENCADRÉ 11 UNE ORGANISATION DE PETITS PRODUCTEURS PUISSANTE: LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE CAFÉ DE COLOMBIE	82
ENCADRÉ 12 APPROCHES TERRITORIALES: LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VILLE-RÉGION À QUITO (ÉQUATEUR)	86
ENCADRÉ 13 DES PETITES INSTALLATIONS SOLAIRES POUR RÉDUIRE LES PERTES ALIMENTAIRES ET AMÉLIORER LES RÉSULTATS POUR LES PRODUCTEURS, LES COMMERÇANTS ET LES CONSOMMATEURS	87
ENCADRÉ 14 DES SERVICES DE VULGARISATION AGRICOLE PAR VIDÉO ATTENTIFS À L'ÉQUITÉ EN ÉTHIOPIE, EN INDE ET AU KENYA	89

ENCADRÉS

ENCADRÉ 15 COUP DE PROJECTEUR SUR LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE	93
ENCADRÉ 16 AU MEXIQUE, UNE TAXE SUR LES BOISSONS CONTENANT DES SUCRES AJOUTÉS	95
ENCADRÉ 17 UN PROJET D'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES DU NORD-EST BRÉSILIEN	98

AVANT-PROPOS

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) est l'interface entre scientifiques et décideurs au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui est la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte et s'appuyant sur une démarche scientifique au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le HLPE-FSN offre des analyses et des conseils indépendants, exhaustifs et fondés sur des éléments factuels à la demande du CSA. L'élaboration de ses rapports repose sur un processus scientifique, transparent et inclusif, fondé notamment sur des consultations approfondies et sur la mobilisation de connaissances et de compétences spécialisées diverses, ainsi que sur un examen scientifique rigoureux conduit par des spécialistes du domaine.

Le présent rapport, intitulé La réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, a été établi par le HLPE-FSN à la demande du CSA aux fins de l'analyse de données quantitatives et qualitatives sur la façon dont les inégalités dans les systèmes alimentaires limitent les possibilités de vaincre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il vise à trouver des moyens de combattre ces inégalités ainsi que leurs causes et présente des recommandations à cet égard.

Les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui conduisent à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes, sont présentes dans toutes les régions du monde, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux. Même dans les pays riches, la faible prévalence de l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale peut masquer de fortes disparités à l'échelle locale. Les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition compromettent les perspectives d'avenir des personnes qui en souffrent, nuisent à leur qualité de vie et limitent leur productivité tout en perpétuant la pauvreté et en freinant la croissance économique. Elles sont exacerbées par l'évolution rapide du changement climatique et par les conflits, touchant ainsi de façon

disproportionnée des populations déjà vulnérables. En outre, elles ont dans certains cas contribué à provoquer des troubles politiques, notamment des manifestations et des émeutes de la faim. La lutte contre ces inégalités est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui repose sur une approche axée sur les droits humains et sur la promesse de ne laisser personne de côté.

À la lumière de ces constatations, le rapport fournit une analyse complète des inégalités dans les systèmes alimentaires, de leurs causes profondes et systémiques et des façons dont elles nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont présentes à tous les niveaux des systèmes alimentaires, d'un bout à l'autre des filières. Elles concernent notamment l'accès des petits producteurs aux ressources nécessaires à la production alimentaire et aux débouchés commerciaux, les rapports de force inégaux entre les grandes entreprises agroalimentaires et les petits producteurs, ainsi que l'accès des consommateurs à des aliments nutritifs en quantité suffisante. En effet, la sécurité alimentaire, loin de se limiter à la production alimentaire, englobe six dimensions: la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation, la stabilité, la durabilité et l'agencité. L'agencité est un élément essentiel de la réduction des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Elle désigne la capacité qu'ont les individus ou les groupes «de prendre des décisions concernant les aliments qu'ils consomment ou produisent, ainsi que les modes de production, de transformation et de distribution de ces aliments dans les systèmes alimentaires, et de participer aux processus qui façonnent les politiques et la gouvernance du système alimentaire» (HLPE 2020). Les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition vont souvent de pair avec une faible marge d'influence sur les systèmes alimentaires, en particulier parmi les personnes marginalisées.

Le présent rapport, qui repose sur une approche intersectionnelle, examine les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sous un angle systémique. En effet, on constate généralement que des désavantages multiples se croisent à l'interface de différentes dimensions telles que le genre, l'éducation, le statut économique et social, le lieu ou l'origine ethnique. Ces multiples dimensions ont des effets réciproques et cumulatifs. Par conséquent, les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, si elles touchent les populations de tous les pays du monde, tendent à désavantager de façon systématique certains groupes: les femmes, les travailleurs agricoles et les migrants, les peuples autochtones, les travailleurs non déclarés et les personnes handicapées. Ce constat a des incidences importantes sur l'action des pouvoirs publics puisque les progrès accomplis dans l'une des dimensions ou contre l'une des causes de ces inégalités peuvent être freinés ou favorisés par l'action menée sur une autre des dimensions. Le présent rapport met en évidence ces effets cumulés, les arbitrages qui pourraient s'imposer et la nécessité d'adopter une approche globale.

Compte tenu du caractère intersectionnel des inégalités dans les systèmes alimentaires, le rapport présente des arguments en faveur d'une action porteuse de transformation qui permettrait de traiter les causes systémiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il met en avant un ensemble de principes visant à élaborer des politiques axées sur l'équité s'appliquant aux systèmes alimentaires dans leur ensemble, à lutter contre les rapports de force déséquilibrés et à favoriser l'agencité grâce à la prise en compte et à la représentation des groupes marginalisés et à la redistribution des revenus et des ressources. Le rapport propose une série de mesures et présente des exemples concrets de moyens permettant: de tenir compte du principe d'équité lors de l'élaboration de politiques; d'offrir un accès plus équitable aux ressources nécessaires à la production alimentaire; de faire en sorte que la recherche publique dans le domaine de l'agriculture tienne compte de la question de l'équité et des besoins des groupes marginalisés; de mettre en place des chaînes de valeur inclusives; de mettre en œuvre des approches territoriales et multisectorielles pour le développement des systèmes alimentaires. Il met l'accent sur la protection sociale, qui constitue un instrument clé de l'action menée face aux crises alimentaires et de la réduction des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il appelle également à intégrer la question de la couverture sanitaire universelle dans les initiatives relatives à la nutrition. Les recommandations auxquelles il aboutit s'adressent au CSA, aux gouvernements,

aux institutions du système des Nations Unies et à d'autres organismes internationaux, au secteur privé et à la société civile, ainsi qu'aux universitaires.

D'ambitieux efforts s'imposent face à des inégalités persistantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et à un changement climatique rapide. Le CSA et ses membres pourront se servir du présent rapport pour sensibiliser davantage le public à ces inégalités et à leurs causes et pour accélérer la mise en œuvre de stratégies et de politiques porteuses de transformation tenant compte de l'équité.

Au nom du Comité directeur du HLPE-FSN, je tiens à remercier les experts internationaux de l'équipe de rédaction, dirigée par Bhavani Shankar, lesquels ont, par leurs connaissances spécialisées et leur dévouement ainsi que par leur travail considérable – et accompli gracieusement – pour donner naissance à ce rapport, joué un rôle crucial dans le développement d'une analyse exhaustive des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui se veut un appel à l'action.

J'adresse également mes sincères remerciements aux nombreux experts, dont les membres du Comité directeur du HLPE-FSN, et aux nombreuses institutions qui ont participé aux consultations publiques et ont formulé des observations sur les différentes ébauches du rapport, ainsi qu'aux spécialistes qui ont relu attentivement le rapport et dont les suggestions ont sensiblement contribué à l'améliorer. Enfin, je tiens à remercier le secrétariat du HLPE-FSN pour son appui sans faille.

Le HLPE-FSN a pour mission de produire des rapports scientifiques visant à éclairer les débats entre les parties prenantes du CSA et de formuler des recommandations à l'appui des processus de convergence des politiques. Nous espérons que, grâce au travail du CSA, le présent rapport sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition aura un impact durable sur l'action menée pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes. Au-delà des travaux du CSA, nous sommes convaincus que ce rapport servira à promouvoir une meilleure compréhension des inégalités et des moyens de les combattre parmi l'ensemble des personnes et des institutions intervenant dans les systèmes alimentaires, l'agriculture, la nutrition, la santé, l'environnement et les domaines apparentés.

Bonne lecture!



Bernard Lehmann

Président du Comité directeur du HLPE-FSN

REMERCIEMENTS

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) remercie vivement toutes les personnes ayant apporté de précieuses contributions et formulé des observations avisées lors des **deux consultations ouvertes qui ont eu lieu en ligne**. Le Groupe d'experts de haut niveau s'emploie à résoudre les multiples problèmes auxquels sont confrontés les responsables politiques et les professionnels de l'alimentation et de la nutrition et ces précieux avis ont joué un rôle fondamental dans le processus de travail en permettant d'en garantir la légitimité et la qualité scientifique et d'assurer la mobilisation de formes de connaissances et de compétences spécialisées diverses. La première consultation, axée sur la portée du rapport, a été alimentée par les contributions de 38 participants, tandis que la seconde, consacrée à la toute première version (V0) du projet de rapport, a mobilisé 87 intervenants relevant de domaines d'expertise, d'organismes et de pays différents. Les contributions ont été transmises par l'intermédiaire du Forum global de la FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN). Elles peuvent être consultées sur le site web du **Forum FSN**.

Le Groupe d'experts de haut niveau remercie l'ensemble des **examineurs scientifiques** qui ont donné des avis utiles sur l'avant-projet (V1) du rapport. La liste complète des examinateurs scientifiques est disponible sur le site web du **HLPE-FSN**.

Il convient également de remercier chaleureusement les participants à la **manifestation publique organisée par le CSA**, le 22 novembre 2022, sur le thème «Réduire les inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition», qui ont fourni, en temps voulu, des contributions précieuses, accessibles sur le site **web du CSA** (en anglais).

Les personnes suivantes ont aussi contribué, à différents titres, à ce rapport: Gregory Cooper, Stephen Devereux, Keetie Roelen, Matthew Fisher-Post, Emily Fivian, Suneetha Kadiyala, Helen Harris-Fry, Winnie Bell, Keith Lividini, Rikin Gandhi, Jessica Fanzo, William Masters.

Le Groupe d'experts de haut niveau salue également le travail rigoureux de Dianne Berest, qui a assuré la révision éditoriale de la version anglaise, ainsi que la contribution de Gianluca Giuliani et des groupes de traduction de la FAO, auxquels on doit la traduction du rapport dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

Le partenariat avec Visiontime International LLC pour la **conception** et la **mise en page** du rapport a été aussi agréable que productif.

Il importe de rappeler que les rapports du HLPE-FSN sont le fruit d'un travail scientifique collectif et indépendant qui s'articule autour de thèmes définis par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale à sa session plénière. Ces rapports sont considérés comme des biens publics mondiaux, pour lesquels tous les experts travaillent à titre gracieux; le processus est entièrement financé par des **contributions volontaires**. Le Groupe d'experts de haut niveau remercie les donateurs qui ont contribué, depuis 2010, à son fonds fiduciaire ou qui ont apporté des contributions en nature, lui permettant de mener ses travaux tout en conservant son indépendance. Depuis sa création en 2010, le HLPE-FSN a reçu l'appui des pays et autres donateurs suivants: Allemagne, Australie, Chine, Espagne, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Province du Québec, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse et Union européenne.

SIGLES ET AUTRES ABRÉVIATIONS

AHEI	Alternative Healthy Eating Index
Covid-19	maladie à coronavirus 2019
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIES	échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES)
FNC	Fédération nationale du café (Colombie)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau
ILC	Coalition internationale pour l'accès à la terre
IPES-Food	Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables
MNT	maladies non transmissibles
MPME	microentreprises et petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial

PIB	produit intérieur brut
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RNB	revenu national brut
R-D	recherche-développement
UNDROP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise

RÉSUMÉ

Le rapport intitulé La réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été élaboré par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) à la suite de la demande formulée par le Comité des Nations Unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) dans son Programme de travail pluriannuel (2020-2023).

Le CSA a demandé en particulier au HLPE-FSN d'élaborer un rapport visant à: i) analyser des éléments montrant en quoi les inégalités au regard de l'accès aux moyens de production (en particulier les terres, les autres ressources naturelles et le financement) et des revenus au sein des systèmes agroalimentaires empêchent de nombreux acteurs de se libérer de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; ii) analyser les causes des inégalités et formuler des recommandations sur les approches à adopter pour résorber ces inégalités; iii) déterminer les domaines dans lesquels il est nécessaire de poursuivre les recherches et de collecter des données supplémentaires.

Ce rapport éclairera les activités qui seront ensuite menées dans le cadre de l'axe de travail thématique du CSA sur les inégalités, dans le but de **lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les personnes «les plus touchées par la faim et la malnutrition»**.

JUSTIFICATION ET CADRE CONCEPTUEL

Le rapport est divisé en six chapitres. Le **premier chapitre** donne des précisions sur le thème du rapport, à savoir les inégalités et les inéquités. Les inégalités dans les systèmes alimentaires engendrent des inégalités en matière de sécurité

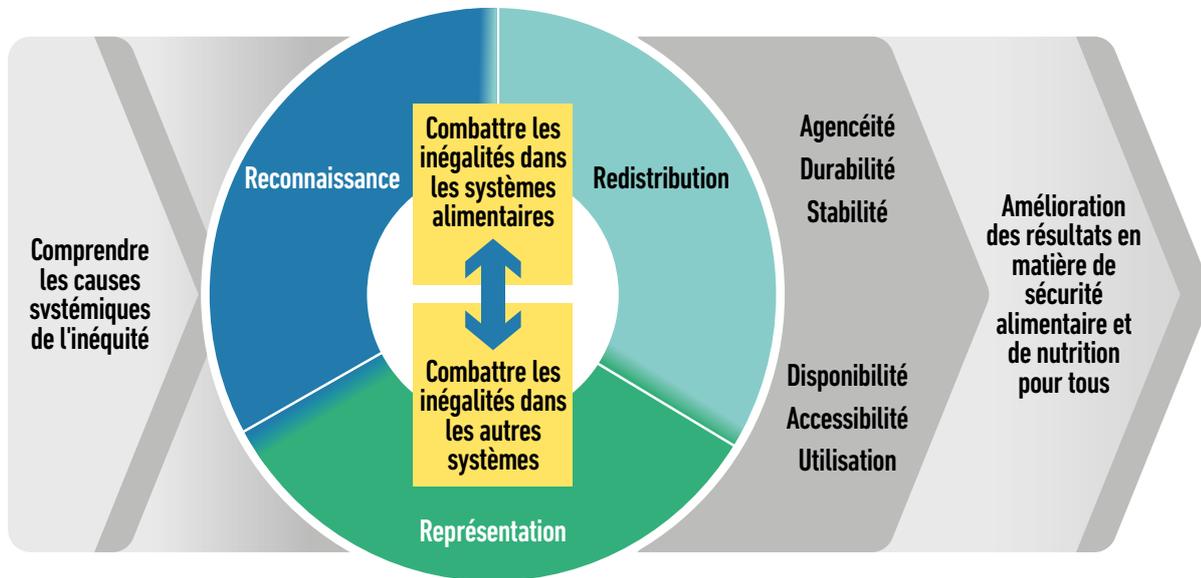
alimentaire et de nutrition. Il est donc **vital de les combattre car elles compromettent les progrès en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition**. La réduction des inégalités **compte parmi les activités prescrites au titre des pactes relatifs aux droits humains que les États se sont engagés à respecter**. Elle découle d'un sens inné de la justice humaine et de l'équité dont le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et notamment l'impératif de «ne laisser personne de côté», est le reflet. Le rapport contribue à façonner une interprétation commune de concepts et de termes clés tels que les inéquités et les inégalités dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il **définit les inégalités** dans les systèmes alimentaires ainsi: **écarts constatés entre des personnes ou des groupes** (lorsque ces derniers résultent d'une ventilation en fonction de la situation sociale, économique et géographique) **en ce qui concerne les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition**, ou les facteurs connexes liés aux systèmes alimentaires (tels que l'accès aux moyens de production alimentaire). Ces inégalités découlent de **cas d'inéquité, définis comme étant les raisons évitables pour lesquelles des disparités en matière de répartition existent** et les désavantages s'accumulent de façon systématique, conséquences d'asymétries en matière de statut social, de discrimination et de rapports de pouvoir.

Le rapport a été élaboré sous l'angle plus large des droits humains et s'appuie sur divers types de données et d'éléments factuels. Il s'agit notamment de travaux de recherche et de rapports d'universitaires, d'éléments factuels d'ordre qualitatif et ethnographique, d'approches quantitatives et d'approches reposant sur des modélisations, et de savoirs autochtones ou locaux et de connaissances situées ou tacites. Le rapport

FIGURE 2:

CADRE CONCEPTUEL: MOTEUR DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

Réfléchir au caractère intersectionnel, intergénérationnel et interterritorial de l'équité



Œuvrer en faveur des droits humains, des savoirs divers et de la justice

Source: Auteurs du présent document.

s'inspire de différents principes guidant la lutte contre les inégalités et l'inéquité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment la redistribution des richesses, les droits humains et la justice sociale.

Le **cadre conceptuel** explique pourquoi la meilleure manière de réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est de combattre les inégalités dans les systèmes alimentaires et les systèmes connexes. **Un changement durable n'est possible que si l'on s'attache à comprendre et à combattre les facteurs systémiques et les causes profondes de l'inéquité en tenant compte du contexte.** Pour comprendre l'inéquité et l'inégalité, il est impératif de déterminer qui est tenu à l'écart des possibilités qui s'offrent en matière d'alimentation et de nutrition, comment cette marginalisation se produit et pour quelles raisons. Pour y parvenir, il est vital de réfléchir au fait que l'inéquité est intersectionnelle (les inégalités se croisent), intergénérationnelle (l'inéquité se transmet

dans le temps) et interterritoriale (l'inéquité est déterminée par la situation géographique et géopolitique). **L'action menée** pour lutter contre l'inégalité et l'inéquité **doit s'inscrire dans un processus de reconnaissance** (prendre note des particularités et de l'historique de l'inéquité dans chaque contexte), **de représentation** (faire en sorte que les groupes marginalisés soient dotés de moyens d'action suffisants pour décider des mesures qui doivent être prises pour lutter contre l'inéquité) et de **redistribution** (s'assurer que les possibilités et les ressources soient réparties de manière équitable et que les coûts ne soient pas assumés par les groupes ayant le moins de pouvoir politique). Les mesures visant à combattre les inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les inéquités qui les déterminent devraient reposer sur les droits humains et le principe de justice et tenir compte de l'ensemble des connaissances et des données disponibles permettant d'établir le cadre général des problèmes constatés et de l'action à mener.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le **deuxième chapitre** fait fond sur les données existantes pour esquisser le profil et l'évolution des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Si les inégalités sur le plan de la sécurité alimentaire touchent plus particulièrement les populations d'Afrique, d'Asie du Sud et des Caraïbes, **les inégalités concernant l'état nutritionnel sont, elles, présentes dans le monde entier**. En outre, malgré les avancées enregistrées dans la lutte contre la dénutrition dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la progression à l'échelle mondiale du surpoids et de l'obésité chez l'adulte comme chez l'enfant va à l'encontre des progrès accomplis par le passé dans le domaine de la nutrition et l'on constate depuis 2015 une aggravation de l'insécurité alimentaire dans la plupart des régions du monde.

La **variabilité** des facteurs contribuant aux inégalités à l'intérieur des pays **s'explique par le contexte** qui leur est propre, sauf dans le cas de certains **groupes constamment marginalisés**: les femmes, les personnes sans instruction, les peuples autochtones et les pauvres. Afin de quantifier et de suivre systématiquement les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, il est nécessaire de disposer de davantage de données qualitatives (relatives au vécu) et de **données qui soient correctement ventilées** selon le genre, la situation géographique, le statut économique, l'appartenance ethnique, le groupe social et l'aptitude physique. Enfin, il est admis que **nombre d'inégalités importantes sont de nature intersectionnelle**, mais les données manquent pour caractériser cette intersectionnalité et pour repérer les personnes les plus vulnérables de façon systématique et en temps voulu.

Le **troisième chapitre** examine les **causes directes des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au sein des systèmes alimentaires et des autres systèmes jouant un rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition**. Il aborde trois grands domaines relevant des systèmes alimentaires: i) les inégalités relatives aux moyens de production alimentaire; ii) les inégalités dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire; iii) les inégalités dans les environnements alimentaires et les comportements des consommateurs.

Au sein des systèmes alimentaires, des inégalités considérables, persistantes et généralement en hausse qui nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont constatées à tous les niveaux des filières alimentaires. Ces inégalités concernent notamment la répartition des moyens de production alimentaire, l'accès aux connaissances et aux financements, la capacité d'intervenir dans les chaînes de valeur modernes et les marchés et d'en tirer profit, le stockage, la transformation et la distribution ainsi que le commerce international des denrées alimentaires. En outre, la taille et l'importance économique (par exemple celles des exploitations agricoles) ainsi que le genre influent considérablement sur les inégalités à tous les niveaux des filières alimentaires, mais d'autres sources d'inégalité, telles que l'appartenance à un peuple autochtone ou la situation géographique, compromettent souvent elles aussi la sécurité alimentaire et la nutrition. Les **environnements alimentaires** sont également une **source d'inégalités considérables en matière d'accès à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, et ces inégalités touchent en particulier les populations à faible revenu et les minorités.

Les inégalités dans d'autres systèmes ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, tels que les systèmes éducatifs et sanitaires, contribuent aux inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Par conséquent, **une gouvernance multisectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition offre des possibilités de réduire ces inégalités mais nécessite des règles judicieusement définies en ce qui concerne la participation afin de remédier aux déséquilibres de pouvoir**.

Le **quatrième chapitre**, qui s'inscrit dans une perspective historique et sociale plus large, examine les **facteurs systémiques plus profondément ancrés et les causes premières des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition**. En effet, il est essentiel de considérer les vastes inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition non pas simplement comme une conséquence des inégalités au sein des systèmes alimentaires et apparentés mais également comme le résultat de causes systémiques plus profondes. **De nombreux facteurs influant sur les systèmes alimentaires découlent de facteurs sous-jacents qui dépendent de ces mêmes systèmes**. Par exemple,

le changement climatique et la détérioration de l'environnement causent des dommages aux personnes travaillant dans les systèmes alimentaires et menacent la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans le cas des personnes et des lieux les plus vulnérables face à ces changements. Les systèmes alimentaires figurent eux-mêmes parmi les principaux moteurs du changement climatique. Le fait d'enrayer ce cercle vicieux pourrait permettre de réduire considérablement les inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Certains **facteurs économiques et commerciaux** ont fondamentalement transformé les systèmes alimentaires en faisant évoluer les dynamiques commerciales, les flux financiers et la structure des échanges mondiaux, entraînant une concentration du pouvoir de décision et de la possession des ressources. Ces changements ont **altéré de manière complexe les modes d'alimentation et limité le pouvoir d'action de la plupart des personnes travaillant dans les systèmes alimentaires**. S'il pourrait en résulter des bénéfices sur le plan nutritionnel, l'on s'inquiète des effets d'une transition vers un régime occidental favorisant l'obésité qui exacerbe les inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, une telle évolution toucherait d'abord les personnes les plus aisées avant d'atteindre progressivement les groupes sociaux les plus marginalisés et les plus désavantagés sur le plan socioéconomique.

Les **politiques** relatives à différentes dimensions et différents acteurs des systèmes alimentaires **sont demeurées cloisonnées** et abordent rarement les besoins des personnes les plus marginalisées. Dans nombre de cas, cela a créé une pression accrue ainsi que des vulnérabilités. **La violence et le conflit**, qui sont les **principales causes de la faim aiguë et chronique**, nuisent à la capacité des personnes d'influer sur le cours de leur vie et exacerbent l'insécurité alimentaire et la malnutrition parmi les plus vulnérables. Ce sont souvent les intérêts géopolitiques qui déterminent si les effets d'un conflit sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont amplifiés ou atténués et dans quelles zones. **Le fait de réaffirmer que le droit à une alimentation adéquate doit être respecté dans tous les conflits géopolitiques peut contribuer à réduire les inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.**

Les facteurs socioculturels, dont on constate des croisements avec toutes les catégories de facteurs, génèrent des obstacles qui produisent des inégalités et renforcent les inégalités existantes. Par conséquent, **les inégalités observées de longue date** persisteront si elles ne sont pas ouvertement combattues au moyen de politiques et de pratiques tenant compte de la question de l'équité.

DOMAINES D'ACTION

Le **cinquième chapitre** présente **des mesures qui peuvent être prises au sein des systèmes alimentaires et autres pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition**. Ces mesures n'ont pas vocation à être exhaustives mais à dessiner des domaines d'action prioritaires dont le potentiel en ce qui concerne la réduction des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est considérable. L'élaboration de politiques et de programmes tenant compte de la question de l'équité doit suivre en premier lieu les **principes** suivants: **s'adapter au contexte; mettre l'accent sur l'agencité et s'employer à combattre les normes inéquitables; remédier aux déséquilibres de pouvoir**. L'approche habituelle, qui consiste notamment à mener une action progressive, ne permet pas des avancées suffisamment rapides pour faire face à l'ampleur des injustices au sein des systèmes alimentaires et au rythme de l'évolution des menaces climatiques et environnementales; **une action porteuse de transformation consistant à s'attaquer explicitement aux inégalités et à l'inéquité doit être engagée dès maintenant**.

Aux fins de l'adaptation aux contextes locaux, des mesures très diverses de lutte contre les inégalités doivent être prises à tous les niveaux des systèmes alimentaires et apparentés. Celles-ci sont regroupées dans quatre grandes catégories: production alimentaire; chaînes d'approvisionnement alimentaire; environnement alimentaire et consommation; environnement favorable, contexte général et gouvernance.

Dans le contexte de la **production alimentaire**, les grands domaines d'action pour la réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont les suivants: i) permettre un accès plus équitable aux terres, aux forêts, à l'élevage et à la pêche; ii) appliquer les principes agroécologiques à tous les niveaux de la production

et dans les systèmes alimentaires en général; iii) créer des organisations de producteurs inclusives; iv) investir dans la recherche publique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires qui tiennent compte de la question de l'équité et consentir d'autres investissements publics dans les zones rurales.

Les domaines d'action concernant les **chaînes d'approvisionnement alimentaire** consistent à: i) adopter des approches inclusives des chaînes de valeur; ii) élaborer des politiques, des stratégies et des programmes de protection des travailleurs des systèmes alimentaires; iii) envisager d'adopter des approches territoriales dans le cadre de la planification du développement des systèmes alimentaires et du développement régional; iv) investir dans des infrastructures de stockage, de transformation et de distribution des aliments en tenant compte de la question de l'équité; v) investir dans l'amélioration des systèmes d'information en exploitant les technologies numériques.

Les principaux domaines d'action au titre **de l'environnement alimentaire et de la consommation** sont: i) la planification et la gouvernance des environnements alimentaires; ii) la prise en compte de données comportementales lors de l'élaboration de politiques et de programmes; iii) le renforcement de la protection sociale.

Parmi les domaines d'action relevant **de l'environnement favorable, du contexte général et de la gouvernance**, citons: i) l'élaboration de politiques et la planification tenant compte de l'alimentation et de la nutrition; ii) la prise de mesures pour remédier aux asymétries de pouvoir dans la gouvernance; iii) la mise en place d'une couverture sanitaire universelle qui comprenne les soins en matière de nutrition; iv) l'adoption d'une approche globale du climat et de la durabilité; v) la recherche d'une croissance inclusive au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et l'élaboration de politiques qui ne soient pas limitées à la recherche de la croissance.

INTRODUCTION



Dans sa Note de 2017 sur les questions cruciales et émergentes (HLPE, 2017a), le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) a décrit en des termes très clairs le lien entre inégalités et sécurité alimentaire et nutrition. À sa 46e session plénière (14-18 octobre 2019), le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a adopté son Programme de travail quadriennal (2020-2023), dans lequel il demande au HLPE-FSN de préparer un rapport sur «la réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition», à présenter à la 51e session plénière du CSA en 2023 (CFS [CSA], 2019).

Dans la justification exposée pour demander la préparation de ce rapport, le CSA indiquait:

Les disparités persistantes entre les groupes vulnérables et les autres catégories sociales – qui reflètent les inégalités entre les pays et en leur sein – sont susceptibles de ralentir la croissance et de provoquer une instabilité politique et des flux migratoires ayant des conséquences néfastes sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les inégalités criantes – notamment entre les zones rurales et les zones urbaines – dans l'accès aux services et aux actifs de base se traduisent par des rythmes inégaux de croissance et de transformation économique. Elles ont une incidence sur la possibilité qu'ont les ménages de sortir de la pauvreté rurale, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (CFS 2019/46/7, 2019, p. 10).

Le rapport formulera des recommandations destinées à étayer l'axe de travail du CSA sur les inégalités.

Le CSA a demandé en particulier au HLPE-FSN d'élaborer un rapport visant à: i) montrer, à partir d'une analyse d'éléments factuels, en quoi les inégalités d'accès à des actifs (en particulier à la terre, aux autres ressources naturelles et à des moyens financiers) et de revenu au sein des systèmes agroalimentaires empêchent de nombreux acteurs de sortir de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; ii) analyser les facteurs d'inégalité et formuler des recommandations sur les approches à adopter pour les résorber; iii) déterminer les domaines dans lesquels il est nécessaire de poursuivre les recherches et de collecter des données supplémentaires (CFS 2019/46/7, 2019, p. 10).

Ce rapport nourrira la réflexion de l'axe de travail thématique du CSA sur les inégalités, dont l'objectif est de **s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire en mettant l'accent sur les personnes «les plus touchées par la faim et la malnutrition»**, plus particulièrement sous l'angle des inégalités au sein des systèmes alimentaires. Se fondant sur ce rapport du HLPE-FSN, l'axe de travail fournira une analyse des facteurs déterminant les inégalités socioéconomiques entre les acteurs des systèmes agroalimentaires, qui ont une incidence sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

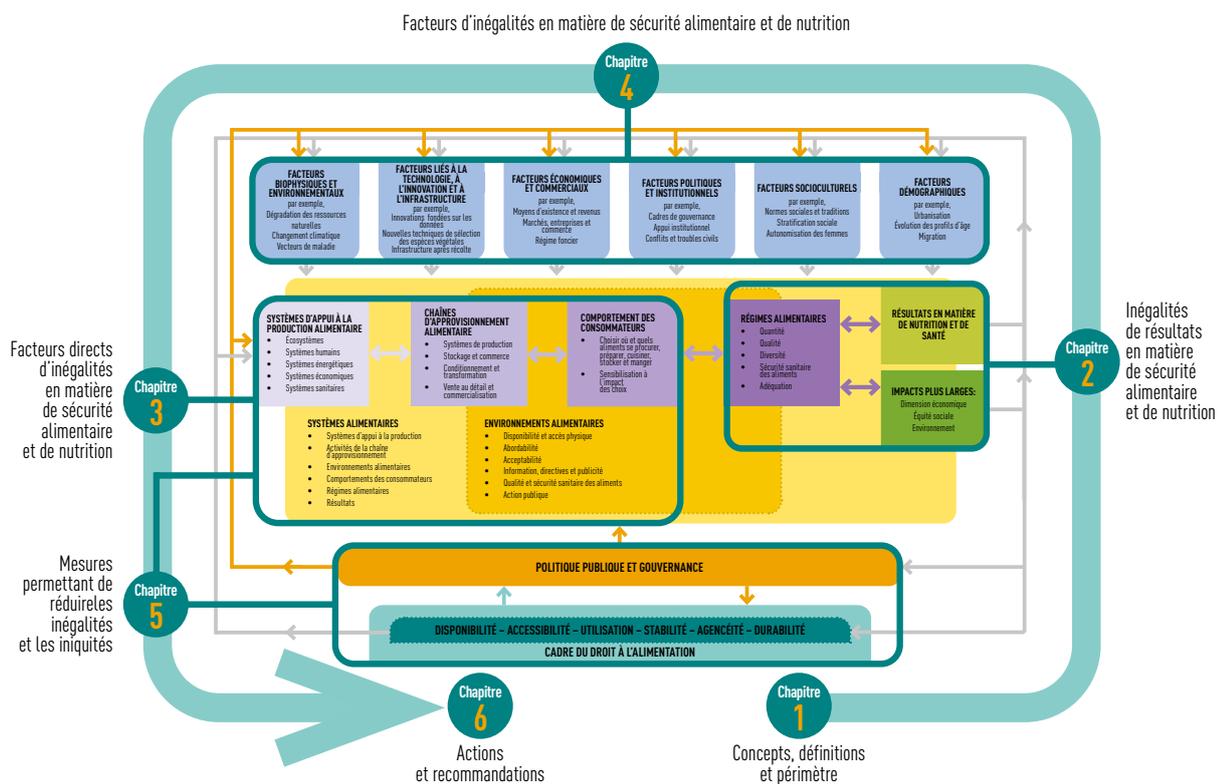
CONTENU DU PRÉSENT RAPPORT

Le présent rapport est une photographie de l'état actuel des connaissances sur les inégalités et les iniquités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Une bonne partie des éléments qui y sont exposés sont contemporains et illustrent les inégalités observées entre groupes de population au vu des données les plus récentes. En regardant en arrière, nous avons cherché à déterminer, là où cela était possible, si les inégalités avaient évolué dans le temps (mobilité), comment elles se transmettaient d'une génération à l'autre, et quels facteurs étaient à l'origine des inégalités actuelles. Et en regardant devant nous, nous sommes aussi intéressés aux tendances futures importantes en matière d'inégalité, comme celles liées au changement climatique, et aux moyens d'atténuer ces tendances par des mesures favorisant l'équité. Il n'est pas possible en un seul rapport d'examiner toutes les inégalités et iniquités qui existent dans les domaines des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Nous nous sommes donc concentrés sur les principaux enjeux et sur les populations qui les illustrent particulièrement, et nous appelons à poursuivre les travaux et à prendre des mesures adaptées à chaque contexte.

Ce rapport contient six chapitres organisés selon le cadre adopté par le HLPE-FSN pour les systèmes alimentaires (HLPE, 2020), qui explorent les problèmes rencontrés et les solutions possibles aux inégalités et iniquités existant dans l'ensemble du système (FIGURE 1). Après le CHAPITRE 1 qui présente les principaux concepts, les définitions importantes ainsi qu'un cadre conceptuel, les trois chapitres suivants décrivent les inégalités constatées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et examinent leurs facteurs de causalité. Le CHAPITRE 2 décrit les principales inégalités existant en matière de sécurité alimentaire et de nutrition entre les pays et à l'intérieur des pays. Le CHAPITRE 3 se penche sur les principales inégalités observées

au sein des systèmes alimentaires et des autres systèmes ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CHAPITRE 4 considère les problèmes à la racine en analysant les facteurs structurels, notamment d'ordre socioculturel, économique et politique, qui sont incontournables pour comprendre les inégalités. Enfin, les CHAPITRE 5 et 6 envisagent des solutions: Le CHAPITRE 5 explore les mesures à prendre au sein des systèmes alimentaires et des autres systèmes qui interviennent dans la sécurité alimentaire et la nutrition et propose également une réflexion sur les stratégies susceptibles d'amener une transformation plus globale. Le CHAPITRE 6 conclut le rapport par un ensemble de recommandations importantes.

FIGURE 1: ORGANISATION DU RAPPORT AU REGARD DU CADRE DU HLPE-FSN SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES



Source: Adapté de HLPE 2020. Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.

Chapitre 1

CADRE GÉNÉRAL ET CONCEPTUEL



POINTS ESSENTIELS

- Les inégalités dans les systèmes alimentaires engendrent des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il est vital de combattre les inégalités parce qu'elles compromettent les progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et que cet enjeu fait partie des objectifs mondiaux et des engagements pris par les États dans les pactes relatifs aux droits humains. S'y employer est une question de justice et d'équité entre les êtres humains, que l'on retrouve dans le principe de «ne laisser personne de côté» inscrit dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030).
- Le présent rapport définit les inégalités comme étant les écarts constatés entre des personnes ou des groupes (pouvant être caractérisés par leur situation sociale, économique ou géographique) en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ou dans des facteurs connexes liés aux systèmes alimentaires (tels que l'accès aux moyens de production alimentaire). Ces inégalités découlent d'iniquités, définies comme étant les raisons évitables pour lesquelles des disparités de répartition existent et des désavantages s'accumulent de façon systématique, conséquences d'asymétries en matière de statut social, de discrimination et de rapports de pouvoir (ENCADRÉ 1).
- L'analyse s'appuie volontairement sur divers types de sources, dont des travaux de recherche et des rapports scientifiques, des données qualitatives et ethnographiques, des approches quantitatives ou modélisées et des savoirs autochtones, locaux, circonscrits ou tacites. Elle aborde le sujet des inégalités et des iniquités dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition sous différents angles, dont ceux de la redistribution économique, des droits humains et de la justice sociale.
- Le cadre conceptuel explique pourquoi la meilleure manière de réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est de combattre les inégalités dans les systèmes alimentaires et les systèmes connexes. Un changement durable suppose de s'attaquer aux causes profondes des inégalités, ce qui demande de remonter aux sources de la marginalisation dans chaque contexte et de prendre des mesures pour assurer la reconnaissance et la représentation des groupes marginalisés ou autres ainsi qu'une redistribution en leur faveur, tant directement dans les systèmes alimentaires que dans les domaines concernés de la politique publique et de la gouvernance.

1.1 POURQUOI S'INTÉRESSER AUX INÉGALITÉS ET AUX RELATIONS ENTRE INÉGALITÉS ET INIQUITÉS?

Le monde est caractérisé par des inégalités qui se manifestent aussi bien dans les possibilités offertes à chacun que dans les résultats observés. Ces inégalités sont particulièrement marquées au sein des systèmes alimentaires (ENCADRÉ 1), où elles exacerbent des situations déjà alarmantes de faim et de malnutrition et représentent un obstacle majeur à toute transformation positive. Un enfant de moins de 5 ans sur cinq souffre d'un retard de croissance. Une personne sur trois n'a pas accès à une nourriture adéquate (Development Initiatives, 2021). Dans le même temps, trois milliards d'êtres humains n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine

et, en 2016, 671 millions d'adultes et 124 millions d'enfants étaient obèses (FAO *et al.*, 2021; Herforth *et al.*, 2020; The GBD 2015 Obesity Collaborators, 2017). Mais, surtout, ces résultats ne sont pas répartis de manière égale entre les pays, ni entre les groupes sociaux. On trouve les taux les plus élevés de prévalence du retard de croissance chez l'enfant en Mélanésie, en Afrique centrale et, partout dans le monde, parmi les populations rurales pauvres. À l'inverse, la surcharge pondérale chez l'enfant est un phénomène particulièrement présent dans certaines populations d'Australie et d'Aotearoa Nouvelle-Zélande, tandis que chez l'adulte elle touche fortement les populations socioéconomiquement défavorisées dans beaucoup de régions riches.

Les inégalités génèrent des coûts économiques, écologiques et sociaux colossaux, qui se répercutent de multiples manières dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Un faible degré de sécurité alimentaire et de nutrition diminue à

son tour les perspectives d'avenir des personnes, leur qualité de vie et leur productivité, perpétue la pauvreté et freine la croissance économique tant directement (à cause des coûts médicaux, par exemple) qu'indirectement (du fait de la moindre productivité qui en résulte, entre autres) (Kleinman *et al.*, 2014; World Obesity Federation, 2017). D'après les estimations, les coûts indirects liés à l'obésité atteindraient ainsi 8 pour cent du produit national brut (PNB) dans certains pays (Popkin *et al.*, 2006) et les coûts liés aux carences en oligo-éléments peuvent s'élever à 11 pour cent du PNB (Horton and Steckel, 2013). Les inégalités dans la distribution et la consommation alimentaires contribuent aux pertes et gaspillages de nourriture, estimés à un tiers de la production de denrées destinées à la consommation humaine, soit un coût de 70 milliards d'USD par an, et à la perte inutile de terres, d'eau et de biodiversité (FAO, 2013). La diversité biologique et la diversité de l'alimentation sont indissociables, et un appauvrissement de l'une a un impact sur l'autre, les premières victimes étant, dans les deux cas, les populations les plus marginalisées (Harris *et al.*, 2022b). Outre leurs conséquences écologiques et économiques, ces inégalités profondes ont maintes fois provoqué des troubles politiques, car la faim et le manque de sécurité alimentaire peuvent être sources de contestations et d'émeutes (Bush and Martiniello, 2017).

Les inégalités existent dans tous les pays du monde, et elles se superposent souvent. Par exemple, être une femme dans une société où la population féminine est désavantagée peut être encore plus difficile si l'on appartient aussi à une ethnie ou une caste marginalisée – on appelle «intersectionnalité» le cumul d'effets négatifs. Ainsi, les membres de la société les plus marginalisés sont généralement aussi les plus laissés de côté dans les systèmes alimentaires (Development Initiatives, 2021; Harris *et al.*, 2021; Nisbett *et al.*, 2022).

Ces répercussions terribles et multiformes des inégalités justifient totalement que la lutte contre les inégalités soit au cœur du Programme 2030, qui s'applique à tous les pays quel que soit leur niveau de revenu. Tout objectif visant à faire reculer

la malnutrition, les maladies non transmissibles, la faim et l'insécurité alimentaire doit satisfaire au principe de ne laisser personne de côté (UNSDG [Groupe des Nations Unies pour le développement durable], 2023). La sécurité alimentaire et la nutrition sont évoquées dans les cadres relatifs aux droits humains où les États, aux termes de plusieurs conventions internationales, affirment universellement que «tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe, leur langue, leur religion, leur opinion politique ou toute autre opinion, leur origine nationale ou sociale, leur fortune, leur naissance ou toute autre situation ont le droit à une alimentation suffisante et le droit d'être à l'abri de la faim» (UNHCR [HCR], 2010). Des voix s'élèvent pour demander de renforcer le lien entre droits humains et inégalités (De Schutter, 2023): si les inégalités génèrent des violations des droits humains, par exemple si elles font obstacle à la réalisation du droit à l'alimentation, les États ont l'obligation légale de corriger ces inégalités (OHCHR [HCDH], 1966).

Le présent rapport explore le sujet des inégalités et de leurs déterminants, tant entre les pays et régions qu'à l'intérieur des pays. Il s'appuie sur de précédents travaux du HLPE-FSN et exploite des données et des formes de savoirs pluridisciplinaires pour permettre à la communauté internationale d'améliorer la reconnaissance, l'évaluation et la résorption des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. À cette fin, le rapport s'emploie à: i) préciser certains sens et définitions en rapport avec les inégalités et leurs déterminants afin de faciliter les discussions et les interventions (CHAPITRE 1); ii) décrire les inégalités de résultats existant dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition (CHAPITRE 2); iii) illustrer la manière dont les inégalités dans les systèmes alimentaires et d'autres systèmes associés contribuent à ces résultats (CHAPITRE 3); iv) analyser en profondeur les facteurs systémiques de ces inégalités (CHAPITRE 4); et v) établir les meilleures manières de remédier à ces inégalités (CHAPITRE 5), en formulant un ensemble de recommandations en vue de rendre les systèmes alimentaires plus égaux et équitables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (CHAPITRE 6).

1.2 POURQUOI UNE STRATÉGIE DE TRANSFORMATION PLUTÔT QU'UNE DÉMARCHÉ PROGRESSIVE?

Pour remédier aux inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, différentes stratégies de transformation ont été proposées, allant de l'adoption de changements importants à l'intérieur du cadre de l'action publique existant (par exemple pour améliorer l'accès aux connaissances et aux technologies, et aider les consommateurs à pouvoir acheter et choisir des aliments sains) (Ruben *et al.*, 2021), jusqu'au remaniement des structures de pouvoir et de l'organisation politique (afin de diminuer la résistance des groupes d'intérêt puissants ou d'éviter que des mesures progressives mal appliquées ne fassent finalement que renforcer les inégalités) (Béné *et al.*, 2021; Newell *et al.*, 2021). Étant donné l'ampleur du défi dans les systèmes alimentaires (et dans divers autres systèmes humains et naturels couverts par le Programme 2030), il est clair que la réflexion doit englober la santé et le bien-être de l'humanité et de la planète, et que le meilleur moyen de faire face à ces enjeux complexes est de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes en même temps (Hawkes *et al.*, 2020). Le moment est venu de frapper fort en agissant simultanément sur les facteurs interdépendants et systémiques qui concentrent les effets négatifs des systèmes alimentaires sur les populations les plus marginalisées (Swinburn *et al.*, 2019).

La nécessité d'une stratégie de transformation s'impose pour trois raisons. 1) La progression en direction des objectifs mondiaux est trop lente avec des mesures progressives, et le fait de ne pas s'attaquer aux inégalités retarde les progrès globaux car la sécurité alimentaire et la nutrition s'améliorent plus lentement chez les groupes marginalisés (Development Initiatives, 2021; GloPan, 2020; Harris *et al.*, 2021; HLPE, 2020). 2) Les services écosystémiques et la biodiversité que les systèmes naturels procurent aux systèmes alimentaires sont plus que jamais menacés, ce qui ajoute à l'urgence d'une transformation (ILC [Coalition internationale pour l'accès à la terre], 2020; Steffen *et al.*, 2015; UNCCD [Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification], 2019), et l'impact

de la dégradation des ressources naturelles se fait sentir de façon particulièrement aiguë dans les populations les plus marginalisées au sein du système alimentaire, notamment chez les peuples autochtones, les petits agriculteurs, les pêcheurs, les travailleurs sans terres et les migrants qui, tous ensemble, produisent la plus grande partie des denrées alimentaires mondiales (UNCCD, 2019). 3) La vitesse à laquelle se produisent les changements climatiques induits par l'homme dépasse les prévisions antérieures (UNEP [PNUE], 2022) et a des répercussions fondamentales sur la capacité des êtres humains de produire de la nourriture de la même façon qu'avant, et ce sont les producteurs les plus marginalisés qui en ressentent le plus les conséquences – alors qu'ils ont contribué le moins au changement climatique (UNEP, 2022).

Les transformations dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition dont il est question dans ce rapport correspondent à des mesures prises dans l'ensemble du système alimentaire et économique, impliquant de modifier en profondeur la gouvernance des systèmes alimentaires et plus largement les systèmes politiques afin de remédier aux déséquilibres de pouvoir qui ont conduit à considérer comme une situation normale le fait d'avoir des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition (Devereux *et al.*, 2022). Ces transformations doivent être menées à un rythme adapté à l'accélération des menaces fondamentales qui pèsent sur la santé humaine et planétaire selon le consensus scientifique, mais sans exacerber les inégalités existantes ni déplacer la charge sur les générations futures.

1.3 CONCEPTS ET DÉFINITIONS

1.3.1 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Depuis la première définition de la sécurité alimentaire établie par la FAO en 1974 et largement acceptée, qui portait sur l'approvisionnement alimentaire, la notion de sécurité alimentaire n'a pas cessé d'évoluer. Plus récemment, aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire déjà mises en évidence – la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité – sont venues s'ajouter l'agencéité et la durabilité, et le droit à l'alimentation a été reconnu comme essentiel à la sécurité alimentaire (Clapp *et al.*, 2022; HLPE, 2020). Les définitions

ENCADRÉ 1: DÉFINITIONS IMPORTANTES

Un **système alimentaire** est l'ensemble des éléments (environnement, individus, intrants, pro-cessus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités intervenant dans la production, la transformation, la distribution, la préparation et la consommation des denrées alimentaires, ainsi que le résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environ-nemental (HLPE, 2014).

La **sécurité alimentaire** existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et en bonne santé (FAO, 2001). Les dimensions essentielles de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, la durabilité, l'agencéité, l'utilisation et la stabilité (HLPE, 2020).

Les **inégalités** sont les écarts de résultats constatés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ou dans des facteurs connexes associés aux systèmes alimentaires (comme l'accès à des moyens financiers) entre des individus ou des groupes, en fonction de critères sociaux, économiques et/ou géographiques (par exemple, le statut socioéconomique, la «race» ou l'appartenance ethnique, le sexe ou le genre) (Nisbett *et al.*, 2022).

Les **iniquités** sont les raisons d'ordre social, économique ou politique pour lesquelles des écarts systématiques existent dans les possibilités relatives aux systèmes alimentaires ou dans la répartition des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ces raisons étant liées à la manière dont les groupes sociaux sont considérés et traités par le reste de la société, à la fois à l'intérieur du système alimentaire et en dehors (WHO [Organisation mondiale de la Santé (OMS)], 2008).

L'**agencéité** a été définie dans de précédents rapports du HLPE-FSN comme étant «ce qu'une personne est libre de faire et de réaliser en vue d'atteindre les objectifs ou valeurs qu'elle juge importants» (Sen, 1985, p. 203). L'autonomisation est un aspect important de l'agencéité, elle renvoie au fait qu'une personne soit capable de participer à la société et de contribuer à orienter et améliorer sa propre vie et son bien-être (Alsop and Heinsohn, 2005).

Source: Auteurs du présent document.

8]

antérieures de la sécurité alimentaire n'avaient pas pris suffisamment en compte les conditions dans lesquelles la nourriture était produite ou distribuée, ni la question de savoir qui souffrait de la faim ou de malnutrition et pourquoi (Development Initiatives, 2021; Sunam and Adhikari, 2016). Si l'on envisage les systèmes alimentaires sous l'angle de l'agencéité, la nécessité s'impose d'adopter des mesures et des programmes donnant du pouvoir aux personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et qui sont marginalisées dans les systèmes de production alimentaire, et d'aider les individus à demander des comptes à ceux qui ont le devoir de subvenir à leurs besoins. L'intégration de la durabilité établit un lien clair entre les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et la nature des systèmes alimentaires, et ap-pelle

à transformer radicalement les systèmes dans le sens de «l'autonomisation, l'équité, la régénération, la productivité et la prospérité» et en «redéfinissant de manière audacieuse les principes sous-jacents de la production à la consommation» (HLPE, 2020). L'agencéité et la durabilité demandent l'une comme l'autre que les politiques et les pratiques remédient aux problèmes systémiques de partialité, d'injustice et d'exclusion au sein des systèmes alimentaires (ce que le présent rapport appelle «iniquités») afin de résorber les écarts systématiques constatés dans les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (ce que le présent rapport appelle «inégalités»). L'ENCADRÉ 1 donne des définitions des principaux termes en rapport avec les inégalités et la sécurité alimentaire et la nutrition. (Voir l'ANNEXE 1

pour les autres définitions importantes utilisées dans le présent rapport.)

1.3.2 ÉGALITÉ ET ÉQUITÉ

Des différences ont toujours existé entre personnes et entre populations, du fait de variations naturelles liées à l'endroit où les personnes vivent et aux ressources dont elles disposent. Par exemple, les caractéristiques géographiques et les ressources naturelles locales font que, à certains endroits, les habitants disposent de moindres quantités d'eau douce, de sols fertiles ou de ressources foncières, forestières ou marines, et ont donc moins de possibilités de produire directement de la nourriture ou d'en trouver dans la nature. Souvent, néanmoins, les principaux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition ne viennent pas de différences naturelles, mais de disparités créées et exacerbées par la société. Ainsi, les femmes ont de tous temps été exclues de certains processus et opportunités économiques et politiques, raison pour laquelle les indicateurs de participation économique, d'état de santé et de niveau d'instruction demeurent plus faibles chez les femmes que chez les hommes dans tous les pays (Nussbaum, 2000; UNDP [PNUD], 2015; WEF [Forum économique mondial], 2021). Il est donc nécessaire d'aider certaines populations différemment, ou davantage, pour parvenir à des situations identiques – que les disparités soient dues à des variations «naturelles» ou anthropiques. C'est ce que l'on appelle parfois la «discrimination positive» ou «action positive» (Romany et Chu, 2004).

Le présent rapport analyse les cas où l'action (ou l'inaction) de la société soit crée des variations, soit aggrave des variations naturelles (WHO [OMS], 2008). Par exemple, un manque systématique de surveillance et d'investissement dans les régions où les ressources naturelles sont moins abondantes aura pour effet d'aggraver l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition; un manque de représentation de leurs habitants dans les processus décisionnels aura de même un effet délétère. La variation naturelle (écart de richesses en ressources) devient par conséquent une **inégalité** évitable (écart de résultats) lorsque les actions de la société favorisent la persistance de ces écarts, voire les creusent. Les problèmes peuvent être encore amplifiés quand certains groupes sociaux sont déplacés de leurs terres ancestrales pour être réinstallés dans des

environnements moins favorables, comme cela s'est produit pour de nombreuses communautés autochtones. Ainsi, même une inégalité apparemment «naturelle» en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, due aux ressources naturelles disponibles, peut se doubler d'une cause d'ordre social.

Les interventions de la société (dans les sphères sociale, politique et économique) dépendent de la façon dont une société se voit et voit les différents peuples qui la composent. Dans chaque société, les valeurs et les normes culturelles définissent la position sociale à partir d'identités façonnées par le genre, l'appartenance ethnique, la «race», la religion, l'âge, le handicap et d'autres caractéristiques socialement déterminées. Différents groupes détiennent des positions de pouvoir différentes sur la base de ces idées. Certains ont une stature qui leur permet d'influer sur la politique publique et la société, tandis que d'autres sont écartés de ces processus. Une **iniquité** est caractérisée dès lors que des normes sociales défavorisent ou marginalisent systématiquement certains groupes d'après leurs caractéristiques (WHO, 2008).

Cet ensemble de variations, d'inégalités et d'iniquités engendre un schéma cyclique et intergénérationnel de marginalisation et de pénalisation touchant certains groupes sociaux dans certains contextes, qu'il est difficile de rompre sans une intervention directe visant à créer des conditions plus équitables et à diminuer les inégalités. La marginalisation a des répercussions directes sur la sécurité alimentaire et la nutrition où l'on retrouve le même schéma cyclique: la pauvreté et les autres formes de désavantage sont directement liées à une insécurité alimentaire et à un état nutritionnel médiocre, lesquels peuvent à leur tour accentuer la pauvreté et la marginalisation, notamment par des mécanismes intergénérationnels (par exemple, les mères souffrant de malnutrition donnent naissance à des enfants ayant un faible poids à la naissance) (Perez-Escamilla *et al.*, 2018).

Ces définitions se fondent sur de nombreuses études menées dans différents domaines (sociologie, santé publique et équité sanitaire, économie, droits humains et nutrition en santé

publique), de sorte que le présent rapport illustre diverses grilles de lecture disciplinaires.

1.4 CADRE CONCEPTUEL

Le cadre conceptuel de ce rapport (FIGURE 2) est construit à partir d'une diversité de publications sur la justice, les inégalités et les iniquités (CSDH [Commission OMS des déterminants sociaux de la santé], 2008; Fraser, 2009; Nisbett *et al.*, 2022) qui l'articulent autour de trois éléments: les facteurs systémiques des inégalités; les inégalités au sein des systèmes alimentaires et dans d'autres systèmes connexes; et les résultats inégaux en matière de sécurité alimentaire et nutrition.

S'intéresser et remédier aux causes les plus profondes des résultats inégaux observés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans un contexte donné est le moyen le plus transformateur de réduire les inégalités dans ce domaine. Cela suppose en premier lieu de répondre à deux questions: qui sont les groupes économiques ou sociaux les plus marginalisés (par exemple, les petits producteurs, les citadins et ruraux pauvres, ou les personnes qui sont victimes de discrimination en raison de leur identité), et pourquoi (par exemple, parce qu'ils n'ont pas accès à l'information ou aux processus décisionnels et au pouvoir, ou parce que leurs valeurs, leurs cultures et leurs systèmes de savoir ne sont pas représentés dans les structures de gouvernance et les institutions dominantes). Dans le cadre conceptuel du présent rapport, cette étape est appelée la «reconnaissance»: il s'agit de reconnaître qui est marginalisé, pourquoi et comment (Fraser, 2009).

L'étape suivante consiste à se demander qui est représenté dans les processus décisionnels à différents niveaux, depuis l'échelon local jusqu'aux instances nationales d'élaboration des politiques et au-delà, et, point important, comment tel ou tel élément est inclus ou exclu. Cependant, pouvoir siéger dans une institution n'est pas tout: il faut une reconnaissance totale (ci-dessus) et les moyens de participer pleinement. Dans le cadre conceptuel, nous appelons cette partie la «représentation»: la possibilité pour les groupes marginalisés eux-mêmes, ou pour leurs représentants choisis, de se

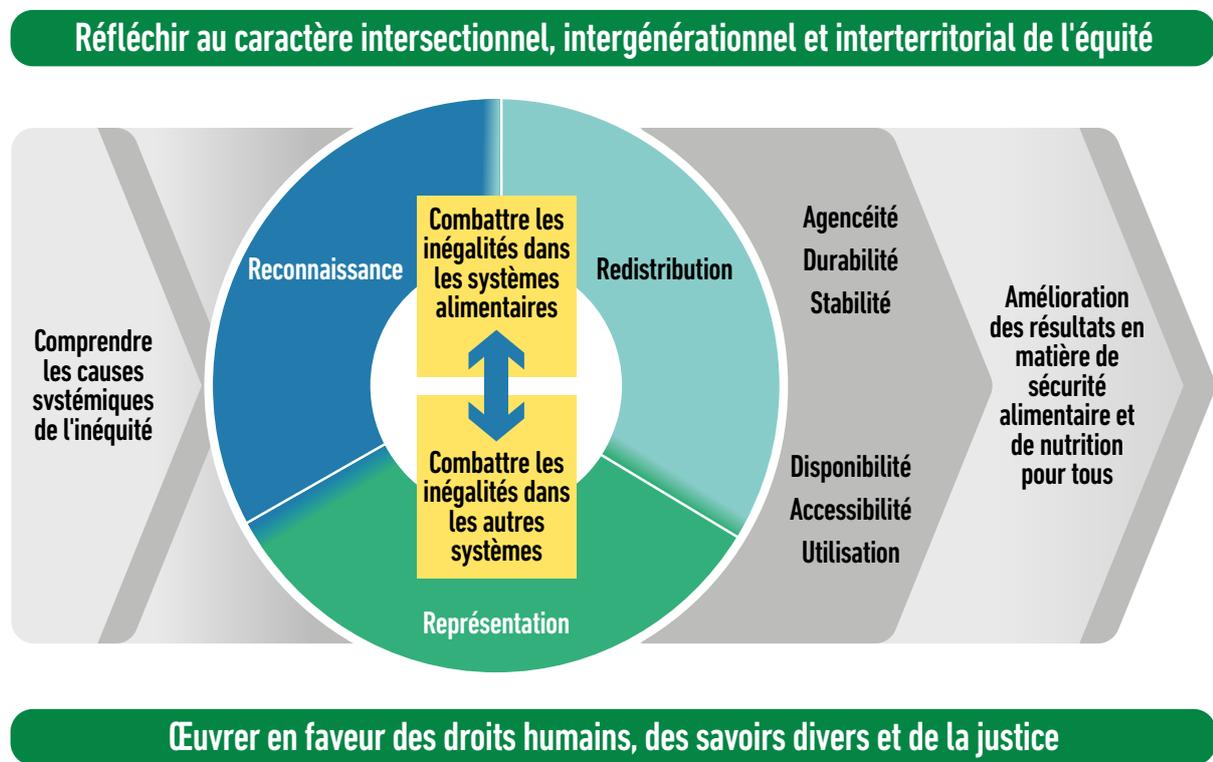
faire entendre dans les processus décisionnels qui les concernent ; ce principe est souvent exprimé par le slogan «rien sur nous sans nous» (Charlton, 1998).

Il faut enfin se demander pourquoi les possibilités économiques et les ressources sont réparties comme elles le sont, et comment elles peuvent être redistribuées en faveur des groupes marginalisés (par exemple, en dirigeant des investissements vers des zones auparavant sous-représentées, ou en veillant à ce que les dispositifs de protection sociale bénéficient à des groupes non reconnus jusqu'alors comme étant marginalisés). Dans le cadre conceptuel, nous appelons cette démarche la «redistribution»: la redistribution des ressources, des possibilités ou de tout ce dont ces groupes marginalisés étaient privés et qui les empêchait d'atteindre leur potentiel en matière de sécurité alimentaire et nutrition.

Ce processus de reconnaissance, de représentation et de redistribution (le cercle au milieu de la FIGURE 2, le «moteur d'équité») est important, et nécessaire pour que les nombreux désavantages sociaux et politiques qui alimentent les inégalités soient totalement corrigés. Chaque partie de ce moteur doit fonctionner avec les autres pour amener des transformations fondamentales permettant de gommer les inégalités en matière de sécurité alimentaire et nutrition. En plus de remédier à ces problèmes en s'attaquant à leurs causes sociales profondes, il est possible d'agir au sein des systèmes alimentaires, par exemple en travaillant à réduire les inégalités d'accès aux moyens de production alimentaire, aux ressources financières, à l'information et aux possibilités offertes par les chaînes de valeur.

Parce que différents secteurs interviennent dans la sécurité alimentaire et la nutrition, d'autres possibilités existent de remédier aux inégalités dans ce domaine à travers d'autres systèmes connexes, notamment l'économie, la santé et l'éducation, et au regard d'autres droits fondamentaux comme le droit au logement et le droit à l'eau. Ces interventions multisectorielles sont importantes pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en raison des synergies qui existent entre les mesures prises pour réduire les inégalités dans les différents systèmes. Remédier aux inégalités dans les autres systèmes

FIGURE 2:
CADRE CONCEPTUEL: MOTEUR D'ÉQUITÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION



Source: Auteurs du présent document.

passer par le même processus : reconnaître qui est victime de marginalisation et d'iniquité dans le système, et pourquoi et comment ; avoir une véritable représentation des groupes marginalisés, à côté des autres, dans les processus de recherche de solutions pour corriger les inégalités de pouvoir ; et souvent, ménager la redistribution des ressources ou des possibilités pour permettre à ces groupes de participer sur un pied d'égalité avec les autres. En intervenant sur les trois paramètres traditionnels de la disponibilité, de l'accessibilité et de l'utilisation des denrées alimentaires, et en parallèle sur la stabilité et la durabilité des systèmes alimentaires et sur l'agencéité de toutes les personnes touchées, il est possible de mettre le « moteur d'équité » en marche

pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de tous.

De manière générale, les iniquités sont souvent intersectionnelles (plusieurs inégalités se superposent de façon négative) et leurs conséquences sont intergénérationnelles (elles se répètent dans le temps dans les mêmes groupes sociaux) et interterritoriales (bien que pouvant se manifester différemment selon le lieu, les mêmes problèmes d'équité s'observent partout). Ces caractéristiques des iniquités, rappelées en haut de la [FIGURE 2](#)

, devraient toujours être prises en compte lorsque l'on cherche des solutions adaptées à un contexte donné. Des systèmes équitables doivent aussi tendre à la concrétisation progressive des droits humains et à l'inclusion de différents systèmes de savoirs et manières de poser les problèmes d'inégalité et

de sécurité alimentaire et de nutrition. Cet objectif majeur et bien établi, qui ne doit pas être oublié, est abordé à la section suivante. Il est représenté au bas de la [FIGURE 2](#).

1.5 APPROCHES UTILISÉES

1.5.1 FORMES DE SAVOIRS ET DE DONNÉES

Le présent rapport intègre de multiples formes de connaissances scientifiques et manières d'appréhender les inégalités et les iniquités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, depuis les coefficients de Gini et les courbes de Lorenz bien connus des économistes, jusqu'aux données décomposées par sous-population utilisées par les épidémiologistes, en passant par les études ethnographiques qualitatives du vécu individuel des iniquités, dont se servent les anthropologues.

Le rapport exploite également différents types de savoirs, comme les connaissances des peuples autochtones et des communautés locales ou les savoirs écologiques traditionnels, pour comprendre les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et y remédier. Reconnaître et soutenir les divers systèmes de savoirs en présence permet de prendre en compte différentes épistémologies, ontologies et considérations éthiques dans le traitement des problèmes complexes d'équité et d'égalité au sein des systèmes alimentaires (Huambachano *et al.*, 2022; Kennedy *et al.*, 2022; Vijayan *et al.*, 2022), ce qui est primordial pour transformer durablement les systèmes alimentaires et améliorer l'agencité des populations marginalisées dans leurs environnements historiques et naturels (Coté, 2022a; Huambachano, 2020). Le fait d'exclure ces systèmes de savoirs a creusé les inégalités relatives à la sécurité alimentaire en écartant les propres solutions des personnes marginalisées. Il convient de veiller toutefois à ne pas extraire

ces savoirs de leur contexte culturel, de manière à ne pas les distiller et synthétiser au point d'en fausser le sens original et de ne plus permettre leur validation, leur modification et leur adaptation (Casimirri, 2003).

Le rapport reconnaît par ailleurs que l'équité, l'égalité et la justice peuvent être abordées de différentes manières. Le cadre conceptuel s'inspire principalement des concepts de justice (Fraser, 2009; Rawls, 1999) et de droits humains (De Schutter, 2012) issus des modes de pensée occidentaux. Le rapport interprète cependant ces idées non seulement en termes de droits et de bien-être individuels, mais aussi en intégrant la notion de bien-vivre sur le plan relationnel, ainsi que les concepts d'interconnexion, d'interdépendance et de collectivité qui sont inhérents à la notion africaine d'ubuntu (Jecker, Atuire and Kenworthy, 2022), les valeurs et principes socioécologiques autochtones (Huambachano, 2018), et les conceptions asiatiques de la justice (Norden, 2013). Le rapport adopte une vision de développement universel (Longhurst,

2017), à savoir que, pour définir les problèmes et les approches de l'égalité et de l'équité, nous tirons des enseignements aussi bien des pays du Nord que du Sud, et aussi bien des pays à revenu élevé que des pays à faible revenu.

1.5.2 UN DIALOGUE AVEC LES DROITS HUMAINS

Les droits humains sont un principe établi des Nations Unies, et les Directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies s'inspirent des principes des droits humains tels que la dignité humaine, la non-discrimination, la participation, l'obligation de rendre des comptes, la transparence, l'autonomisation et le respect des règles de droit (CFS, 2021). Le droit à l'alimentation est reconnu depuis 1948 et considéré comme indissociable des autres droits. Il a été progressivement précisé et renforcé par divers instruments internationaux auxquels ont adhéré la plupart des États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et d'autres organisations du système. Des pactes internationaux relatifs aux droits humains ont été signés et ratifiés par la plupart des pays du monde et ont dicté les législations nationales dans bon nombre d'entre eux; le droit à l'alimentation a aussi

été reconnu et intégré dans le droit national de beaucoup de pays (De Schutter, 2012; Harris *et al.*, 2022a) et est inscrit dans les constitutions de plus d'une centaine d'États. Le droit à l'alimentation crée des obligations pour les États qui sont tenus de le respecter, le protéger et le concrétiser.

Les droits humains ont établi un «plancher» de vie décente pour beaucoup de personnes mais ont moins cherché à percer le «plafond» des inégalités économiques (Ragnarsson, 2020), ce qui laisse donc de la place pour une plus grande prise en compte de l'équité. Les droits intègrent déjà intrinsèquement l'«égalité de statut», ce qui veut dire que toute discrimination fondée sur des attributs sociaux (tels que ceux des groupes souvent marginalisés exposés plus haut) est interdite (UN [ONU], 1998). Ainsi, les idées forces des approches fondées sur les droits humains (la reconnaissance des groupes marginalisés et leur représentation et leur participation dans les instances travaillant sur les problèmes les concernant) se retrouvent beaucoup dans les définitions de l'équité. Il a néanmoins été suggéré que, en se focalisant sur les conditions minimales à atteindre pour mener une existence digne, les droits humains ont trop négligé la dimension des inégalités de richesse et l'équité sous l'angle distributif (Brinks, Dehm et Engle, 2020). Les concepts fondamentaux des droits humains et de l'équité se recouvrent en grande partie, et les droits humains apportent un soutien juridique et multilatéral utile aux mouvements qui œuvrent en faveur de l'équité, de l'égalité et de la justice pour des raisons morales et éthiques. Néanmoins, les approches fondées sur les droits auront plus de force lorsqu'une place importante sera faite à l'équité, pour permettre d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de tous (Braveman, 2010).

Chapitre 2

INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – SCHÉMAS ET TENDANCES



POINTS ESSENTIELS

- Si **les inégalités sur le plan de la sécurité alimentaire touchent plus particulièrement les populations d’Afrique, d’Asie du Sud et des Caraïbes, les inégalités concernant l’état nutritionnel sont, elles, présentes dans le monde entier**. Malgré les avancées enregistrées dans la lutte contre la dénutrition dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la progression à l’échelle mondiale du surpoids et de l’obésité chez l’adulte comme chez l’enfant sape les progrès accomplis dans le domaine de la nutrition.
- La **variabilité** des facteurs contribuant aux inégalités à l’intérieur des pays **s’explique par le contexte local**, sauf dans le cas de certains **groupes constamment marginalisés: les femmes, les personnes sans instruction, les peuples autochtones et les pauvres**.
- Afin de quantifier et de suivre systématiquement les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, il est nécessaire de disposer de davantage de **données relatives au vécu** et de **données correctement ventilées** selon le genre, la situation géographique, la situation économique, l’appartenance ethnique, l’appartenance sociale et l’aptitude physique.
- **De nombreuses inégalités importantes sont de nature intersectionnelle, mais l’on manque de données granulaires pour caractériser cette intersectionnalité et pour repérer les personnes les plus vulnérables** de façon systématique.

Ce chapitre explore les inégalités observées entre les régions, entre les pays, et à l’intérieur des pays dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition (montrant au passage que le droit à l’alimentation est loin d’être partout pleinement réalisé par les porteurs de devoirs). Il étudie les inégalités dans les situations constatées (ou «résultats») en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, tandis que les chapitres suivants décrivent les inégalités relatives aux facteurs de causalité directs de ces inégalités (CHAPITRE 3) et à leurs facteurs structurels historiques et systématiques (CHAPITRE 4), sachant que bon nombre de ces inégalités se superposent souvent et se renforcent mutuellement. Ce chapitre s’appuie sur des publications et des données existantes; conformément au mandat du HLPE-FSN, aucune nouvelle étude n’a été entreprise.

Les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont ici essentiellement mesurés par des grandeurs et indicateurs qui caractérisent l’état nutritionnel et les dimensions de la sécurité alimentaire liées à l’alimentation, à savoir la disponibilité, l’accès et l’utilisation (FAO and Intake-Center for dietary assessment, 2022; INDDX Project, 2022). Les composantes de la sécurité alimentaire relatives à la qualité, à la quantité, aux préférences et à la durabilité sont également prises en compte s’il y a lieu. Les inégalités sont analysées au niveau mondial, entre les régions, entre

les pays et à l’intérieur des pays, selon les grands axes d’inégalité que sont le lieu géographique, le genre, le milieu (urbain ou rural), le revenu et la pauvreté, l’ethnie, l’appartenance à un peuple autochtone, la «race» et le statut socioéconomique, et leurs superpositions (intersectionnalité), certains étant davantage mis en avant pour des raisons de disponibilité des données.

2.1 INÉGALITÉS MONDIALES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

L’insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, chez l’adulte et chez l’enfant, sont inégalement réparties partout dans le monde, même si les axes d’inégalité diffèrent. Ces inégalités mondiales et régionales sont mises en évidence par les indicateurs clés de l’objectif de développement durable (ODD) 2 présentés au TABLEAU 1 et expliqués à l’ANNEXE 1, qui sont calculés essentiellement à partir des données représentatives les plus récentes et des dernières évolutions tirées de l’édition 2022 du rapport sur L’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (FAO *et al.*, 2022) et des estimations conjointes de la malnutrition infantile publiées en 2021 (UNICEF, WHO, and World Bank

Group [Groupe de la Banque mondiale], 2021). Ces répartitions inégales, conjuguées à la mondialisation, à l'urbanisation, aux conflits et aux guerres, aux pandémies, au changement climatique et aux autres crises environnementales, ainsi qu'à des facteurs systémiques et institutionnels, ont créé une situation où aucune région ni pays du monde n'est à l'abri des inégalités sur le plan de la faim, de l'insécurité alimentaire ou de la malnutrition (FAO *et al.*, 2022; Swinburn *et al.*, 2019). Du point de vue mondial, la prévalence de l'insécurité alimentaire (mesurée par l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue [échelle FIES]), de la dénutrition chez les femmes (insuffisance pondérale et anémie) et de la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans (retard de croissance) est la plus élevée sur le continent africain. Les niveaux les plus faibles pour ces indicateurs sont enregistrés dans les régions de l'Europe, de l'Amérique du Nord, et de l'Australie et Nouvelle-Zélande, qui affichent en revanche les taux de prévalence les plus élevés pour le surpoids (indice de masse corporelle > 25) et l'obésité (indice de masse corporelle ≥ 30).

2.2 INÉGALITÉS MONDIALES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE FAIM – SITUATION ET TENDANCES

Au-delà des disparités entre régions dans la prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée ou grave), il existe d'importantes variations intrarégionales dans les niveaux de gravité de l'insécurité alimentaire. À l'intérieur de chaque grande région (Afrique, Amérique du Nord et Europe, Amérique latine et Caraïbes, Asie), les taux d'insécurité alimentaire grave sont plus élevés à certains endroits, en l'occurrence en Afrique centrale (37,7 pour cent), en Europe méridionale (2,8 pour cent), dans les Caraïbes (30,5 pour cent) et en Asie du Sud (21 pour cent). De plus, de nettes inégalités sont observées dans l'évolution de l'insécurité alimentaire à l'intérieur des régions entre 2015 et 2019 (TABLEAU 1). À l'autre extrémité du spectre, la prévalence de l'insécurité alimentaire légère et de la sécurité alimentaire est la plus élevée en Afrique du Sud (75,5 pour cent), en Europe occidentale et septentrionale (> 95 pour cent), en Amérique centrale (65,9 pour cent) et en Asie de l'Est (93,8 pour cent).

En Afrique, les tendances intrarégionales concernant la prévalence de la sous-alimentation ou de la faim et celle concernant la prévalence de l'insécurité alimentaire suivent les mêmes schémas. La sous-alimentation a fortement augmenté entre 2019 et 2020, et, dans une moindre mesure, l'année suivante. Plus de 60 pour cent des personnes sous-alimentées du continent vivent en Afrique centrale ou en Afrique de l'Est, et ce chiffre est stable depuis 2005. Le TABLEAU 1 décrit les disparités entre les régions et à l'intérieur de chacune d'elles.

2.2.1. DISPARITÉS FEMMES-HOMMES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU MONDIAL ET RÉGIONAL

Des écarts systématiques sont constatés entre les femmes et les hommes sur le plan de la sécurité alimentaire entre 2014 et 2019, tant au niveau mondial qu'entre les régions. Ces écarts se sont encore creusés partout, sauf en Afrique, entre 2020 et 2021 (TABLEAU 1). Partout dans le monde, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à souffrir d'insécurité alimentaire, et à un degré plus élevé que les hommes (FAO *et al.*, 2021). Les estimations intrarégionales montrent que les mêmes écarts entre les genres existent, à l'exception d'une prévalence de l'insécurité alimentaire grave légèrement plus importante chez les hommes que chez les femmes en Europe orientale, méridionale et occidentale, en Australie et Nouvelle-Zélande et en Asie centrale, de l'Est et du Sud-Est. On manque de données ventilées par sexe pour les sous-régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire, comme l'Afrique centrale (FAO, 2022e).

Les écarts entre femmes et hommes en matière de sécurité alimentaire ne diminuent pas lorsque les niveaux de revenu des pays progressent. Les données montrent que le revenu national brut (RNB) contribue assez peu à atténuer les inégalités entre les genres. Quel que soit le niveau de revenu du pays, les femmes sont toujours les plus défavorisées en termes d'insécurité alimentaire, avec un écart pouvant atteindre 19 points de pourcentage entre les hommes et les femmes à l'intérieur d'un même pays (Broussard, 2019). Les inégalités entre les genres se superposent souvent à des fractures ethniques et géographiques et à l'appartenance à un peuple autochtone, ce qui génère une plus grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (Lemke et Delormier, 2018).

Enfin, des données qualitatives et quantitatives issues d'une méta-analyse montrent que, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'insécurité alimentaire est associée à une plus forte probabilité de violences signalées à l'égard des femmes et des filles (Hatcher *et al.*, 2022). Bien que les mécanismes de cette relation ne soient pas clairs, cette étude suggère trois raisons pouvant expliquer les liens entre sécurité alimentaire et violence envers les femmes et les filles: des normes liées au genre inéquitables, le dénuement économique et l'isolement social. Ces circonstances accentuent le degré de précarité dans lequel se trouvent les femmes et les filles sur le plan de l'insécurité alimentaire.

2.2.2. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÜÉ ET INÉGALITÉS

À l'échelle mondiale, les populations classées en situation de crise (phase 3), d'urgence (phase 4) ou de catastrophe/famine (phase 5) sont celles qui ont le plus besoin que l'on protège leurs moyens de subsistance et où le risque de mortalité dû à l'insécurité alimentaire est le plus élevé, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC, 2022). Les estimations les plus récentes indiquent que 258 millions de personnes vivant dans 58 pays se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Les pays arrivant en tête pour le nombre de personnes touchées sont l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, la République arabe syrienne, la République démocratique du Congo, le Soudan, l'Ukraine et le Yémen (FSIN and Global Network Against Food Crises [Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires], 2023). On ne dispose pas de données suffisantes pour pouvoir surveiller l'insécurité alimentaire aiguë dans les différents pays, ni pour déterminer quels groupes sont les plus vulnérables dans chacun d'eux. Ces lacunes sont dues notamment au manque d'uniformisation des méthodes de collecte et de notification des données. Toutefois, d'après les données existantes, les groupes classés invariablement en phase 3 ou au-delà comprennent les personnes déplacées, celles vivant dans des zones de conflit, les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de cinq ans (FSIN and Global Network Against Food Crises, 2023).

2.2.3. REVENUS MOYENS, INÉGALITÉS DE REVENUS ET LIENS AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU MONDIAL

La croissance économique et la hausse des revenus moyens dans les pays ne suffiront peut-être pas à assurer la sécurité alimentaire ni un degré élevé d'égalité en matière de sécurité alimentaire entre les groupes.

En dépit d'un recul régulier de la pauvreté mondiale depuis 1990 (World Bank [Banque mondiale], 2020, 2023a), la faim a progressé depuis 2010 et a été aggravée récemment par la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine (CGIAR, 2022; FAO *et al.*, 2022). On peut donc penser que le revenu moyen et la prévalence de la pauvreté ne sont pas les seuls facteurs importants pouvant expliquer les résultats enregistrés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La pauvreté de revenu n'est qu'une dimension parmi d'autres intervenant dans la faim, l'insécurité alimentaire et les aspects (entre autres) biologiques des états nutritionnels (Barrett, 2010; Prydz, Jolliffe and Serajuddin, 2021; Webb *et al.*, 2006). Une analyse mondiale portant sur des individus vivant dans 134 pays montre que, quelle que soit la catégorie de revenu dans laquelle un pays est classé, les principaux facteurs associés à une probabilité accrue d'insécurité alimentaire sont les suivants: des niveaux d'instruction bas, des réseaux sociaux peu développés, un capital social faible et un revenu du ménage faible (Smith, Rabbitt and Coleman-Jensen, 2017a).

Même dans les cas où la prévalence de la sécurité alimentaire s'améliore avec le revenu, les inégalités entre les groupes en matière de sécurité alimentaire peuvent persister, voire augmenter. Wesselbaum *et al.* (2023) analysent des données mondiales reposant sur l'échelle FIES et mettent en évidence une courbe de Kuznets (courbe en U inversé) en ce qui concerne la relation entre la prévalence de la sécurité alimentaire et les inégalités en matière de sécurité alimentaire au sein de la population. L'étude conclut que les pays à revenu intermédiaire présentent les inégalités intérieures les plus fortes en matière de sécurité alimentaire. Ces résultats tendent à montrer que, pour réduire les inégalités relatives à la sécurité alimentaire, les pays ne doivent pas compter que sur la hausse des revenus moyens, mais investir dans des dispositifs et des institutions de protection sociale.

TABLEAU 1:
SYNTHÈSE DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES

VALEUR MESURANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU LA NUTRITION	DISPARITÉS NOTABLES ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES	ÉVOLUTIONS RÉCENTES (2015-2019, SAUF MENTION CONTRAIRE)	INÉGALITÉS NOTABLES ENTRE FEMMES ET HOMMES ET ENTRE D'AUTRES GROUPES
<p>PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION (FAIM)</p> <p>(Indicateur 2.1.1 de l'ODD x2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> C'est en Afrique que la prévalence de la faim est la plus forte, soit 20,2 pour cent de la population, contre moins de 10 pour cent en Asie et en Amérique latine, et moins de 2,5 pour cent en Amérique du Nord et en Europe (FAO <i>et al.</i>, 2022). Les taux de prévalence sont particulièrement élevés en Afrique de l'Est (29,8 pour cent) et en Afrique centrale (32,8 pour cent), mais l'Asie du Sud compte le plus grand nombre d'habitants souffrant de la faim (331,6 millions) (FAO <i>et al.</i>, 2022). La région Amérique du Nord et Europe, en revanche, affiche le taux de prévalence le plus bas (< 2,5 pour cent), suivie de l'Océanie (5,8 pour cent) (FAO <i>et al.</i>, 2022). Les taux de prévalence de la sous-alimentation particulièrement élevés en Afrique de l'Est, en Afrique centrale, en Asie du Sud et dans les Caraïbes contribuent à la charge globale de la faim dans les régions Afrique, Asie et Amérique latine et Caraïbes, respectivement (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> La faim avait reculé lentement mais régulièrement en Asie entre 2015 et 2019 (↓0,6 pp), et progressé au contraire dans les régions Afrique (↑1,6 pp) et Amérique latine et Caraïbes (↑0,9 pp) (FAO <i>et al.</i>, 2022). Mais elle a augmenté partout entre 2019 et 2021: en Afrique (↑2,8 pp), en Asie (↑1,7 pp), en Océanie (↑0,2 pp) et en Amérique latine et Caraïbes (↑1,9 pp) (FAO <i>et al.</i>, 2022). La hausse a été plus forte en Asie du Sud depuis 2017 (↑4,5 pp) que dans toutes les autres sous-régions de l'Asie (< 0,3 pp). 	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence de la faim a diminué dans les pays de toutes les catégories de revenu entre 2004-2006 et 2021, sauf dans les pays à revenu élevé où elle est restée inchangée (FAO <i>et al.</i>, 2022). 
<p>PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE</p> <p>(Indicateur 2.1.2 de l'ODD 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence est la plus forte en Afrique puisqu'elle touche 57,9 pour cent de la population, contre un peu moins de 25 pour cent en Asie, 40,6 pour cent en Amérique latine et Caraïbes, et 8 pour cent en Amérique du Nord et Europe (FAO <i>et al.</i>, 2022). Elle est particulièrement élevée en Afrique de l'Est (66,9 pour cent), en Afrique centrale (75,3 pour cent) et aux Caraïbes (64 pour cent) (FAO <i>et al.</i>, 2022). L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne comptent le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire moyenne ou grave (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> L'insécurité alimentaire a augmenté entre 2014 et 2021 en Afrique (↑13,5 pp), en Asie et en Amérique latine et Caraïbes (↑16 pp) (FAO <i>et al.</i>, 2022). Les hausses ont été spécialement marquées en Afrique de l'Ouest (↑23,9 pp), ainsi qu'en Asie centrale (↑11,7 pp), en Asie du Sud (↑13,3 pp), en Amérique latine (↑17,1 pp) et en Amérique du Sud (↑22,5 pp) (FAO <i>et al.</i>, 2022). En Amérique du Nord et Europe, l'insécurité alimentaire a reculé pendant cette période (↓0,7 pp) (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> Dans toutes les régions du monde, l'insécurité alimentaire est plus élevée et plus grave chez les femmes que chez les hommes (FAO <i>et al.</i>, 2022). 

VALEUR MESURANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU LA NUTRITION	DISPARITÉS NOTABLES ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES	ÉVOLUTIONS RÉCENTES (2015-2019, SAUF MENTION CONTRAIRE)	INÉGALITÉS NOTABLES ENTRE FEMMES ET HOMMES ET ENTRE D'AUTRES GROUPES
<p>PERSONNES N'AYANT PAS LES MOYENS D'AVOIR UNE ALIMENTATION SAINES</p> <p>(FAO <i>et al.</i>, 2022).</p>	<ul style="list-style-type: none"> En Afrique de l'Est et de l'Ouest et en Afrique centrale, plus de 85 pour cent de la population n'a pas les moyens d'avoir une alimentation saine, suivies de l'Asie du Sud avec 70 pour cent (FAO <i>et al.</i>, 2022). C'est le cas de moins de 2 pour cent de la population de la région Europe et Amérique du Nord (FAO <i>et al.</i>, 2022). L'inabondabilité d'une alimentation saine est uniforme dans chaque catégorie de pays classés par revenu – 88 pour cent de la population dans les pays à faible revenu, 69,4 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 15,2 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 1,4 pour cent dans les pays à revenu élevé (Bai, Herforth and Masters, 2022; Raghunathan, Headey and Herforth, 2021). 	<ul style="list-style-type: none"> La hausse récente des prix alimentaires, s'ajoutant aux crises des revenus pendant la pandémie, a aggravé l'inabondabilité d'une alimentation saine dans pratiquement toutes les régions (FAO <i>et al.</i>, 2022). Pays où l'inabondabilité d'une alimentation saine est persistante (> 90 pour cent de la population) depuis 2017: Angola, Burundi, Congo, Guinée, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigéria, République centrafricaine, Soudan (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes, les filles et les populations rurales sont particulièrement touchées par ce problème (Bai, Herforth and Masters, 2022; FAO <i>et al.</i>, 2022; Raghunathan, Headey and Herforth, 2021). 
<p>PRÉVALENCE DE L'ANÉMIE CHEZ LA FEMME</p> <p>(Indicateur 2.2.3 de l'ODD 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence de l'anémie chez les femmes est la plus élevée en Afrique de l'Ouest (51,8 pour cent), suivie de l'Asie du Sud (48,2 pour cent) et de l'Afrique centrale (43,2 pour cent) (FAO <i>et al.</i>, 2022). Les données sont insuffisantes pour évaluer la charge de l'anémie dans les pays à revenu élevé (Bai, Herforth and Masters, 2022; Development Initiatives, 2020; Raghunathan, Headey and Herforth, 2021). 	<ul style="list-style-type: none"> Peu de progrès ont été faits dans la réduction de l'anémie chez les femmes non enceintes au cours de la dernière décennie (Development Initiatives, 2020). Chez les femmes enceintes, les estimations les plus récentes montrent une tendance à la baisse, avec un taux passé de 41 pour cent en 2000 à 30 pour cent en 2019 (Stevens <i>et al.</i>, 2022). Entre 2000 et 2009, et entre 2010 et 2019, seuls le Guatemala et les Philippines ont fait suffisamment de progrès pour atteindre l'objectif de réduction de l'anémie fixé par l'Assemblée mondiale de la Santé (Stevens <i>et al.</i>, 2022).. 	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes anémiées ont plus de probabilités d'être pauvres, de ne pas avoir bénéficié d'un enseignement scolaire et de vivre en milieu rural (FAO <i>et al.</i>, 2022). 

VALEUR MESURANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU LA NUTRITION	DISPARITÉS NOTABLES ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES	ÉVOLUTIONS RÉCENTES (2015-2019, SAUF MENTION CONTRAIRE)	INÉGALITÉS NOTABLES ENTRE FEMMES ET HOMMES ET ENTRE D'AUTRES GROUPES
<p>PRÉVALENCE DE L'OBÉSITÉ CHEZ L'ADULTE</p>	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence de l'obésité chez l'adulte est la plus élevée en Amérique du Nord, en Europe et en Australie et Nouvelle-Zélande. L'Asie et l'Afrique affichent des taux sensiblement plus faibles, bien que certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord présentent des taux d'obésité comparables à ceux des pays occidentaux. Les trois pays où la prévalence de l'obésité est la plus forte (41 à 65 pour cent) chez les hommes et les femmes sont les États insulaires de Micronésie, de Mélanésie et de Polynésie [Global Obesity Observatory, 2023]. Plus d'un tiers des hommes sont obèses en Arabie saoudite, en Australie, au Canada, aux États-Unis d'Amérique, au Koweït, à Malte, en Nouvelle-Zélande et au Qatar. Dans la population féminine, plus des deux cinquièmes des femmes sont obèses en Afrique du Sud, en Arabie saoudite, aux Bermudes, en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, en Libye, en Palestine, à Porto Rico, au Qatar et en Türkiye. 	<ul style="list-style-type: none"> L'obésité chez l'adulte a progressé dans toutes les régions du monde depuis 20 ans. Les tendances mondiales par sexe et ajustées pour l'âge montrent une augmentation de la prévalence de l'obésité, de ↑7,6 pp et de ↑8,5 pp chez les hommes et chez les femmes, respectivement, entre 1975 et 2014. 	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes en surpoids sont plus susceptibles de vivre en milieu urbain et d'appartenir à des ménages aisés. Globalement, les pays plus riches présentent des taux de surpoids et d'obésité cinq fois supérieurs à ceux des pays plus pauvres [Development Initiatives, 2021]. Dans les pays à revenu élevé – l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande – et chez les peuples autochtones, la prévalence de l'obésité est beaucoup plus élevée [Batal and Decelles, 2019; Goins et al., 2022; Thurber et al., 2018].
<p>PRÉVALENCE DU RETARD DE CROISSANCE CHEZ L'ENFANT DE MOINS DE 5 ANS</p> <p>(Indicateur 2.2.1 de l'ODD 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le taux de prévalence du retard de croissance est le plus élevé en Mélanésie (40,6 pour cent), suivie de l'Afrique centrale (36,8 pour cent), l'Afrique de l'Est (32,6 pour cent), l'Afrique de l'Ouest (30,9 pour cent) et l'Asie du Sud (30,7 pour cent) [FAO et al., 2022]. En revanche, il ne dépasse pas 3 à 5 pour cent en Europe et en Amérique du Nord. C'est l'Asie du Sud qui compte les plus grands nombres d'enfants en retard de croissance. Sur les trois pays abritant près de la moitié (47,2 pour cent) des enfants souffrant d'un retard de croissance, deux se trouvent en Asie du Sud: l'Inde et le Pakistan [Development Initiatives, 2020]. 	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence du retard de croissance chez l'enfant a reculé régulièrement au cours des 20 dernières années et s'est concentrée davantage dans les pays à faible revenu. Cependant, dans certains pays d'Afrique du Nord, d'Océanie et des Caraïbes, elle a recommencé à augmenter. 	<ul style="list-style-type: none"> Les enfants souffrant d'un retard de croissance ont plus de probabilités d'être des garçons, de vivre en milieu rural, d'être pauvres et d'avoir des mères n'ayant pas bénéficié d'un enseignement scolaire.



VALEUR MESURANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU LA NUTRITION	DISPARITÉS NOTABLES ENTRE LES RÉGIONS ET À L'INTÉRIEUR DE CHACUNE D'ELLES	ÉVOLUTIONS RÉCENTES (2015-2019, SAUF MENTION CONTRAIRE)	INÉGALITÉS NOTABLES ENTRE FEMMES ET HOMMES ET ENTRE D'AUTRES GROUPES
<p>PRÉVALENCE DE L'ÉMACIATION CHEZ L'ENFANT DE MOINS DE 5 ANS</p> <p>(Indicateur 2.2.2 de l'ODD 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence de l'émaciation chez l'enfant est la plus élevée en Asie du Sud (14,1 pour cent), suivie de l'Océanie (Mélanésie, Micronésie et Polynésie) (9,0 pour cent). Au niveau des pays, on trouve des taux élevés de prévalence de l'émaciation (> 15 pour cent) à Djibouti, en Inde, au Niger, à Sri Lanka et au Soudan (Development Initiatives, 2020). L'émaciation est négligeable en Europe et en Amérique du Nord. 	<ul style="list-style-type: none"> Le rythme de réduction de l'émaciation est trop lent pour satisfaire l'objectif mondial de 5 pour cent, même si certains pays font des progrès. Cette situation est particulièrement préoccupante en raison de la corrélation entre émaciation et mortalité, et du fait qu'un décès sur cinq chez les enfants de moins de 5 ans peut être attribué à une émaciation sévère. Pire encore, l'émaciation s'est aggravée pendant la pandémie, un phénomène spécialement inquiétant pour l'Asie du Sud et du Sud-Est, où les taux sont élevés (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> L'émaciation chez l'enfant est relativement peu associée à des groupes socioéconomiques. Néanmoins, les enfants des ménages ruraux pauvres et dont les mères n'ont pas bénéficié d'un enseignement scolaire sont plus vulnérables à l'émaciation (Development Initiatives, 2020). 
<p>PRÉVALENCE DU SURPOIDS CHEZ L'ENFANT DE MOINS DE 5 ANS</p> <p>(Indicateur 2.2.2 de l'ODD 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence du surpoids chez l'enfant est la plus élevée en Australie et Nouvelle-Zélande (16,9 pour cent), suivies de l'Afrique du Nord (13 pour cent), de l'Afrique australe (12 pour cent), de l'Europe orientale (9,9 pour cent) et de l'Amérique du Nord (9,1 pour cent) (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> La prévalence du surpoids est en progression dans beaucoup de pays en Afrique australe, Asie du Sud-Est, Océanie et Amérique du Sud et Caraïbes (FAO <i>et al.</i>, 2022). 	<ul style="list-style-type: none"> Les enfants en surpoids ont plus de probabilités de venir de ménages aisés et d'avoir des mères ayant suivi au moins des études secondaires (Development Initiatives, 2020). 

Note: On trouvera à l'ANNEXE 1 les définitions des grandeurs utilisées pour mesurer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Source: Auteurs du présent document.

En dehors de la progression du revenu moyen, des mesures visant à réduire les inégalités de revenus peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et diminuer les inégalités dans ce domaine dans les différents groupes de population, mais ces mesures ne suffiront probablement pas. En cas d'inégalités de revenus fortes ou en hausse, la croissance économique ne permet pas forcément de sortir les individus de la pauvreté (World Bank, 2016). Les ménages les plus pauvres peuvent alors se retrouver en situation d'insécurité alimentaire même en plein essor économique national ou régional. Holleman et Conti (2020) analysent les relations entre l'insécurité alimentaire (FIES) au niveau individuel et le produit intérieur brut (PIB) par habitant et les coefficients de Gini au niveau national. Ils relèvent que les habitants des pays caractérisés par d'importantes inégalités de revenus ont beaucoup plus de probabilités d'être confrontés à une insécurité alimentaire modérée ou grave, par rapport aux habitants des pays où les inégalités de revenus sont moindres. Ils constatent également qu'en présence d'inégalités de revenus importantes la hausse du PIB par habitant ne fait pas autant diminuer l'insécurité alimentaire. De leur côté, Alao *et al.* (2021) estiment dans leur étude systématique qu'il existe trop peu de travaux établissant un lien entre inégalités de revenus et situation nutritionnelle pour qu'il soit possible de tirer des conclusions définitives. Bien que quelques éléments viennent conforter l'idée intuitive que de fortes inégalités de revenus aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les données factuelles sont étonnamment minces, et l'on a là un important champ de recherche à explorer (Alao *et al.*, 2021).

Les résultats de ces études permettent donc de penser que, pour atteindre un niveau de prévalence élevé de la sécurité alimentaire et un faible niveau d'inégalités intérieures en matière de sécurité alimentaire dans un pays, le revenu est un paramètre important (notamment les inégalités liées aux bas revenus), mais qu'il n'est pas le seul. Il est aussi nécessaire de prendre des mesures – notamment politiques – dans des domaines complémentaires et de tenir compte des autres facteurs défavorables.

2.2.4. INFLUENCE DU MILIEU ET DU LIEU SUR LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU NIVEAU MONDIAL

Le milieu (urbain ou rural) et le lieu (géographique) influent sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les inégalités liées au milieu peuvent traduire des problèmes d'inégalités structurelles, certaines zones faisant l'objet de moins d'attention et d'investissements. L'isolement, qu'il soit dû à des caractéristiques géophysiques difficiles ou à un manque d'investissements, est particulièrement pénalisant en termes de nutrition (Headey, Hoddinott and Park, 2017).

Il existe peu d'études mondiales sur les écarts entre zones urbaines et rurales du point de vue de la sécurité alimentaire (Ruel *et al.*, 2017) mais on trouve aujourd'hui davantage d'analyses de ce type, réalisées en rassemblant des données d'enquêtes nationales qui utilisent le module FIES pour permettre des estimations désagrégées statistiquement significatives. L'une de ces analyses montre que le fait d'habiter en milieu rural et non dans une grande ville augmente la probabilité d'insécurité alimentaire (Smith, Rabbitt and Coleman- Jensen, 2017b). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les données montrent que non seulement les femmes ont plus de risques que les hommes de souffrir d'insécurité alimentaire, mais que cette inégalité est plus prononcée en milieu rural (D'Souza and Jolliffe, 2013; Sinclair *et al.*, 2022). Néanmoins, lorsque les données sont décomposées par niveau de développement des pays, on constate que les populations urbaines ne sont pas toujours protégées contre l'insécurité alimentaire. Une étude ayant analysé des données FIES de 146 pays recueillies en 2014-2015 a conclu que, dans les pays les moins développés, 50 pour cent des populations urbaines étaient en situation d'insécurité alimentaire, contre 43 pour cent dans les zones rurales (Tefft *et al.*, 2017). De même, d'après une analyse ayant évalué la sécurité alimentaire dans 12 pays africains en se fondant sur la disponibilité énergétique par habitant, dans la plupart des pays, cette disponibilité était moins élevée en milieu urbain qu'en milieu rural (Smith, Alderman and Aduayom, 2006). La superposition des facteurs «pauvreté» et «milieu» se traduit par une plus grande vulnérabilité des citoyens pauvres

à l'insécurité alimentaire. Pendant une crise alimentaire, énergétique ou financière, les pauvres des zones urbaines font partie (avec les ruraux sans terres et les acheteurs nets) des groupes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux chocs économiques (Ruel *et al.*, 2010).

Dans le monde entier, les populations forestières sont souvent vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition du fait de leur dépendance à l'égard d'une ressource en forte diminution (HLPE, 2017b). Les surfaces boisées de la planète ont reculé de 81,7 millions d'hectares ; ce phénomène est en partie responsable de la diminution de plus de 60 pour cent de la superficie forestière mondiale par habitant (Estoque *et al.*, 2022). Ce recul menace la biodiversité et a des répercussions sur la vie de 1,6 milliard d'êtres humains de par le monde, dont la plupart vivent dans des pays du Sud, dans des zones isolées, ainsi que sur leur sécurité alimentaire et sur les ressources hydriques (Louman *et al.*, 2015). Ces constats soulignent l'importance de prendre en compte le contexte local et d'examiner les inégalités intérieures aux pays sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

2.3 INÉGALITÉS MONDIALES, RÉGIONALES ET INFRANATIONALES EN MATIÈRE D'ALIMENTATION ET D'ÉTAT NUTRITIONNEL

2.3.1. DISPARITÉS DANS L'ÉTAT NUTRITIONNEL ET DOUBLE FARDEAU DE LA MALNUTRITION

Dénutrition chez l'enfant

En Afrique centrale et en Afrique de l'Est, non seulement la prévalence de la faim et de l'insécurité alimentaire grave est forte, mais un pourcentage très élevé de leurs populations (> 85 pour cent) n'a pas les moyens d'avoir une alimentation saine et un tiers des enfants de moins de 5 ans y souffrent d'un retard de croissance (FAO *et al.*, 2022). En Asie du Sud également, la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation chez l'enfant est élevée, même si des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne

le retard de croissance, dont le taux est passé de 48,3 pour cent en 2000 à 30,7 pour cent en 2020 (Development Initiatives, 2022). Plus généralement, une étude couvrant 67 pays montre qu'à l'échelle mondiale, entre 1993 et 2014, la prévalence du retard de croissance n'a pas cessé de diminuer (da Silva *et al.*, 2018). Mais elle a reculé plus vite en milieu rural que dans les villes et les inégalités de retard de croissance liées au niveau de richesse ont augmenté dans les pays à faible revenu. Une étude systématique (Alao *et al.*, 2021) des données sur les inégalités économiques mondiales et régionales en matière de malnutrition ainsi que des corrélations entre inégalités économiques et malnutrition fait apparaître que l'insécurité alimentaire et la dénutrition chez l'enfant sont concentrées dans les ménages à faible revenu au niveau mondial, même s'il s'avère qu'une prévalence moyennement élevée du retard de croissance persiste dans les ménages plus aisés dans certains contextes, comme en Éthiopie et en Inde (Nguyen *et al.*, 2021). Une autre étude, essentiellement représentative des pays à revenu faible ou intermédiaire, a montré que les principaux axes d'inégalité en matière de malnutrition chez l'enfant sont le niveau de richesse (la pauvreté), le milieu (la ruralité) et le faible niveau d'instruction de la mère. Les différences dans ces facteurs, y compris le fait d'être un garçon ou une fille, étaient négligeables pour l'émaciation et le surpoids (Development Initiatives, 2020).

Anémie et insuffisance pondérale chez les femmes

L'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Asie du Sud présentent les prévalences les plus élevées de l'anémie chez les femmes. Les inégalités dans la prévalence de l'anémie chez la femme sont minimales entre les milieux rural (41 pour cent) et urbain (38 pour cent) (UNICEF, 2023). La charge de l'anémie est supérieure chez les femmes enceintes (Development Initiatives, 2020). Les tendances mondiales montrent quelques progrès dans la réduction de la prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes entre 2000 (41 pour cent) et 2019 (36 pour cent), mais l'évolution a été négligeable chez les femmes non enceintes (Stevens *et al.*, 2022). La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les femmes et les adolescentes est élevée (> 10 pour cent) dans la plupart des pays d'Afrique (sauf en Afrique du Nord) et d'Asie du Sud. L'insuffisance pondérale chez les adolescentes est particulièrement élevée en Asie du Sud (19 pour cent)

(UNICEF, 2023). Le peu de données disponibles sur l'état nutritionnel des garçons adolescents et des hommes ne permet pas d'évaluer les différences de situation entre les genres.

Surcharge pondérale (ou surpoids) et obésité

L'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande affichent des taux de prévalence du surpoids chez l'enfant et de l'obésité chez l'adulte parmi les plus élevés. Mais les problèmes de surpoids et d'obésité ne sont pas limités à ces régions. La prévalence du surpoids chez l'enfant en Afrique du Nord et en Afrique australe est très forte, de même que la prévalence de l'obésité chez l'adulte dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (TABLEAU 1) (FAO *et al.*, 2022). Le surpoids et l'obésité sont concentrés dans les ménages à revenu élevé un peu partout en Asie et en Afrique, au contraire de l'Europe et de l'Amérique du Nord où ils touchent principalement les ménages à faible revenu (Alao *et al.*, 2021).

Le double fardeau de la malnutrition

Le double fardeau de la malnutrition est défini comme étant la coexistence d'une dénutrition (retard de croissance et émaciation) et d'un surpoids, d'une obésité ou d'une autre maladie non transmissible liée à l'alimentation à tous les niveaux de la population, depuis l'individu jusqu'au pays en passant par le ménage et la communauté. Ce phénomène prend sa source dans une croissance économique rapide et un système alimentaire mondialisé, s'accompagnant d'une modification des habitudes alimentaires au profit d'une nourriture moins saine et de modes de vie plus sédentaires (Malik, Willett and Hu, 2013; Popkin, Corvalan and Grummer-Strawn, 2020a; Wells, 2020). Popkin, Corvalan et Grummer-Strawn (2020) indiquent que l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, et l'Asie de l'Est et le Pacifique sont particulièrement touchés par le double fardeau (Popkin, Corvalan and Grummer-Strawn, 2020b). Depuis 1990, il a progressé principalement dans les pays du quartile de revenu inférieur, tandis que les pays du quartile de revenu supérieur sont moins nombreux à être fortement affligés par ce double fardeau. Cela s'explique par l'augmentation du surpoids dans des pays à faible revenu n'ayant pas réussi à faire reculer la dénutrition suffisamment vite (Popkin, Corvalan and

Grummer-Strawn, 2020a). Une autre étude (Seferidi *et al.*, 2022) a montré que, dans les pays du bas du classement selon le RNB, le double fardeau touchait plus souvent les couples mère-enfant des catégories de revenu supérieures. Mais à mesure que le RNB du pays augmentait, la probabilité du double fardeau était moins élevée chez les couples mère-enfant des classes supérieures que dans les quantiles de richesse inférieurs. Une analyse régionale des adolescentes et des femmes adultes en Afrique subsaharienne montre que des phénomènes de double fardeau (défini comme étant la coexistence de l'insuffisance pondérale, de l'anémie, du surpoids et de l'obésité dans un pays) sont apparus depuis 2000, avec une hausse rapide du surpoids et de l'obésité, à côté de taux d'insuffisance pondérale et d'anémie en recul mais encore élevés (Jiwani *et al.*, 2020).

Les groupes présentant des risques élevés de double fardeau dans différents contextes comprennent les peuples autochtones, les «Premières Nations» et les minorités ethniques vivant respectivement en Australie, au Canada et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Les Afro-américains aux États-Unis d'Amérique et les populations tribales en Inde ont également un risque important de double fardeau, lié à des niveaux plus élevés de faible poids à la naissance et à un risque accru d'obésité et de maladies non transmissibles (Wells, 2020). Les femmes ont aussi davantage de risques de souffrir du double fardeau de la malnutrition.

Les populations qui vivent dans les forêts ou dépendent totalement des ressources forestières sont plus difficile à atteindre et ne peuvent souvent pas être incluses dans les grandes enquêtes. Il est essentiel de caractériser leur degré de dépendance à l'égard des forêts sur le plan de la sécurité alimentaire dans différents contextes géographiques. Les données montrent toutefois des liens entre la présence ou la proximité d'une forêt et l'état nutritionnel des enfants. Dans 27 pays en développement d'Afrique, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est et d'Europe orientale, la diversité des apports alimentaires est plus de 25 pour cent plus élevée chez les enfants bénéficiant d'une forte présence forestière par rapport aux autres, mais la relation est atténuée par l'accès aux marchés et l'existence de routes (Rasolofson *et al.*, 2018), l'isolement constituant donc un élément important. En Afrique, la ruralité entre aussi en ligne de compte: la proximité avec une plus grande couverture forestière est associée à un état nutritionnel meilleur dans les zones urbaines,

et moins bon en milieu rural (Pienkowski *et al.*, 2018). Globalement, la conservation des forêts est primordiale, mais elle ne suffit pas à atténuer les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

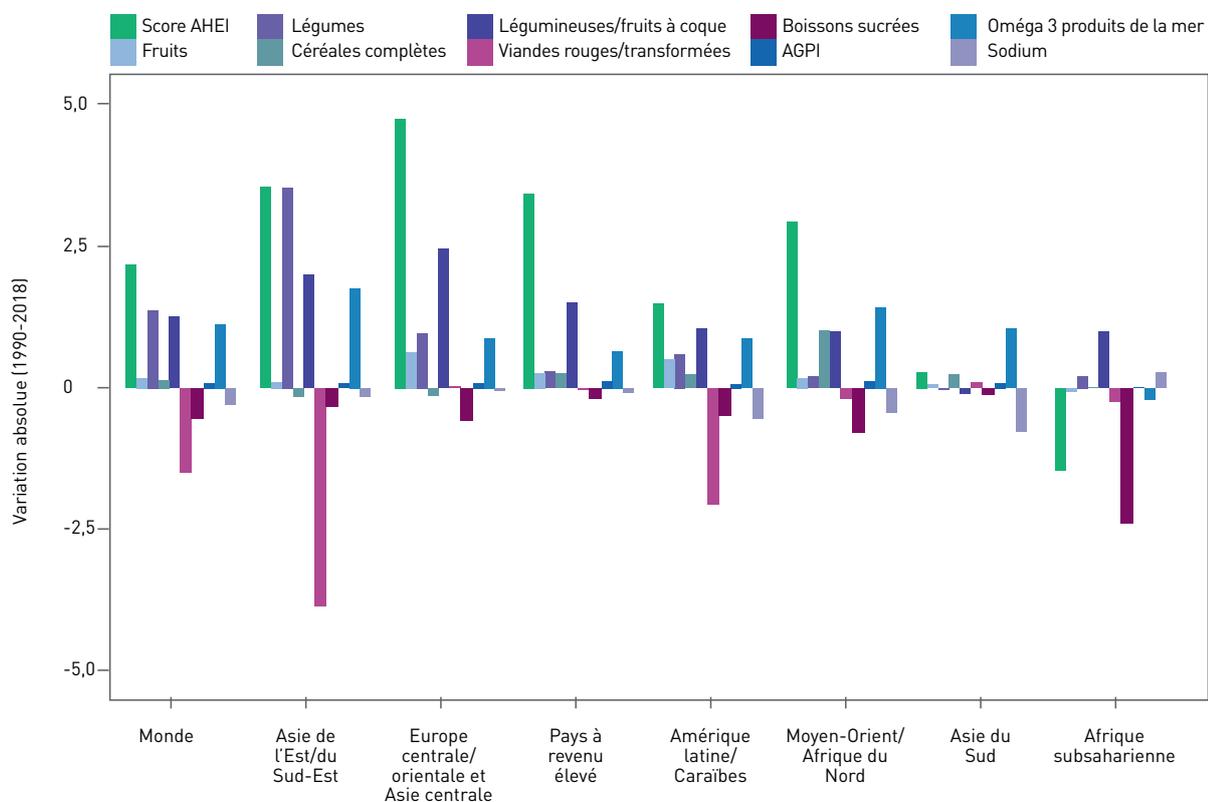
2.3.2. ALIMENTATION ET ALIMENTATION INFANTILE

Il importe de s'attaquer aux disparités dans les **pratiques d'alimentation infantile** (nourrissons et enfants en bas âge), en particulier s'agissant de l'allaitement maternel exclusif comme «aliment initial». Les campagnes intensives de promotion des laits maternisés menées dans toutes les catégories de pays mais plus spécialement dans ceux à revenu faible ou intermédiaire, s'ajoutant

à des environnements et des politiques publiques n'encourageant pas l'allaitement au sein, risquent de diminuer la pratique de l'allaitement maternel et d'accentuer ainsi les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Champeny *et al.*, 2019).

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le pourcentage de nourrissons allaités exclusivement au sein ou allaités en général est plus faible chez les ménages aisés que chez les ménages pauvres. On voit donc que, contrairement à ce que l'on observe souvent, un niveau de revenu ou de richesse plus élevé ne se traduit pas par de meilleures pratiques alimentaires (Neves *et al.*, 2020). Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) indique qu'un bébé sur cinq n'est jamais allaité au sein

FIGURE 3:
VARIATIONS MOYENNES ABSOLUES DES COMPOSANTS DES SCORES AHEI CHEZ LES ADULTES ENTRE 1990 ET 2018, AU NIVEAU MONDIAL ET RÉGIONAL



Notes: L'indice AHEI (Alternative Healthy Eating Index) comprend neuf composants, notés de 0 à 10 et rapportés à dix composants (correction non montrée). La variation absolue dans le temps a été calculée par la différence au niveau des strates et agrégée pour obtenir une variation moyenne mondiale et régionale, avec une pondération en fonction des populations de 2018. AGPI: aides gras polyinsaturés.

Source: (Miller *et al.*, 2022) Miller, V., Webb, P., Cudhea, F., Shi, P., Zhang, J., Reedy, J., Erndt-Marino, J., Coates, J. and Mozaffarian, D. 2022. Global dietary quality in 185 countries from 1990 to 2018 show wide differences by nation, age, education, and urbanicity. *Nature Food*, 3(9): 694-702.

dans les pays à revenu élevé, contre un sur 25 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (UNICEF, 2018). Dans la catégorie des pays à revenu faible ou intermédiaire, les taux nationaux d'allaitement maternel sont très hétérogènes, allant de 2 pour cent au Tchad à 88 pour cent au Rwanda, d'après des données de 2018 (Bhattacharjee *et al.*, 2021). En République dominicaine, en Tunisie, en Thaïlande et au Yémen, les taux moyens de prévalence de l'allaitement maternel sont traditionnellement faibles (< 25 pour cent). Le Suriname affiche une prévalence de l'allaitement particulièrement basse (6 pour cent) depuis près de 10 ans (Neves *et al.*, 2020; Victora *et al.*, 2016). De nettes tendances à une amélioration de la prévalence de l'allaitement maternel exclusif sont observées depuis une dizaine d'années dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier le Cambodge, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Libéria, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Turkménistan (Bhattacharjee *et al.*, 2021).

L'allaitement au sein représente une charge pour les mères en termes de temps, d'énergie et de coût, même s'il est considéré comme «gratuit». Les inégalités dans les pratiques d'alimentation infantile, plus précisément l'allaitement maternel prolongé (jusqu'à 2 ans), l'introduction d'aliments solides et semi-solides ou mous, et les fréquences minimales des repas, sont influencées par le milieu (accrues en milieu urbain), le niveau de richesse du ménage (accrues chez les pauvres) et le degré d'instruction de la mère (accrues en cas d'instruction primaire ou d'absence d'instruction) (Development Initiatives, 2020).

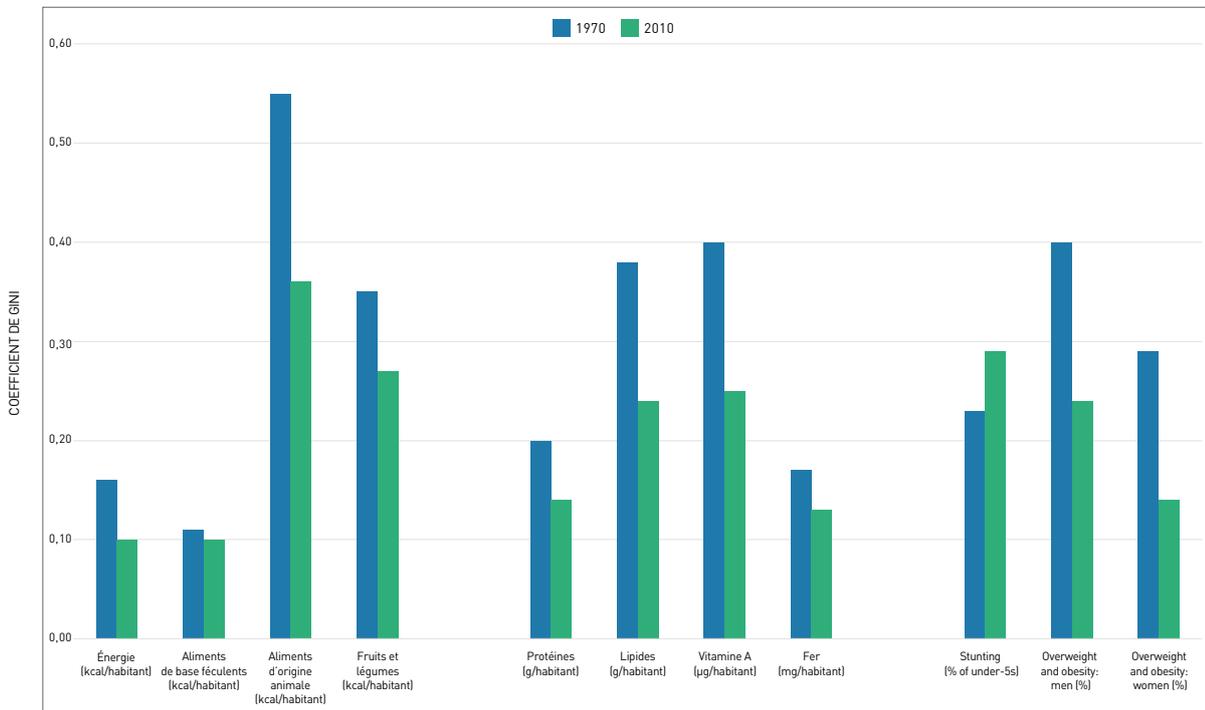
La qualité de l'alimentation est un lien crucial entre la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel. Le manque de données récentes sur l'alimentation au niveau individuel rend cependant difficiles les comparaisons entre pays. Récemment, un plus grand nombre de pays ont investi davantage dans des enquêtes sur l'alimentation, mais d'importantes lacunes demeurent dans ce domaine, en particulier sur l'alimentation de certaines sous-populations marginalisées (FAO, 2022e). Des efforts ont néanmoins été faits pour créer des bases de données rassemblant les informations et les estimations modélisées existantes sur l'alimentation au niveau individuel, afin d'étudier les habitudes alimentaires mondiales (FAO and WHO, 2023; Miller *et al.*, 2021). La qualité de l'alimentation – telle que mesurée par l'indice AHEI (Alternative Healthy Eating Index), indicateur de la qualité de l'alimentation

validé qui attribue une note de 0 (faible) à 10 (élevée) en fonction du degré d'observance d'un régime alimentaire (comprenant des composants bons et mauvais pour la santé) – se révèle au mieux moyenne au niveau mondial. Les composants bons pour la santé sont les fruits, les légumes non amylicés, les légumineuses et les fruits à coque, les céréales complètes, les acides gras polyinsaturés et les graisses oméga 3 des produits de la mer. Les composants mauvais pour la santé sont les viandes rouges et transformées, les boissons sucrées et le sodium. Un score AHEI bas est corrélé au risque de maladies non transmissibles, à savoir les maladies cardio-vasculaires, le diabète et le cancer (Schwingshackl, Bogensberger and Hoffmann, 2018). Des disparités dans la qualité de l'alimentation existent à l'échelle mondiale et régionale, conséquence de la consommation de groupes d'aliments différents (Miller *et al.*, 2022).

Chez les adultes comme chez les enfants, le score AHEI moyen était le plus élevé dans les pays très peuplés que sont l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran et le Viet Nam, et il était le plus bas au Brésil, aux États-Unis d'Amérique et au Mexique. Sur le plan régional, on constate que l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne présentent des consommations relativement plus élevées d'aliments plus sains, avec peu de boissons sucrées et de viandes rouges et transformées. L'Europe centrale et orientale, l'Afrique du Nord, l'Asie centrale et le Moyen-Orient consomment des quantités relativement importantes d'aliments bons pour la santé, comme les fruits, les légumineuses et les graisses oméga 3, mais aussi des quantités relativement importantes de viandes rouges et transformées et de sodium. On observe une tendance croissante à une amélioration du score AHEI moyen (c'est-à-dire allant dans le sens d'une alimentation plus saine) entre 1990 et 2018 dans cinq des sept régions, sans changement en Asie du Sud et une évolution à la baisse en Afrique subsaharienne (FIGURE 3).

Il est à noter que les scores de qualité de l'alimentation se révèlent plus élevés chez les femmes que chez les hommes, surtout dans les pays à revenu élevé. Les scores AHEI ne diffèrent pas entre les zones rurales et urbaines, mais des inégalités sont constatées selon le niveau d'instruction: dans toutes les régions, hormis le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, les scores AHEI augmentent avec le niveau d'instruction.

FIGURE 4:
COEFFICIENTS DE GINI MONDIAUX POUR UN ENSEMBLE DE DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES,
DE DISPONIBILITÉS EN NUTRIMENTS ET DE RÉSULTATS NUTRITIONNELS



Source: Bell, W., Lividini, K. et Masters, W.A. 2021. Global dietary convergence from 1970 to 2010 altered inequality in agriculture, nutrition and health. *Nature Food*, 2(3): 156–165.

L'adolescence est une période de la vie décisive où il est primordial d'avoir une nutrition optimale. Des études récentes montrent que la qualité de l'alimentation diminue entre la petite enfance et l'adolescence partout dans le monde, et plus spécialement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (Miller *et al.*, 2022). On constate d'autre part que l'alimentation est peu diversifiée, en particulier chez les adolescentes et les femmes dans les ménages pauvres, les aliments riches en nutriments coûtant trop cher pour ce groupe (Headey et Alderman, 2019; UNICEF, 2023).

Le rapport mondial 2022 intitulé *Measuring what the world eats* (Global Diet Quality Project, 2022), qui analyse les régimes alimentaires dans plus de 40 pays, utilise un questionnaire rapide à administrer pour évaluer la qualité de l'alimentation. Selon ce rapport, la plupart des personnes n'ont pas une alimentation respectant – même de manière minimale – les recommandations nutritionnelles. Dans 34 des 41 pays du rapport, moins de 50 pour cent de la population consomme les cinq groupes d'aliments recommandés – aliments de base

féculents; légumes; fruits; légumineuses, fruits à coque et graines; aliments d'origine animale. La Chine, l'Indonésie, le Mexique, le Nicaragua, Sri Lanka et le Tadjikistan sont les seuls pays où la majorité de la population consomme tous les groupes d'aliments (Global Diet Quality Project, 2022).

2.4 ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS SUR LE LONG TERME

L'analyse ci-dessus laisse penser qu'il existe des disparités importantes entre pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Si l'on regarde l'évolution sur le long terme cependant, un rapprochement se dessine entre les pays pour certains indicateurs. Bell, Lividini et Masters (2021) présentent les coefficients de Gini (0=égalité parfaite; 1=inégalité maximale) pour un ensemble de disponibilités alimentaires, de disponibilités en nutriments et d'indicateurs nutritionnels à partir de

données sur les pays de toutes les régions du monde (Bell, Lividini and Masters, 2021). Ils sont illustrés à la **FIGURE 4**. Pour interpréter ces résultats, il est important de noter que les données sur les aliments et les nutriments qui sont utilisées se fondent sur les disponibilités nationales et ne proviennent pas d'informations sur l'alimentation des personnes prises individuellement. Comme on le voit sur la **FIGURE 4**, bien que les inégalités persistent, elles se sont atténuées entre 1970 et 2010 en ce qui concerne les disponibilités alimentaires et certains indicateurs nutritionnels.

Les aliments d'origine animale et les fruits et légumes sont des sources particulièrement importantes de vitamines, de minéraux et d'énergie, mais ils coûtent généralement cher. De ce fait, les disponibilités pour ces aliments sont beaucoup plus inégalement réparties entre les pays que les disponibilités en aliments de base féculents et que les disponibilités alimentaires en général (mesurées indirectement par les apports énergétiques totaux). Néanmoins, les disponibilités alimentaires à l'échelle nationale sur l'ensemble de la planète sont devenues plus égales au fil des ans, en particulier pour ce qui est des aliments d'origine animale, même si ceux-ci ne sont pas toujours accessibles aux populations les plus pauvres (Bai *et al.*, 2021; Headey and Alderman, 2019). Avec l'évolution mondiale des régimes alimentaires dans le sens d'une plus grande consommation de viande et d'aliments d'origine animale, la durabilité environnementale et les bienfaits pour la santé et la nutrition, qui souvent ne sont pas corrélés, doivent être pris en compte, de même que l'équilibre à trouver entre encourager et limiter les apports en aliments d'origine animale dans le cadre de l'élaboration et de la révision des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments (Fanzo, 2019; Weis, 2013).

À mesure que les disponibilités alimentaires sont devenues plus égales avec le temps, les disponibilités en nutriments au niveau des pays ont évolué dans le même sens (Bell *et al.*, 2021). La convergence progressive des disponibilités alimentaires dans le monde a eu pour effet négatif de faire évoluer aussi la prévalence du surpoids et de l'obésité, qui est aujourd'hui moins confinée à un nombre limité de pays: elle s'est répartie de façon plus égale au sein des populations. La prévalence du retard de croissance est le seul indicateur de la **FIGURE 4** pour lequel le coefficient de Gini mondial a augmenté, car beaucoup de pays ont réussi à faire reculer le problème, qui se concentre aujourd'hui

de plus en plus dans un petit nombre de pays.

Comme le font remarquer Bell, Lividini et Masters (2021), la diminution des inégalités entre pays dans les disponibilités alimentaires, les disponibilités en nutriments et les résultats nutritionnels au fil des décennies implique que les inégalités sont de plus en plus concentrées à l'intérieur des pays et des populations.

2.5 ÉTUDE APPROFONDIE DES INÉGALITÉS INTÉRIEURES AUX PAYS

Comme les inégalités entre pays, les inégalités intérieures en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont étroitement liées aux inégalités portant sur la richesse et le revenu (Restrepo-Méndez *et al.*, 2015; Victora *et al.*, 2021), la situation géographique (zones urbaines/rurales) (Ruel *et al.*, 2017) et le niveau d'instruction (voir le **CHAPITRE 3**, section 3.6.3). Il existe en outre des inégalités importantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition entre des groupes dissociés par ethnie, caste, religion, genre, handicap et âge. Les enfants de moins de 5 ans sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (Ahmed, Hossain et Sanin, 2012; FAO *et al.*, 2022). Les exemples donnés montrent que les motifs d'inégalité les plus importants peuvent varier d'un pays à l'autre et dépendent du contexte local.

2.5.1 INÉGALITÉS INTÉRIEURES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SELON DIFFÉRENTS AXES D'INÉGALITÉ

La sécurité alimentaire varie beaucoup selon le lieu géographique à l'intérieur d'un même pays, comme l'attestent les résultats des enquêtes nationales régulières. Une faible prévalence nationale peut masquer de fortes disparités à l'échelle locale. Si l'on prend comme exemple le Royaume-Uni, pays à revenu élevé où la prévalence de la faim est basse (telle que mesurée par la prévalence de la sous-alimentation au niveau national), des estimations de l'insécurité alimentaire issues d'un échantillon représentatif de ménages en 2022 ont montré que, sur l'ensemble du pays, environ 16 pour cent des ménages s'étaient trouvés en situation d'insécurité alimentaire au cours des 6 mois précédents, mais que c'était le cas d'environ 43 pour cent

ENCADRÉ 2:

COMMENT LES IDENTITÉS INTERSECTIONNELLES AGGRAVENT LES INDICATEURS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – ILLUSTRATION AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Environ un tiers des familles d'ouvriers agricoles sont en situation d'insécurité alimentaire aux États-Unis d'Amérique, et les populations immigrées du pays sont plus à risque à cet égard que la population générale (Coleman-Jensen *et al.*, 2022). Une étude menée par Quandt *et al.* sur la sécurité alimentaire des ménages chez les travailleurs agricoles latinoaméricains migrants et saisonniers en Caroline du Nord a conclu que près de la moitié (47,1 pour cent) des ménages interrogés étaient en situation d'insécurité alimentaire et que les niveaux d'insécurité alimentaire étaient encore plus élevés dans les ménages avec enfants (56,4 pour cent contre 36,2 pour cent). En s'appuyant sur des entretiens approfondis, l'étude a révélé que, pour épargner les enfants, les adultes adoptaient différentes stratégies, conduisant les parents à se priver davantage. L'un des participants à l'étude (Quandt *et al.*, 2004, p. 572) a déclaré :

« Je disais à ma femme de manger ce qu'elle pouvait pendant que je sortais avec mes cousins ou des amis. Je faisais ça parfois, je m'en allais. Je mangeais à midi et je restais dehors toute la journée dans les champs pour que ma femme et mes enfants aient plus à manger. On devait faire ça de temps en temps » [FW23—homme, 38 ans].

Un faible niveau d'instruction chez les mères, la présence d'enfants et l'utilisation du Supplemental Nutrition Program for Women, Infants and Children (un programme de protection sociale) se sont révélés être des facteurs prédictifs importants de l'insécurité alimentaire des ménages. La plupart des mères de la population de l'étude (> 70 pour cent) avaient au maximum un niveau d'études primaires. Pour pouvoir acheter de la nourriture pour leurs familles, les parents devaient parfois emprunter par des circuits informels (Quandt *et al.*, 2004, p. 573).

« On empruntait de l'argent à des gens pour acheter de la nourriture. Quand on avait à nouveau du travail, on remboursait l'argent. » [FW06—femme, 33 ans].

Une étude sur les immigrés en situation régulière en Californie, au Texas et dans l'Illinois (Kasper *et al.*, 2000) a montré les mêmes situations d'insécurité alimentaire. D'après cette étude, les ménages présentaient davantage de risques d'insécurité alimentaire si leur revenu était inférieur au seuil de pauvreté fédéral, si les personnes interrogées parlaient peu l'anglais, ou si le ménage comprenait des enfants (Kasper *et al.*, 2000). On voit ainsi que la superposition (intersectionnalité) de différentes identités, comme le genre, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le niveau d'instruction et le fait d'avoir des enfants, peut avoir des répercussions majeures sur la sécurité alimentaire dans les populations marginalisées.

Sources: Coleman-Jensen, A., Rabbitt, M.P., Gregory, C.A., et Singh, A. 2022. *Household Food Security in the United States in 2021*. Economic Research Report. 309. Ministère de l'agriculture des États-Unis, service des études économiques; Kasper, J., Gupta, S.K., Tran, P., Cook, J.T., et Meyers, A.F. 2000. Hunger in legal immigrants in California, Texas, and Illinois. *American Journal of Public Health*, 90(10): 1629-1633; Quandt, S.A., Arcury, T.A., Early, J., Tapia, J., et Davis, J.D. 2004. Household food security among migrant and seasonal latino farmworkers in North Carolina. *Public Health Reports (Washington, D.C.: 1974)*, 119(6): 568-576.

des ménages dans le borough de Blackburn with Darwen. De plus, des taux d'insécurité alimentaire particulièrement élevés ont été observés chez les personnes handicapées par rapport aux non handicapées (respectivement 36 pour cent et 10,4 pour cent), et chez les populations «non blanches» par rapport aux «blanches» (34,5 pour cent contre 15,7 pour cent) (Food Foundation, 2023; University of Sheffield and Food Foundation, 2021).

Les personnes handicapées ont davantage de risques de souffrir d'insécurité alimentaire car elles ont aussi plus de probabilités d'être pauvres (Schwartz, Buliung and Wilson, 2019) et sont susceptibles d'avoir des difficultés particulières à se procurer de la nourriture. Les handicaps peuvent être d'ordre physique, mental, intellectuel, sensoriel et psychiatrique. Aux États-Unis d'Amérique, les adultes handicapés ont deux fois plus de risques que les non handicapés d'être en situation d'insécurité alimentaire (Brucker and Coleman-Jensen, 2017), tandis qu'à Trinité-et-Tobago les personnes ayant besoin d'aide au quotidien pour la vie courante avaient trois fois plus de risques que les autres de souffrir d'insécurité alimentaire.

Dans beaucoup de pays à revenu élevé, on constate également que certains groupes sociaux sont défavorisés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et que ce désavantage se superpose souvent aux effets négatifs du lieu d'habitation. En Australie par exemple, il est souvent difficile de se procurer des aliments sains dans les zones rurales isolées (Whelan *et al.*, 2018). Dans ce pays, les adultes autochtones âgés ont cinq à sept fois plus de risques de souffrir d'insécurité alimentaire que les non autochtones de la même tranche d'âge (Temple and Russell, 2018). En Amérique du Nord, certains axes d'inégalités en matière de sécurité alimentaire sont flagrants: la race, l'ethnie, l'appartenance à un peuple autochtone et le niveau de richesse. En 2021, la prévalence nationale de l'insécurité alimentaire des ménages aux États-Unis d'Amérique s'établissait à 10 pour cent, contre 32 pour cent parmi les ménages se situant en dessous du seuil de pauvreté (USDA ERS, 2021). Les ménages «noirs non hispaniques» présentent un taux d'insécurité alimentaire plus élevé (22,7 pour cent) que celui des ménages «blancs non hispaniques» (8,7 pour cent) (D'Souza and Jolliffe, 2013). L'ENCADRÉ 2 explique comment la superposition de plusieurs identités (intersectionnalité) influe sur l'insécurité alimentaire vécue par certains acteurs essentiels de nos systèmes alimentaires – les travailleurs agricoles

saisonniers migrants – et plus largement par les populations immigrées aux États-Unis d'Amérique.

Une autre étude canadienne montre que les Premières Nations, les Métis et les Inuits présentent des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire beaucoup plus élevés que la population générale. D'autre part, l'étude met en évidence l'existence d'obstacles liés à la difficulté de se procurer des aliments traditionnels ainsi qu'à des prix alimentaires élevés. Les solutions adoptées consistent à modifier leur alimentation traditionnelle, à se rationner, à partager la nourriture, et à modifier les modes d'achat (Skinner *et al.*, 2013).

On constate que, dans certaines parties du monde, des minorités religieuses ont des difficultés à accéder à des denrées alimentaires pour des raisons de discrimination, bien que les minorités religieuses discriminées diffèrent selon les pays. Une étude sur le vécu illustre certaines formes que peut prendre la discrimination de minorités religieuses dans certains contextes, conduisant à des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition: attaques de villages pendant que les habitants sont aux champs, prix alimentaires élevés dans leurs quartiers, violences envers les femmes lorsqu'elles vont chercher de la nourriture pour leurs familles et manque d'accès aux services publics et à la protection publique (Howard *et al.*, 2021). Ces constats attestent que les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont souvent profondément ancrées dans les hiérarchies sociales qui dépendent énormément du contexte local.

À l'intérieur des ménages, la répartition des ressources se fait fondamentalement en fonction du genre. Les estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire chez les femmes et les hommes à l'intérieur des pays sont peut-être sous-estimées, car l'insécurité alimentaire est souvent mesurée au niveau des ménages et non des individus. On manque de données individuelles ventilées par sexe sur l'insécurité alimentaire pour pouvoir confirmer les disparités existant entre les genres en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et la plupart des analyses se limitent à l'utilisation de données globales pour tirer des conclusions sur l'insécurité alimentaire (Barrett, 2010). Cependant, dans beaucoup de pays, un certain nombre d'éléments attestent de privations nutritionnelles au sein des ménages chez les plus vulnérables (femmes et enfants), quel que

soit le niveau de richesse du ménage (Brown, Ravallion and van de Walle, 2017). Des études ont montré que la nourriture et les nutriments n'étaient pas répartis équitablement au sein des ménages, les hommes consommant généralement davantage d'aliments nutritifs et ayant une meilleure alimentation que les femmes. Ce dernier phénomène est observé depuis longtemps au Bangladesh, au Népal et au Sénégal (De Vreyer and Lambert, 2021; D'Souza and Tandon, 2015; Gittelsohn, 1991; Harris-Fry *et al.*, 2018). La variation des inégalités tout au long de la vie des femmes au sein des ménages constitue une strate supplémentaire d'inégalités entre les genres dans les pays. Lorsque les filles grandissent et deviennent adolescentes, elles commencent parfois à souffrir d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Au Brésil par exemple, on a constaté que les adolescentes des ménages en situation d'insécurité alimentaire avaient deux fois plus de probabilités d'être en surpoids que les adolescentes des ménages ne souffrant pas d'insécurité alimentaire, et cette relation n'est pas observable pendant l'enfance (Schlüssel *et al.*, 2013). En Éthiopie, dans les ménages en situation d'insécurité alimentaire élevée et comprenant des frères et sœurs adolescents, 40 pour cent des adolescentes déclaraient souffrir d'insécurité alimentaire, contrairement à leurs frères (Headey et Alderman, 2019).

Il est avéré également que des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition existent chez les groupes de personnes transgenres et de personnes ne se conformant pas à une norme de genre. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, un tiers des personnes transgenres vivent dans la pauvreté, contre 12 pour cent de la population générale. Selon une étude qualitative sur les personnes transgenres, on a constaté une discrimination et une stigmatisation fondées sur le genre, qui limitent leurs possibilités économiques et ont donc un impact sur leur capacité d'achat de nourriture de bonne qualité et en quantité suffisante, ce qui les oblige souvent à sauter des repas (Russomanno, Patterson and Jabson, 2019).

Il est fréquent que le genre se superpose à d'autres facteurs d'insécurité alimentaire, comme les conflits. Dans le contexte postconflit de la Colombie, par exemple, la prévalence de l'insécurité alimentaire s'est révélée beaucoup plus élevée dans les zones rurales, et s'est concentrée davantage chez les femmes dont les perspectives

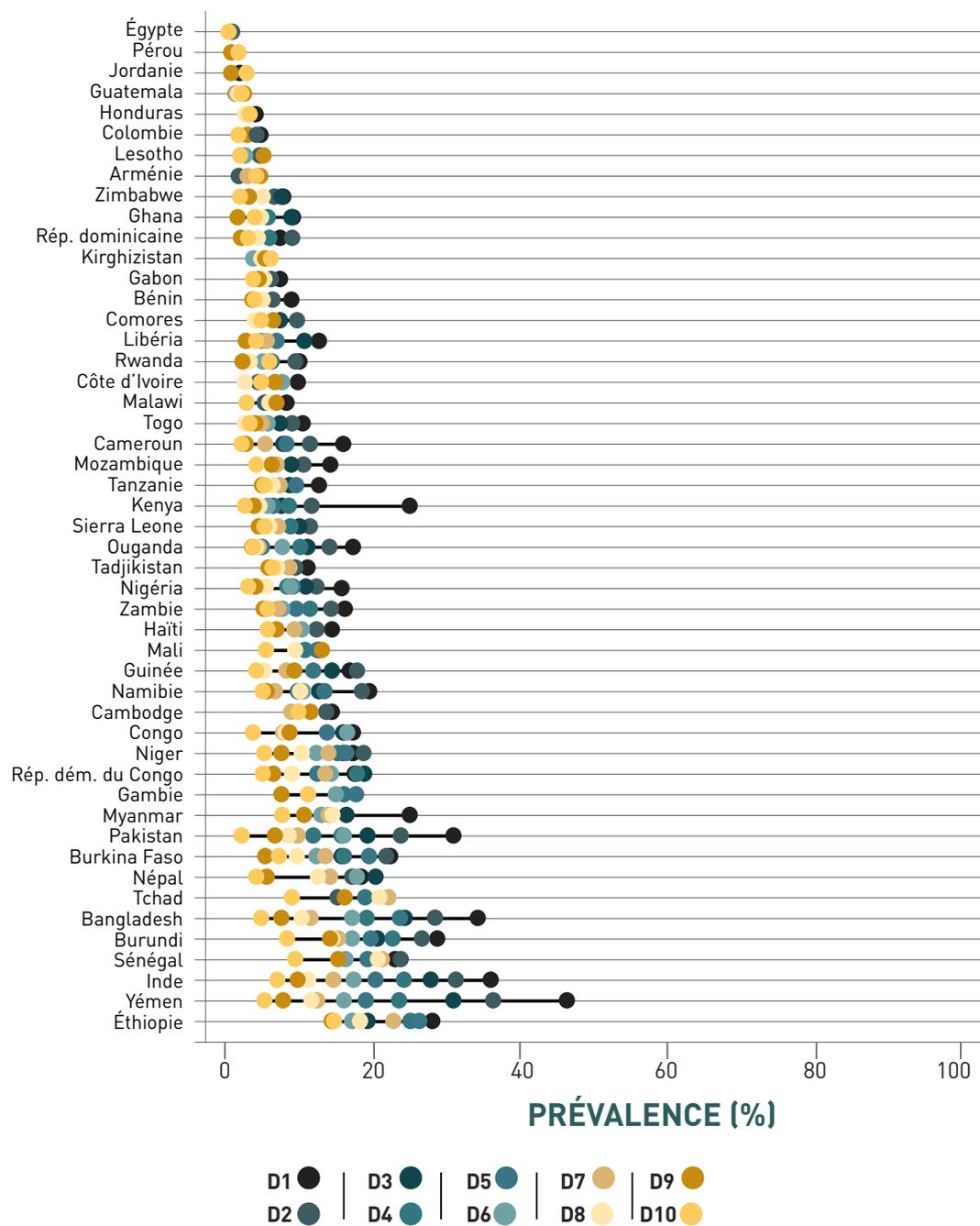
d'avenir étaient particulièrement obérées par les conflits armés (50 pour cent d'insécurité alimentaire chez les femmes en milieu rural, contre 40 pour cent dans la population générale) (Sinclair *et al.*, 2022). Les autres facteurs négatifs intersectionnels en termes de sécurité alimentaire et de nutrition pesant sur les femmes sont l'appartenance à des groupes socioéconomiques inférieurs, l'absence d'instruction scolaire, l'ethnie et l'appartenance à un peuple autochtone (Botreau and Cohen, 2020; Munro, Parker and McIntyre, 2014). Des forces sociales plus générales influent aussi sur les inégalités dont souffrent les femmes dans ce domaine, qui sont déterminées par des normes culturelles et sociétales patriarcales (Akter, 2021; Jung *et al.*, 2017).

2.5.2 INÉGALITÉS INTÉRIEURES EN MATIÈRE DE NUTRITION ET D'ALIMENTATION SELON DIFFÉRENTS AXES D'INÉGALITÉ

La richesse et le revenu sont des facteurs courants d'inégalités intérieures aux pays sur le plan de l'état nutritionnel. Dans le cas du retard de croissance des enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, des analyses transversales, confirmées par des études sur de grandes cohortes, montrent que les enfants appartenant aux quartiles de richesse supérieurs présentent une plus faible probabilité de retard de croissance (Schott *et al.*, 2019). Chez les femmes, on sait que les inégalités en termes d'insuffisance pondérale sont fortement corrélées au niveau de richesse, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire affichant une prévalence élevée de l'insuffisance pondérale (Reyes Matos, Mesenburg and Victora, 2019) (FIGURE 5). Le Bangladesh, le Kenya, le Pakistan et le Yémen font partie des pays montrant les inégalités les plus marquées en matière de prévalence de l'insuffisance pondérale en fonction du niveau de richesse.

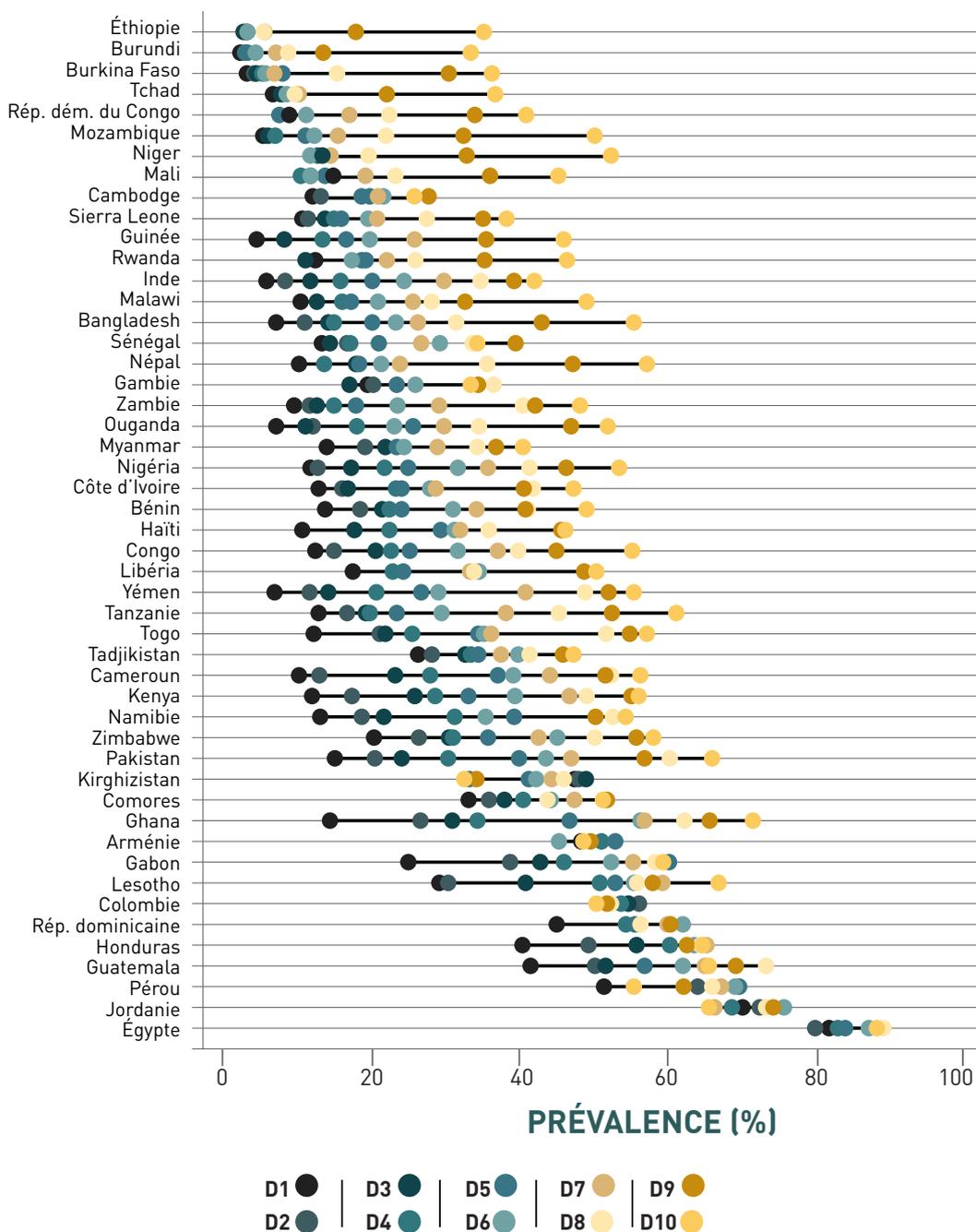
Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la prévalence du surpoids et de l'obésité est plus élevée dans les déciles supérieurs de richesse, comme on le voit sur la FIGURE 6, où l'on constate également un écart plus important entre les déciles de richesse inférieur et supérieur que dans le cas de l'insuffisance pondérale représentée à la FIGURE 5. Cet écart est moindre lorsque la prévalence nationale du surpoids et de l'obésité est forte (> 20 pour cent), dans des pays comme le Honduras,

FIGURE 5:
INSUFFISANCE PONDÉRALE CHEZ LES FEMMES, PAR DÉCILE DE RICHESSE



Source: Reyes Matos, U., Mesenburg, M.A. et Victora, C.G. 2019. Socioeconomic inequalities in the prevalence of underweight, overweight, and obesity among women aged 20–49 in low- and middle-income countries. *International Journal of Obesity*, 44(3): 609–616.

FIGURE 6:
SURPOIDS ET OBÉSITÉ CHEZ LES FEMMES, PAR DÉCILE DE RICHESSE



Note: L'indice de richesse est divisé en déciles (D1 à D10) exprimant les différents degrés de richesse. Le premier décile (D1) correspond aux 10 pour cent les plus pauvres, et le dixième décile (D10) aux ménages les plus riches de l'échantillon.

Source: Reyes Matos, U., Mesenburg, M.A. et Victora, C.G. 2019. *Socioeconomic inequalities in the prevalence of underweight, overweight, and obesity among women aged 20–49 in low- and middle-income countries*. *International Journal of Obesity*, 44(3): 609–616.

le Gabon, le Ghana, le Lesotho et le Pérou (Reyes Matos, Mesenburg and Victora, 2019), mais les inégalités en matière de surpoids et d'obésité restent notables.

Au-delà de la richesse et du revenu, une récente analyse intersectionnelle sur le genre réalisée en Inde souligne combien il est important de prendre en compte différents aspects de l'identité

et des désavantages socioéconomiques – le genre, la caste, le niveau d'instruction et le statut socioéconomique – pour améliorer les résultats en matière d'alimentation (ENCADRÉ 3).

Les inégalités intergénérationnelles en matière de dénutrition sont bien décrites dans les études publiées. Notamment, les mères dénutries (et jeunes) ont plus de probabilités non seulement

ENCADRÉ 3:

IMPORTANCE D'UNE APPROCHE INTERSECTIONNELLE POUR COMPRENDRE POURQUOI DES PROGRAMMES PEUVENT NE PAS BÉNÉFICIER DE LA MÊME MANIÈRE À DIFFÉRENTS GROUPES

Les effets des inégalités intersectionnelles sur la nutrition sont mal compris. Une étude systématique récente conclut que la plupart des publications sur le sujet se limitent aux États-Unis d'Amérique (Fivian *et al.*, 2023). L'étude révèle également l'absence cruelle de travaux sur la façon dont les programmes nutritionnels parviennent à toucher différents groupes intersectionnels et sur leur impact.

Une analyse de données provenant du projet UPAVAN (Upscaling Participatory Action and Videos for Agriculture and Nutrition), qui visait à améliorer la situation nutritionnelle et les pratiques agricoles dans les zones rurales en Inde, montre en quoi il est important d'adopter une approche intersectionnelle. Le projet UPAVAN a travaillé avec une structure gouvernementale existante composée de groupes d'entraide féminins et été conçu pour améliorer l'inclusion des femmes marginalisées (Kadiyala *et al.*, 2023). Un aspect intéressant dans ce contexte est la façon dont la caste et le niveau d'instruction se superposent pour influencer sur les résultats observés. L'analyse selon une seule dimension, le niveau d'instruction, a montré que les améliorations de l'alimentation étaient équivalentes que les femmes aient un niveau d'instruction élevé ou faible, et que, en revanche, si l'on croisait le niveau d'instruction et la caste, chez les femmes du groupe des tribus non répertoriées, l'augmentation de la diversité alimentaire était plus importante parmi les femmes ayant un faible niveau d'instruction que parmi celles ayant un niveau d'instruction élevé, ce qui se traduisait par un rétrécissement de 12 points de pourcentage des inégalités en matière d'alimentation entre ces groupes intersectionnels caste-instruction. Le phénomène inverse était observé par contre chez les femmes du groupe des tribus répertoriées (le groupe des castes les plus défavorisées): l'amélioration de l'alimentation était plus importante chez les femmes ayant un niveau d'instruction élevé que chez les femmes peu instruites.

Cette analyse intersectionnelle permet de tirer deux enseignements importants. Tout d'abord, les études qui portent sur une seule dimension de l'égalité ne montrent pas comment ni pourquoi les programmes nutritionnels ne profitent pas à tous les groupes de la même manière. Des analyses intersectionnelles sont nécessaires pour comprendre le vécu des membres les plus marginalisés de la société. Il faut pour cela de meilleurs systèmes de données. Deuxièmement, les programmes doivent être expressément conçus pour atteindre et profiter à des groupes cumulant plusieurs vulnérabilités si l'on veut obtenir des résultats nutritionnels équitables.

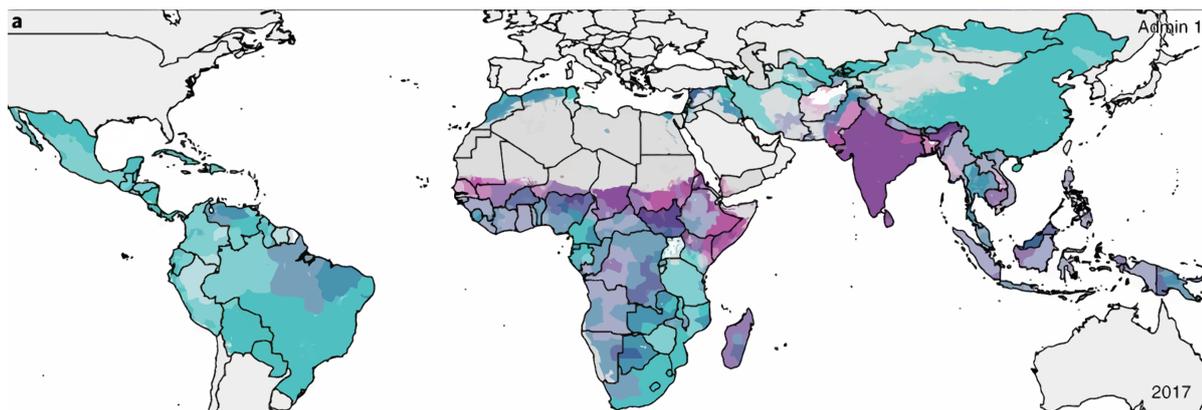
Sources: Fivian, E., Harris-Fry, H., Shankar, B., Pradhan, R., Mohanty, S., Parida, M., Padhan, S., et al. (à paraître). *An intersectionality investigation of nutrition-sensitive agriculture interventions on women's dietary inequalities in rural Odisha, India*; Kadiyala, S., Harris-Fry, H., Pradhan, R., Mohanty, S., Padhan, S., Rath, S., James, P., et al. 2021. Effect of nutrition-sensitive agriculture interventions with participatory videos and women's group meetings on maternal and child nutritional outcomes in rural Odisha, India (UPAVAN trial): a four-arm, observer-blind, cluster-randomised controlled trial. *The Lancet Planetary Health*, 5(5): e263-e276.

que leurs nouveau-nés aient un faible poids à la naissance mais aussi que leurs enfants souffrent d'un retard de croissance, et ce cycle intergénérationnel de dénutrition s'observe plus fortement chez les femmes mariées très jeunes, n'ayant pas achevé leurs études secondaires, et issues de groupes de statuts socioéconomiques inférieurs (Aizer and Currie, 2014; Perez-Escamilla *et al.*, 2018). De plus, une étude menée en Bulgarie et au Kenya met en évidence que les adolescentes et les femmes en âge de procréer et porteuses d'un handicap se trouvent dans un moins bon état nutritionnel que celles sans handicap, ce qui montre le risque de transmission intergénérationnelle de ces mauvaises situations nutritionnelles à leur progéniture (Groce *et al.*, 2013; Kuper *et al.*, 2015). Bien que peu de recherches soient faites dans ce domaine, les personnes handicapées sont lourdement pénalisées sur le plan non seulement de l'accès à la nourriture, mais aussi de la nutrition en général.

Des inégalités géographiques existent en matière d'état nutritionnel des enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, même dans des contextes où la charge de la dénutrition a reculé au

fil des ans. L'Afrique du Sud, par exemple, présente d'importantes variations géographiques dans la malnutrition chez les enfants. Le taux de prévalence du surpoids s'établissait à 24,9 pour cent en 2017 au niveau national. Mais, chez les enfants, il était compris entre 12 et 14 pour cent dans le district rural excentré de Siyanda (Cap-Nord), et entre 32 et 36 pour cent dans celui de Ugu, proche de Durban (Cap-Oriental) (LBD Double Burden of Malnutrition Collaborators, 2020). Bien que ces aspects ne soient pas analysés dans l'étude, les profils des districts concernés présentent des différences raciales, mais surtout, le taux de pauvreté était sensiblement moins élevé dans le district d'Ugu que dans celui de Siyanda (ZF MGCAWU District Northern Cape, 2020), hypothèse avancée pour expliquer les inégalités observées en dehors du lieu géographique. La cartographie des estimations infranationales du double fardeau de la malnutrition, défini ici comme étant la coexistence d'un surpoids et d'une émaciation chez l'enfant, montre que 70,5 pour cent des pays à revenu faible ou intermédiaire affichent une prévalence modérée du double fardeau de la malnutrition (estimation de la prévalence ≥ 5 pour cent pour le surpoids et l'émaciation), 11,44 pour

FIGURE 7:
QUARTILES DE PRÉVALENCE CUMULÉE DU SURPOIDS ET DE L'ÉMACIATION CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS, PONDÉRÉE EN FONCTION DE LA POPULATION, DANS LES PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE EN 2017



Notes: Notes: Prévalence de l'émaciation et du surpoids modérés à sévères chez les enfants de moins de 5 ans en 2017, avec une résolution de 5×5 km. Les quartiles correspondaient aux pourcentages suivants : 0-5 pour cent, ≥ 5 -10 pour cent, ≥ 10 -15 pour cent et ≥ 15 pour cent. Les cartes illustrent les limites administratives, le couvert végétal, les lacs et la population; les zones grises correspondent à des cellules classées «végétation rare ou inexistante» et ayant moins de 10 habitants par cellule de 1×1 km en 2017 ou non incluses dans ces analyses. Les cartes ont été générées au moyen d'ArcGIS Desktop 10.6.

Source: LBD Double Burden of Malnutrition Collaborators. 2020. Mapping local patterns of childhood overweight and wasting in low- and middle-income countries between 2000 and 2017. *Nature Medicine*, 26(5): 750-759.

cent présentent une prévalence élevée (≥ 10 pour cent pour les deux) et 2,9 pour cent une prévalence très élevée (≥ 5 pour cent et ≥ 15 pour cent pour l'émaciation et le surpoids, respectivement) (FIGURE 7).

Les inégalités géographiques en matière de nutrition peuvent être observées de manière granulaire lorsque des données infrarégionales sont disponibles. Par exemple, dans l'État indien du Maharashtra, qui affiche de relativement bons indicateurs de développement économique et social, la prévalence du retard de croissance va de 40 pour cent des enfants dans le nord de l'État et la région de Marathwada, à 22 pour cent dans l'ouest de l'État. Illustration du problème des inégalités intersectionnelles, ces inégalités géographiques se superposent à une dénutrition concentrée dans les zones rurales et entre certains groupes sociaux, à savoir les groupes des castes et des tribus répertoriées (Khadse and Chaurasia, 2020). Du point de vue de la qualité de l'alimentation en Inde, on constate une amélioration depuis les années 1990, mais avec d'importantes disparités entre les États, les progrès étant principalement imputables aux États situés dans l'est et le sud du pays.

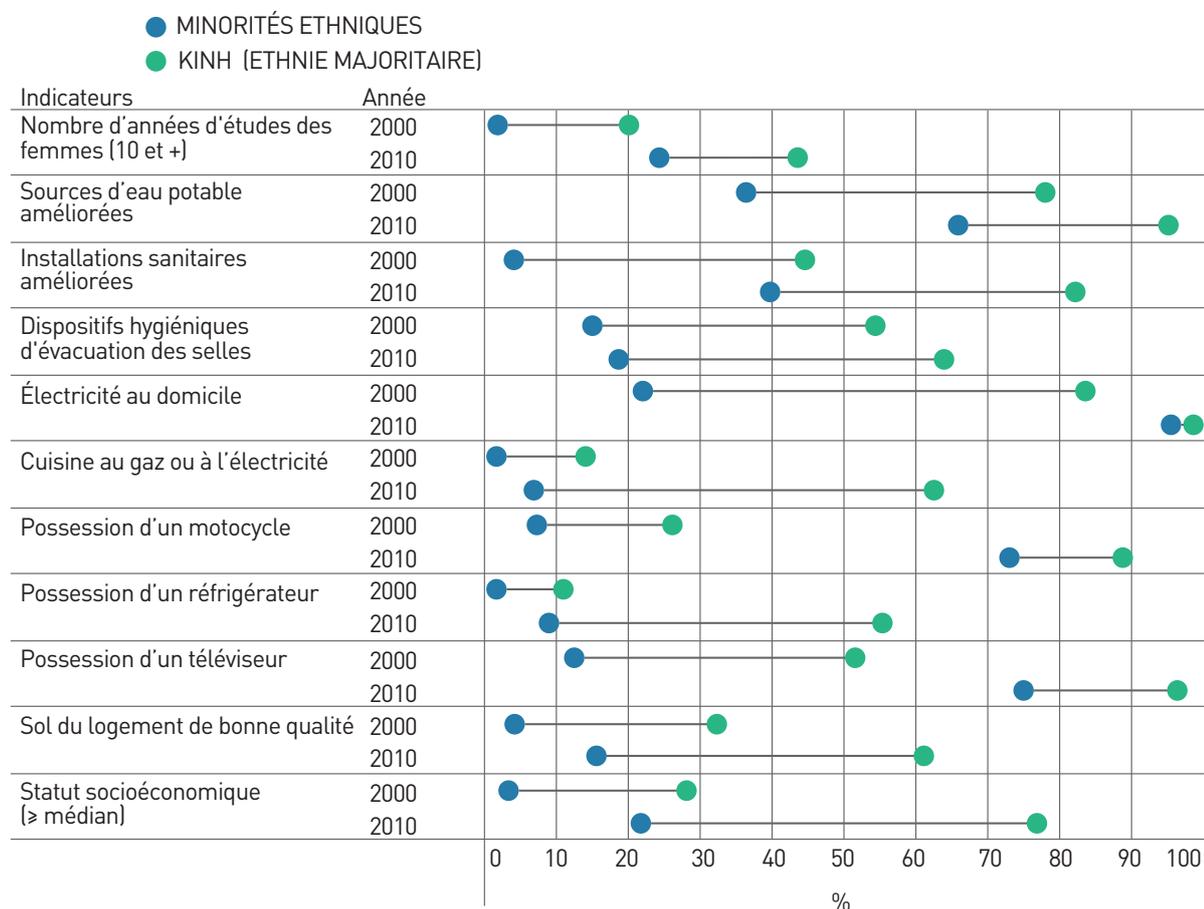
Des inégalités sont souvent signalées entre milieu urbain et rural en matière d'alimentation et de nutrition. Une analyse des disparités entre zones urbaines et rurales pour le rapport taille/âge au Bangladesh et au Népal (Srinivasan, Zanello and Shankar, 2013) a fait apparaître que ces disparités, en particulier chez les enfants présentant l'état nutritionnel le plus défavorable, sont principalement corrélées au niveau d'instruction des parents, à la richesse, et à la disponibilité d'installations d'eau et d'assainissement. Au Maroc et au Pérou, la qualité de l'alimentation est moins bonne (moindre consommation de fruits, de légumes, de fruits à coque et de céréales, de viande et de poisson) chez les ruraux que chez les citadins (McCloskey *et al.*, 2017; Nabdi, Boujraf and Benzagmout, 2022). Une étude menée en Afrique du Sud a souligné qu'il était important de ne pas négliger les populations périurbaines, qui vivent souvent dans des implantations informelles et ne bénéficient pas d'un environnement alimentaire stable. Les récits des habitants de zones périurbaines ont montré que leur alimentation était précaire, qu'ils n'avaient pas assez à manger (pour des raisons économiques) et que, de surcroît, leur nourriture était moins bonne (fruits et légumes de mauvaise qualité) que lorsqu'ils habitaient dans des zones rurales (Hunter-Adams, Battersby et Oni,

2019). De plus, comme développé au CHAPITRE 3, la disponibilité de denrées alimentaires et l'accès à la nourriture sont souvent limités par la géographie du lieu; les environnements alimentaires se caractérisent par des inégalités d'accès physique à des aliments abordables et nutritifs, en particulier dans beau-coup de pays à revenu élevé.

Plus haut dans ce chapitre, nous avons souligné l'intersectionnalité du lieu et de l'appartenance ethnique, qui se superposent pour renforcer les inégalités dont souffrent certains groupes sociaux en matière de sécurité alimentaire. Les inégalités nutritionnelles entre groupes sociaux sont étroitement liées aux inégalités économiques et politiques auxquelles ces groupes sont confrontés (Poverty Inequality Commission, 2017). Même dans les pays ayant fait des progrès importants dans la réduction de la malnutrition, une amélioration des indicateurs globaux peut masquer des gains inégaux entre les groupes sociaux; les progrès peuvent être moindres dans les sous-populations ethniques, par exemple. Au Viet Nam par exemple, si la prévalence du retard de croissance a fortement reculé au cours des 15 dernières années, les avancées ont été inégales entre les groupes ethniques minoritaires et les populations des majorités ethniques (Harris, 2020) (FIGURE 8).

Ce chapitre fait apparaître un certain nombre de lacunes de données auxquelles il importe de remédier, notamment en recueillant: des données plus représentatives sur la sécurité alimentaire couvrant l'Afrique centrale, l'Océanie et l'Europe orientale et les populations dans des contextes fragiles ou en situation de conflit; des données individuelles sur l'alimentation des adultes et des adolescents pouvant être ventilées par sexe; des données sur l'état nutritionnel des hommes, des adolescents et des enfants d'âge scolaire; et des données sur l'état nutritionnel et l'anémie dans les pays à revenu élevé plus généralement. Les groupes sociaux pertinents, tels que les peuples autochtones et les ethnies locales, doivent être convenablement échantillonnés, et les données doivent pouvoir être décomposées pour permettre un suivi systématique des inégalités qui les concernent. Il est recommandé en outre de recueillir des données plus qualitatives, illustrant les vécus et l'intersectionnalité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi que d'autres formes de savoirs (savoirs écologiques traditionnels et connaissances autochtones et locales).

FIGURE 8:
INÉGALITÉS ENTRE LES MAJORITÉS ET LES MINORITÉS ETHNIQUES POUR LES DÉTERMINANTS DE LA DÉNUTRITION CHEZ L'ENFANT, 2000-2010



Source: Harris, J., Huynh, P., Nguyen, H.T., Hoang, N., Mai, L.T., Tuyen, L.D. et Nguyen, P.H. 2021. Nobody left behind? Equity and the drivers of stunting reduction in Vietnamese ethnic minority populations. *Food Security*, 13(4): 803–818.

Enfin, parce que les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition se manifestent selon différentes dimensions de l'identité des individus (genre, groupe social, âge, etc.), elles peuvent se superposer pour aggraver les inégalités vécues, comme le montrent les exemples d'intersectionnalité (Barak and Melgar-Quiñonez, 2022; Riley and Dodson, 2016). Ces superpositions et l'impact résultant ne sont toutefois pas toujours visibles avec les types de données générées et les modes de ventilation des données employés. Des

données rendant compte de ces superpositions et de ces impacts aideraient les responsables publics à suivre les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et à adapter les interventions publiques en conséquence.

Chapitre 3

CAUSES DIRECTES DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU SEIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DANS D'AUTRES SYSTÈMES CONNEXES



ÉCLAIRAGES

- Des inégalités considérables, persistantes et souvent en progression, préjudiciables à la sécurité alimentaire et à la nutrition, sont constatées à tous les niveaux, notamment dans la répartition des moyens de production alimentaire, l'accès aux connaissances et aux financements, la capacité d'intervenir dans les chaînes de valeur modernes et les marchés et d'en tirer profit, le stockage, la transformation et la distribution ainsi que le commerce international des denrées alimentaires.
- La taille et l'importance économique (par exemple, celles des exploitations agricoles) tout comme le genre influent considérablement sur les inégalités à tous les niveaux des filières alimentaires, mais d'autres sources d'inégalité, telles que l'appartenance à un peuple autochtone ou la situation géographique, pèsent souvent elles aussi sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Les environnements alimentaires sont une source d'inégalités considérables en matière d'accès à la sécurité alimentaire et à la nutrition, inégalités qui touchent en particulier les populations à faible revenu et les minorités.
- Les inégalités présentes dans d'autres secteurs non liés au système alimentaire, tels que les systèmes d'éducation et de santé, contribuent aux inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Une gouvernance multisectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition offre des possibilités de réduire ces inégalités.

Dans le présent chapitre, qui s'appuie sur le cadre des systèmes alimentaires représenté à la FIGURE 1, l'examen des inégalités au sein des systèmes alimentaires et de leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition s'articule autour de trois grands axes: i) les inégalités relatives aux moyens de production alimentaire; ii) les inégalités dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire (y compris l'information, les financements, le travail, la participation aux chaînes de valeur, le stockage, la distribution, la transformation, les marchés et le commerce); iii) les inégalités dans les environnements alimentaires et les comportements des consommateurs. Une dernière section est consacrée aux inégalités constatées dans d'autres systèmes ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

3.1 INÉGALITÉS RELATIVES AUX MOYENS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire en milieu agricole rural est déterminée par l'interaction d'un certain nombre de facteurs, en particulier les moyens de production alimentaire, l'accès aux marchés, le potentiel agroécologique et les débouchés non agricoles (Giller *et al.*, 2021). L'accès aux moyens de production alimentaire, tels que les terres arables, les animaux d'élevage et les ressources halieutiques et forestières, ainsi que leur utilisation et leur contrôle, jouent un rôle central pour la sécurité alimentaire et la nutrition,

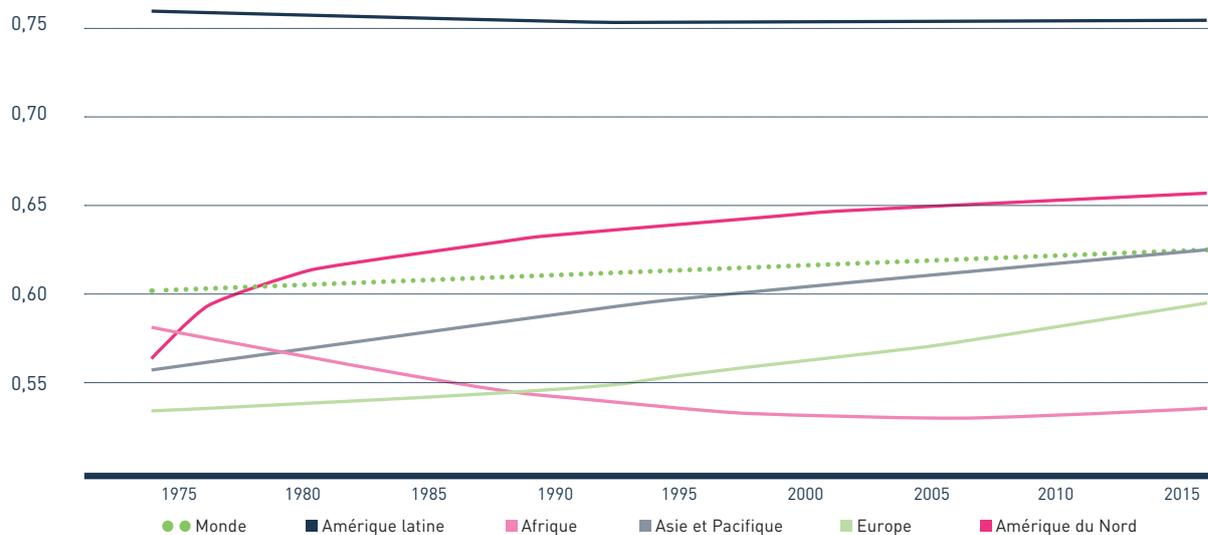
en particulier dans les zones rurales, et cela de bien des façons:

1. L'importance des droits liés aux ressources est particulièrement cruciale dans les contextes où les possibilités de création d'emplois non agricoles et de diversification sont restreintes et où la production alimentaire demeure le principal pilier des moyens de subsistance et des revenus ruraux et, par conséquent, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Même lorsqu'il existe des débouchés non agricoles, l'accès aux moyens de production alimentaire peut jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire et la nutrition, en tant que principale source secondaire de moyens de subsistance ou en tant que source première de subsistance pour certains des membres du ménage (c'est le cas, par exemple, lorsque les hommes ont un emploi extra-agricole et que les femmes ont des activités de production vivrière).
2. Les moyens de production alimentaire permettent à de nombreux pauvres d'avoir un accès direct à une source de nourriture et de nutrition qui leur est propre, en particulier quand les marchés locaux sont défaillants. Par exemple, Hoddinott, Headey et Dereje, (2015) ont constaté qu'en Éthiopie la possession d'une vache contribuait à accroître la consommation de lait chez les enfants et à réduire le retard de croissance. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les aliments d'origine aquatique disponibles localement constituent souvent l'une des principales sources de micronutriments d'importance prioritaire (Beal and Ortenzi, 2022).

3. Les moyens de production alimentaire procurent non seulement des revenus et de la nourriture, mais aussi un éventail de services et produits supplémentaires, qui contribuent aux moyens de subsistance ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Par exemple, les animaux d'élevage offrent une force de traction et un moyen de transport, fournissent du fumier et des fibres et constituent un capital financier et social; et les ressources forestières procurent du bois de chauffage pour la cuisson des aliments ainsi que des services écosystémiques tels que la régulation du climat et des eaux (Gitz *et al.*, 2021).
 4. Les moyens de production alimentaire fournissent des garanties ainsi qu'une base pour l'accès au crédit et aux financements pour la production et la consommation.
 5. Certains moyens de production alimentaire peuvent jouer un rôle particulièrement important en contribuant à promouvoir l'agencité et l'équité au regard du genre ou d'autres dimensions. Par exemple, les animaux d'élevage remplissent une importante fonction au service de l'égalité femmes-hommes, dans la mesure où il est moins difficile pour les femmes de se procurer du bétail que d'avoir accès à la terre, et que les droits de propriété sur les animaux sont généralement plus simples (Njuki and Miller, 2019). Dans de nombreux contextes, les femmes ont plus facilement accès aux petits animaux d'élevage, tels que la volaille et les petits ruminants, sur lesquels elles ont aussi un meilleur contrôle (Njuki and Mburu, 2013). Les ressources forestières revêtent une importance particulière pour de nombreux peuples autochtones, en termes d'identité et de moyens de subsistance.
 6. Certains moyens de production alimentaire s'avèrent particulièrement cruciaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dans les moments difficiles et en temps de crise. Par exemple, Zanello, Shankar et Poole (2019) ont constaté qu'en Afghanistan la diversité des cheptels prenait davantage d'importance en permettant de diversifier l'alimentation pendant la rude saison hivernale, lorsque les possibilités de culture étaient moindres. La cession ou le prêt de moyens de production alimentaire, en particulier de terres et d'animaux d'élevage de grande taille, contribue souvent à soutenir la consommation alimentaire en temps de crise, notamment en cas de maladie ou en période de sécheresse. Les ressources forestières constituent un filet de sécurité pour les pauvres face à des chocs mondiaux (tels que les épidémies ou les crises économiques), offrant ainsi une protection contre l'aggravation des inégalités (Miller *et al.*, 2021).
- S'agissant de l'accès aux moyens de production alimentaire, les inégalités sont considérables et persistantes. Les inégalités importantes et grandissantes qui existent en matière de propriété

FIGURE 9:
ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA TERRE (MESURÉE PAR LE COEFFICIENT DE GINI)
DEPUIS 1975

40]



Note: Coefficient de Gini indiquant la répartition des terres détenues en propriété privée, par taille.

Source: ILC. 2020. *Uneven ground: land inequality at the heart of unequal societies*. Coalition internationale pour l'accès à la terre.

foncière dans le monde en sont un exemple frappant. Des estimations de l'inégalité foncière mesurée par le coefficient de Gini (0 = aucune inégalité; 1 = inégalité maximale), établies par la Coalition internationale pour la terre (ILC), sont présentées à la **FIGURE 9**. À l'échelle mondiale et dans la plupart des régions du monde, à l'exclusion de l'Afrique, l'inégalité foncière mesurée par le coefficient de Gini est en augmentation depuis 1975.

Les inégalités dans l'accès aux moyens de production alimentaire doivent être considérées non seulement en termes de propriété ou de sécurité foncière, mais aussi quant aux disparités relatives à l'accès, à la qualité des terres et à la capacité d'en contrôler l'utilisation. (Oberlack *et al.*, 2020; Wegerif and Guereña, 2020).

Les inégalités fondées sur le genre qui existent quant à la maîtrise des moyens de production alimentaire ont été largement documentées. Par exemple, la part des exploitations agricoles gérées par des femmes atteint un sommet de 29 à 31 pour cent au Lesotho, au Panama et au Pérou, mais reste nettement inférieure dans de nombreux autres pays (FAO, 2022a). Dans certains contextes, l'usage veut que les femmes n'aient pas le droit de posséder des terres et les droits d'utilisation dépendent alors de la bonne volonté des hommes (Kameri-Mbote, 2005). Même lorsque les femmes détiennent des titres fonciers formels ou qu'elles ont une certaine forme de contrôle sur les terres, leur contrôle effectif peut être limité ou être exercé sur des terres de qualité médiocre (Guereña and Wegerif, 2019). Les inégalités entre les sexes peuvent être plus importantes lorsqu'il s'agit de moyens de production alimentaire de plus grande valeur. Dans de nombreux contextes, les cultures qui sont traditionnellement aux mains des hommes sont celles qui ont une plus grande valeur commerciale et sont ainsi plus susceptibles d'être soutenues sur le plan financier et au moyen d'activités de vulgarisation (Hillenbrand and Miruka, 2019). Bien souvent, dans les pêches océaniques, les espèces de plus grande valeur sont contrôlées par les hommes, tandis que les femmes se limitent à pratiquer une pêche côtière visant des espèces de moindre valeur (Bradford and Katikiro, 2019; Fröcklin *et al.*, 2014).

D'importantes disparités sont également constatées entre les groupes, selon l'origine ethnique ou l'appartenance à une caste ou à un peuple autochtone. En Inde, d'après l'Enquête nationale sur la santé de la famille, environ 62 pour cent des ménages appartenant aux castes répertoriées défavorisées sont dépourvus de terre, contre 40 pour cent pour ce qui est des autres castes (Rawal and Bansal, 2021). Les castes défavorisées ont toujours été confrontées à des difficultés s'agissant de leur faculté de choix quant à l'utilisation des moyens de production alimentaire auxquels elles devraient théoriquement avoir accès. Le droit à la terre et à d'autres ressources naturelles est essentiel pour les peuples autochtones, non seulement

pour que ceux-ci puissent préserver leurs moyens de subsistance, mais aussi au regard des valeurs culturelles et spirituelles que ces ressources naturelles enferment. Ces droits de gestion et d'exploitation des ressources sont souvent détenus à titre collectif et communautaire, en vertu de normes coutumières (ILC, 2020). De tels systèmes de gestion peuvent avoir des effets positifs sur la gestion des écosystèmes fragiles (IFAD, 2018). Cependant, les acquisitions de terres à grande échelle, les empiètements ainsi que les conflits autour des ressources font peser une menace croissante sur ces droits coutumiers. Non seulement cela a des incidences négatives sur l'accès des peuples autochtones à la nourriture et sur leur pouvoir d'action, mais l'importante fonction que ceux-ci exercent au service de la conservation en est également limitée, ce qui peut porter préjudice à la sécurité alimentaire et à la nutrition d'autres communautés rurales et de la population au sens large.

Un important facteur contextuel associé aux inégalités profondes dans le droit aux moyens de production alimentaire, tient à l'intérêt croissant que les grandes entités commerciales attachent à l'acquisition de moyens de production alimentaire de valeur. L'un des facteurs d'accroissement des inégalités foncières est l'acquisition, de plus en plus fréquente, de vastes étendues de terres de la part de grandes entreprises et d'investisseurs internationaux, surtout en Afrique et en Asie (ce facteur structurel fait l'objet d'un examen plus approfondi dans le quatrième chapitre). Dans bien des cas, les acquisitions de terres à grande échelle visent les terrains communaux (Dell'Angelo *et al.*, 2021), portant ainsi particulièrement préjudice à la sécurité alimentaire et à la nutrition des groupes qui sont les plus tributaires de ce patrimoine commun, notamment les éleveurs et les peuples autochtones. Les grandes entreprises agricoles peuvent aider à offrir des produits alimentaires ou des nutriments à un prix abordable et contribuer à générer des recettes fiscales et des devises et à améliorer les disponibilités alimentaires. Si, pour leur part, les petites exploitations agricoles se consacrent de plus en plus à la production de cultures de rente et d'exportation, elles sont toutefois plus susceptibles que les grandes exploitations de produire des aliments diversifiés, adaptés au contexte local, et d'en accroître la disponibilité (FAO and IFAD, 2019; HLPE, 2020), ainsi que d'abriter une grande biodiversité (Ricciardi *et al.*, 2021).

Les relations de pouvoir inégales qui régissent l'accès aux terres forestières ainsi que la conversion des superficies boisées à d'autres usages dans le cadre de projets de développement contribuent à réduire la capacité potentielle des ressources forestières en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (IUFRO, 2020). L'origine de ces inégalités de pouvoir peut être extérieure. Par exemple, les investissements

étrangers directs des grandes fortunes mondiales ont été liés à l'expansion de zones de cultures polyvalentes, telles que le palmier à huile et le soja en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ce qui a entraîné un phénomène de déforestation (Ceddia, 2020). L'inégalité des relations de pouvoir a également une incidence sur l'accès aux moyens de production d'aliments d'origine océanique. La gouvernance croissante de l'économie bleue au service de l'essor économique met au jour de nombreuses asymétries de pouvoir et les défis qui en découlent, en particulier pour les petits pêcheurs, y compris les incidences néfastes sur l'environnement, l'accaparement des océans et les menaces qui pèsent de plus en plus sur le bien-être des femmes et des communautés autochtones qui travaillent dans ce secteur et dont la sécurité alimentaire et la nutrition en sont compromises (Gustavsson *et al.*, 2021; Nangle, Masifundise, et FIAN International [Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir], 2023).

3.2 INÉGALITÉS DANS LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

3.2.1 ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

Les petits producteurs d'aliments et les petites entreprises intervenant le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire se heurtent depuis longtemps à des obstacles majeurs s'agissant d'accéder au crédit, à l'assurance et à d'autres produits financiers. C'est le cas, en particulier, pour les services financiers structurés, tels que les banques et les institutions de microcrédit. L'instabilité des revenus, le manque de garanties (résultant souvent de l'absence de registres fonciers et du non-enregistrement des droits d'utilisation des terres) et les antécédents en matière de crédit, ainsi que la fragmentation de ces acteurs et le caractère non formel de leur activité économique, contribuent à leur exclusion des portefeuilles de prêts de nombreuses institutions financières (FAO and IFAD, 2019; IFAD, 2015). En revanche, dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les acteurs financiers du secteur informel, allant des prêteurs, des commerçants et des négociants aux groupes d'épargne et de crédit, sont les principaux pourvoyeurs de financement rural.

Les services de financement structurés ont néanmoins un rôle important à jouer, en particulier pour le financement à plus long terme des investissements dans l'agriculture ou de la participation à la chaîne de valeur. Conscientes de cet enjeu, les banques de développement régionales et multilatérales ont

intensifié leurs efforts afin de répondre aux besoins de financement des petits exploitants agricoles et d'autres microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) en milieu rural. Cependant, les besoins de financement du secteur sont considérables et l'on constate une demande non satisfaite, de la part des petits exploitants, de l'ordre de 170 milliards d'USD (IFAD, 2015; IFAD and EU [FIDA et UE], 2022). Le FIDA (2015) fait état de nombreuses inégalités dans le financement des MPME dans le secteur alimentaire, qui tiennent notamment à la position de celles-ci dans la chaîne de valeur (la fourniture d'intrants et l'agriculture étant particulièrement défavorisées), ainsi qu'à la localisation géographique, au genre et à l'orientation commerciale.

Les femmes sont souvent désavantagées par rapport aux hommes au regard de leur capacité d'accéder au crédit et à d'autres services financiers. Soulignant l'intersectionnalité de deux éléments – taille réduite de l'entreprise et genre –, la Société financière internationale (IFC, 2017) a estimé que, dans 128 des principaux pays à revenu faible ou intermédiaire, les entreprises appartenant à des femmes constituaient 28 pour cent des MPME, mais qu'elles représentaient 32 pour cent de leur déficit de financement (l'écart entre la demande et l'offre de crédit), même si ces entreprises étaient plus petites que celles dirigées par des hommes. Les normes sociales, des droits de propriété insuffisants, le faible contrôle sur les actifs ainsi qu'un biais institutionnel en matière de prêts comptent parmi les principales raisons de l'accès inégal des femmes au crédit (Fletschner and Kenney, 2014). Bien qu'étant le plus souvent axées sur les femmes, les initiatives de microfinancement ne sont généralement pas adaptées aux investissements agricoles, par exemple en n'assurant pas l'alignement des calendriers de remboursement sur ceux des activités agricoles (Quisumbing and Doss, 2021). L'origine ethnique ou l'appartenance à une caste ou à un peuple autochtone revêtent également une importance à cet égard. Par exemple, en Inde, les demandes de prêt font apparaître des disparités fondées sur la caste d'appartenance et les prêts sont moins susceptibles d'être approuvés lorsqu'il s'agit de castes répertoriées, traditionnellement défavorisées (Kumar, 2016).

L'incapacité d'accéder au crédit pour financer l'achat d'intrants ou réaliser des investissements peut limiter la productivité et ainsi avoir une incidence sur les disponibilités alimentaires. Les pertes de revenus découlant d'une productivité réduite contribuent à restreindre l'accès à la nourriture des groupes particulièrement défavorisés, même lorsque les financements du secteur informel peuvent aider à combler les déficits de consommation à court terme. Les inégalités d'accès au crédit dont les femmes sont victimes peuvent aussi contribuer à affaiblir le rôle important que celles-ci jouent au sein du ménage dans

la prise de décisions favorables à la nutrition, surtout au niveau de la consommation alimentaire (Fletschner and Kenney, 2014). Par ailleurs, le manque de crédits pour réaliser des investissements à long terme, en faveur de la santé des sols par exemple, peut porter préjudice à la durabilité.

3.2.2 ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA TECHNOLOGIE

Les moyens qui permettent aux petits producteurs d'obtenir des informations et d'actualiser leurs compétences, ont considérablement évolué au cours des dernières décennies. Les services publics de vulgarisation agricole de type traditionnel ont perdu du terrain et un système bien plus pluraliste, faisant intervenir des fournisseurs d'information – publics, privés et organisations non gouvernementales –, a vu le jour (Norton and Alwang, 2020; Davis, Babu and Ragasa, 2020). Les services classiques qu'assuraient les agents de vulgarisation en se rendant dans les exploitations sont moins importants aujourd'hui qu'ils ne l'étaient auparavant, la communication d'informations par voie numérique devenant bien plus courante. Cette évolution a probablement contribué à réduire certaines inégalités de longue date dans l'accès à l'information (Deichmann, Goyal and Mishra, 2016). Par exemple, dans les zones reculées ou en proie à des conflits, les technologies de l'information et de la communication permettent un meilleur accès à l'information et, grâce à la variété des prestataires, il est possible d'atteindre un public plus diversifié.

Cependant, ces changements dans la communication d'informations peuvent aussi générer de nouvelles inégalités. Les services de vulgarisation privés peuvent exclure les petits agriculteurs plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de payer pour de telles prestations (Davis, Babu and Ragasa, 2020). De plus, bien que les téléphones mobiles soient maintenant répandus, en milieu rural, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'exclusion numérique demeure un facteur important et des services d'information numériques plus sophistiqués auront du mal à atteindre les groupes moins dotés en ressources et ayant un niveau d'instruction moins élevé. De nombreux services numériques touchent un large public, et cela à faible coût, mais ils restent mal adaptés aux contextes locaux (de par l'absence d'informations dans les langues ou les dialectes locaux, par exemple). De nombreuses inégalités traditionnelles persistent également. Les femmes sont moins susceptibles de bénéficier de services d'information et de vulgarisation et les services disponibles tendent souvent à ne pas prendre en compte les spécificités des femmes, y compris les conditions dans lesquelles celles-ci pratiquent l'agriculture et les pratiques optimales à mettre en œuvre auprès des agricultrices (Doss and Quisumbing, 2021; Quisumbing and Doss, 2021; Ragasa, 2014). Comme pour l'accès aux

financements, la perte de productivité et de revenus résultant de ces inégalités peut avoir des incidences sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Le développement de nouvelles technologies agricoles et techniques après récolte, leur adoption et leurs incidences s'accompagnent de nombreuses inégalités. Les dépenses de recherche-développement dans le secteur agroalimentaire privé proviennent en grande partie des pays à revenu élevé et, dans l'ensemble, celles du secteur privé dans ce domaine ont été largement concentrées sur un éventail relativement restreint de produits de base. Parallèlement, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde, les investissements agricoles publics nationaux ont été faibles et relativement stables (Stads and Rahija, 2019). De nombreuses publications mettent aussi en lumière l'existence d'un lien négatif entre l'adoption de nombreuses technologies et des facteurs tels qu'un faible niveau d'instruction, une exploitation de dimensions réduites, l'insécurité foncière et l'absence d'accès aux services de crédit et de vulgarisation (Ruzzante, Labarta and Bilton, 2021). La diffusion de certaines technologies peut également engendrer des inégalités de plus grande ampleur, comme c'est le cas avec les craintes qui entourent traditionnellement le déplacement de la main-d'œuvre et le regroupement des petites exploitations découlant de la mécanisation (Baudron *et al.*, 2015). Les nouvelles avancées telles qu'une «production alimentaire intelligente», les technologies numériques fondées sur les mégadonnées, l'automatisation accrue et l'intelligence artificielle offrent des possibilités d'amélioration de la productivité. Néanmoins, des craintes ont été exprimées face à la mainmise des grandes entreprises sur ces technologies et aux inégalités multiples qui en découlent, y compris sur le plan du contrôle du développement et de l'utilisation des technologies, de la répartition des avantages qu'elles procurent et de la souveraineté sur les données (FIAN and Brot für die Welt, 2018; Hackfort, 2021).

3.2.3 TRAVAIL ET USAGE DU TEMPS

Les systèmes alimentaires recèlent de nombreuses inégalités liées au travail, partout dans le monde. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les ouvriers agricoles comptent souvent parmi les travailleurs les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire (Bhuyan, Sahoo and Suar, 2020), et, même dans les pays à revenu élevé, les moyens de subsistance de ceux qui travaillent dans les systèmes alimentaires, dans des domaines allant de la récolte à la logistique en passant par les services de vente au détail de produits alimentaires, sont souvent précaires et très peu rémunérateurs (Klassen and Murphy, 2020). Dans les systèmes alimentaires, le travail est souvent caractérisé par une forte asymétrie

de pouvoir entre les employeurs et les travailleurs (Friesner, 2016). Le travail des enfants constitue un problème majeur. Dans le monde, environ 60 pour cent des jeunes travailleurs âgés de 5 à 17 ans sont employés dans le secteur agricole, et c'est également dans ce secteur que travaillent près de 60 pour cent des enfants qui pratiquent des activités dangereuses (ILO [Bureau international du Travail], 2022a). Dans de nombreux pays, les systèmes alimentaires dépendent de travailleurs migrants, mais les droits dont ceux-ci bénéficient en matière d'emploi sont réduits au minimum et les violations des droits humains dont ils sont victimes sont fréquentes (Klassen and Murphy, 2020). Dans les systèmes alimentaires, le travail est souvent précaire, mal rémunéré et parfois dangereux, ce qui constitue une menace pour la sécurité alimentaire et la nutrition d'un grand nombre de ces travailleurs.

Dans le secteur agricole, la charge de travail qui incombe aux femmes, en termes de temps, est souvent bien plus lourde que celle des hommes. Les résultats de nombreuses études et analyses confirment que, dans les systèmes agricoles et alimentaires, le genre joue un rôle considérable quant à la nature du travail et aux résultats obtenus sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Plus précisément, les éléments factuels montrent que :

- Les femmes jouent un rôle clé dans l'agriculture, ce dont témoigne le temps que celles-ci consacrent aux activités agricoles, qu'elles soient exploitantes ou ouvrières agricoles.
- Les femmes sont des actrices importantes à l'heure d'adhérer aux interventions agricoles et de prendre les mesures voulues.
- Les interventions agricoles tendent généralement à accroître la charge de travail des femmes, des hommes et des enfants en termes de temps.

Cependant, les études prises en compte aux fins du présent examen ne permettent pas de dégager des éléments clairs quant aux incidences des pratiques et interventions agricoles sur le plan de la nutrition, même lorsque celles-ci donnent lieu à une augmentation du temps consacré aux activités agricoles. Les incidences nutritionnelles sont variables dans la mesure où la réponse face à l'alourdissement de la charge de travail, y compris en termes de temps, varie d'un ménage à l'autre ainsi qu'au sein des ménages. À cet égard, un certain nombre de facteurs de différenciation importants entrent en jeu, en particulier le revenu et la possibilité d'acheter de la nourriture, la situation socioéconomique du ménage (Rao *et al.*, 2019), le type et la composition du ménage (notamment, la présence de membres à même d'effectuer des travaux domestiques) et les types d'indicateurs utilisés pour évaluer la consommation alimentaire, la sécurité ou la nutrition (Johnson *et al.*, 2015).

3.2.4 PARTICIPATION DES PRODUCTEURS AUX CHÂÎNES DE VALEUR

Par «chaîne de valeur», on entend les parties prenantes et les processus interdépendants de création de valeur qui entrent en jeu alors qu'un produit alimentaire passe du stade de la production primaire à celui de sa consommation ou élimination finale (FAO, 2014). La notion de chaîne de valeur est similaire, sur le plan conceptuel, à celle de la chaîne d'approvisionnement, mais elle met davantage l'accent sur la façon dont la valeur est créée et distribuée entre les différentes parties prenantes le long de la filière.

Inégalités dans la participation aux chaînes de valeur modernes

Au cours des dernières décennies, la croissance économique, l'urbanisation et l'évolution des régimes alimentaires ont imposé un processus de restructuration de nombreuses chaînes de valeur alimentaires. Les filières de transactions locales, plus simples, ont souvent été remplacées par des chaînes de valeur plus longues faisant intervenir des négociants à grande échelle, des intermédiaires et des distributeurs modernes. La restructuration des chaînes de valeur peut offrir aux producteurs et travailleurs agricoles des possibilités intéressantes de tirer profit de la valeur accrue qui est ainsi générée. Cependant, les défis liés à la participation aux chaînes de valeur modernes sont considérables.

Les négociants à grande échelle, les transformateurs et les distributeurs préfèrent ne pas encourir les coûts de transaction liés à l'achat de quantités réduites auprès de nombreux petits exploitants. Ainsi, ils imposent souvent des exigences quantitatives minimales et/ou des normes de qualité que les petits producteurs peuvent avoir du mal à satisfaire, en particulier si leur mise à niveau et les investissements à effectuer en matière d'intrants requièrent l'accès à des financements et à de meilleures informations. Reconnaisant les défis que les normes de certification font peser sur les petits producteurs, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans appelle à mettre en place des systèmes plus équitables d'évaluation et de certification de la qualité auxquels participent les petits producteurs (UN, 2019a). Globalement, s'agissant de l'incidence de la participation des petits exploitants à l'agriculture contractuelle (c'est-à-dire à une production alimentaire réglementée par un accord entre un acheteur et un producteur), les constats sont partagés. Un examen systématique des incidences de l'agriculture sous contrat sur les revenus des petits exploitants a permis de constater que ceux-ci pouvaient tirer parti d'une telle participation,

ENCADRÉ 4:

LES CONTRATS ENTRE SUPERMARCHÉS ET EXPLOITANTS AGRICOLES AU NICARAGUA: TOUS LES AGRICULTEURS PEUVENT-ILS EN TIRER PROFIT?

Au Nicaragua, la vente de produits alimentaires dans les supermarchés est dominée par le géant de la distribution Walmart. Pour alimenter son vaste réseau de points de vente, Walmart a noué des relations d'achat avec des centaines d'agriculteurs, à titre individuel. Au fil du temps, il s'est avéré que les liens ainsi établis avaient un effet positif sur les ménages des agriculteurs participants et leur bien-être, puisqu'ils contribuaient à accroître les biens de production, ce qui permettait d'obtenir des résultats positifs en réduisant la pauvreté au sein des ménages participants.

Toutefois, en dépit de leurs retombées favorables, ces relations d'achat renferment des inégalités de fond en termes de participation. Parmi les indicateurs prédictifs de l'inclusion des ménages figurent la résidence dans des régions à potentiel agricole plus élevé et des avantages géographiques tels que l'accès à l'eau tout au long de l'année et la proximité du supermarché ou du point de vente le plus proche. Les acheteurs de produits pour les supermarchés Walmart ont indiqué que la facilité d'accès par la route et par téléphone, ainsi que l'accès à l'eau tout au long de l'année, étaient les principales caractéristiques requises pour établir des rapports commerciaux d'approvisionnement. De telles caractéristiques pouvaient ainsi exclure les agriculteurs pauvres vivant dans des zones géographiquement difficiles d'accès et dotées d'infrastructures insuffisantes.

Source: Michelson, H.C. 2013. Small Farmers, NGOs, and a Walmart World: Welfare Effects of Supermarkets Operating in Nicaragua. *American Journal of Agricultural Economics*, 95(3): 628-649.

mais que les agriculteurs les plus pauvres en étaient le plus souvent exclus et que, dans 61 pour cent des cas, les agriculteurs sous contrat détenaient des exploitations bien plus vastes ou davantage de biens que la moyenne des exploitants de la région (Ton *et al.*, 2018). L'ENCADRÉ 4 présente une analyse de l'avantage dont bénéficient les agriculteurs mieux dotés en ressources (Michelson, 2013).

L'agriculture contractuelle offre aux producteurs qui sont en mesure de participer la possibilité d'améliorer leurs revenus par des voies diverses: des prix plus élevés, la possibilité de vendre de grandes quantités à un même acheteur et de meilleurs rendements grâce aux intrants et aux informations, dont le contrat prévoit souvent la fourniture. Néanmoins, les travaux publiés font apparaître des résultats mitigés en termes de revenus – lesquels varient selon la région, le produit et l'arrangement contractuel. Dans le cadre de leur examen systématique, Ton *et al.* (2018) ont recueilli des éléments permettant de situer dans une fourchette allant de 23 pour cent à 55 pour cent l'augmentation des revenus découlant de l'agriculture contractuelle (les auteurs tiennent toutefois à préciser qu'il pourrait s'agir d'une surestimation, leur étude ne prenant pas en compte les systèmes devenus rapidement inopérants).

Cependant, rien ne garantit que les revenus générés grâce à la commercialisation permettent d'améliorer la sécurité alimentaire, et cela pour un certain nombre de raisons: le surcroît de revenus peut être destiné à des priorités de dépenses non alimentaires, telles que la santé ou l'éducation; il peut être intercepté par les hommes, moins susceptibles que les femmes de privilégier la sécurité alimentaire (Mittra and Rao, 2019); et il est difficile de conserver ce surplus de revenu entre

le moment de la récolte et la période de soudure précédant la récolte suivante (Bellemare, Bloem and Lim, 2022). De ce fait, les incidences sur la sécurité alimentaire peuvent varier selon le contexte.

Certains des éléments recueillis semblent néanmoins indiquer que la participation à l'agriculture contractuelle contribue à améliorer la sécurité alimentaire. Dans leur étude sur la production vivrière sous contrat à Madagascar (Bellemare and Novak, 2017), les auteurs constatent que les accords contractuels permettent de raccourcir la durée de la période de soudure (ce qui semble également indiquer une incidence, en termes de stabilité, sur la sécurité alimentaire), et cela probablement parce que les ménages parviennent à mettre de côté le surcroît de revenus obtenu, du moment de la récolte jusqu'à la période de soudure. Par ailleurs, l'étude des accords contractuels entre les supermarchés et les petits producteurs de légumes au Kenya, réalisée par Chege, Andersson et Qaim (2015), a permis de constater que la participation à de tels accords avait amélioré la consommation de micronutriments.

En bref, il ressort des éléments recueillis, d'une part, que les exploitants agricoles les plus modestes sont souvent (mais pas toujours) dans l'incapacité de conclure des contrats avec des acteurs qui se situent en aval par rapport à eux dans les chaînes de valeur modernes et, d'autre part, que les agriculteurs qui produisent sous contrat sont souvent (mais pas toujours) en mesure d'en dégager un surcroît de revenus et donc, potentiellement, d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Inégalités en termes de pouvoir et d'exploitation dans les chaînes de valeur

Pour ceux qui parviennent à jouer un rôle dans les chaînes de valeur modernes, il existe des risques d'inégalité liés à une asymétrie de pouvoir entre les entrepreneurs et les exploitants et travailleurs agricoles. D'une part, dans les chaînes de valeur modernes et dans un environnement concurrentiel, les entrepreneurs peuvent avoir tout intérêt à offrir de bonnes conditions à leurs clients. D'autre part, il est possible que les négociants à grande échelle, les transformateurs, les distributeurs et autres entrepreneurs soient en position dominante ou qu'ils s'entendent pour dicter les termes des relations établies généralement avec de petits exploitants agricoles, dispersés sur le plan géographique (Montalbano, Pietrelli and Salvatici, 2018; Swinnen and Vandeplass, 2014). Un important sujet d'inquiétude est que, dans certains cas, les fonds et l'assistance en nature que fournissent les entrepreneurs, grands et petits, peuvent implicitement comporter des coûts élevés, dans la mesure où les agriculteurs sont contraints de vendre à bas prix les denrées produites sous contrat (Bellemare, Bloem and Lim, 2022). Les grands établissements de restauration et les distributeurs modernes peuvent renforcer leur pouvoir de vente en écartant la concurrence locale, et peuvent aussi le faire du côté des achats en se servant de leur pouvoir de marché pour réduire les prix offerts aux agriculteurs (Bellemare, Bloem and Lim, 2022). Cela étant, les données dont on dispose au sujet des inégalités de pouvoir et de leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont limitées et des études supplémentaires doivent être réalisées pour en avoir une connaissance plus complète.

46]

Inégalités femmes-hommes dans l'accès aux chaînes de valeur

Les femmes ont davantage de difficultés à prendre part aux chaînes de valeur modernes, car les ressources, auxquelles elles ont un accès plus restreint que les hommes, constituent souvent une condition préalable à l'inclusion dans ces filières (Doss and Quisumbing, 2020). Dans certains contextes, les normes sociales (qui font l'objet d'un examen plus approfondi dans le quatrième chapitre) peuvent jouer un rôle à cet égard. Par exemple, lorsque l'usage veut que les hommes procurent les revenus du ménage et que les femmes dispensent les soins, les hommes pourront tirer parti des possibilités de cultures de rente à haut rendement, tandis que les femmes se concentreront sur les cultures vivrières (Doss, 2002; Qian, 2008). La commercialisation peut également ouvrir des perspectives d'acquisition de revenus pour les hommes. Njuki et Miller (2019) évoquent le cas des productrices de produits laitiers

en Afrique de l'Est, qui vendaient leurs produits au comptant sur les marchés non structurés et se procuraient ainsi de l'argent destiné à couvrir les dépenses de consommation du ménage. Or, ces femmes ont perdu le contrôle de leurs gains lorsque le lait a été vendu à des centres de réfrigération, car les chèques hebdomadaires ont alors été adressés au chef de famille, qui était généralement un homme (Njuki and Miller, 2019).

Il est souvent difficile pour les femmes d'avoir accès à des possibilités d'agriculture contractuelle, mais un certain nombre d'études, comme celle de Maertens et Swinnen (2012), ont permis de constater que celles-ci jouaient un rôle important en tant que salariées dans les chaînes de valeur mondiales, travail qui leur offrait de bonnes possibilités de revenus par rapport à d'autres emplois rémunérés. Dans de tels cas, la sécurité alimentaire peut être améliorée non seulement en raison de l'augmentation des revenus familiaux, mais aussi grâce au pouvoir de négociation renforcé dont les femmes disposent au sein du ménage. Par exemple, Getahun et Villanger (2018) montrent que dans la région rurale d'Oromia, en Éthiopie, le travail des femmes dans l'industrie des roses coupées a eu une incidence positive sur leur pouvoir de négociation au sein du ménage, sur le revenu familial ainsi que sur le plan de la pauvreté et de la sécurité alimentaire.

3.2.5 STOCKAGE, DISTRIBUTION ET TRANSFORMATION

Inégalités liées au stockage et à la distribution

L'efficacité du stockage et de la distribution après récolte est essentielle, d'une part, pour que les consommateurs puissent avoir accès à des produits alimentaires sûrs et nutritifs, et, d'autre part, afin que les producteurs et les négociants disposent de moyens de subsistance adéquats. À l'heure actuelle, on estime que de mauvaises conditions d'entreposage et de distribution contribuent à la perte d'environ 14 pour cent de la production alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'à un gaspillage supplémentaire de 17 pour cent au stade de la consommation (UNEP and FAO, 2022).

Des chaînes du froid inadaptées font peser une menace sur la sécurité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des aliments, car bon nombre des denrées les plus riches en éléments nutritifs, telles que les légumes, les fruits, les aliments d'origine aquatique, le lait, la viande et les œufs, sont également extrêmement périssables et susceptibles de poser des risques en matière de sécurité sanitaire (HLPE, 2017b). Les principales inégalités dans les chaînes de froid engendrent à leur tour des inégalités quant à

la disponibilité d'aliments riches en éléments nutritifs et à leur abordabilité. On estime que, dans les pays à revenu élevé, les capacités d'entreposage frigorifique par habitant sont 10 fois supérieures à celles des pays à faible revenu (UNEP and FAO, 2022). Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, des installations de réfrigération privées performantes permettent d'assurer la distribution d'aliments de grande qualité, sûrs et riches en éléments nutritifs aux consommateurs des villes dotés de revenus plus élevés, via les supermarchés et les chaînes de distribution modernes, tandis que, dans les circuits de commercialisation qui desservent les consommateurs ruraux à faible revenu, les chaînes du froid peuvent être rudimentaires, voire inexistantes.

De tels écarts entre les villes et les zones rurales, ainsi qu'entre les zones économiquement favorisées et celles qui ne le sont pas, apparaissent aussi, de manière plus générale, au niveau des transports et des infrastructures commerciales en milieu rural dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et engendrent ainsi des inégalités en matière d'accès aux aliments riches en éléments nutritifs. Dans les zones reculées, lorsque les liaisons routières sont insuffisantes et les coûts de transport élevés, les marchés locaux risquent d'être mal intégrés à d'autres marchés, les négociants étant moins susceptibles de positionner des denrées périssables sur ces marchés, même si les prix locaux y sont élevés (Cooper *et al.*, 2021; Filmer *et al.*, 2023).

Inégalités liées à la transformation des produits alimentaires

La transformation des aliments est importante pour la sécurité alimentaire et la nutrition, à plusieurs égards. Les innovations dans le domaine de la transformation, y compris le broyage, le séchage, le conditionnement, la mise en boîte, la congélation et l'enrichissement, peuvent contribuer à une meilleure nutrition en permettant de préserver ou d'améliorer la teneur en nutriments des aliments, en améliorant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et en réduisant les coûts, s'agissant de rendre les éléments nutritifs disponibles dans le temps et dans l'espace (HLPE, 2017b). La transformation des aliments est importante en termes d'emploi, et la transformation et la valorisation des produits à petite échelle peuvent contribuer à améliorer les moyens de subsistance et, de ce fait, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Par ailleurs, les aliments ultratransformés – souvent riches en graisses, en sel, en sucre et en ingrédients peu salutaires – sont désormais disponibles en abondance dans toutes les régions du monde et de plus en plus souvent associés à des effets nocifs pour la santé (OECD [Organisation de coopération et de développement économiques], 2021). À l'heure actuelle, dans les pays à revenu élevé, environ la moitié de la consommation

d'énergie alimentaire provient d'aliments ultratransformés, auxquels les populations vivant dans des zones défavorisées sont souvent particulièrement exposées (Monteiro *et al.*, 2019; Scrinis and Monteiro, 2022). Fait inquiétant, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire affichent actuellement des taux de croissance de la consommation d'aliments ultratransformés bien plus élevés que ceux qui étaient enregistrés auparavant dans les pays à revenu élevé (Monteiro *et al.*, 2019). Il existe des inégalités quant aux mesures d'incitation, aux budgets et aux structures de pouvoir qui orientent les trajectoires et les taux de croissance de la transformation alimentaire en termes d'effets favorables ou, au contraire, préjudiciables pour la santé (Wood *et al.*, 2023).

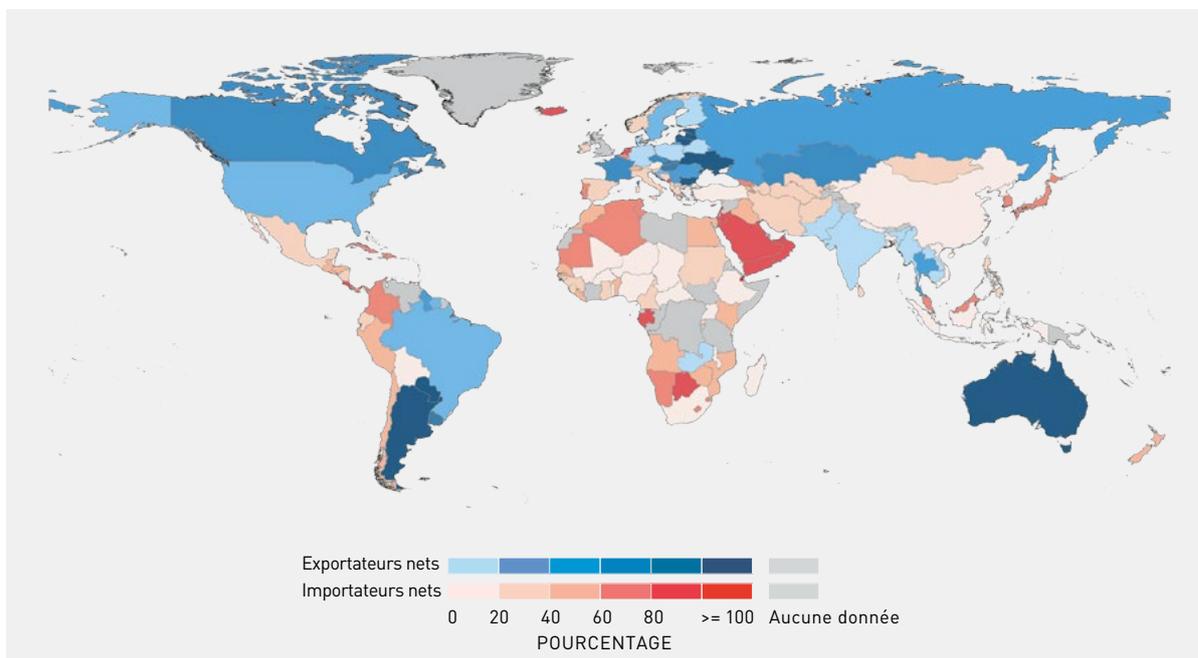
Contrairement aux produits alimentaires moins transformés, les aliments ultratransformés relèvent presque exclusivement du domaine des grandes entreprises. Les marchés des aliments ultratransformés se caractérisent par des concentrations élevées et par une stratégie d'entreprise dont l'objectif est de maximiser le rendement au profit des actionnaires, et cela à un coût considérable pour la santé alimentaire et environnementale (Wood *et al.*, 2023). D'importants moyens de commercialisation et de recherche-développement sont consacrés au développement d'aliments ultratransformés et à leur promotion sur le marché mondial (ce point est traité dans le quatrième chapitre en tant que facteur influant sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition) (OECD, 2021), tandis que l'on constate un sous-investissement dans les méthodes de transformation alimentaire propres à favoriser une bonne nutrition.

3.2.6 COMMERCE INTERNATIONAL DE DENRÉES ALIMENTAIRES

Les échanges commerciaux transfrontières et leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition

Alors que seulement 23 pour cent des denrées alimentaires font l'objet d'un commerce international (D'Odorico *et al.*, 2014), l'importance des échanges commerciaux internationaux de ces produits a considérablement augmenté, leur valeur réelle ayant doublé pendant la période allant de 1995 à 2018 (FAO, 2020). S'agissant des pays qui sont tributaires des importations de produits alimentaires, il existe de grandes différences de l'un à l'autre quant au type de denrées importées et au degré de dépendance à l'égard de ces importations. La **FIGURE 10** illustre les disparités entre les pays en termes de dépendance à l'égard des importations de céréales et met en lumière l'importance du commerce international pour la

FIGURE 10:
DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS DE CÉRÉALES (EN POURCENTAGE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES NATIONALES), MOYENNE DE LA PÉRIODE 2015-2017



Notes: Les zones orangées indiquent la part des importations dans les disponibilités alimentaires nationales des pays importateurs nets de produits alimentaires, calculée à partir des bilans alimentaires de FAOSTAT. Les pays exportateurs nets sont indiqués en bleu.

Source: FAO. 2020. *La situation des marchés des produits agricoles 2020*. FAO.

sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays à déficit vivrier. Plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que d'Afrique australe, sont considérés comme étant fortement dépendants des importations de céréales. L'importance de ces importations pour la sécurité alimentaire et la nutrition est apparue clairement durant la phase de la guerre en Ukraine où les échanges commerciaux ont été fortement réduits.

L'une des évolutions les plus importantes du système alimentaire mondial au cours des dernières décennies a été la libéralisation des échanges commerciaux et des investissements étrangers, lancée dans les années 1980. Facilitée par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, puis par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suite à l'adoption de l'Accord sur l'agriculture de 1994, les politiques commerciales libérales ont notamment comporté la réduction des droits de douane à l'importation et l'assouplissement d'une série de mesures non tarifaires (telles que les quotas d'importation, les licences d'importation et les subventions à l'exportation) (Staiger, 2012).

D'après les données économiques, la libéralisation du commerce pourrait avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et cela par des moyens divers, à savoir notamment: i) la spécialisation et les échanges commerciaux permettent de réaliser des gains d'efficacité par rapport à une situation d'autosuffisance, générant une croissance des revenus

qui contribue à améliorer l'accès à la nourriture; ii) les échanges commerciaux accroissent la disponibilité d'une gamme diversifiée de produits alimentaires grâce aux importations; iii) ils favorisent la baisse des prix; et iv) ils contribuent à diversifier les filières d'approvisionnement pour les aliments clés, assurant ainsi une meilleure stabilité des disponibilités alimentaires et une réduction de la volatilité des prix (bien que la dépendance à l'égard des marchés mondiaux puisse également constituer un mécanisme de transmission de l'instabilité) (FAO, 2015a).

Les éléments dont on dispose indiquent de manière générale que la libéralisation des échanges commerciaux de produits agricoles a contribué à la croissance du revenu national, dans les pays à revenu élevé comme dans ceux à faible revenu (Anderson, Cockburn and Martin, 2011; Traill *et al.*, 2014). Les données semblent également indiquer que les échanges commerciaux ont favorisé, au cours des dernières décennies, une égalisation des disponibilités nationales d'aliments clés (qu'ils soient bons ou mauvais pour la santé) et de nutriments entre les pays (Bell, Lividini and Masters, 2021). Dans leur comparaison de deux scénarios, celui des échanges commerciaux dans le cadre du système alimentaire mondial actuel et celui de l'absence d'échanges, Wood *et al.* (2018) constatent eux aussi que l'absence d'un commerce international impliquerait un niveau d'égalité moindre dans la distribution des éléments

nutritifs entre les pays, les pays à faible revenu étant à cet égard particulièrement désavantagés, et ils en concluent que les politiques commerciales protectionnistes pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur la sécurité alimentaire (Wood *et al.*, 2018, p. 34). Cela étant dit, pas-sions maintenant aux inégalités ancrées dans le régime mondial des échanges commerciaux ayant des incidences pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les inégalités liées au commerce international et leurs répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition: inégalités au sein des groupes qui sont en mesure de tirer profit du commerce international

Globalement (au niveau national), des pratiques commerciales plus libérales peuvent favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition, mais elles contribuent aussi, inévitablement, à créer des gagnants et des perdants au sein même des pays. Par exemple, les groupes qui peuvent tirer parti de nouvelles possibilités d'exportation ont tout à gagner et leurs revenus en seront améliorés, tandis que ceux qui interviennent dans des secteurs en concurrence avec les importations risquent d'être perdants, dans une certaine mesure, face à la concurrence de produits importés. Ces gagnants et ces perdants pourraient bien finir par être définis en fonction de la taille et de la richesse ou de conditions sociales défavorables, telles que l'origine ethnique ou l'appartenance à un peuple autochtone. Ainsi, par exemple, les grands exploitants agricoles et les consommateurs des villes sont susceptibles d'être en bien meilleure position pour tirer parti des possibilités offertes par les chaînes de valeur mondiales.

Par ailleurs, les petits exploitants ou les travailleurs agricoles qui produisent des denrées soudainement exposées à la concurrence d'un flux de produits importés, peuvent ne pas avoir les ressources nécessaires pour opposer une résistance. Ces atteintes aux moyens de subsistance des producteurs de denrées alimentaires ainsi laissés de côté risquent d'en compromettre l'accès à la sécurité alimentaire (Matthews, 2014). En revanche, les consommateurs et les producteurs de denrées alimentaires qui sont des acheteurs nets peuvent tirer des avantages de la baisse des prix découlant de la libre circulation de produits importés dans le pays. Dans leur étude des liens entre les politiques commerciales libérales et les résultats en matière de sécurité alimentaire au niveau des ménages (obtenus par autodéclaration selon l'échelle FIES), Barlow *et al.* (2020) constatent que, dans le monde, ces politiques ne sont associées à aucune amélioration de la sécurité alimentaire des plus démunis (Barlow *et al.* (2020).

Les inégalités liées au commerce international et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition: l'aide inégale apportée aux producteurs nationaux

Une disparité qui pèse depuis longtemps sur le commerce international de produits agricoles est celle du niveau de l'aide que les pays à revenu élevé ont accordé à leurs producteurs nationaux, et cela au détriment des producteurs concurrents dans les pays à faible revenu. De nombreux pays à revenu élevé subventionnent de longue date leurs producteurs par des moyens divers (tels que, par exemple, des paiements liés aux niveaux de production ou à l'utilisation d'intrants), ce qui a favorisé une augmentation de la production nationale. Ces mesures déterminent une diminution des prix sur le marché mondial, susceptible d'avoir des répercussions positives sur la sécurité alimentaire dans le monde. Néanmoins, ces prix réduits pourraient aussi avoir une incidence négative, dans les pays à faible revenu, sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles, dont la production est en concurrence avec celle des produits subventionnés. Les pays à faible revenu peuvent ne pas disposer des moyens nécessaires pour soutenir leurs propres producteurs dans une mesure analogue, même s'ils le souhaitent. Le système commercial fondé sur des règles, mis en place dans le cadre de l'OMC, a permis d'accomplir des progrès considérables en réduisant le niveau des aides dans les pays à revenu élevé et en contribuant à ce que celles-ci aient moins d'effet de distorsion sur les échanges (Matthews, 2014). Toutefois, ces derniers temps, les avancées réalisées ont marqué le pas et, qui plus est, les mesures de soutien à l'agriculture ont été renforcées dans des pays émergents comme la Chine et l'Inde (Smith and Glauber, 2019).

D'autres inégalités importantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, que le système mondial d'échanges commerciaux de produits alimentaires contribue à accentuer, y compris l'influence des grandes multinationales du secteur alimentaire et des distributeurs de produits de base, sont approfondies dans le quatrième chapitre dans le cadre de l'examen des facteurs systémiques d'inégalité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Politiques commerciales et droit à l'alimentation

Dans un examen critique du système commercial mondial, le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation (Fakhri, 2020) a souligné que ce système

avait cimenté des inégalités de longue date, au profit des acteurs étatiques et des grandes entreprises qui avaient déjà plus aisément accès aux ressources, au crédit et aux infrastructures que les groupes historiquement désavantagés. L'étude met en avant la concentration du pouvoir des entreprises dans l'ensemble du système alimentaire, favorisée par les systèmes commerciaux et financiers mondiaux, et appelle à une évolution vers un système fondé sur les principes des droits humains que sont la dignité, l'autosuffisance et la solidarité.

3.3 INÉGALITÉS LIÉES AUX ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES ET AU COMPORTEMENT DES CONSOMMATEURS

L'environnement alimentaire désigne le contexte dans lequel le consommateur et le système alimentaire interagissent. Le HLPE FSN identifie les principales priorités d'action pour une amélioration de l'environnement alimentaire, à savoir: disponibilité, accès physique (proximité), accessibilité économique (abordabilité), promotion, publicité et information, qualité et sécurité sanitaire des aliments (HLPE, 2017, p. 107). Ces éléments constitutifs de l'environnement alimentaire sont en interaction avec l'environnement alimentaire personnel (accessibilité physique, abordabilité, commodité et attrait) qui, à son tour, guide le comportement des consommateurs (Turner *et al.*, 2018). Il est donc important de se concentrer à la fois sur les inégalités qui sont ancrées dans l'environnement alimentaire (externe) et sur la façon dont leur interaction avec d'autres inégalités (environnement alimentaire personnel) engendre des inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La lutte contre ces inégalités permettra de renforcer le pouvoir d'action des consommateurs et d'ouvrir la voie à une amélioration des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, au profit de tous.

3.3.1 ABORDABILITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES

L'abordabilité des denrées alimentaires constitue l'un des défis fondamentaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi qu'une importante source d'inégalités de résultat à cet égard. Les tendances à long terme dans le monde révèlent que les prix des fruits et légumes ont considérablement augmenté dans le temps, alors que ceux des aliments transformés ont diminué (Wiggins and Keats, 2015). Un examen systématique de 27 études de cas relatives à 10 pays a permis de constater qu'une alimentation fondée sur des aliments sains, plutôt que sur des produits

alimentaires comparables mais moins bons pour la santé, coûterait 1,48 USD de plus par jour (Rao *et al.*, 2013). Ces différences liées au coût d'une alimentation saine contribuent à accentuer les répercussions des inégalités de revenu sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

En termes réels, une alimentation plus saine est généralement plus abordable dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu, où une part plus importante des dépenses des ménages est consacrée à l'alimentation (ENCADRÉ 5). En 2020, 42 pour cent de la population mondiale ne pouvait pas se permettre un régime alimentaire sain, avec des écarts considérables d'une région à l'autre – une alimentation saine n'était pas à la portée de 88,3 pour cent des populations des pays à faible revenu, contre seulement 1,4 pour cent dans les pays à revenu élevé (FAO *et al.*, 2022). Cette situation a récemment été confirmée par une modélisation des coûts du régime alimentaire de référence indiqué par la Commission EAT-Lancet, dans des pays appartenant à différentes catégories de revenu (Hirvonen *et al.*, 2020).

Des inégalités sont également constatées dans les prix des denrées alimentaires au sein des pays, ce qui contribue à accentuer les inégalités d'accès à une alimentation saine (Herforth *et al.*, 2020). À l'échelle mondiale, les prix des denrées alimentaires sont généralement plus élevés en milieu rural que dans les villes, bien que l'on observe souvent des écarts importants au niveau intra-urbain. Ces différences de prix sont liées à la logistique même de la filière alimentaire, qui contribue à faire augmenter aussi bien le coût des denrées alimentaires que la variabilité de leur coût à mesure que les produits passent des marchés centraux (souvent situés dans les villes) à des marchés et des ménages plus lointains (Zimmer, 2022). Ce phénomène est particulièrement marqué dans les régions éloignées et géographiquement isolées, qui abritent souvent des peuples autochtones et des communautés rurales marginalisées, comme par exemple dans le Nord du Canada (Veeraraghavan *et al.*, 2016). Cependant, dans les zones d'exportation nette de produits alimentaires, les populations rurales peuvent avoir un meilleur accès que les citadins à des biens moins chers, produits localement. Si les prix des denrées alimentaires sont souvent plus élevés en milieu rural que dans les villes, il est toutefois important de noter que cela ne détermine pas nécessairement des différences significatives en termes d'abordabilité, dans la mesure où le coût de la vie est plus élevé en milieu urbain, où les frais d'hébergement et de transport sont majeurs. Le suivi infranational des prix des denrées alimentaires est un moyen important pour identifier les goulets d'étranglement tarifaires, qui limitent l'accessibilité des produits dans certaines zones, constituant ainsi une menace pour la sécurité alimentaire tout au long de l'année.

ENCADRÉ 5:

L'ABORDABILITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES – ÉTUDE DE CAS MENÉE EN AFRIQUE DU SUD

De nombreux ménages n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine. Le Bureau pour la politique alimentaire et agricole (BFAP) calcule, tous les trois mois, le coût d'un «panier alimentaire sain et économique». Ce calcul est effectué sur la base des coûts d'un assortiment équilibré sur le plan nutritionnel de 26 denrées alimentaires provenant de tous les groupes d'aliments (BFAP, 2022, p. 1), pour un ménage de quatre personnes composé de deux adultes et de deux enfants, dont un en bas âge et un autre plus âgé, où les deux adultes perçoivent un salaire minimum pour un emploi à temps plein et les enfants bénéficient des aides publiques à l'enfance ainsi que des programmes d'alimentation scolaire. Le calcul le plus récent (juin 2022) a permis d'établir le coût du panier alimentaire à 3 621 ZAR (environ 223 USD), soit 31,1 pour cent du revenu total du ménage. Chaque mois, le groupe Pietermaritzburg Economic Justice and Dignity (PMBEJD) calcule le coût du panier alimentaire type d'un ménage, sur la base des données relatives aux prix des aliments, recueillies au point de vente auprès d'un éventail de distributeurs. Ce panier est basé sur les produits alimentaires et les volumes des aliments que les femmes vivant au sein d'une famille de sept personnes (la taille moyenne des ménages à faible revenu) cherchent généralement à se procurer chaque mois. Les chiffres ainsi obtenus sont très différents. Les tout derniers chiffres (août 2022) montrent que le coût d'un tel régime alimentaire pour un ménage de sept personnes serait de 4 775,59 ZAR (environ 263 USD), alors que celui du panier alimentaire le moins cher répondant aux exigences nutritionnelles minimales d'un ménage s'élèverait à 5 617,31 ZAR (environ 331 USD). Actuellement, 55,5 pour cent des Sud-Africains vivent en dessous de la limite supérieure du seuil de pauvreté, qui est de 1 335 ZAR (environ 78,72 USD) par mois, et 25,2 pour cent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire de 624 ZAR par mois (environ 36,79 USD).

Source: PMBEJD. 2022. Household Affordability Index: *Johannesburg, Durban, Cape Town, Springbok, Pietermaritzburg, Afrique du Sud*, Pietermaritzburg Economic Justice & Dignity Group [PMBEJD].

Le coût de l'accès à une alimentation saine tient compte des inégalités de plus grande ampleur qui existent dans les environnements alimentaires (section 3.5.2) et au-delà. Les ménages en situation de pauvreté et de précarité de revenu ont généralement un accès limité aux capacités privées de transport et d'entreposage. C'est pourquoi ils achètent souvent des unités de taille plus réduite, qui reviennent généralement plus cher en termes de volume. Par ailleurs, les ménages dont l'accès à une source d'approvisionnement énergétique stable pour la cuisson des aliments est incertain, y compris son utilisation, et qui ont difficilement accès à l'eau et à l'assainissement, peuvent être davantage tributaires d'aliments transformés qui présentent moins de risques sur le plan de la sécurité sanitaire, ou bien de l'achat d'aliments déjà cuits (Battersby, 2019). Pour ces ménages, l'inabordabilité d'une alimentation saine est aggravée par le coût des infrastructures. Ces conditions de pauvreté multidimensionnelle ont permis à de petits acteurs informels de jouer un rôle important dans les environnements alimentaires des populations pauvres, mais elles ont aussi offert un nouveau point d'entrée aux grandes entre-prises mondiales de transformation qui ont pu gagner du terrain sur ces marchés en commercialisant des aliments hautement transformés vendus sous forme de petites unités emballées individuellement, ce qui a des répercussions négatives sur la santé nutritionnelle et sur la durabilité du système alimentaire et de l'environnement.

3.3.2 ACCÈS PHYSIQUE À LA NOURRITURE

Les inégalités d'accès physique à des aliments nutritifs et abordables constituent un important déterminant des inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire

et de nutrition et, depuis le milieu des années 1990, de nombreuses études et politiques portent sur le problème des «déserts alimentaires». Par déserts alimentaires on entend généralement les quartiers et les communautés où l'accès à des aliments abordables et nutritifs est limité (ver Ploeg *et al.*, 2009). Ces inégalités au niveau de l'environnement de la distribution alimentaire s'entrecroisent avec la pauvreté en termes de revenu, la «race», la mobilité réduite et d'autres marqueurs de l'inégalité structurelle (Shannon, 2014; Spires *et al.*, 2020; Walker, Keane and Burke, 2010).

S'agissant de déterminer l'existence d'un désert alimentaire afin de s'attaquer au problème, les efforts ont généralement été axés sur l'établissement de la présence ou de l'absence de grands distributeurs de produits alimentaires, c'est-à-dire de supermarchés. Toutefois, les supermarchés ne constituent pas la seule source d'aliments nutritifs et abordables, et certains ont avancé que faire l'amalgame entre l'accès physique à la nourriture et la présence ou l'absence de supermarchés pouvait avoir des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition à long terme des populations vulnérables – en facilitant l'accès à des produits mauvais pour la santé et en évinçant d'autres circuits de distribution de produits frais locaux (Battersby, 2019; Stern, Ng and Popkin, 2015; Wertheim-Heck, Raneri and Oosterveer, 2019). Cet aspect est particulièrement important dans les pays dotés d'environnements de distribution alimentaire plus diversifiés, n'ayant pas encore été remplacés par des supermarchés en tant que principale source de denrées alimentaires, et où les marchés de vente directe – marchés fermiers, marchés paysans, criées – demeurent d'importantes

sources d'approvisionnement en aliments sains et diversifiés.

Dans une grande partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, les commerçants du secteur informel et les marchés traditionnels demeurent le principal moyen d'accès physique à la nourriture pour la majorité des populations, en particulier pour les personnes à faible revenu. Ces marchés jouent un rôle important en offrant un accès économique, physique et social à la nourriture, grâce à la vente d'unités de taille plus réduite, à des arrangements informels de crédit et à des horaires d'ouverture étendus, ainsi qu'à la vente d'aliments adaptés à la culture locale (Wegerif, 2020). Il a été démontré que l'accès physique à des produits alimentaires sains provenant de vendeurs informels et de marchés non structurés favorisait l'achat de ces aliments. Par exemple, en République-Unie de Tanzanie, on a constaté que les personnes qui résidaient à proximité de vendeurs informels de légumes étaient plus susceptibles d'acheter des légumes (Ambikapathi *et al.*, 2021). Le rôle que jouent les petits distributeurs du secteur informel en facilitant l'accès à des aliments nutritifs et abordables, en particulier pour les populations à faible revenu, est sous-estimé. Plus récemment, la notion de «bourbiers alimentaires», définis comme étant des zones à forte densité d'établissements de restauration rapide et de vente de produits riches en calories, mauvais pour la santé, par opposition à des choix alimentaires plus sains, a gagné du terrain (Cooksey-Stowers, Schwartz and Brownell, 2017). Des travaux de recherche menés en Amérique du Nord ont révélé que tant les borbiers alimentaires que les déserts alimentaires étaient associés à des disparités d'ordre racial, ethnique et socio-économique dans les taux d'obésité (Cooksey-Stowers *et al.*, 2020). Néanmoins, les notions de désert alimentaire et de borbier alimentaire ont été critiquées par les chercheurs, lesquels estimaient qu'il fallait nuancer davantage l'analyse de l'expérience vécue, dans la mesure où l'accès physique à des produits alimentaires sains et abordables n'avait pas nécessairement d'incidence sur les inégalités en matière de nutrition (Allcott *et al.*, 2019).

Une augmentation considérable des achats en ligne de produits alimentaires, y compris pour livraison à domicile, a été constatée, en particulier dans le sillage de la pandémie de covid-19. Cette nouvelle tendance peut permettre à certains groupes auparavant marginalisés, tels que les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes sans accès à des moyens de transport privés, d'avoir un meilleur accès physique à la nourriture. Néanmoins, certains craignent que les clients plus pauvres risquent d'être laissés de côté, car n'ayant pas les moyens de satisfaire aux exigences en termes de seuil minimal de dépenses pour les achats de produits alimentaires, ni de payer des frais de livraison ou encore d'effectuer des achats groupés leur permettant de réaliser des économies

de coûts (Cummins *et al.*, 2021). Par ailleurs, dans les zones plus pauvres ou plus reculées, il est possible que les populations ne soient pas desservies par les distributeurs qui offrent des services de vente et de livraison en ligne. Ainsi, en Afrique du Sud, les principaux distributeurs ne livrent pas dans les townships, pour des raisons de sécurité (Odendaal, 2023).

L'accès physique à la nourriture dans l'environnement alimentaire doit être considéré dans une perspective intersectionnelle, dans la mesure où l'incidence d'une évolution dans l'accès physique à divers types de distribution alimentaire varie selon les populations. À partir des mêmes données de panel relatives aux ménages urbains, au Kenya, il a été constaté (Debela *et al.*, 2020; Demmler, Ecker and Qaim, 2018) que l'arrivée des supermarchés avait eu des incidences inégales sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition selon les membres du ménage, avec des résultats positifs en termes de nutrition chez les enfants, mais aussi une augmentation du surpoids chez les adultes.

3.3.3 PROMOTION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DÉTERMINANTS COMMERCIAUX DE LA SANTÉ

Les résultats en termes de sécurité alimentaire et de nutrition sont influencés par un certain nombre de facteurs commerciaux déterminant l'état de santé au sein de l'environnement alimentaire, en particulier la formulation, le conditionnement, la conception, la commercialisation et la promotion des produits.

S'agissant de la commercialisation et de la promotion des produits alimentaires, il a été noté que la publicité tendait davantage à promouvoir des denrées à faible valeur nutritive que des aliments nutritifs. Par exemple, une étude portant sur les publicités télévisées dans 11 pays a permis de constater que la promotion de produits alimentaires moins bons pour la santé était plus fréquente que celle des aliments sains, fréquence qui augmentait durant les heures de programmation visant les enfants (Kelly *et al.*, 2010). De même, une analyse des publicités de produits alimentaires dans les magazines, en Afrique du Sud, a révélé que près de 60 pour cent de ces annonces se rapportaient à des aliments mauvais pour la santé (Abrahams *et al.*, 2017). Par ailleurs, les annonces publicitaires visant à promouvoir des aliments mauvais pour la santé ne sont pas disposées de la même manière et ciblent des groupes démographiques spécifiques. Les enfants issus de minorités et de milieux socioéconomiques désavantagés, par exemple, sont exposés de manière disproportionnée à des publicités d'aliments mauvais pour la santé (Backholer *et al.*, 2021). De plus, les marques de produits alimentaires mauvais pour la santé renforcent leur position en parrainant des événements sportifs, des écoles, des bourses d'études et autres activités

d'action sociale (Beder, Varney and Gosden, 2009; Bragg *et al.*, 2018; Harris *et al.*, 2019a). Ces stratégies de commercialisation ont le plus d'impact sur les minorités ethniques, à faible revenu, dans les pays de l'hémisphère nord et ne cessent de croître dans l'hémisphère sud (Harris, 2020; Scrinis, 2016). La promotion commerciale des préparations pour nourrissons auprès des mères, en violation du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, constitue une source d'inquiétude majeure (The Lancet, 2023; UNICEF and WHO, 2022). Les rabais sur les produits alimentaires et les promotions jouent un rôle important dans les stratégies de sécurité alimentaire des ménages à faible revenu. Ceux-ci sont donc particulièrement exposés aux incidences de la publicité, des actions de promotion et des stratégies commerciales en faveur d'aliments moins bons pour la santé.

3.3.4 SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Les aliments mauvais pour la santé ont des répercussions considérables sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les effets positifs sur la nutrition sont minés par les maladies d'origine alimentaire, qui perturbent l'utilisation des aliments. En 2015, dans son estimation de la charge mondiale des maladies d'origine alimentaire, l'OMS a recensé 31 agents présents dans l'alimentation qui, en 2010, ont été la cause de 600 000 cas de maladie d'origine alimentaire et de 420 000 décès (Havelaar *et al.*, 2015).

La charge des maladies d'origine alimentaire est répartie de manière très inégale dans le monde et pèse en majeure partie sur les pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier ceux d'Afrique (Pires *et al.*, 2021). Au sein des pays, les maladies d'origine alimentaire touchent principalement certains groupes de population: les jeunes, les personnes âgées, les personnes souffrant de malnutrition, les femmes enceintes ou les personnes immunodéprimées (Grace, 2015). De fait, l'OMS a constaté que les enfants de moins de 5 ans représentaient 40 pour cent de la charge des maladies d'origine alimentaire (Havelaar *et al.*, 2015).

Les maladies d'origine alimentaire perpétuent le cycle de la pauvreté en engendrant des affections à court et à long terme qui, à leur tour, portent atteinte à la santé et aux moyens de subsistance. Les enfants souffrant de malnutrition sont plus exposés au risque de contracter de graves maladies d'origine alimentaire, qui contribuent à accentuer leur état de malnutrition et à ralentir leur croissance (WHO, 2015). Les défaillances en matière de sécurité sanitaire des aliments pèsent de manière disproportionnée sur les populations pauvres et vulnérables, en raison à la fois d'une exposition plus élevée aux dangers liés à l'insalubrité des aliments et de l'eau (voir la section 3.6 ci-après) et de vulnérabilités sous-jacentes qui accroissent les risques pour la santé et affaiblissent les résultats en matière de sécurité

alimentaire et de nutrition. Par ailleurs, le changement climatique accentue les problèmes de sécurité sanitaire des aliments, ce qui contribue à accroître les effets disproportionnés sur les populations pauvres et vulnérables (Duchenne-Moutien and Neetoo, 2021).

Les problèmes à plus long terme en matière de sécurité sanitaire des aliments, qui résultent de la pollution du sol et de l'eau, suscitent également des inquiétudes, tout comme les effets des pesticides, des hormones et des agents de conservation qui tendent à s'accumuler dans le corps humain sur de longues périodes. Les risques liés à ces agents sont répartis de manière inégale, sur le plan géographique comme en termes économiques (Alita, 2022; Elvar and Tuncak, 2017). La fraude alimentaire est un autre enjeu d'apparition récente influant sur la sécurité sanitaire des aliments. En Chine, ce problème a été associé à l'urbanisation rapide, à l'industrialisation et à la transformation rapide du système alimentaire (Zhang and Xue, 2016). Ces nouvelles tendances sont aussi constatées dans de nombreux pays à faible revenu, où elles ont également été liées à une mauvaise gouvernance, à des systèmes de surveillance défaillants, à des contraintes d'ordre économique et à une demande supérieure à l'offre (Gwenzi *et al.*, 2023). Les transitions rapides sur le plan démographique et au niveau du système alimentaire, compte tenu des faibles capacités de réglementation, impliquent que les risques liés à la fraude en matière de sécurité sanitaire des aliments sont plus élevés dans les pays à faible revenu.

Une autre dimension de la sécurité sanitaire des aliments est liée à la contamination des approvisionnements alimentaires par les mycotoxines, qui sont quasiment omniprésentes dans les régions tropicales où les températures et les niveaux d'humidité sont élevés. Les myco-toxines sont des toxines naturelles qui se développent dans de nombreux produits alimentaires du fait de la prolifération de spores fongiques. La mauvaise qualité des semences, les pratiques agricoles peu performantes, le séchage insuffisant des récoltes et des solutions locales d'entreposage inefficaces sont des problèmes qui pèsent plus lourdement sur les ménages plus pauvres, plus éloignés et autrement marginalisés, et qui contribuent tous à la formation de mycotoxines. Dans des pays comme le Népal et l'Ouganda, les femmes qui, pendant la grossesse, consomment des aliments contaminés par des mycotoxines de divers types, présentent de moins bons résultats de dépistage néonatal, ce qui se traduit par des taux insuffisants de croissance et de développement des nourrissons et des enfants en bas âge (Andrews-Trevino *et al.*, 2019; Lamichhane *et al.*, 2022; Lauer *et al.*, 2019).

3.4 INÉGALITÉS AU SEIN D'AUTRES SYSTÈMES AYANT UNE IMPORTANCE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

La situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est déterminée, pour l'essentiel, par des facteurs extérieurs au système alimentaire. Ces facteurs n'ont pas toujours constitué un élément central des politiques de sécurité alimentaire, mais l'on constate néanmoins un intérêt croissant pour des approches plus transversales (ou intersectorielles) en matière de gouvernance, s'agissant des politiques et programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition (Battersby, 2022; Cohen and Ilieva, 2021; IPES-Food [Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables], 2017). La connaissance de ces déterminants plus généraux de la sécurité alimentaire et de la nutrition offre la possibilité de renforcer l'efficacité des politiques et programmes existants et permet d'avoir de nouveaux points d'ancrage pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition tout en œuvrant à la réalisation d'objectifs de développement élargis.

3.4.1 SYSTÈMES ET SERVICES DE SOINS DE SANTÉ

L'accès aux soins de santé est primordial, en particulier pour l'obtention de résultats en termes de nutrition. Ce facteur figure parmi les éléments clés du cadre conceptuel de l'UNICEF sur la malnutrition infantile de 1990 (UNICEF, 1990), et le manque de régularité dans l'accès à des services de santé de qualité est systématiquement associé à la malnutrition (UNICEF, 1990). L'importance du rôle des services de santé dans le cadre de l'ensemble des services connexes nécessaires aux fins d'une bonne nutrition a été réaffirmée dans le cadre conceptuel de l'UNICEF sur la nutrition de la mère et de l'enfant, publié en 2021 (UNICEF, 2021). S'agissant de l'accès aux soins de santé, l'existence de problèmes d'équité, y compris dans les pays à revenu élevé, est reconnue depuis longtemps (Mooney, 1983), tout comme la présence d'obstacles d'ordre financier, organisationnel, social et culturel (Gulliford *et al.*, 2002). Par ailleurs, l'accès aux services de santé est inégal d'un pays à l'autre: si l'indice de l'accessibilité et de la qualité des soins de santé dans le monde s'est amélioré pour la plupart des pays pendant la période allant de 1990 à 2015, en revanche l'écart entre les pays affichant les meilleures performances et les moins bonnes s'est creusé au cours de cette période, atteignant une valeur de 66 points sur une échelle de 1 à 100 (passant de 28,6 à 94,6) (GBD 2015 Healthcare Access and Quality Collaborators, 2017). Des inégalités sont également observées au sein des régions. En

Afrique subsaharienne, par exemple, certains pays se situent au-dessus des niveaux d'accès attendus aux services de soins de santé, alors que d'autres sont en dessous (GBD 2015 Healthcare Access and Quality Collaborators, 2017).

Des inégalités au regard de l'accès aux services de soins de santé, liées au niveau de richesse, sont observées dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple (OECD, 2019); et, aux États-Unis d'Amérique, des études montrent que les ménages et les personnes les plus pauvres (surtout au sein des communautés hispaniques et afro-américaines) sont moins susceptibles d'avoir les moyens de payer des primes d'assurances et, par conséquent, de pouvoir accéder aux soins de santé (Dickman, Himmelstein and Woolhandler, 2017). De même, dans 18 pays d'Afrique subsaharienne, le recours aux soins de santé varie considérablement selon le niveau de richesse (surtout dans les pays les plus pauvres), parallèlement au niveau d'instruction, à l'emploi et au degré d'urbanisation (Bonfrer *et al.*, 2014), tandis qu'une plus grande discrimination à l'égard des femmes, au niveau des ménages et des communautés, contribue à limiter l'utilisation des services de santé maternelle (Adjiwanou and LeGrand, 2014).

3.4.2 LOGEMENT, EAU, ASSAINISSEMENT, ÉNERGIE ET INFRASTRUCTURÉS

L'accès aux infrastructures de base et leur utilisation ont également été indiqués comme étant des déterminants de résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'importance d'un accès adéquat à l'eau et à l'assainissement, au regard de la sécurité alimentaire et de la nutrition, est inscrite dans le cadre conceptuel de l'UNICEF sur la malnutrition depuis 1990, et de nombreuses études et politiques ont porté sur ce sujet (par exemple, (Pickering *et al.*, 2019; WHO, UNICEF and USAID, 2015). Des difficultés d'accès à l'eau et à l'assainissement sont principalement observées au sein des communautés les moins nanties, dans les pays à faible revenu, ce qui contribue à accentuer les inégalités de résultat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Au sein de ces populations, les répercussions négatives d'un accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pèsent plus lourdement sur les nourrissons et les enfants en bas âge, sur les personnes souffrant de problèmes médicaux préexistants et sur les personnes âgées.

S'agissant de l'incidence d'infrastructures inadéquates sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'attention s'est portée principalement sur l'eau et l'assainissement, mais d'autres facteurs infrastructurels importants contribuent à engendrer des inégalités à cet égard. Il a été constaté que des

facteurs tels que de mauvaises conditions de logement (Jonah and May, 2020), les difficultés d'accès à des approvisionnements en énergie fiables et à un prix abordable (Bednar and Reames, 2020; Masters *et al.*, 2021), ainsi que le manque de temps, imputable au temps passé dans les transports en milieu urbain et à la préparation des repas, ont tous contribué à faire évoluer les pratiques alimentaires et les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Masters *et al.*, 2023), les ménages à faible revenu étant, à cet égard, particulièrement touchés par les difficultés d'accès aux infrastructures de base qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Au cours des trois dernières années, la hausse des coûts de l'énergie a accentué les inégalités en termes de sécurité alimentaire et de nutrition dans de nombreuses régions du monde. En Europe et au Royaume-Uni, les ménages pauvres sont placés devant le dilemme de devoir choisir entre se chauffer ou se nourrir, ce qui porte atteinte à la qualité de leur alimentation (Bar-dazzi, Bortolotti and Paziienza, 2021; Burlinson, Davillas and Law, 2022). Au Kenya et à Sri Lanka, les coûts de l'énergie ont contraint à modifier les techniques de cuisson et contribué à accentuer l'insécurité alimentaire (Perera, 2022; Shupler *et al.*, 2021). Le Programme alimentaire mondial a indiqué l'accès à des combustibles et des techniques de cuisson sûrs, durables et accessibles comme étant un élément fondamental de la sécurité alimentaire, et des moyens ont été proposés pour améliorer l'accès à l'énergie pour tous (Bisaga *et al.*, 2022).

Les défaillances d'ordre infrastructurel auxquelles sont confrontés les ménages à faible revenu affectent également les distributeurs de produits alimentaires qui exercent leurs activités dans ces mêmes zones géographiques. Les difficultés d'accès à l'eau, à l'assainissement, à un approvisionnement stable en énergie et aux infrastructures de transport influent sur les pratiques de ces entreprises, qui constituent souvent la principale source de nourriture pour les populations locales à faible revenu. Ces déficits infrastructurels ont une incidence sur les pratiques de constitution de stocks (c'est-à-dire que les commerçants doivent procéder à des achats fréquents et en faible quantité, afin d'éviter l'altération des aliments, ce qui se traduit par des coûts unitaires plus élevés, des risques accrus en termes de sécurité sanitaire des aliments et un assortiment réduit d'aliments mis en vente, dans la mesure où les marchands tendent à vendre davantage de produits transformés, qui sont moins susceptibles de se gâter) (Ahmed *et al.*, 2019; Fuseini, Battersby and Jain, 2018). Ainsi, les personnes et les ménages qui vivent dans un contexte où les infrastructures font défaut sont doublement pénalisés en termes de sécurité alimentaire et de nutrition. Depuis quelque temps, l'accès équitable aux infrastructures (Gilbert, Eakin and McPhearson, 2022) ainsi que le rôle que celles-ci jouent pour la santé et le bien-être (Ramswami, 2020),

font l'objet d'un intérêt accru. Les inégalités au niveau des infrastructures et de l'aménagement du territoire portent préjudice à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et leur influence sur les caractéristiques de l'environnement alimentaire contribue à compromettre l'accès des personnes les plus vulnérables à une alimentation saine.

3.4.3 ÉDUCATION

L'équité en matière d'éducation revêt une double dimension: l'équité en soi (le sexe, le revenu et d'autres facteurs ne doivent pas faire obstacle à la réalisation du potentiel d'apprentissage) et l'inclusion (un niveau minimal d'instruction doit être accessible à tous) (OECD, 2008). On sait qu'il existe un lien entre le niveau d'instruction, en particulier celui des femmes, et les résultats en termes de nutrition, en raison probablement de l'acquisition d'une capacité générale de comprendre les informations relatives à la nutrition et à la santé et d'accéder à des emplois qualifiés et à des moyens de subsistance (Harding *et al.*, 2018). Les taux de malnutrition chez les enfants diffèrent selon le niveau d'instruction de leurs mères dans de nombreux contextes: par exemple, la diversité alimentaire minimale est atteinte par 24,4 pour cent des enfants dont la mère a un niveau d'instruction inférieur au cycle primaire et par 35,2 pour cent de ceux dont la mère a fait des études secondaires ou supérieures (Development Initiatives, 2020).

L'accès à l'instruction est très inégal. Il ressort de la Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation que, pendant la période allant de 2014 à 2019, tous les pays à revenu élevé avaient atteint un taux d'achèvement du cycle primaire supérieur à 96 pour cent (et un taux de 100 pour cent, dans la plupart des cas) alors qu'un seul pays à faible revenu (Tadjikistan) y était parvenu, la majorité de ces pays se situant autour de 50 pour cent. L'Afghanistan présentait la plus grande disparité entre les sexes dans le cycle primaire, que 67 pour cent des garçons avaient achevé, contre 40 pour cent des filles. Dans de nombreux pays, on constate également de grandes disparités en matière d'éducation entre les zones rurales et les villes. Par exemple, dans l'État plurinational de Bolivie, 84 pour cent des adolescents vivant dans les villes avaient terminé le cycle secondaire contre seulement 50 pour cent de ceux qui habitaient en milieu rural. L'origine ethnique influe également sur l'accès à l'instruction. Au Brésil, par exemple, 25 pour cent des enfants autochtones n'ont jamais été scolarisés, contre 16 pour cent des enfants blancs.

Les inégalités dans ces autres systèmes contribuent à accentuer les incidences, sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de celles qui sont constatées au niveau du système alimentaire. Aussi, afin de réduire les inégalités de résultat à cet égard, faut-il prendre des mesures allant au-delà du seul système alimentaire.

Chapitre 4

FACTEURS SYSTÉMIQUES ET CAUSES PROFONDES DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION



POINTS ESSENTIELS

- Il est primordial de considérer les inégalités immenses en matière de sécurité alimentaire et de nutrition non pas simplement comme une conséquence des inégalités au sein des systèmes alimentaires et des autres systèmes connexes mais également comme le résultat de causes systémiques plus profondes.
- De nombreux facteurs influant sur les systèmes alimentaires dépendent d'éléments enracinés dans ces systèmes. Par exemple, le changement climatique et la détérioration de l'environnement ont des répercussions négatives sur les personnes travaillant dans les systèmes alimentaires et menacent la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier là où les populations et les lieux sont les plus vulnérables face à ces changements. Mais de leur côté, les systèmes agroalimentaires contribuent pour une part importante au changement climatique et à la détérioration de l'environnement. Enrayer ce cercle vicieux pourrait permettre de réduire considérablement les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Certains facteurs économiques et commerciaux ont fondamentalement transformé les systèmes alimentaires, modelant la structure des échanges mondiaux et entraînant une concentration du pouvoir de décision et de la possession des ressources. Ces changements ont fait évoluer les habitudes alimentaires selon des modalités complexes et ont restreint l'agencité de la plupart des personnes travaillant dans les systèmes alimentaires. Malgré quelques progrès sur le plan nutritionnel, on s'inquiète des effets d'une transition vers un régime occidental obésogène qui exacerbe les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, touchant d'abord les personnes les plus aisées avant d'atteindre progressivement les groupes sociaux les plus marginalisés ou les plus défavorisés sur le plan socioéconomique.
- Les politiques relatives à différentes dimensions et différents acteurs des systèmes alimentaires demeurent cloisonnées et se préoccupent rarement des besoins des plus marginalisés. Dans bien des cas, cette situation a aggravé les difficultés et créé des vulnérabilités.
- Les principales causes de la faim aiguë et chronique sont la violence et les conflits, qui réduisent l'agencité des individus et exacerbent l'insécurité alimentaire et la malnutrition chez les plus vulnérables. Mais ce sont souvent les intérêts géopolitiques qui déterminent si les effets d'un conflit sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont amplifiés ou atténués, et où. La réaffirmation du droit à l'alimentation dans tous les conflits géopolitiques peut contribuer à réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Les facteurs socioculturels se superposent à tous les autres types de facteurs et sont une source d'iniquités installées depuis longtemps, qui persisteront si elles ne sont pas ouvertement combattues. Les politiques et les pratiques doivent tenir compte de l'équité. Des obstacles existants ou nouveaux peuvent créer ou renforcer les iniquités.

Les inégalités immenses observées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition résultent d'inégalités importantes dans les systèmes alimentaires et plus généralement dans d'autres systèmes. Ces inégalités existant dans les systèmes, ou facteurs directs (proximaux), sont eux-mêmes la conséquence de facteurs structurels plus profonds (FIGURES 1 et 2) qui s'installent progressivement et nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition. À partir des facteurs directs mis en évidence au CHAPITRE 3, le CHAPITRE 4 va plus loin dans l'analyse sociale et historique pour examiner les facteurs moins immédiats (distaux) qui interviennent et comprendre comment et pourquoi ils influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Comme dans les précédentes évaluations des systèmes alimentaires réalisées par le HLPE, ces facteurs plus généraux

sont explorés en dehors des systèmes alimentaires et comprennent: 1) les facteurs biophysiques et environnementaux; 2) les facteurs liés à la technologie, à l'innovation et aux infrastructures; 3) les facteurs économiques et commerciaux; 4) les facteurs politiques et institutionnels; 5) les facteurs socioculturels; et 6) les facteurs démographiques (FIGURE 1) (HLPE, 2020). Il faut bien comprendre et tenir compte du fait que ces facteurs d'inégalités distaux se superposent, produisant des effets intersectionnels. Par exemple, les facteurs socioculturels sont liés au contexte politique et institutionnel et inversement (Harris and Nisbett, 2021). De plus, des interactions intersectionnelles complexes peuvent intervenir entre les facteurs: des facteurs socioculturels peuvent ainsi interagir avec des innovations technologiques ou avec le

changement climatique et générer des effets et des vulnérabilités hétérogènes qui vont accentuer la marginalisation et les inégalités (O'Brien and Leichenko, 2000; Spielman *et al.*, 2021; Swer, 2019).

4.1 FACTEURS BIOPHYSIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Les systèmes alimentaires, et plus particulièrement les systèmes alimentaires industrialisés, contribuent énormément à l'appauvrissement de la biodiversité, à la pollution de l'environnement, au changement climatique et aux maladies infectieuses (IPCC [GIEC], 2022; Rivera-Ferre *et al.*, 2021). Ces conséquences écologiques et biophysiques de nos systèmes alimentaires actuels, de même que des influences sociétales plus larges (comme les émissions mondiales), ne sont pas réparties de façon égale, et viennent toucher des personnes et des lieux déjà vulnérables sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, renforçant ainsi les inégalités existantes.

4.1.1 APPAUVRISSEMENT DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES EN EAU ET DES SOLS, ET POLLUTION

Les systèmes alimentaires industriels génèrent un coût environnemental considérable, portent atteinte au droit à un environnement propre (A/76/179) et perturbent les relations des êtres humains avec la nature (Fakhri, 2023; Kimmerer, 2013). L'agriculture est responsable d'une grande partie de la déforestation et arrive en troisième position pour les émissions mondiales de gaz à effet de serre (Crippa *et al.*, 2021; IPCC, 2022; Pendrill *et al.*, 2022). En diminuant les quantités d'eau atmosphérique disponibles, le déboisement et le changement d'affectation des terres entraînent un amincissement des ressources en eau qui menace la sécurité alimentaire. Le cercle vicieux de la déforestation et des pénuries d'eau exacerbe encore les problèmes de sécurité alimentaire. Par exemple, la déforestation en Amazonie a provoqué un dessèchement de 4 pour cent, et, pour chaque millimètre de déficit de précipitations, la déforestation augmente de 0,13 pour cent (Staal *et al.*, 2020). L'appauvrissement des ressources en eau représente une grave menace pour la sécurité alimentaire puisque toute l'agriculture dépend de la disponibilité aussi bien

des eaux vertes (eau de pluie dans le sol) présentes naturellement que des eaux bleues (eau prélevée de nos réservoirs superficiels et souterrains) accessibles au moyen d'institutions sociales, notamment les systèmes d'irrigation (Falkenmark, 2013), alors que l'agriculture consomme 70 pour cent de l'eau douce (Pimentel and Pimentel, 2008). Mais les quantités d'eau verte disponibles varient selon le lieu, les zones les plus peuplées étant celles qui manquent le plus d'eau (Kumu et Varis, 2011), et les disponibilités potentielles en eau bleue dépendent des capacités économiques et de gouvernance locales. Actuellement, 3 milliards d'êtres humains souffrent d'insécurité alimentaire à cause de la pénurie d'eau verte et du manque d'équipements et de technologies permettant de disposer d'eau bleue (Falkenmark, 2013; FAO, 2022b; Rockström *et al.*, 2023; Vallino, Ridolfi and Laio, 2020). Les eaux usées peuvent atténuer une partie des problèmes de pénurie d'eau, et la part des terres agricoles irriguées au moyen d'eaux usées est estimée à 10 pour cent (Jaramillo and Restrepo, 2017; Winpenny *et al.*, 2010). Ce pourcentage est toutefois extrêmement variable d'un pays à l'autre, notamment selon que les eaux usées sont traitées ou non. L'utilisation non réglementée d'eaux usées non traitées, qui pose des problèmes de sécurité en raison des effets des toxines sur la santé humaine, s'observe principalement dans les économies très peuplées et émergentes (comme la Chine, l'Inde et le Pakistan) (Jaramillo and Restrepo, 2017) où vivent le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire (Wesselbaum *et al.*, 2023), ce qui creuse l'écart entre les zones d'insécurité alimentaire et les autres.

Les ressources en eau sont habituellement gérées à l'intérieur des frontières nationales, alors que leur utilisation dans une région a des répercussions sur les disponibilités ailleurs, et chaque pays du monde dépend des autres pays pour au moins 50 pour cent de ses disponibilités en eau (Rockström *et al.*, 2023). En Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, de grandes régions de production alimentaire sont tributaires de pays voisins pour leurs approvisionnements en eau douce (Rockström *et al.*, 2023). Par exemple, le Brésil exporte 25 pour cent de son eau dans les pays situés en aval. La déforestation en Amazonie brésilienne a donc des conséquences sur les disponibilités en eau dans ces pays et aggrave leur insécurité alimentaire (Wunderling *et al.*, 2022).

L'accès à l'eau peut aussi donner lieu à des iniquités à l'intérieur même des pays. Par exemple, partout

dans le monde, les institutions et les systèmes dominants qui régissent la ressource ont restreint l'accès des peuples autochtones à l'eau, rompant leurs liens spirituels et culturels avec la terre et les empêchant de se nourrir (Jackson, 2018). Dans le bassin Murray-Darling, région agricole la plus productive d'Australie, les peuples aborigènes ont été exclus il y a longtemps des processus décisionnels et privés du droit de posséder de la terre et de l'eau; l'accès à l'eau et les droits sur l'eau ayant été réaffectés au profit de l'agriculture intensive, les peuples aborigènes ont perdu leurs moyens de production alimentaire (notamment l'exploitation des ressources halieutiques et végétales des cours d'eau) ainsi que leur connexion à la terre. Au jour d'hui, les peuples aborigènes représentent 9,3 pour cent de la population du bassin Murray-Darling, mais ils possèdent seulement 0,5 pour cent des entreprises agricoles du bassin et forment en revanche une plus grande partie de la main d'œuvre agricole (Hartwig *et al.*, 2022). À cela s'ajoute le fait que les peuples aborigènes d'Australie sont déjà plus vulnérables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, affichant des taux beaucoup plus élevés d'insécurité alimentaire et des taux d'espérance de vie inférieurs (Davy, 2016).

Outre l'appauvrissement de la biodiversité et des ressources en eau, la qualité des sols est une source de préoccupation croissante (FAO, 2015b). La qualité du sol peut varier naturellement et être dégradée ou améliorée par les normes socioculturelles associées aux méthodes de production, les systèmes de gouvernance, et l'intensité d'utilisation. À titre d'illustration, les sols sont souvent dégradés dans les champs des agriculteurs pauvres dans beaucoup de régions, et le problème est particulièrement fréquent en Afrique subsaharienne où les populations sont déjà plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (Tittonell and Giller, 2013; Zhang *et al.*, 2021). Les écosystèmes agricoles peuvent améliorer la qualité et la productivité des sols grâce à l'emploi des déjections des animaux d'élevage pour déplacer les matières organiques, les éléments fertilisants et l'eau (Bai and Cotrufo, 2022; Beal *et al.*, 2023). À l'inverse, les pratiques ancestrales et actuelles de clôturation employées par exemple dans des conservatoires privés en Afrique de l'Est, qui excluent les hommes et les animaux, peuvent améliorer la qualité des sols dans le périmètre des conservatoires (Bai and Cotrufo, 2022). Mais à l'extérieur, où les populations vivent principalement sur des terres communes, elles ont pour effet de limiter la mobilité et de concentrer le pâturage, avec pour résultat

d'affaiblir les règles et les systèmes de gouvernance coutumiers et de réduire la qualité des sols et la sécurité alimentaire (Moritz *et al.*, 2013).

4.1.2 CHANGEMENT CLIMATIQUE

On sait que les systèmes alimentaires mondiaux contribuent énormément au changement climatique, d'où la nécessité urgente d'agir dans cette sphère d'activité (IPCC, 2019). Dans le même temps, le changement climatique réduit la productivité des eaux, des sols, des travailleurs des systèmes alimentaires et des systèmes alimentaires eux-mêmes (Fiorella *et al.*, 2021). De plus, le rythme du changement climatique s'accélère rapidement (Lam *et al.*, 2020), et cette tendance devrait se poursuivre durant tout le XXI^e siècle (Cheung, Reygondeau and Frölicher, 2016; Lotze *et al.*, 2019). Les climatologues s'inquiètent de voir dépasser certains points de bascule décisifs (Armstrong McKay *et al.*, 2022; Lenton *et al.*, 2019; Wunderling *et al.*, 2021). Les effets du changement climatique ne sont pas répartis de façon uniforme (Bindoff *et al.*, 2019; Free *et al.*, 2019). Les pays qui ont contribué le plus à l'évolution du climat sont à la fois les moins touchés et les plus capables de s'adapter (Bruckner *et al.*, 2022). Face à cet enjeu planétaire, il est indispensable que les principes de justice et d'équité fassent partie intégrante des actions menées pour comprendre les causes et conséquences du changement climatique et y remédier (ENCADRÉ 6). De fait, le rapport le plus récent du GIEC souligne l'impératif d'inscrire le principe d'équité dans les réponses au changement climatique (Allen *et al.*, 2022), et la question des «réparations climatiques» a été mise sur la table lors de la COP 26 qui s'est déroulée à Glasgow (Nevitt, 2021) (voir le CHAPITRE 6 pour plus de détails).

Parce que ces impacts ne sont pas répartis de façon égale, le changement climatique exacerbe aussi les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (IPCC, 2001), c'est pourquoi des mesures locales directes sont nécessaires. Selon les estimations de la Banque mondiale, le changement climatique fera basculer entre 68 et 135 millions d'êtres humains dans la pauvreté d'ici à 2030, qui seront concentrés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (World Bank, 2020). La question des répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire a été étudiée principalement sous l'angle des problèmes de production (par exemple, la distribution des espèces, les rendements insuffisants et les pénuries d'eau). Mais en réalité, le changement climatique a des

effets dans toutes les composantes des systèmes alimentaires (HLPE, 2022). Il a des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition à différentes échelles, à travers ses impacts directs sur les systèmes de production alimentaire, mais aussi ses répercussions sur les systèmes économiques, écologiques et sociaux dont dépendent les populations pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Ces diverses interconnexions montrent une forte relation multidirectionnelle entre le changement climatique, la sécurité alimentaire et la nutrition, et les inégalités, intervenant à différentes échelles spatiales et temporelles et interagissant pour produire des effets intersectionnels sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Ces inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ne se manifestent pas uniquement à des échelles régionales. Les menaces et les tensions qui pèsent sur l'environnement amplifient souvent les inégalités sociales et les déséquilibres de pouvoir qui existent à l'intérieur des pays, en particulier dans les populations et les ménages déjà confrontés à la pénurie (Chancel, Bothe and Voituriez, 2023; Schneider *et al.*, 2007). Pour Islam et Winkel (2017), la relation entre le changement climatique et la pauvreté est caractérisée par un cercle vicieux, dans lequel des «inégalités initiales font que les groupes défavorisés souffrent davantage que les autres des effets négatifs du changement climatique, ce qui entraîne des inégalités encore plus importantes». Ils recensent trois principaux canaux «par lesquels l'aggravation des inégalités due au changement climatique se manifeste: a) l'augmentation de l'exposition des groupes défavorisés aux effets négatifs du changement climatique; b) l'augmentation de leur sensibilité aux dommages provoqués par le changement climatique; et c) la diminution de leur capacité de s'adapter et de se relever des dommages subis» (Islam and Winkel, 2017, p. 1). Les schémas de ce type sont aujourd'hui largement utilisés pour comprendre les vulnérabilités variables des personnes et des lieux aux effets du changement climatique (Cinner *et al.*, 2013; IPCC, 2022).

Les composantes des systèmes alimentaires (comme la pêche artisanale et les marchés non structurés) qui sont des sources de moyens de subsistance pour les populations pauvres et jouent un rôle essentiel dans leur sécurité alimentaire sont les plus vulnérables au changement climatique. De ce fait, les vulnérabilités particulières au

changement climatique (c'est-à-dire celles souvent liées à des attributs comme le genre, la richesse, etc.), qui aggravent les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ne découlent pas seulement de la relation des personnes avec le système alimentaire, mais d'une série d'impacts en cascade, où le changement climatique se superpose aux systèmes biophysique, économique et social pour alimenter les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (FAO, 2015c). La Banque mondiale a identifié des groupes plus vulnérables aux effets du changement climatique. Ce sont les ménages dont le chef de famille est une femme, les enfants, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les minorités ethniques, les paysans sans terres, les travailleurs migrants, les personnes déplacées, les minorités sexuelles et de genre, les personnes âgées et les autres groupes socialement marginalisés. La Banque mondiale indique que «les causes profondes de leur vulnérabilité tiennent à la conjugaison de plusieurs facteurs: leur situation géographique, leur statut financier, socioéconomique, culturel et de genre, et leur accès à des services, aux processus décisionnels et à la justice» (World Bank, 2023b). Il est aussi très probable que ces groupes souffrent déjà d'une discrimination qui pèse sur leur sécurité alimentaire, et le changement climatique risque donc de se superposer à des normes sociales et culturelles néfastes pour exacerber encore les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

4.1.3 LIENS ENTRE SANTÉ HUMAINE ET ENVIRONNEMENT

Le système alimentaire industrialisé, en contribuant à la fragmentation de l'habitat et au changement d'affectation des terres, est un facteur important d'apparition de nouvelles maladies infectieuses, comme la covid-19 (IPBES [Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques], 2020; Rivera-Ferre *et al.*, 2021). La pandémie de covid-19, à son tour, a eu des répercussions sur l'alimentation et la nutrition qui n'ont pas finies d'être analysées, mais elle a néanmoins montré que les inégalités et les fragilités qui caractérisent nos systèmes alimentaires avaient aggravé l'insécurité alimentaire et la faim dans le monde (FAO *et al.*, 2022). Même si la covid-19 a été la première pandémie récente, d'autres flambées épidémiques contemporaines ont apporté des enseignements sur l'interaction entre les maladies, les moyens de subsistance, la

ENCADRÉ 6:

LA JUSTICE CLIMATIQUE COMME OUTIL D'ANALYSE DES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – LE CAS DU BASSIN INFÉRIEUR DU MÉKONG

La justice climatique se préoccupe de savoir comment et pourquoi le changement climatique touche les personnes de façon différenciée, inégale et disproportionnée, et fait ainsi du changement climatique une question morale et de justice (Gardiner, 2011; Sultana, 2022; Whyte, 2016). La justice climatique souligne donc la nécessité de réduire la marginalisation, l'exploitation et l'oppression (qui aggravent et sont à leur tour aggravées par le changement climatique) et d'améliorer l'équité et la justice (Sultana, 2022). La situation des populations vivant dans le bassin inférieur du Mékong, qui sont confrontées aux effets du changement climatique, de la déforestation et des barrages hydroélectriques, illustre le besoin d'une justice climatique.

Le bassin inférieur du Mékong est une région riche sur le plan de la biodiversité et économiquement importante, qui compte environ 65 millions d'habitants. Il s'étend sur six pays de l'Asie du Sud-Est. Depuis les années 1990, la région a subi des transformations écologiques majeures dues à l'extension et à l'intensification de l'agriculture, à la déforestation, à la construction de nombreux barrages, à une urbanisation accrue, à la progression de la démographie humaine et à l'expansion des plantations forestières industrielles, s'ajoutant à des catastrophes naturelles fréquentes liées aux inondations et à la sécheresse (Manohar *et al.*, 2023; Spruce *et al.*, 2020).

Le Mékong est très utilisé pour le transport de personnes, la pêche, et l'eau de boisson et d'irrigation, et les populations locales qui vivent des ressources du fleuve voient leurs moyens de subsistance bouleversés. Elles doivent faire face au déclin des populations de poissons et d'autres ressources naturelles. Les nombreuses constructions hydroélectriques dans le bassin du Mékong ont détruit des pêcheries, diminué la productivité des agriculteurs locaux et modifié les régimes d'écoulement dont les populations sont tributaires. En raison des évolutions de l'environnement et du climat ainsi que des installations hydroélectriques, l'environnement alimentaire du Mékong devient moins prévisible sur le plan de sa capacité de satisfaire les besoins de sécurité alimentaire des personnes qui dépendent du fleuve. Ce sont toujours les groupes plus marginalisés qui ressentent les effets du changement climatique et de la construction de barrages dans la région, à savoir les populations autochtones et les communautés rurales de pêcheurs. Les conditions de vie de ces populations vivant près du fleuve sont affectées par les décisions gouvernementales relatives à la gestion du Mékong, les migrations et différents facteurs environnementaux, notamment l'effondrement des rives (Barrington, Dobbs et Lode, 2012). La gouvernance transfrontalière n'est pas à la hauteur et l'on manque de données transparentes et actuelles sur les constructions de barrages, les niveaux d'eau et les précipitations (MRC, 2021).

Auteurs du présent document.

pauvreté et la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, le fonctionnement des services de santé a été fortement perturbé par l'épidémie d'Ebola dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier en ce qui concerne les services de proximité ayant une grande incidence sur la nutrition, comme la prévention du paludisme et la vaccination (Mæstad and Shumbullo, 2020). La pandémie de co-vid-19 a eu le même type de conséquences: que ce soit à cause du personnel de santé malade, des restrictions gouvernementales ou des confinements, les services de santé ont dû donner la priorité à la prise en charge des patients atteints de la covid-19. Des services de routine et d'importants services préventifs, notamment les soins prénatals, la vaccination des enfants, et les conseils sur l'alimentation du nouveau-né et du jeune enfant, ont été interrompus dans beaucoup de pays, de même

que des dispositifs de protection sociale importants comme les transferts monétaires ou alimentaires, ce qui a eu des conséquences majeures sur la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire (UNICEF, 2020). En Inde par exemple, les transferts monétaires mis en place dans l'État du Bihar ont permis d'atténuer l'impact du confinement sur la sécurité alimentaire et la qualité de l'alimentation des ménages, mais pas de le prévenir complètement (Makkar *et al.*, 2022).

Les inégalités relatives à la santé publique et aux profils de morbidité des populations plus généralement s'expliquent en partie par l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition mais se répercutent également sur elles, accentuant les inégalités dans ce domaine. Le VIH/sida, par exemple, est non seulement un facteur de pauvreté, de vulnérabilité et de malnutrition, mais les risques

de contracter le VIH/sida sont plus élevés chez les populations vulnérables, notamment les enfants victimes de maltraitance, les travailleurs du sexe, les travailleurs des systèmes alimentaires, et les populations se déplaçant beaucoup (MacPherson *et al.*, 2020; Seeley, Tumwekwase and Grosskurth, 2009). En outre, les personnes atteintes du VIH traitées par des antirétroviraux sont susceptibles de souffrir davantage de la faim, ce qui peut avoir des effets importants sur l'observance des traitements cliniques (de Pee and Semba, 2010), et l'incidence des décès est trois fois plus élevée chez les enfants en insuffisance pondérale positifs au VIH (Oumer, Kubsu and Mekonnen, 2019). Sur le plan de l'intersectionnalité, on a constaté en Ouganda que les femmes positives au VIH avaient également plus de probabilités de présenter des niveaux élevés d'aflatoxine (une mycotoxine naturelle transmise par les aliments) dans le sang que les femmes non positives au VIH (Lauer *et al.*, 2020). Le paludisme est une autre maladie infectieuse dont on connaît bien les relations à double sens avec l'état nutritionnel. C'est pourquoi, dans les zones d'endémie, il est indispensable de traiter et prévenir en même temps le paludisme et la malnutrition (Das *et al.*, 2018; Oldenburg *et al.*, 2018). Les maladies infectieuses sont responsables de la moitié des décès des moins de 5 ans et entraînent une baisse d'appétit ainsi qu'une insuffisance pondérale et un affaiblissement chez les enfants, qui diminuent leurs défenses immunitaires et augmentent leur vulnérabilité à d'autres infections et à la malnutrition (Katona and Katona-Apte, 2008; Perin *et al.*, 2022).

62]

4.2 TECHNOLOGIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES

Les progrès de la science et de la technologie ont dopé les rendements agricoles (Binswanger, 1986; Freebairn, 1995; Griffin, 1979) et les revenus dans beaucoup de pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier ceux ayant bénéficié de la mise au point des nouvelles technologies de la révolution verte, comme les nouvelles variétés à haut rendement pour les cultures de base, de nouveaux intrants tels que pesticides et engrais, et d'investissements et d'innovations dans les technologies d'irrigation et la mécanisation (Pingali, 2012). En Asie, par exemple, la révolution verte s'est traduite par une hausse de la production de 2,9 pour cent par an durant les années 1980 et 1990,

contre 2,1 pour cent par an avant l'introduction des nouvelles variétés en 1965 (Altieri, 2009; McMichael, 2010). La révolution verte qui a permis de produire des céréales de base pour satisfaire les demandes des populations a aussi amené des hausses des rendements dans d'autres cultures comme le manioc (Patel, 2013; Thompson, 2012). Cependant, l'impact des gains de productivité n'a pas été uniforme à tous les niveaux de la société dans les pays ayant adopté les technologies de la révolution verte. De nombreuses études ont montré que les inégalités étaient exacerbées par la révolution verte, car les nouveaux intrants avaient tendance à favoriser les agriculteurs aisés et les exploitations plus grandes, tandis que beaucoup de petits paysans s'endettaient davantage et se retrouvaient contraints de vendre des terres (Freebairn 1995; Griffin 1979; Binswanger 1986). S'inspirant de l'approche technologique de la révolution verte, menée principalement par des institutions gouvernementales, coopératives (la Banque mondiale, par exemple) et philanthropiques (comme la Fondation Rockefeller), de nombreux projets de recherche scientifique à très haute technologie pilotés de plus en plus par le secteur privé ont travaillé à améliorer les techniques après récolte (CGIAR, 2010; Heine-mann, Agapito-Tenfen et Carman, 2013), les biotechnologies (IRR, 2013) et les organismes génétiquement modifiés (Howard, 2009; Robin, 2014; Schwartz, 2013).

Malgré certains gains économiques pour les agriculteurs, l'émergence des agrobiotechnologies, qui permettent de manipuler les gènes des semences et des organismes vivants, est hautement controversée, suscitant en particulier des craintes quant aux risques écologiques et à l'augmentation des inégalités sociales (ENCADRÉ 8) (De Schutter and Vanloqueren, 2011; Friedmann, 2005; Islam, 2022). Par exemple, dans une vaste étude sur l'industrie semencière mondiale, Howard (2009) a souligné que l'intensification des investissements dans les innovations technologiques, telles que les organismes génétiquement modifiés, portant sur des cultures alimentaires autochtones (comme le maïs) pour accroître la production agricole a fait évoluer l'industrie semencière mondiale dans le sens d'une domination de l'agriculture scientifique et à haute technologie à l'heure actuelle (Howard, 2009; La Vía campesina, 2011; McMichael, 2010). Par ailleurs, la délivrance de brevets, destinée à encourager les entreprises à investir dans les technologies agricoles, a permis à de grandes sociétés de renforcer leur position sur le marché et d'exercer une domination sur les exploitations et entreprises plus

petites (Islam 2022). Aujourd'hui, quatre entreprises seulement règnent ainsi sur l'industrie semencière (Béné, 2022; IPES-Food, 2017; Mooney, 2018) et sont propriétaires des brevets sur des semences de variétés à haut rendement pour certaines grandes cultures autochtones comme la pomme de terre et le maïs (Howard, 2009; Kloppenburg, 2010; Wittman, Desmarais and Wiebe, 2010). À cause des monopoles que les multinationales détiennent sur des semences et des denrées alimentaires, les paysans et les peuples autochtones ont de plus en plus de mal à cultiver des plantes alimentaires saines et selon leurs préférences culturelles (Wittman, Desmarais and Wiebe, 2010).

Les technologies numériques sont utilisées dans l'agriculture automatisée depuis les années 1970. La gamme d'applications de ces technologies ne cesse de s'élargir: développement de l'agriculture de précision, meilleur accès aux informations sur les marchés et aux prévisions météorologiques, communication, entre autres. Certaines innovations récentes se sont répandues particulièrement vite dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, y compris jusque dans les zones rurales les plus isolées, par exemple les services d'information et les services financiers accessibles au moyen des téléphones portables (Baumüller, 2017). Même si ces technologies ont permis de combler certaines fractures, des obstacles économiques ou culturels ou un niveau d'instruction insuffisant demeurent, qui limitent leur emploi ou les rendent plus accessibles aux utilisateurs ou aux pays ayant un niveau de revenu moyen ou élevé, aux groupes économiquement plus actifs, aux hommes, ou aux personnes parlant la langue dominante. Par exemple, les petits producteurs, les femmes, les jeunes et d'autres groupes généralement marginalisés ou en situation de vulnérabilité n'ont souvent pas accès à ces technologies (FAO, 2022b). La nouvelle génération de technologies numériques peut potentiellement générer des gains économiques et écologiques qui profiteront aux travailleurs des systèmes alimentaires. Mais les coûts d'accès sont élevés, et il est fort probable que seules les grandes entreprises ou les secteurs déjà spécialisés et financièrement bien établis pourront en supporter la charge. Les inégalités accentuées depuis toujours par les problèmes d'accès à la technologie ont donc de fortes chances d'être encore aggravées, à moins que les innovateurs et les États n'intègrent cet aspect dans la conception.

L'accès aux nouveautés dans le domaine des infrastructures, des sciences et des technologies dépend souvent de considérations sociales ou économiques qui font que les personnes déjà vulnérables à l'insécurité alimentaire ont le moins de possibilités d'accéder à ces améliorations. Par exemple, des normes culturelles peuvent intervenir et jouer en défaveur de certains groupes, comme les femmes, qui ont souvent moins accès que les hommes aux technologies propres et à d'autres méthodes innovantes, notamment aux technologies numériques. Des obstacles d'ordre économique limitent aussi l'accès. Ainsi, les régions isolées et pauvres sont souvent les dernières à bénéficier d'infrastructures modernes d'eau, d'hygiène et d'assainissement, qui réduisent le risque de maladies infectieuses comme les maladies diarrhéiques (CHAPITRE 3). De même, les petits acteurs du secteur informel n'ont pas accès à des équipements permettant d'éviter la détérioration des denrées alimentaires, comme des armoires frigorifiques, ce qui les rend plus vulnérables aux événements extrêmes. Ils n'ont souvent pas accès non plus à des informations météorologiques, à des technologies propres et à des services d'assurance, ce qui limite leur capacité de faire face aux événements extrêmes.

4.3 FACTEURS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Les facteurs économiques et commerciaux ont profondément transformé les systèmes alimentaires mondiaux. Les changements les plus notables sont le profil et l'ampleur des échanges internationaux, et l'influence d'un petit nombre d'acteurs privés qui régissent de plus en plus les marchés.

4.3.1 COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international et régional a clairement bénéficié à plusieurs pays à revenu faible, intermédiaire ou élevé, où il a stimulé la croissance économique et amélioré les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (section 3.2.4) (Allouche, 2011; Gephart *et al.*, 2023; Gephart and Pace, 2015; Tortajada and González-Gómez, 2022). À l'intérieur des pays en revanche, le commerce a généralement augmenté les inégalités de revenus, car le marché du travail s'est polarisé du fait d'une intégration des marchés qui profite aux entreprises fabriquant des produits de haute qualité (Furusawa, Konishi and Tran, 2019; Lin and Fu, 2016). Les

niveaux croissants d'inégalité de revenus ont à leur tour des effets délétères sur la nutrition et sur la santé humaine (Offer, Pechey and Ulijaszek, 2010) à mesure que les régimes alimentaires occidentaux obésogènes riches en aliments très caloriques se propagent, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Baker *et al.*, 2020; Hawkes, 2010; Popkin, 1994). Le commerce international a ainsi augmenté les quantités disponibles d'aliments, tant bons que mauvais pour la santé, mais ce sont surtout les plus riches et les moins menacés d'insécurité alimentaire qui peuvent accéder aux aliments sains et plus diversifiés, tandis que les plus pauvres ont accès à des produits ultratransformés moins chers (GloPan, 2016; Nash *et al.*, 2022). Au bout du compte, l'alimentation des populations pauvres reste donc de mauvaise qualité (GloPan, 2016).

Un grand nombre de décisions relatives au commerce international et aux règles et politiques associées sont déterminées par l'architecture institutionnelle élaborée pour orienter et réglementer les échanges. Ces processus sont néanmoins influencés par les acteurs les plus impliqués et les plus à même d'orienter ces décisions. Par exemple, il est historiquement établi qu'un petit groupe de pays, comprenant en particulier le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Japon et l'Union européenne, a lourdement pesé dans l'issue des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay (Shaffer, 2021), qui visaient en partie à réduire l'influence des subventions faussant les échanges, et ont abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Malgré l'intention du Cycle d'Uruguay, les pays du Nord, forts de leur capacité financière, ont continué à subventionner la production alimentaire destinée à l'exportation, tandis que les pays à revenu faible ou intermédiaire disposant de moindres ressources n'ont pas pu faire de même, mais ont dû ouvrir leurs marchés aux importations. À cause des importations de céréales bon marché, même si les prix alimentaires ont baissé, le prix de la main-d'œuvre a diminué également, fragilisant les moyens de subsistance des petits producteurs (Clapp, 2006; Gonzalez, 2002; Hawkes and Plahe, 2013; Stevens *et al.*, 2000).

L'OMC joue incontestablement un rôle important par le soutien qu'elle apporte aux systèmes alimentaires mondiaux, mais l'Organisation est aujourd'hui surveillée de plus en plus près, notamment dans un contexte de multiplication et d'intensification des chocs géopolitiques, écolo-giques et économiques

auxquels les systèmes alimentaires mondiaux sont confrontés (Cottrell *et al.*, 2019). L'OMC a fait l'objet de critiques pour n'avoir pas remédié aux travers de ses règles et politiques, pour avoir incidemment découragé des mesures bénéfiques ou ne pas s'être adaptée au changement suffisamment vite (Barlow *et al.*, 2018; Friel *et al.*, 2013; Hawkes *et al.*, 2009; Thow and Hawkes, 2009; Tienhaara, 2011) et, parfois, pour être en décalage avec les objectifs de santé publique que sont la lutte contre les inégalités en matière de santé et de nutrition (voir, par exemple, (Friel *et al.*, 2013; Hawkes *et al.*, 2009; Thow and Hawkes, 2009)). Beaucoup d'observateurs estiment que si des institutions comme l'OMC doivent appuyer le droit à l'alimentation, réduire les inégalités et soutenir les actions menées face à l'évolution de l'environnement et du climat, elles ont besoin d'être réformées (Fakhri, 2021). Consciente de ces problèmes et du besoin de réforme, l'OMC a introduit un certain nombre de changements récemment (Okonjo-Iweala, 2023). En 2022 par exemple, alors que les systèmes alimentaires étaient frappés de plein fouet par les crises conjuguées de la covid-19, de la guerre en Ukraine et de décennies de détérioration de l'environnement, les membres de l'OMC ont signé le premier accord qui donne une place centrale à la durabilité et entend protéger des facteurs d'équité. Cet accord multilatéral qui interdit toutes les subventions à la pêche préjudiciables a été signé à l'issue de 20 années de négociations et prend acte que de nombreuses inégalités observées dans les échanges mondiaux ont pour origine des hétérogénéités dans les subventions accordées aux activités halieutiques et agricoles (CHAPITRE 3), qui favorisent infiniment plus les pays à revenu élevé et stimulent la surproduction et la surpêche (Arthur *et al.*, 2019; McCauley *et al.*, 2018; Melendez-Ortiz, Bellmann and Hepburn, 2009; Sumaila *et al.*, 2010). Cet accord a consacré en outre la nécessité de protéger les pêcheurs des pays à faible revenu fragilisés par l'abandon des subventions dont ils dépendaient. Pratiquement au même moment, les membres de l'OMC sont convenus de ne pas soumettre les denrées alimentaires humanitaires aux restrictions à l'exportation, signe que les problèmes que les inégalités posent aux systèmes alimentaires mondiaux sont de plus en plus reconnus (Okonjo-Iweala, 2023; Sumaila *et al.*, 2010).

4.3.2 MAINMISE SUR LES MARCHÉS, SPÉCULATION ET CONCENTRATION

Une nouvelle dynamique se met progressivement en place, dans laquelle des entreprises puissantes de commerce de détail modifient l'organisation institutionnelle même des marchés (Ouma, 2010, 2015). Des systèmes privés de normes sont apparus ces 20 dernières années (comme Tesco Nature's Choice, GLOBALCAP, le Conseil d'intendance des mers), intégrant des dimensions sociales, environnementales et éthiques en plus de la sécurité sanitaire ou de la qualité des aliments, qui permettent de segmenter le marché de la consommation et d'apporter une valeur ajoutée. Ces systèmes de gouvernance fondée sur le marché traduisent une concentration d'influence croissante qui fait que, en échange de transactions plus importantes et stables, les pays consommateurs tiennent sous leur coupe les pays producteurs, entraînant une hausse des coûts pour les producteurs sans que le niveau des prix suive :

«La concentration du marché a augmenté le pouvoir des acheteurs en Europe. Certains supermarchés dictent leurs exigences sans concessions ni négociations. Nous gagnons déjà très peu... Actuellement, nous appliquons 15 normes de production différentes, dont Tesco Nature's Choice, EUREPGAP, Field to Fork, et Fairtrade; c'est de la folie (un grand exportateur de produits horticoles au Kenya, cité dans (Ouma, 2010))»

Les investissements spéculatifs dans les produits alimentaires sont également un problème récurrent qui a une incidence importante sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les spéculateurs financiers augmentent souvent leurs investissements sur les marchés à terme des produits agricoles durant les périodes d'incertitude – par exemple dans le cas de perturbations des marchés causées par des conflits, des événements météorologiques, ou d'autres forces ayant des répercussions sur l'offre alimentaire –, ce qui a généralement tendance à amplifier les tendances des prix alimentaires (Tadesse *et al.*, 2014; Kornher *et al.*, 2022). Cette situation peut menacer l'accès des populations les plus pauvres et marginalisées à la nourriture, car celle-ci représente une part importante de leurs dépenses, ce qui aggrave les inégalités (Clapp and Isakson, 2018). Même si le débat reste entier sur la question de savoir si la spéculation financière est la principale cause des fluctuations des prix alimentaires, il est de plus en plus admis qu'elle peut jouer un rôle en alimentant des bulles spéculatives qui amplifient les tendances des prix du secteur (voir par exemple (Clapp, 2014; Clapp and Isakson, 2018; Ghosh, Heintz and Pollin, 2012; HLPE, 2011; Tadesse *et al.*, 2014; UNCTAD [CNUCED], 2011)).

Plus les tensions s'amplifient entre l'utilisation des terres et des océans, l'agriculture et le développement, et plus les terres de bonne qualité se raréfient, les régions terrestres ou maritimes plus productives ou mieux dotées attirent davantage la convoitise, conduisant à un phénomène d'accaparement des terres et des océans. De nombreux sites littoraux sont ainsi présentés comme offrant un beau potentiel pour des promoteurs étrangers qui cherchent à exploiter une économie bleue dont la croissance est estimée à 3 000 milliards d'USD par an d'ici 2030 (Bennett *et al.*, 2021; Jouffray *et al.*, 2020). L'accaparement des terres et des océans est le fait d'investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers, qui se développe lorsque les tensions intérieures augmentent en matière de denrées alimentaires, de biocarburants et de conservation. Ces opérations constituent une atteinte aux droits des acteurs locaux, traditionnels ou marginalisés légalement autorisés à exploiter les ressources en question (Cotula and Berger, 2017), et aggravent les problèmes de propriété foncière et d'accès à la sécurité alimentaire et à la nutrition. L'accaparement des terres implique souvent d'expulser des personnes ou des populations locales de leurs terres pour réaliser

des investissements fonciers ou obtenir certains droits, qu'il s'agisse de minéraux, de transport ou même d'émissions de carbone (Karsen-ty, Vogel and Castell, 2014). La propriété et le contrôle de grandes superficies de terres se re-trouvent ainsi concentrés entre les mains de quelques privilégiés (Borras and Franco, 2013). L'accaparement des terres est particulièrement présent en Afrique, où des investisseurs étrangers enfreignent les règles d'occupation coutumière ou communale pour réallouer les droits d'accès ou de propriété à des entreprises privées, à des pays étrangers et à des investisseurs (Batterbury and Ndi, 2018; Daniel and Mittal, 2009).

La libéralisation de l'économie et la spécialisation technologique dans les systèmes alimentaires mondiaux ont créé des systèmes alimentaires capables de produire et de distribuer de grandes quantités de nourriture. Il en est résulté d'immenses changements et une grande concentration dans le

contrôle des systèmes alimentaires (Howard, 2016), avec un nombre toujours plus réduit d'acteurs ayant la mainmise sur les principaux secteurs de la sphère alimentaire (Baines and Hager, 2022; Béné, 2022; Clapp, 2021; Howard, 2009; IPES, 2017; Kloppen-burg, 2010; Österblom *et al.*, 2015). Ce pouvoir et les pressions qui s'exercent sur les pays et les entreprises pour maximiser les bénéfices des actionnaires affaiblissent la souveraineté alimentaire et l'agencité et peuvent accroître les inégalités dans les moyens de subsistance et en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (ENCADRÉ 7). La concentration dans les systèmes alimentaires entraîne également un allongement des chaînes de valeur, qui réduit la capacité d'adaptation aux changements des travailleurs du secteur, extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Lorsque la pandémie de covid-19 est arrivée et que les marchés mondiaux se sont fermés, les acteurs plus concentrés ont pu trouver d'autres partenaires commerciaux et maintenir leurs flux de biens et de

ENCADRÉ 7:

LE POUVOIR DES MULTINATIONALES AGROALIMENTAIRES ET SES INCIDENCES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Les multinationales de l'industrie agroalimentaire sont les principaux acteurs de la transformation alimentaire aujourd'hui et se caractérisent par un pouvoir concentré et des parts de marché importantes tant au niveau national que mondial. Par exemple, Coca-Cola et PepsiCo détiennent depuis 30 ans plus de 50 pour cent du marché des boissons non alcoolisées (Howard, 2016; Wood *et al.*, 2021). Cette concentration débridée a permis aux entreprises de dégager des bénéfices exorbitants et de peser de manière excessive sur le secteur en orientant les marchés, les technologies, les innovations, les politiques et les cadres de gouvernance, à tel point que les réglementations ne protègent pas suffisamment des dommages écologiques, sanitaires et sociaux, car elles empièteraient sur leurs marges bénéficiaires (Clapp, 2021).

66]

Ce type de rapports de pouvoir se manifeste sous différentes formes et à différents niveaux et endroits dans les systèmes alimentaires, et le pouvoir est exercé et conservé par divers moyens (groupes de pression, réseaux d'influence et définition des sujets prioritaires), qui influencent directement et indirectement le cadre de l'action publique (Gumbert and Fuchs, 2018; Yates *et al.*, 2021). Les multinationales agroalimentaires détiennent un certain pouvoir politique découlant des ressources importantes qu'elles investissent dans leurs jeux d'influence auprès des pouvoirs publics par le biais du financement de campagnes ou de parrainages politiques. Par exemple, Coca-Cola et PepsiCo dépensent chaque année des milliards de dollars dans la publicité pour leurs produits et le parrainage d'activités politiques (OECD, 2019). Elles ont aussi acquis de l'influence en raison du niveau de compétences et de légitimité de plus en plus attribué à leurs représentants. Pour étendre leur pouvoir et leur influence, les multinationales de l'agroalimentaire ont recours au positionnement nutritionnel et à des arguments sur les dimensions nutritionnelles de leurs produits (Clapp and Scrinis, 2017). Leur puissance et leur poids économique leur permet d'influencer les structures sociales et politiques dans lesquelles leurs activités s'inscrivent (Clapp, 2017).

Depuis peu, le pouvoir d'intervention des multinationales de l'agroalimentaire dans les politiques alimentaires nationales, les marchés locaux et les choix alimentaires individuels fait l'objet d'une vive attention au sein de la communauté internationale. Même si elles améliorent les performances économiques par leurs technologies et leur savoir-faire (section 4.2) et si elles diminuent les risques de dénutrition, ces entreprises continuent de favoriser la hausse ou le maintien des inégalités responsables de niveaux croissants de faim et de malnutrition (Hossain, 2017;

Stuckler and Nestle, 2012; Wood *et al.*, 2021). Les systèmes alimentaires dans lesquels ces multinationales opèrent ne cherchent pas à fournir la meilleure alimentation humaine possible mais à maximiser les profits. C'est l'une des raisons fréquentes pour lesquelles la malnutrition progresse. Les producteurs nationaux qui fournissent aux populations les plus vulnérables des aliments sains, moins transformés et produits localement ne sont pas capables de concurrencer les acteurs sur ces marchés, c'est pourquoi les systèmes alimentaires locaux et mondiaux sont largement dominés par les multinationales agroalimentaires, une situation qui menace la sécurité et la souveraineté alimentaires dans les systèmes alimentaires traditionnels.

Les données montrent que ce que nous mangeons est de plus en plus déterminé par ces grandes entreprises agroalimentaires dans le monde entier. La consommation d'aliments ultratransformés augmente: les ventes sont les plus élevées en Australie, en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique latine, mais elles progressent rapidement aussi en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique (Baker *et al.*, 2020; Stuckler and Nestle, 2012). La concentration du pouvoir de marché entre les mains de ces entreprises est maintenant associée à des niveaux de surpoids et d'obésité en hausse dans les pays à faible revenu en transition vers la catégorie à revenu intermédiaire, où les entreprises développent leurs marchés. Dans les pays à revenu élevé, les populations défavorisées, qui souvent sont peu instruites et vivent dans des logements sociaux, ont plus de probabilités d'être touchées par cette tendance, car ces produits sont plus abordables que ceux qui sont meilleurs pour la santé (Wood *et al.*, 2021; Yates *et al.*, 2021). Les taux en hausse des troubles liés à l'alimentation font partie des principaux enjeux de santé associés à la consommation excessive d'aliments ultratransformés qui sont riches en graisses, en sucres et en sel (Black, 2016; Monteiro *et al.*, 2013). Les produits alimentaires mauvais pour la santé commercialisés par ces entreprises deviennent de plus en plus le premier choix en même temps que la consommation d'aliments sains diminue, ouvrant la porte à la malnutrition et à ses conséquences: prévalence des maladies en hausse, pauvreté, baisse de la productivité économique, baisse des revenus et hausse des coûts sanitaires. Une plus grande surveillance pourrait responsabiliser ces grandes entreprises et atténuer les répercussions de leurs pratiques sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Source: Auteurs du présent document.

revenus, tandis que les autres ont perdu des sources d'approvisionnement cruciales (Love *et al.*, 2021). Par exemple, quand la Chine a fermé ses marchés, elle a cessé ses exportations de tilapias d'élevage, qui représentaient une part importante des poissons vendus dans certains pays en développement. Une fois que la Chine a pu reprendre ses échanges, elle a naturellement d'abord cherché à compenser ses pertes en allant vendre en Amérique du Nord, ce qui s'est traduit par une baisse de moitié des exportations vers certains pays en développement et un risque accru d'insécurité alimentaire pour les consommateurs (Love *et al.*, 2021).

4.4 FACTEURS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS

Les idées et les intérêts des groupes en quête d'influence politique sont souvent en conflit avec les idées et les systèmes géopolitiques généraux qui déterminent la politique alimentaire, et donc l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les influences de ces groupes peuvent être implicites ou expressément inscrites dans tout un ensemble

de règles et de politiques en matière de propriété foncière, d'accès à des capitaux, d'éducation, de santé publique, de logement et de protection sociale, et peuvent aussi avoir des répercussions sur les votes et les questions de représentation, et motiver des actions ou l'absence d'actions pendant des périodes de conflit armé.

4.4.1 VIOLENCE ET CONFLITS ARMÉS

La violence et les conflits armés sont des causes majeures de faim aiguë dans de nombreuses régions du monde, qui devraient s'intensifier d'après les prévisions (WFP [PAM] and FAO, 2022). Il est aujourd'hui admis que l'insécurité alimentaire est à la fois une cause et une conséquence des conflits armés (Fakhri, 2023; UN, 2021). Ces derniers ont des effets tant directs qu'indirects, et aussi bien immédiats que prolongés, sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui comme la plupart des crises, touchent plus fortement les plus vulnérables, aggravant ainsi les inégalités existantes. On dénombre actuellement beaucoup de zones de conflit dans le monde, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, en République arabe syrienne, au Sahel,

au Soudan, en Ukraine et au Yémen, et la faim et les inégalités sont invariablement des conséquences de ces violences (IPES-Food, 2023a). Les conflits entraînent le déplacement de dizaines de milliers de personnes, interrompent la production alimentaire et perturbent les chaînes d'approvisionnement.

La nourriture peut être utilisée comme arme de guerre, ou bien la priorité peut être donnée à l'aide alimentaire. La manière dont la situation évolue dépend des intérêts géopolitiques en jeu et exacerbe les inégalités en matière de sécurité alimentaire (Fakhri, 2023; UN, 2021). Par exemple, face à la guerre en Ukraine, les pays et la communauté internationale se sont employés à maintenir la circulation des denrées alimentaires, notamment avec l'Initiative céréalière de la mer Noire qui a permis la reprise des exportations de céréales via la mer Noire (Okonjo-Iweala, 2023). Dans d'autres cas, les conflits peuvent conduire à prendre des mesures coercitives sous la forme de blocus ou de sanctions économiques, en fonction des intérêts géopolitiques, et destinées à affaiblir le régime adverse en fragilisant la sécurité alimentaire et par contrecoup les droits humains des populations (Bâti, 2022; Fakhri, 2023). Par exemple, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation souligne que les réponses des forces de la coalition à la guerre au Yémen ont conduit à l'une des pires catastrophes humanitaires que le monde ait connues. Le blocus imposé contre le Yémen par la coalition est en place depuis 2015. Il empêche l'approvisionnement des civils en denrées alimentaires, en combustibles et en eau, tandis que les frappes aériennes de la coalition ont détruit ou endommagé des terres agricoles, des installations hydrauliques, des infrastructures portuaires et des centres médicaux. Dans un pays qui importe 90 pour cent de tout ce qu'il consomme et qui emploie 60 millions de personnes dans le secteur agricole, ces mesures ont plongé tout le pays dans la famine et provoqué le décès de dizaines de milliers de Yéménites morts d'inanition. Le taux de malnutrition au Yémen fait aujourd'hui partie des plus élevés du monde, avec 1,3 million de mères allaitantes et 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition aiguë nécessitant une prise en charge médicale (Fakhri, 2023).

Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, la crise alimentaire est montée d'un cran dans les préoccupations des pays et de la communauté internationale. L'invasion de l'Ukraine a bouleversé les chaînes d'approvisionnement et les exportations

de céréales, entraînant des flambées des prix, des restrictions à l'exportation et des inquiétudes accrues quant à la sécurité alimentaire dans le monde entier (FAO, 2022c; IPES-Food, 2023a). Le cours du maïs a atteint des niveaux jamais vus, le prix du blé n'avait jamais été aussi élevé depuis 14 ans (IPES-Food, 2022), et l'indice FAO des prix des produits alimentaires a battu des records pour la troisième année consécutive (UN, 2022). Les flambées des prix, en particulier, ont accentué l'insécurité alimentaire chez les ménages modestes et dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les populations sont déjà les moins en mesure d'avoir une alimentation saine pour des raisons financières (Kansiime *et al.*, 2021). Parmi les pays les plus durement frappés par ces évolutions, beaucoup sont déjà confrontés à plusieurs crises alimentaires, qui sont à présent aggravées par les hausses des prix et les pénuries alimentaires. Par exemple, en moyenne, 40 pour cent des importations africaines de blé viennent de la Fédération de Russie et d'Ukraine, même si ce chiffre est beaucoup plus élevé dans certains pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique (90 pour cent en Somalie et 100 pour cent en Érythrée), une région qui entre aussi dans sa cinquième année consécutive de sécheresse et de précipitations inférieures à la moyenne.

4.4.2 POLITIQUES PUBLIQUES ET GOUVERNANCE

Malgré les vagues successives de réformes, la politique foncière et la production alimentaire restent étroitement liées à l'histoire et aux idées d'un lieu. Les périodes passées de colonialisme, d'enclosure foncière et de pouvoir communiste peuvent avoir une influence actuelle sur les politiques qui déterminent ce qui est cultivé et par qui, et qui possède et contrôle la terre et les moyens de production (Ginzburg, 2022; Khoury *et al.*, 2016). Dans beaucoup de pays, faute de réelles réformes foncières, les politiques gouvernementales en matière de pêche et d'agriculture ont eu tendance à négliger et souvent affaiblir les régimes fonciers et les systèmes d'accès coutumiers qui favorisent la sécurité alimentaire et la nutrition (Chuenpagdee and Jentoft, 2015; Lau *et al.*, 2020). Elles ont cherché principalement à maximiser la production pour satisfaire les demandes alimentaires et économiques des populations et faire baisser les prix alimentaires (Leach *et al.*, 2020; Hossain and Scott-Villiers, 2017). Ces politiques, ainsi que les politiques commerciales (section 4.3.1) ont augmenté les quantités de nourriture disponibles

et diminué les prix, bien qu'elles aient aussi fait reculer les salaires des travailleurs des systèmes alimentaires (Carolan, 2013).

Les efforts déployés pendant des années par bon nombre de pays pour produire des calories le plus économiquement possible afin de réduire le coût pour le consommateur ont néanmoins eu des effets négatifs sur l'état nutritionnel, en particulier parmi les groupes déjà vulnérables à l'insécurité alimentaire et aux maladies non transmissibles (Carolan, 2013; te Lintelo and Lakshman, 2015), et ont accéléré la dégradation de l'environnement (4.1.1). De plus, cette approche cloisonnée de la politique alimentaire a pour résultat que les politiques agricoles et halieutiques négligent

les aspects alimentaires et nutritionnels, et que les politiques alimentaires et nutritionnelles ne prennent pas en compte les besoins des systèmes de production, ce qui explique les déphasages dans les programmes et plans d'action entre les grands secteurs des systèmes alimentaires (Koehn *et al.*, 2022).

L'absence de reconnaissance pleine et entière du droit des populations autochtones et locales à la terre et aux autres ressources naturelles menace des groupes qui sont déjà vulnérables à l'insécurité alimentaire car ils dépendent de leurs terres pour se procurer de la nourriture et également cultiver, récolter et produire en permanence leurs aliments traditionnels. Dans ce contexte, on voit apparaître

ENCADRÉ 8: L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Les critiques suscitées par la révolution verte des années 1960 ont jeté les bases du mouvement pour la souveraineté alimentaire (Desmarais, 2012). La Vía Campesina, une organisation internationale d'agriculteurs, de paysans, de petits producteurs et de travailleurs agricoles, a lancé ce mouvement en 1996 pour s'opposer au modèle néolibéral d'agriculture et de commerce. La Vía Campesina défend le droit des nations et des peuples à avoir la maîtrise de leurs systèmes alimentaires, de leurs cultures alimentaires et de leur environnement, et réclame un changement radical en faveur d'autres modes d'agriculture comme l'agriculture biologique et l'agroécologie (Gliessman et Ferguson, 2020; Village et Seligie, 2007).

Le mouvement pour la souveraineté alimentaire a pris de l'ampleur lors de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, caractérisée par une flambée brutale des prix alimentaires qui s'est traduite par des pénuries alimentaires, une poussée de l'inflation et une baisse du pouvoir d'achat (Wittman, Desmarais and Wiebe, 2010). En 2007, le Forum international sur la souveraineté alimentaire Nyéléni 2007 organisé par La Vía Campesina à Sélingué, au Mali, qui a rassemblé 500 délégués de plus de 80 pays et s'est achevé par l'adoption de la Déclaration de Nyéléni, a abouti à une compréhension commune de la notion de souveraineté alimentaire et lancé un appel à l'action reposant sur ces principes. La Déclaration de Nyéléni met en avant les «droits de tous les peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée et de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles» (Village et Seligie, 2007, p.1). Le droit des paysans à participer aux systèmes de production alimentaire et à définir leurs propres systèmes est une composante essentielle de la souveraineté alimentaire et est reconnu dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDRIP, 2018). Même si la souveraineté alimentaire reste dans beaucoup de lieux un mouvement militant d'action locale, elle a été institutionnalisée dans un certain nombre de pays. Par exemple, la souveraineté alimentaire est inscrite dans la constitution de l'État plurinational de Bolivie, de l'Équateur et du Mali, et la France et le Sénégal ont des ministres de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Source: Auteurs du présent document.

des mouvements et des engagements en faveur de systèmes alimentaires plus équitables, inclusifs et intégrés. Par exemple, le droit à la terre et aux autres ressources naturelles est reconnu par les États comme faisant partie des droits humains des peuples autochtones, des paysans et des autres personnes vivant dans les zones rurales, comme cela a été défini dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Les Directives volontaires de la FAO sur la pêche artisanale (FAO, 2015d) et les Directives volontaires du CSA pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale reconnaissent également que «les terres, les pêches et les forêts sont essentielles pour que puissent être réalisés les droits humains, la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté,

et obtenus des moyens de subsistance durables, la stabilité sociale, la sécurité du logement, le développement rural et la croissance économique et sociale» (FAO, 2012). Ces instruments étant des directives d'application volontaire, ils doivent être adoptés et mis en œuvre dans chaque pays. Les directives volontaires se sont toutefois révélées utiles pour poser les fondements de réglementations nationales (IPBES, 2022). Beaucoup de ces instruments ainsi que les débats sur les systèmes alimentaires de ces 20 à 30 dernières années se sont inspirés du mouvement pour la souveraineté alimentaire, qui est apparu en partie en réaction aux préjudices subis par les peuples autochtones, les paysans et les petits exploitants du fait de leur intégration dans les systèmes agroalimentaires nationaux et internationaux (ENCADRÉ 8).

En dehors des politiques gouvernementales relatives à la production alimentaire, le système politique a également des conséquences importantes sur les inégalités en matière d'alimentation et de nutrition, car toutes les sphères de l'action publique peuvent

ENCADRÉ 9:

DES TRAVAILLEURS CERTES THÉORIQUEMENT LIBRES, MAIS INVISIBLES ET ASSERVIS PAR LEURS DETTES: LE CAS DU NÉPAL

La pratique du travail sous servitude pour dettes, bien qu'officiellement abolie au Népal en 2002, a encore des répercussions sur les familles y ayant été contraintes. Selon des estimations de 2017-2018, plus de 31 000 personnes sont soumises au travail forcé au Népal, dont 17 pour cent d'enfants (OIT, 2019). Ces estimations sont vraisemblablement inférieures à la réalité car il est extrêmement difficile de repérer les travailleurs sous servitude étant donné le caractère clandestin de ces arrangements. Un grand nombre de victimes travaillent dans le secteur agricole de ce système de travail sous servitude, qui exploite principalement des groupes ethniques et des castes minoritaires, comme les Tharus et les Dalits (Girir, 2009). Les travailleurs agricoles sous servitude vivent souvent dans le plus grand dénuement et s'endettent auprès de leurs propriétaires pour satisfaire leurs besoins de tous les jours, ce qui renforce le cycle de dépendance. Selon une étude réalisée dans une région a priori caractérisée par une concentration importante de travail sous servitude pour dettes, 29 pour cent des ménages de la région étaient encore touchés par le travail sous servitude en 2016 et la plupart étaient sans terre (Oosterhoff, Sharma et Burns, 2017). Les travailleurs sous servitude possédaient beaucoup moins d'animaux d'élevage, seulement une fraction d'entre eux possédaient des terres, et plus de la moitié n'avaient pas accès à de la nourriture pendant 4 à 9 mois de l'année. Les Dalits vivant dans le Terai (région de plaines) étaient particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire (Kumar *et al.*, 2013). D'autres études ont montré que la prévalence du retard de croissance, de l'émaciation et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans dans les familles autrefois kamaiyas (un système traditionnel de servitude pour dettes, aujourd'hui aboli) était supérieure à la moyenne nationale (Khatri *et al.*, 2015), ce qui montre la persistance des répercussions négatives de ces systèmes de génération en génération, malgré leur abolition officielle.

Source: Auteurs du présent document.

influencer fortement ou négliger les facteurs précurseurs des inégalités alimentaires (Friel and Ford, 2015; Marmot *et al.*, 2008; Nisbett *et al.*, 2022; WHO, 2008). C'est le cas de l'aménagement urbain, où les composantes informelles des systèmes alimentaires sont systématiquement marginalisées ou réprimées comme étant contraires à l'idéal d'urbanisme moderne et rationnel poursuivi par les autorités (Boonjubun, 2017; Hayden, 2021; Kamete, 2013). En même temps, les autorités nationales et locales ont autorisé, et parfois activement encouragé, la construction de supermarchés et de centres commerciaux dans lesquels ils voient des symboles de modernité et une source d'emplois formels et de recettes municipales. Ces décisions transforment les environnements alimentaires en l'absence de planification de l'alimentation, souvent au détriment des groupes marginalisés, qui s'approvisionnent en général dans le secteur informel (où les prix sont souvent moins élevés) (Battersby, 2017; Wertheim-Heck, Vellema and Spaargaren, 2015). Les conséquences de ces décisions de gouvernance sur les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire et la nutrition sont rarement prises en compte car l'alimentation est en général considérée comme une mission relevant des autorités locales.

De la même façon, la réglementation et les incitations du marché du travail, les politiques en matière de logement et d'infrastructures élémentaires, l'action sociale, les services à la petite enfance (enfants d'âge préscolaire) et la protection sociale, qui peuvent inclure la fourniture de produits alimentaires, sont également susceptibles d'accroître les inégalités en matière d'alimentation et de nutrition. La réglementation du marché du travail peut ainsi avoir un effet direct sur le secteur agroalimentaire en régissant les droits, par exemple, des migrants, des enfants et des intérimaires qui travaillent souvent dans les secteurs informels ou semi-informels moins rémunérés, comme la cueillette de fruits et d'autres travaux saisonniers au moment des récoltes (Southern Poverty Law Centre, 2010), et des systèmes de travail relevant de

l'exploitation (servitude pour dettes, esclavagisme) peuvent exister parallèlement aux marchés du travail organisés, voire y être intégrés, en mer (Kittinger *et al.*, 2017) et sur terre (en-cadré 9).

4.5 FACTEURS SOCIOCULTURELS

Les facteurs socioculturels influent directement et indirectement sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces facteurs touchent les groupes sociaux de différentes manières, en particulier lorsque les cultures dominantes ou institutionnalisées font que les personnes ayant certaines identités ne sont pas considérées comme égales et sont empêchées de participer pleinement (FIGURE 1). Les facteurs socioculturels dépendent à la fois du contexte actuel (comme les marqueurs de modernité) et du passé (la tradition, l'héritage des systèmes patriarcaux et coloniaux, par exemple), et les inégalités associées perdureront tant que l'on ne s'y attaquera pas. Nous examinons ici comment les facteurs socioculturels, et l'absence de reconnaissance pleine et entière des valeurs, des cultures et des identités de différents groupes sociaux, influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

4.5.1 NORMES CULTURELLES

L'alimentation est intimement liée aux identités des individus, et les normes culturelles déterminent la manière dont les denrées alimentaires sont produites, obtenues, préparées et consommées (Cole *et al.*, 2020; Huambachano, 2018; Mintz and Bois, 2002; Phillips, 2006; Purdam, Garratt and Esmail, 2016; Counihan, Esterik and Julier, 2018; Watson and Caldwell, 2005). Les normes culturelles peuvent influencer directement les choix et la consommation alimentaires, et par conséquent les résultats nutritionnels. C'est le cas par exemple là où la culture alimentaire privilégie les aliments frais comme les fruits, les légumes et les fruits à coque, les huiles bonnes pour la santé et des quantités optimales de protéines animales (Martínez-González *et al.*, 2015), ou des substituts traditionnels comme le tofu (Qin, Wang and Luo, 2022). Dans pratiquement toutes les sociétés, il existe des tabous très anciens sur la consommation de certains aliments, qui sont souvent associés à des groupes sociaux précis, des périodes de la vie (par exemple, la grossesse) ou des événements spéciaux. Si certains peuvent être bénéfiques, d'autres peuvent avoir des effets

néfastes sur la santé, en particulier lorsqu'ils s'accompagnent de postulats liés au genre ou qu'ils sont appliqués dans des groupes vulnérables, de sorte qu'ils créent ou accentuent des inégalités dans la distribution des aliments très nutritifs (Chakona and Shackleton, 2019). Dans beaucoup de cultures, par exemple, il peut être tabou pour les jeunes enfants, les femmes en général, ou les femmes enceintes ou allaitantes de manger certains aliments d'origine animale très nutritifs, notamment de la viande fraîche, du poisson, du lait et des œufs, ainsi que certains fruits (Meyer-Rochow, 2009). C'est pourtant à ces périodes de la vie que les aliments riches en nutriments sont les plus importants pour la croissance et le développement à long terme. Les normes liées au genre ne touchent pas que les femmes. Par exemple, le fait de manger de la viande et la consommation fréquente de grandes quantités de «nourriture masculine» sont souvent considérés comme des marqueurs de virilité, mais ils augmentent les risques d'obésité et de diabète, et la production de ces aliments pèse davantage sur l'environnement (Al-Shaar *et al.*, 2020; Godfray *et al.*, 2018; Guasch-Ferré *et al.*, 2019; Helgeson, 1994; Sobal, 2005).

Les normes culturelles peuvent aussi influencer sur la sécurité alimentaire et la nutrition de manière indirecte, par le biais des effets qu'elles produisent sur les systèmes sociaux, économiques et alimentaires. Les lois nationales et coutumières, les normes sociales et les rôles traditionnels qui touchent au genre, à la classe, au handicap, à l'ethnicité et à la race ont une incidence sur chaque aspect des systèmes alimentaires, dictant qui peut accéder aux ressources et les contrôler plus généralement, et qui est confronté à des obstacles sociaux, économiques ou politiques, d'où la marginalisation de certaines identités (Krishna, Aravalath and Vikraman, 2019) [CHAPITRE 3]. Ces formes d'injustice et de discrimination sont associées à des éléments de l'identité sociale, mais également à la taille économique d'un acteur ou d'une entreprise. Ainsi, les normes culturelles peuvent se superposer entre elles et avec les structures des classes économiques, avec pour résultat de priver de pouvoir les groupes sociaux classés minoritaires, de distribuer les ressources sans les inclure, et d'enraciner encore davantage les inégalités de distribution, de reconnaissance et de représentation (Lips, 2020). Par exemple, il existe des normes liées au genre qui dictent les fonctions que les femmes peuvent assurer dans les systèmes de production et les

plantes qu'elles peuvent cultiver (Arndt and Tarp, 2000; Carr, 2008). En dehors de la production, de la transformation et du commerce, les postulats liés au genre sont courants dans les activités domestiques et du soin, les femmes étant chargées au premier chef de s'occuper des enfants et d'acheter et préparer la nourriture. Ces fonctions et postulats accentuent et sont accentués par les disparités liées au genre en matière de disponibilité et d'accessibilité de la terre, du crédit et des connaissances, ce qui limite la capacité des femmes et des petits exploitants d'accéder aux marchés et d'occuper des positions intéressantes dans les chaînes de valeur en tant que propriétaire ou gestionnaire.

Les normes culturelles peuvent aussi influencer sur la représentation politique, c'est-à-dire peser sur les personnes qui ont la possibilité de s'exprimer et d'agir dans les processus de décision, ce qui se répercute ensuite sur la capacité individuelle des personnes de participer économiquement sur un pied d'égalité et aggrave les inégalités existant dans la répartition des actifs et en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Par exemple, dans beaucoup de secteurs, les fonctions traditionnellement assurées par les femmes sont peu reconnues. Les politiques publiques sont donc indifférenciées sur le plan du genre, les femmes sont privées de représentation politique et les secteurs à prédominance féminine (comme les activités informelles après récolte ou après capture) sont les moins susceptibles de bénéficier d'aides publiques (Hicks *et al.*, 2022; Lawless *et al.*, 2019; Njuki, Parkins and Kaler, 2016). La pandémie de covid-19 a bien illustré ce problème avec le traitement différent réservé aux pêcheurs. Dans plusieurs pays, les pêcheurs (qui sont généralement des hommes) ont été autorisés à continuer de travailler, tandis que les vendeurs de poisson informels (qui sont généralement des femmes) ne l'ont pas été (Love *et al.*, 2021). Pourtant, quand les femmes, que ce soit au sein du ménage ou au niveau national, ont davantage de possibilités de s'exprimer et d'agir, on constate en général une amélioration de la production alimentaire, de la nutrition et de la réduction des pertes et gaspillages après récolte – toutes choses directement liées aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Cole *et al.*, 2020). Pour transformer les systèmes alimentaires afin de les rendre équitables, il est indispensable d'éliminer les obstacles qui empêchent les individus de s'exprimer et d'agir, dans tous les groupes (Njuki,

Parkins and Kaler, 2016). Néanmoins, les mesures prises pour remédier à ces déséquilibres de pouvoir doivent être conçues avec prudence afin d'éviter les réactions de rejet (WFP, 2021).

Les normes culturelles institutionnalisées qui ne reconnaissent pas, et donc marginalisent, certains groupes sociaux, sont parfois le résultat de processus anciens qui ont encore des manifestations actuelles. Par exemple, pour certains peuples autochtones, tous les êtres vivants et les éléments non vivants sont égaux (FAO, 2021), et la nature – les montagnes, les plantes cultivées indigènes, les paysages et la vie sauvage – fait partie intégrante de leur héritage ancestral et de leur identité, et favorise la connexion avec leurs ancêtres et leurs responsabilités morales vis-à-vis des générations futures (Norgaard, Reed and Horn, 2011; Whyte, 2016). Certains gouvernements, notamment ceux du Canada et des États-Unis d'Amérique, travaillent activement avec les nations autochtones à promouvoir des environnements vigoureux, en bonne santé et durables, qui sont essentiels à leurs moyens de subsistance et leur bien-être (voir, par exemple, Donatuto *et al.*, 2020; Donatuto, Campbell and Gregory, 2016), dans l'optique de corriger les injustices passées dues au manque de reconnaissance et d'améliorer leur reconnaissance et leur représentation (von der Porten *et al.*, 2016).

La culture est dynamique et, à mesure que les systèmes sociaux, économiques et politiques évoluent, ils peuvent interagir avec des normes sociales et culturelles existantes d'une manière susceptible d'améliorer ou d'aggraver l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les politiques publiques peuvent exacerber les inégalités existantes de trois façons essentielles: en faisant peser la charge du changement sur des personnes déjà marginalisées, en favorisant les changements au profit des plus capables, ou en faisant porter la responsabilité de certains problèmes ou en stigmatisant involontairement certaines personnes (Hicks *et al.*, 2022; Rollins, 2023). Par exemple, quand des mesures de santé publique encouragent la consommation de produits frais préparés chaque jour alors que les normes culturelles font des femmes les responsables de la préparation des repas, la charge du changement – pour assurer cette fraîcheur – repose sur les femmes, et s'ajoute souvent à leurs autres charges à la maison et au travail. Même si les mesures prises sont efficaces, elles peuvent quand même aggraver les inégalités

en ayant davantage d'impact positif dans les groupes plus favorisés, qui sont mieux capables de tirer parti des interventions correspondantes (Adams *et al.*, 2016). Enfin, lorsque des normes sociales néfastes ne sont pas identifiées et combattues, elles peuvent être perçues comme rationnelles. Par exemple, les populations rurales pauvres sont souvent vues comme «arriérées» et donc déconsidérées; de ce fait, on ne leur donne pas accès à certaines possibilités, ou bien on estime qu'elles n'en valent pas la peine (Nichols, 2020). De la même façon, les formulations et les messages utilisés pour les questions et mesures liées à la santé publique, à l'alimentation et à l'assistance sociale – notamment l'aide alimentaire, l'insécurité alimentaire et les aides sociales – peuvent souvent conduire à un discours réprobateur, source d'ostracisation et de honte, faisant que les personnes les plus nécessiteuses ont encore plus de mal à accéder aux ressources alimentaires dont elles ont besoin (van der Horst, Pascucci and Bol, 2014; Purdam, Garratt and Esmail, 2016). Des interventions de santé publique maladroitement conçues qui stigmatisent les personnes obèses au lieu de les aider peuvent contribuer à une faible estime de soi et une mauvaise santé mentale, et favoriser également la discrimination sur le lieu de travail (van der Horst, Pascucci and Bol, 2014; Purdam, Garratt and Esmail, 2016; World Obesity Federation [Fédération mondiale de l'obésité], 2021). Il est donc indispensable que les politiques publiques soient attentives à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'à l'équité (CHAPITRE 6), de manière que les mesures portant sur les systèmes alimentaires n'encouragent pas des pratiques préjudiciables, mais au contraire s'attaquent aux normes sociales inéquitables. Les mesures redistributives devraient clairement expliciter, localiser et combattre les facteurs systémiques d'inégalité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

4.5.2 VIOLENCES SEXISTES

Ancrées dans des normes culturelles genrées discriminatoires, les violences sexistes sont une forme de contrôle, d'assujettissement et d'exploitation qui renforce les inégalités fondées sur le genre et protège les privilèges existants. C'est l'une des manifestations les plus extrêmes et les plus répandues des violations des droits humains. Les violences sexistes comprennent de nombreuses formes de violences physiques, sexuelles, économiques et psychologiques, exercées sur une personne en raison des différences

qui lui sont socialement attribuées du fait de son genre (Okpara and Anugwa, 2022). Ces violences se produisent dans toutes les sociétés (Castañeda Carney *et al.*, 2020), et l'on estime qu'une femme sur trois dans le monde en sera victime durant son existence (WHO, 2021). Les violences sexistes menacent la sécurité alimentaire au niveau de l'individu, du ménage et de la communauté, et elles se rencontrent davantage dans les familles en situation d'insécurité alimentaire (Gibbs *et al.*, 2017; Hatcher *et al.*, 2019; Okpara and Anugwa, 2022). Les auteurs de violences sexistes cherchent à maintenir les femmes sous leur emprise en déstabilisant délibérément leurs relations sociales, qui sont par-fois indispensables au fonctionnement des chaînes de valeur alimentaires. Les violences sexistes détruisent ainsi les liens sociaux, alors que la sécurité alimentaire demande que les membres de la collectivité travaillent ensemble (Okpara and Anugwa, 2022). Le risque de violences sexistes sur le lieu de travail est plus élevé dans les emplois informels peu rémunérés des secteurs du commerce et de la distribution alimentaires, et là où les femmes occupent des fonctions traditionnellement assignées aux hommes. Lorsque les activités s'intensifient et s'industrialisent, les femmes sont souvent écartées ou exposées à des violences sexistes. C'est le cas, par exemple, dans le secteur laitier au Kenya (Castañeda Carney *et al.*, 2020) et dans celui de la pêche en République-Unie de Tanzanie (Fröcklin *et al.*, 2013), où les hommes exercent ce type de violences.

La répartition des rôles et des droits entre les femmes et les hommes peut placer les premières dans des situations vulnérables lorsqu'elles accomplissent les tâches quotidiennes nécessaires à la sécurité alimentaire, comme aller chercher de l'eau ou du bois (Sommer *et al.*, 2015). Par exemple, les femmes vulnérables peuvent être victimes d'exploitation sexuelle: c'est le cas quand des hommes en position d'autorité leur réclament des faveurs sexuelles en échange de droits sur des terres (UNDP, 2012) ou en échange de poisson (Béné and Merten, 2008; Castañeda Carney *et al.*, 2020; Fröcklin *et al.*, 2013). Les femmes peuvent subir des formes coercitives de violences sexistes lorsqu'elles tentent de pénétrer les marchés agricoles et que leurs

compagnons veulent garder la main sur les rentrées d'argent (Castañeda Carney *et al.*, 2020).

Souvent, les femmes cumulent les motifs de violences et de discriminations. Par exemple, les femmes autochtones sont souvent victimes de formes de violences, entre autres sexistes, qui se superposent et se renforcent (Wijdekop, 2017). Les normes liées au genre se superposent aussi avec l'ethnicité et la nationalité: les travailleuses agricoles migrantes aux États-Unis d'Amérique peuvent ainsi être confrontées à plusieurs formes d'exploitation, notamment une rémunération inférieure, des violences et du harcèlement sexuels (National Farm Worker Ministry, 2018; Southern Poverty Law Centre, 2010). De plus, les conditions de travail des femmes migrantes dans le secteur agricole, notamment les mesures de sécurité insuffisantes et l'usage excessif de pesticides, peuvent générer des risques supplémentaires pour la santé des femmes et de leurs enfants à naître (Habib and Fathallah, 2012).

4.6 FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES

Les croissances démographique et économique vont toutes les deux faire progresser la demande de denrées alimentaires et d'autres ressources (Beddington *et al.*, 2012). Mais les craintes d'une explosion de la population entraînant famine et insécurité alimentaire ont souvent servi d'arguments à des politiques répressives ayant pour principales victimes les populations les plus pauvres. Le premier à s'être penché sur la question au tournant du XIX^e siècle est le démographe et économiste Thomas Malthus. Des études sociales et historiques ont montré comment les mesures de maîtrise de la démographie ont été appliquées aux populations marginalisées, ou utilisées comme moyen de domination et de répression des femmes en particulier (Carter, 2018; Hartmann, 2016; Packard, 2016). Pourtant, des travaux démographiques contemporains ont montré depuis longtemps que les indices synthétiques de fécondité diminuaient avec une hausse des revenus bénéficiant aux pauvres et avec l'alphabétisation et l'instruction des femmes (PRB, 2011). À elle seule, l'éducation a

des effets positifs sur l'autonomisation et l'égalité des femmes et sur les indicateurs nutritionnels et plus généralement sanitaires à la fois chez les femmes et chez les enfants (Black, 2016; PRB, 2011). Les grossesses moins pré-coces et l'espacement des naissances favorisent également une amélioration de la nutrition et de la santé des mères et des enfants, avec des bénéfices intergénérationnels potentiels (Kozuki *et al.*, 2015).

Les évolutions démographiques diffèrent selon le lieu. Par exemple, le pourcentage de la population mondiale vivant en milieu urbain est passé de 30 pour cent en 1950 à 55 pour cent en 2018 et devrait atteindre 68 pour cent en 2050 (ONU, 2019). Ces niveaux d'urbanisation ne sont pas uniformes: en Amérique du Nord, le pourcentage s'élève à 82 pour cent de la population, contre 43 pour cent seulement en Afrique. Le continent africain en revanche, qui part de plus loin, est celui dont le taux d'urbanisation progresse le plus vite : la population urbaine de-vrait tripler en Afrique entre 2018 et 2050 (UN, 2019b). L'urbanisation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est due de plus en plus à la croissance naturelle et non à l'exode rural comme on le croit souvent (Menashe-Oren and Bocquier, 2021). Le processus actuel d'urbanisation transforme aujourd'hui les systèmes alimentaires et les résultats observés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les répercussions de ce processus sur les inéga-lités dans ce domaine sont complexes et multidirectionnelles. Les auteurs d'une analyse d'études existantes ont élaboré un cadre conceptuel des relations multidirectionnelles existant entre l'urbanisation (dans ses différentes dimensions, à savoir la croissance démographique, l'exode rural, l'expansion urbaine et le progrès économique et social) et les conditions de vie rurales et la transformation des systèmes alimentaires (de Bruin, Dengerink and van Vliet, 2021). Ils concluent que l'urbanisation influe sur quatre éléments clés de la transformation des systèmes alimentaires, à savoir: la hausse de la demande totale; l'évolution du pouvoir d'achat et des préférences alimentaires; la structuration et la complexification des chaînes de valeur; et le changement d'affectation des terres. Ces transformations des systèmes alimentaires in-fluent ensuite sur les inégalités et les résultats en matière

de sécurité alimentaire et de nutri-tion, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Il est donc essentiel de développer une compré-hension de l'incidence de l'urbanisation sur les systèmes alimentaires et le développement ur-bains et ruraux dans chaque contexte local.

Bien qu'au niveau mondial les taux de pauvreté demeurent plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain (UN DESA [DAES-ONU], 2021), on évalue à 1 milliard le nombre d'êtres humains qui vivent dans des taudis urbains, conséquence de l'urbanisation et de la croissance démogra-phi-que naturelle dans les villes. Ces populations urbaines sont souvent plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que les populations rurales et présentent des taux supérieurs de retard de croissance et d'obésité chez l'enfant (section 2.2.4). Alors que le nombre d'enfants en retard de croissance a chuté dans le monde entre 1985 et 2011, surtout dans les zones rurales, on a vu peu de changements sur ce plan en milieu urbain (Ruel *et al.*, 2017). De plus, l'obésité aug-mente partout dans le monde, mais elle est plus répandue en milieu urbain qu'en milieu rural (Ruel *et al.*, 2017). Les zones rurales et urbaines exigent donc des politiques, des interventions et des investissements ciblés, et des travaux au long cours sont nécessaires pour comprendre la nature des relations (tant locales que plus distantes) entre le monde urbain et le monde rural. Les peuples autochtones sont conscients depuis longtemps de l'impact de l'urbanisation sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Comme Norma Kassi l'indique à propos de sa communauté de Gwich'in: «Nous ne pouvons pas simplement modifier notre alimentation. Si nous changeons brusquement notre régime alimentaire pour manger plus d'aliments achetés dans le com-merce, nous serions davantage malades et notre taux de mortalité augmenterait car le chan-gement serait trop rapide, le choc serait trop violent pour nos systèmes» (Whyte, 2018, p. 138). Les peuples autochtones vivant actuellement dans des sociétés coloniales de peuplement, comme la nation Onondaga en Amérique du Nord, affichent des taux plus élevés de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires que les autres habitants blancs. Selon un rapport ré-cent, 65,9 pour cent des adultes du Comté d'Onondaga sont soit en surpoids, soit obèses, ce qui les expose à un risque accru d'être atteint de plusieurs pathologies chroniques (Onondaga County Health Department, 2021).

Chapitre 5

LEVIERS D'ACTION PERMETTANT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AILLEURS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION



POINTS ESSENTIELS

- L'élaboration de politiques et de programmes attentifs à l'équité repose sur les principes fondamentaux suivants: l'adaptation au contexte; le renforcement de l'agencité et la déconstruction des normes inéquitables; et la correction des déséquilibres de pouvoir.
- Pour réduire les inégalités afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, il est possible d'agir à tous les niveaux des systèmes alimentaires et des systèmes connexes.
- Dans le domaine de la production alimentaire, les mesures viseront plus particulièrement à: i) assurer une plus grande égalité d'accès à la terre, aux forêts, aux animaux d'élevage et à la pêche; ii) appliquer les principes agroécologiques à tous les niveaux de la production et des systèmes alimentaires en général; iii) créer des organisations de producteurs inclusives; et iv) investir dans des travaux de recherche publique attentifs à l'équité dans le domaine de l'agriculture et des systèmes alimentaires et réaliser d'autres investissements publics dans les zones rurales.
- Au niveau des chaînes d'approvisionnement alimentaire, on peut chercher notamment à: i) adopter des approches inclusives des chaînes de valeur; ii) élaborer des politiques, des stratégies et des programmes de protection des travailleurs des systèmes alimentaires; iii) réfléchir à des approches territoriales dans le cadre de la planification du développement des systèmes alimentaires et du développement régional; iv) investir dans des infrastructures de stockage, de transformation et de distribution alimentaire en tenant compte de l'équité; et v) investir dans l'amélioration des systèmes d'information en exploitant les technologies numériques.
- Concernant l'environnement alimentaire et la consommation alimentaire, des mesures peuvent être prises pour: i) améliorer la planification et la gouvernance de l'environnement alimentaire; ii) intégrer des données comportementales dans l'élaboration des politiques et des programmes; et iii) renforcer la protection sociale.
- Pour intervenir sur l'environnement favorable, le contexte général et la gouvernance, il s'agira par exemple de: i) prendre en compte l'alimentation et la nutrition dans les politiques et la planification; ii) remédier aux asymétries de pouvoir dans la gouvernance; iii) mettre en place une couverture sanitaire universelle intégrant l'aspect nutritionnel; iv) adopter une approche globale du climat et de la durabilité; et v) viser une croissance inclusive au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et ne pas réduire les objectifs à la seule croissance.

Le présent chapitre propose des mesures pouvant être prises au sein des systèmes alimentaires et dans d'autres secteurs ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (sections 5.2 à 5.5). Ces leviers d'action ne sont pas exhaustifs. Ce sont davantage des axes d'intervention prioritaires en raison de leur forte capacité potentielle à réduire les principales inégalités décrites précédemment. Ils ont pour certains des effets progressifs, et pour d'autres des effets transformateurs sur le système alimentaire et sur le contexte général. Afin de faciliter leur présentation, nous avons réparti les leviers d'action en quatre grandes catégories: la production alimentaire; les chaînes d'approvisionnement alimentaire; l'environnement alimentaire et la consommation alimentaire; et un

environnement favorable, le contexte général et la gouvernance. Il est bien entendu néanmoins que plusieurs d'entre eux couvrent plusieurs de ces catégories et que certains s'étendent même à tout le système alimentaire.

Ces mesures s'inspirent d'un ensemble de principes généraux fondamentaux axés sur l'équité, décrits à la section 5.1 (adaptation au contexte, renforcement de l'agencité et correction des déséquilibres de pouvoir), qu'il est essentiel de prendre en compte si l'on veut remédier durablement aux inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Ces principes peuvent être examinés à la lumière de la **FIGURE 12** du **CHAPITRE 6** (Recommandations), qui s'achève par un plan de route pour l'élaboration de politiques attentives à l'équité.

5.1 PRINCIPES FONDAMENTAUX DEVANT PRÉSIDER À LA CONCEPTION DE MESURES CIBLÉES SUR L'ÉQUITÉ

5.1.1 ADAPTATION AU CONTEXTE

Le HLPE-FSN a souligné la nécessité de tenir compte de la diversité des situations nationales et à l'intérieur des pays et de proposer des mesures conçues spécifiquement pour le contexte local, car les systèmes alimentaires sont ancrés dans des contextes écologiques, politiques, socioculturels et économiques différents et en tant que tels font face à des difficultés variées. Comme cela est rappelé dans tout le rapport, il est impératif de comprendre le contexte local pour mesurer l'ampleur des inégalités existant en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et savoir comment elles touchent les différents groupes, pour reconnaître les principaux facteurs d'inégalité et d'iniquité, et enfin, pour élaborer des politiques adaptées permettant d'obtenir des résultats à la fois meilleurs et plus équitables. Du fait de l'influence du contexte, aucune politique ou série de mesures toute faite ne peut être adoptée sans prise en compte de la situation locale en matière d'inégalités. Dans le même rapport, le HLPE FSN indique que les mesures doivent concilier les aspects techniques et politiques et les conditions locales, impliquer les acteurs concernés à différentes échelles de façon équitable, et viser à la fois des changements locaux et progressifs et des transformations structurelles plus vastes en fonction de la situation.

5.1.2 RENFORCEMENT DE L'AGENCÉITÉ ET DÉCONSTRUCTION DES NORMES INÉQUITABLES

L'agencéité est une notion essentielle pour combattre les inégalités et les iniquités. Pour remédier aux problèmes de répartition dans le «moteur d'équité», il est d'assurer une reconnaissance des points de vue, des besoins et des préférences des différents groupes, ainsi qu'une véritable représentation ou participation des différents groupes aux décisions prises sur les mesures les plus adaptées au contexte. Ce sont là des aspects déterminants de l'agencéité. Le mouvement pour les droits des

personnes handicapées, par exemple, utilise depuis longtemps le slogan «rien sur nous, sans nous». Comme l'indique ce slogan, communiquer en direction ou au sujet de groupes marginalisés (par exemple leur parler d'un nouveau programme ou d'une nouvelle mesure) n'est pas la même chose que les faire bénéficier directement de la mesure. Bénéficier de certains changements n'est pas non plus la même chose qu'avoir la possibilité de participer pleinement au processus décisionnel, ce qui, de même, n'est pas la même chose que transformer les relations sociales qui limitent l'agencéité des personnes au départ (Quisumbing, 2019). Corriger des déséquilibres de pouvoir aussi fondamentaux que la discrimination fondée sur le genre ou sur des critères ethniques constitue l'objectif d'équité le plus transformateur. Si l'on cherche à renforcer l'agencéité par des mesures d'autonomisation sans aborder aussi la redistribution des ressources et du pouvoir (Kabeer, 1999), on ne transformera pas les structures de pouvoir fondamentales qui empêchent les individus d'utiliser leur agencéité au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Dans le cadre conceptuel de ce rapport, cela suppose d'agir sur plusieurs fronts à la fois, à savoir satisfaire le besoin de redistribution, de reconnaissance et de représentation.

5.1.3 CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES DE POUVOIR

Les déséquilibres de pouvoir peuvent exister à différents niveaux, se manifestant par exemple par la concentration des entreprises, une participation politique inégale, ou encore des normes sociales pénalisant certaines populations. De nombreuses méthodes participatives ont été expérimentées dans l'optique d'assurer une participation équitable et de remédier aux déséquilibres de pouvoir dans les processus décisionnels et la définition des programmes (George *et al.*, 2015). Les approches d'apprentissage et d'évaluation participatives, consistant par exemple à réunir des femmes marginalisées de zones rurales pour leur faire expliciter les problèmes de malnutrition et trouver des solutions, ont été associées à une amélioration des indicateurs d'émaciation des enfants (Gope *et al.*, 2019) et de la diversité alimentaire (Prost *et al.*, 2022) lorsqu'elles sont utilisées en association avec d'autres interventions, comme des crèches, un accompagnement nutritionnel à domicile et des formations audiovisuelles. Des mesures de redevabilité sociale, telles que les audits sociaux des

services d'alimentation et de nutrition ou de santé, ont aussi montré qu'elles pouvaient améliorer des formes locales de participation civique et de prises de décisions de la part de groupes marginalisés à Odisha (Inde) (Gordon *et al.*, 2019). Dans le domaine de la recherche, les méthodes participatives et de recherche-action peuvent servir de base à une approche équitable permettant d'élaborer des politiques fondées sur des données factuelles et de prendre des mesures en étant à l'écoute des populations locales. La correction des déséquilibres de pouvoir dans le cadre d'une gouvernance inclusive fait également partie intégrante d'une approche centrée sur l'équité (section 5.5) et peut se faire dans différents contextes. Il convient néanmoins de veiller à ce qu'une plus grande participation citoyenne n'incite pas la puissance publique à se décharger de ses responsabilités dans la transformation des systèmes alimentaires.

5.2 LEVIERS D'ACTION PERMETTANT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

5.2.1 MEILLEURE ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX FACTEURS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

Les mesures prises pour améliorer l'égalité d'accès aux facteurs de production alimentaire comme la terre, les animaux d'élevage, les forêts et la pêche doivent être adaptées au contexte local, bénéficier d'un large soutien et s'inscrire dans un processus pleinement participatif. Au-delà de la propriété, elles doivent traiter les problèmes d'accès et de contrôle, en se préoccupant des groupes qui, dans le contexte local, sont particulièrement pénalisés, notamment les femmes, les peuples autochtones et les pauvres (ILC, 2020). Les interventions destinées à réduire les inégalités d'accès aux facteurs de production alimentaire ont davantage d'impact lorsqu'elles font partie de tout un train de mesures complémentaires de lutte contre les inégalités, par exemple visant à promouvoir des chaînes de valeur inclusives et des marchés territoriaux (voir plus loin dans ce chapitre).

Des mesures doivent être prises d'urgence pour protéger les droits fonciers collectifs sur les terres, les forêts et les ressources aquatiques qui revêtent une importance vitale pour la sécurité alimentaire et

la nutrition de nombreuses populations vulnérables dans le monde (tout en sachant que certains régimes fonciers collectifs peuvent être eux-mêmes porteurs d'inégalités) (Goldstein and Udry, 2008). Le travail de cartographie et de documentation engagé actuellement pour reconnaître et protéger les droits fonciers coutumiers des peuples autochtones constitue un exemple de ce type d'action (Guereña and Wegerif, 2019). Des mécanismes opérants doivent être élaborés pour assurer l'application généralisée du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, tel que prévu par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UN, 2007), afin que les projets portant sur les terres, les forêts et les ressources aquatiques soient entièrement soumis au consentement des populations locales (FAO, 2016).

Il est indispensable d'agir d'urgence pour améliorer notablement la transmissibilité, l'obligation de rendre des comptes et le consentement local ou communautaire en ce qui concerne les acquisitions par des puissances étrangères ou des entreprises de terres, de forêts et de ressources hydriques. Bien qu'il existe des directives volontaires en la matière, dont les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et les Directives du CSA pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, leur application laisse encore beaucoup à désirer (ILC, 2020). Un moyen dont disposent les pays pour améliorer la transparence et la redevabilité est d'imposer que les données des projets et des entreprises sur des investissements importants concernant des terres ou d'autres ressources naturelles soient rendues publiques dans des bases de données comme Landmatrix.org (Flachsbarth *et al.*, 2020).

Améliorer l'égalité d'accès à la terre est à la fois important et complexe. Des réglementations adaptées au contexte local doivent être élaborées pour trouver un équilibre entre les aspects positifs et négatifs des marchés fonciers. La sécurité foncière et le bon fonctionnement des marchés fonciers, favorisés par la création de cadastres et la clarification juridique des droits de propriété, peuvent encourager les cessions permettant d'optimiser l'usage des terres en termes de productivité, encourager les investissements dans les terres et aider à fournir le garanties nécessaires à l'obtention de financements (Deininger, 2003), alors que des marchés fonciers non réglementés deviennent souvent des instruments d'exclusion

ENCADRÉ 10: SUCCÈS D'UN PROGRAMME D'ENREGISTREMENT ET DE CERTIFICATION DES BIENS FONCIERS EN ÉTHIOPIE

Conscients de l'importance de la sécurité foncière en termes de moyens de subsistance, d'équité, de productivité et donc de sécurité alimentaire, de nombreux pays ont mis en place des cadres juridiques officialisant les droits sur les terres. Mais en pratique, les résultats se sont révélés rarement concluants, soit parce que les mesures avaient été imposées d'en haut ou que peu d'efforts avaient été faits pour informer les personnes concernées de leurs droits, soit à cause de coûts d'exécution élevés. Une initiative ayant fait exception à cet égard est le programme d'enregistrement et de certification des terres mis en œuvre en Éthiopie entre 1998 et 2005, qui a permis d'enregistrer les droits fonciers puis de délivrer des certificats fonciers sur une grande partie du territoire pour un coût modeste en quelques années. La réussite du programme s'explique notamment par une démarche pragmatique portant sur les droits d'utilisation et non les titres entiers, une approche participative décentralisée d'adjudication au niveau local, et le recours à des méthodes de proximité peu coûteuses pour déterminer les limites des champs. Le programme avait également une importante composante d'égalité femmes-hommes, les certificats étant délivrés aux épouses comme aux époux. Plusieurs études ont montré que le programme avait amélioré la sécurité foncière, encouragé les investissements dans les terres et amélioré la productivité, et que les dépenses de consommation des ménages augmentaient avec la durée des certificats fonciers.

Sources: Bezu, S. et Holden, S. 2014. *Demand for second-stage land certification in Ethiopia: Evidence from household panel data*. *Land Use Policy*, 41: 193–205 et Deininger, K., Ali, D.A., Holden, S. et Zevenbergen, J. 2008. *Rural Land Certification in Ethiopia: Process, Initial Impact, and Implications for Other African Countries*. *World Development*, 36(10): 1786–1812.

et de concentration. Il est possible néanmoins que, s'agissant des cessions et réaffectations de terres, l'attribution de droits légaux ne suffise pas à garantir la sécurité foncière et donc à encourager les investissements dans les terres. Le maintien de ces droits peut dépendre du pouvoir politique des personnes concernées (Goldstein and Udry, 2008). Des innovations institutionnelles doivent être envisagées, par exemple la constitution de «banques foncières» (Aryeetey and Udry, 2010) destinées à améliorer la sécurité foncière tout en facilitant les ventes et les achats de terres, et des réglementations visant notamment à limiter la propriété étrangère et à assurer une protection juridique aux locataires. Il est également important d'adopter une vision globale du renforcement de l'égalité d'accès à la terre, en se demandant quelles autres mesures sont nécessaires pour que la redistribution améliore effectivement les conditions de vie et la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, les mesures de réforme foncière doivent aussi veiller à ce que les bénéficiaires aient des compétences appropriées en matière de production alimentaire.

Il est primordial de renforcer les droits fonciers des femmes, notamment sur le plan de la reconnaissance légale et des droits de succession, si l'on veut améliorer l'égalité femmes-hommes au sein du foyer et en dehors, et, par contrecoup,

la sécurité alimentaire et la nutrition. Cela ne passe pas forcément par l'attribution de titres de propriété. Des programmes de reconnaissance légale et de documentation des droits comme ceux engagés en Éthiopie (ENCADRÉ 10) ou au Rwanda (Ali, Deininger and Goldstein, 2014), qui sont ouverts aux femmes, peuvent avoir beaucoup d'impact. Il ne faut pas oublier cependant que, dans beaucoup de contextes, une reconnaissance légale ou des titres de propriété ne suffiront pas toujours à assurer aux femmes un contrôle suffisant sur les actifs (Harris-Fry *et al.*, 2020), et qu'un travail complémentaire d'adaptation des attitudes et des normes sociales sera nécessaire.

Avec les animaux d'élevage, on dispose d'un moyen plus simple d'améliorer l'égalité d'accès aux facteurs de production, en particulier s'agissant des possibilités d'accès et de contrôle ou-vertes aux femmes. Les transferts en nature aux petits exploitants sous forme d'animaux d'élevage constituent des mesures couramment employées pour augmenter la parité en matière d'élevage et potentiellement de consommation d'aliments d'origine animale (Rawlins *et al.*, 2014), mais aussi en matière de participation aux chaînes de valeur et au commerce. Sur le plan de l'égalité femmes-hommes et de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les programmes de distribution de petits

animaux d'élevage se sont révélés particulièrement prometteurs. De même, les programmes de soutien à la pêche artisanale (March and Failler, 2022) et les solutions fondées sur les arbres (Ickowitz *et al.*, 2022) offrent des moyens durables d'aider les groupes pauvres et marginalisés et d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

5.2.2 PRINCIPES AGROÉCOLOGIQUES DANS LES SYSTÈMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PLUS GÉNÉRALEMENT

L'agroécologie est définie comme étant «l'application de concepts et de principes écologiques à la conception et à la gestion d'écosystèmes agricoles durables» (Altieri, 1995, p. 8). Elle renvoie à une science, une pratique et un mouvement social qui entendent repenser en profondeur les systèmes alimentaires tels qu'ils existent actuellement. L'un de ses principes fondateurs est l'équité sociale en lien avec la cocréation de savoirs, les valeurs sociales et l'alimentation, la gouvernance des terres et des ressources, la participation, la justice et la connectivité. Dans son rapport de 2019, le HLPE-FSN montre, preuves à l'appui, l'intérêt de faire de l'agroécologie un élément central de la réforme structurelle des systèmes alimentaires indispensable pour réaliser les objectifs mondiaux de durabilité et d'équité. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat relève aussi l'importance de «l'utilisation des principes et pratiques agroécologiques et d'autres approches fonctionnant avec les processus naturels», qui sont efficaces pour s'adapter aux risques climatiques et les atténuer, et note le «degré de confiance élevé» des données (IPCC [GIEC], 2023, p. 8).

L'agroécologie est aujourd'hui l'une des grandes stratégies mises en avant pour renforcer les moyens de subsistance des petits exploitants, éliminer la faim et améliorer la résilience des écosystèmes agricoles (Gliessman and Ferguson, 2020). L'agroécologie est souvent – quoique pas exclusivement – associée aux différents changements politiques plus vastes réclamés par les promoteurs de la souveraineté alimentaire (Wezel *et al.*, 2020). Ensemble, l'agroécologie et ces changements permettraient d'agir sur différents leviers pour s'attaquer aux inégalités socioéconomiques structurelles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en termes de propriété foncière, d'autosuffisance et de contrôle politique. Ces deux concepts permettent aussi aux

peuples autochtones d'exercer leurs droits en tant que gardiens des terres et de prendre part à la reconstruction des liens entre l'humain et le non-humain dans un cadre naturellement restaurateur.

L'impact de l'agroécologie sur la sécurité alimentaire et la nutrition est étayé par des données de plus en plus nombreuses issues de l'expérimentation de différentes approches et de leur adaptation à des contextes divers. Une analyse menée sur 56 études a mis en évidence des résultats positifs dans près des quatre cinquièmes des études (Bezner Kerr *et al.*, 2021) et souligne combien les dimensions d'équité sociale dans les systèmes écologiques agricoles étaient importantes pour étendre l'impact de ces résultats. Si l'on compare l'agroécologie et les systèmes d'agriculture intensive, certains aspects négatifs doivent être pris en compte du point de vue des externalités écologiques, des incidences sur le climat et de l'intensité d'utilisation des terres (HLPE, 2019). Il reste encore beaucoup à apprendre sur ce sujet, et des travaux sont en core nécessaires en particulier pour mieux établir les répercussions sur les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au-delà des améliorations de l'alimentation et de la sécurité alimentaire (Bezner Kerr *et al.*, 2022).

Sur le plan des changements pratiques à apporter aux systèmes intervenant dans la sécurité alimentaire et la nutrition, le HLPE FSN définit 13 principes agroécologiques (HLPE, 2019) (qui développent les 10 principes établis par la FAO dans le cadre d'un processus consultatif) (FAO, 2018a), dont 6 que le HLPE-FSN classe comme directement en rapport avec l'équité. Quant aux autres, nous considérons qu'ils ont des liens indirects avec l'équité étant donné les vulnérabilités sociales et environnementales des communautés marginalisées. Les principes agroécologiques directement en rapport avec l'équité étaient les suivants: améliorer la cocréation de connaissances; reconnaître que les valeurs sociales sont inscrites dans l'alimentation et la déterminent; juger essentiel que tous les acteurs des systèmes alimentaires aient accès à des moyens d'existence corrects et bénéficient d'un traitement équitable des droits de propriété intellectuelle; améliorer la connectivité et la proximité entre les producteurs et les consommateurs; renforcer la gouvernance des terres et des ressources naturelles pour les groupes marginalisés; et améliorer la participation à travers des systèmes de gouvernance décentralisés et adaptatifs (HLPE, 2019).

ENCADRÉ 11:**UNE ORGANISATION DE PETITS PRODUCTEURS PUISSANTE: LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE CAFÉ DE COLOMBIE**

La Fédération nationale des producteurs de café de Colombie (FNC) est l'une des organisations de producteurs les plus anciennes et les plus efficaces du monde. Elle a été créée en 1927, à une période où les producteurs de café étaient payés une petite fraction du cours mondial du café par les puissantes sociétés d'exportation étrangères. Aujourd'hui, la FNC rassemble plus d'un demi-million de membres, dont la plupart sont des petits producteurs familiaux. Grâce à cette force collective, la Fédération négocie des contrats favorables avec les grandes sociétés de torréfaction qui dominent l'industrie du café. En collaboration avec le Gouvernement colombien, la FNC gère un fonds du café qui stabilise les revenus des membres en abondant le fonds quand les cours sont élevés et en l'utilisant pour stocker le café quand les prix sont bas. La FNC a la particularité d'investir des sommes importantes dans la recherche sur le café en Colombie, ainsi que dans les infrastructures et les services publics dans les régions productrices de café, financés grâce à une taxe sur les exportations. La FNC a donc réussi à réunir petits et grands producteurs colombiens autour d'une cause commune dans l'intérêt des uns et des autres.

Sources: Bentley, J.W., et Baker, P.S. 2000. *The Colombian coffee growers' federation: organised, successful smallholder farmers for 70 years*; et Bosc, P.-M. 2018. *Empowering through collective action*. IFAD Research Series 29. Fonds international de développement agricole (FIDA).

5.2.3 ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS INCLUSIVES

Des actions collectives dans le cadre de groupements structurés de producteurs peuvent permettre de remédier à de nombreuses inégalités et exclusions auxquelles les petits producteurs sont exposés. Une grande diversité d'organisations de producteurs existe aujourd'hui: coopératives, centrales de vente, groupes d'entraide, associations de crédit, sociétés de producteurs et différentes combinaisons de ce type de structures.

82]

En fonction de leur orientation, les organisations de producteurs peuvent offrir des mécanismes variés permettant d'améliorer la participation, l'inclusion et le pouvoir des petits producteurs. Dans le domaine de la production, la coopération peut permettre de mutualiser des connaissances techniques et aider à la gestion des ressources naturelles, par exemple à la gestion de l'eau entre différentes exploitations contiguës. Les prestataires de services extérieurs, notamment de services de vulgarisation, y gagnent aussi sur leurs coûts en intervenant auprès d'un groupe plutôt que de producteurs individuels. En Zambie par exemple, un programme de subvention aux intrants agricoles passe par des organisations de producteurs pour subventionner les achats d'engrais des agriculteurs (Minah and Carletti, 2019). La commercialisation collective peut abaisser les coûts de transaction pour les petits producteurs (par exemple grâce au transport partagé des

produits frais vers le marché), accroître le pouvoir de négociation, et augmenter les recettes et réduire les risques en permettant de disposer d'informations sur les marchés et de repérer les marchés stables. Elle peut aussi aider à surmonter le problème d'échelle qui se pose pour approvisionner les chaînes de valeur modernes. L'ENCADRÉ 11 décrit le cas d'une organisation de producteurs qui a réussi à renforcer le pouvoir de négociation d'acteurs de petite taille dans une chaîne de valeur internationale complexe.

En pratique, les résultats de beaucoup d'organisations de producteurs sont contrastés. L'impact le plus fréquent est une hausse du revenu pour les membres, mais peu d'effets ont été observés ou visibles sur la sécurité alimentaire jusqu'à présent (Bizikova *et al.*, 2020). L'adhésion à une organisation de producteurs peut réduire les inégalités en ouvrant des possibilités aux membres. Cependant, la capacité même d'adhérer peut être une source d'inégalités (Bijman and Wijers, 2019; Chirwa *et al.*, 2005; Shiferaw *et al.*, 2015). Selon Bizikova *et al.* (2020), l'accès à la terre et à d'autres actifs, la pauvreté, l'éducation et la distance par rapport au marché (éloignement) sont des déterminants importants de l'adhésion à une organisation de producteurs. Le fait d'être une femme est aussi un obstacle, et l'adhésion à une organisation de producteurs peut accroître le contrôle des hommes sur les ressources au sein du ménage (Bizikova *et al.*, 2020).

Il est important que les organisations de producteurs soient conçues dans une optique d'inclusivité, de manière à améliorer l'équité en matière de représentation. Cela implique que :

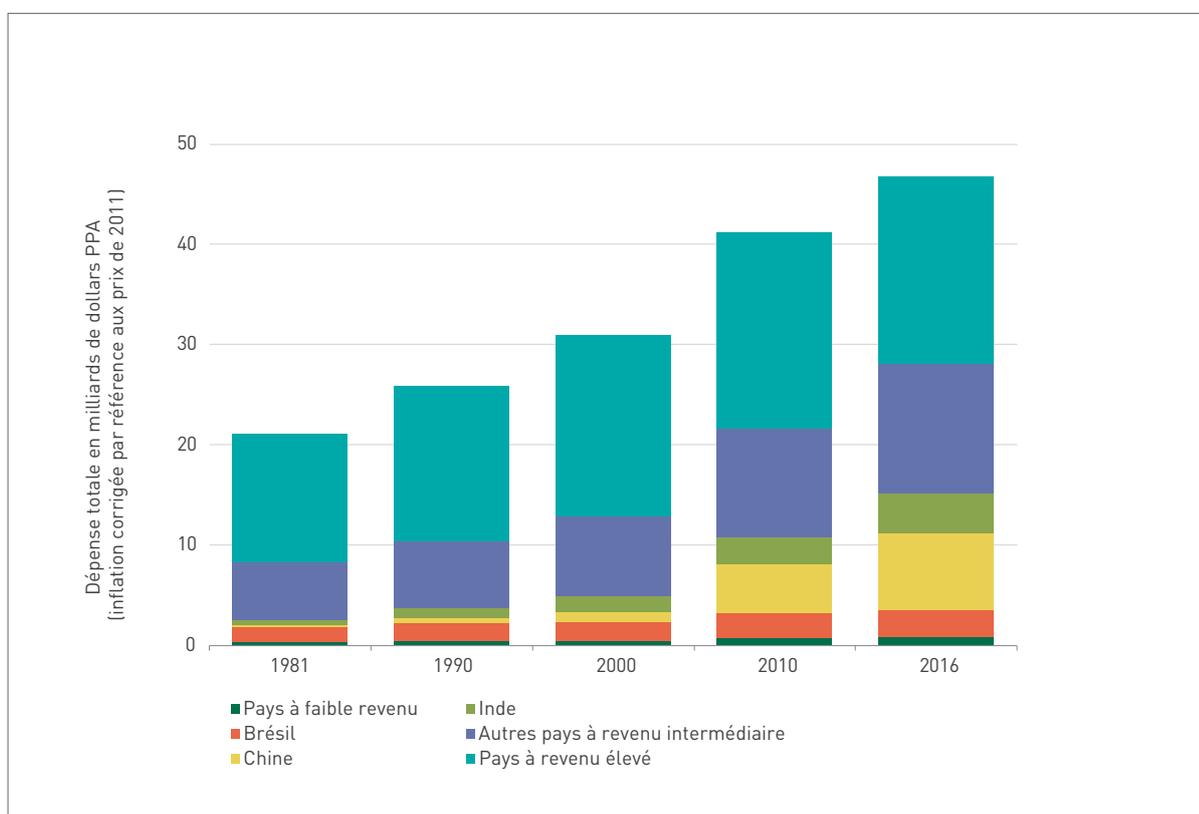
1. Un équilibre doit être trouvé entre les objectifs commerciaux recherchés et une inclusivité maximale (Shiferaw *et al.*, 2015).
2. D'autres interventions peuvent être nécessaires pour encourager l'adhésion de groupes marginalisés. Il peut s'agir d'aides financières pour payer les cotisations, ou de mesures prises pour remédier aux coûts d'opportunité élevés de l'adhésion pour les femmes compte tenu de leurs charges de travail et de leurs responsabilités au sein du foyer (Minah and Carletti, 2019).
3. La composition et les principes de fonctionnement de l'organisation procurent différents avantages. Une organisation de producteurs de grande taille et plus hétérogène peut réaliser des économies d'échelle plus importantes et offrir une meilleure inclusivité, mais elle peut perdre en cohésion.

5.2.4 RECHERCHE PUBLIQUE DANS LES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES ET AUTRES INVESTISSEMENTS PUBLICS RURAUX ATTENTIFS À L'ÉQUITÉ

Si les pouvoirs publics cherchent souvent à soutenir les revenus ruraux au moyen de subventions et d'autres formes d'aide, à long terme, l'objectif doit être d'augmenter durablement les revenus agricoles et non agricoles des ménages ruraux (Byerlee, de Janvry and Sadoulet, 2009). C'est d'autant plus nécessaire que les écarts se creusent entre les zones urbaines et rurales sur le plan des revenus et de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et que les inégalités augmentent dans les zones rurales – les régions isolées et non irriguées étant particulièrement défavorisées.

La croissance agricole fait reculer la pauvreté (Christiaensen, Demery and Kuhl, 2011) et est également un facteur important de réduction des inégalités de revenu (Imai, Cheng and Gaiha,

FIGURE 11: DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA RECHERCHE AGRICOLE DANS DIFFÉRENTS PAYS PAR GROUPE DE REVENU



Source: Stads, G.-J., Wiebe, K.D., Nin-Pratt, A., Sulser, T.B., Benfica, R., Reda, F., et Khetarpal, R. 2022. *Research for the future: Investments for efficiency, sustainability, and equity*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

2015). Les investissements publics dans le secteur rural, notamment dans la recherche agricole et les infrastructures rurales, constituent des leviers importants pour générer de la croissance et améliorer les revenus ruraux. Il importe que les pays non seulement investissent dans l'agriculture et les zones rurales, mais qu'ils le fassent de manière équilibrée entre les zones à fort et moindre potentiel. Investir dans les zones à fort potentiel est indispensable pour assurer les disponibilités alimentaires et maintenir des prix alimentaires bas, tandis que les investissements dans les zones à moindre potentiel (dans les activités agricoles ou non agricoles selon les besoins locaux) sont particulièrement importants en termes d'égalité (Fan and Hazell, 2001).

Les études montrent l'importance de la recherche agricole en tant qu'instrument de promotion de la croissance agricole et de réduction de la pauvreté (Pray, Masters and Ayoub, 2017; Thirtle, Lin and Piesse, 2003). À côté des systèmes de recherche-développement (R-D) privés qui privilégient inévitablement les technologies ciblées sur les producteurs et les régions plus riches capables de générer des revenus élevés, le système public mondial de recherche agricole et les systèmes nationaux de recherche agricole sont très utiles pour générer la croissance rurale équitable indispensable pour atténuer les inégalités afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Le renforcement de la recherche agricole publique est donc un levier important pour améliorer l'égalité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Si la production agricole a toujours constitué le cœur de la R-D agricole publique, celle-ci doit s'intéresser davantage aux activités en aval, notamment les chaînes de valeur, la distribution, la transformation, le stockage et les marchés, en suivant les transformations actuelles des systèmes alimentaires et les besoins d'innovation générés par le changement climatique.

Les investissements dans la recherche agricole sont très inégalement répartis selon les régions, une situation à laquelle il importe de remédier. Par exemple, il existe de fortes disparités entre les pays dans les dépenses de R-D agricole.

La **FIGURE 11** montre qu'elles ont sensiblement augmenté au Brésil, en Chine, en Inde et dans les autres pays à revenu intermédiaire ces dernières décennies, alors qu'elles sont très faibles et n'ont quasiment pas progressé dans les pays à faible revenu (Stads *et al.*, 2022).

En particulier, les dépenses de R-D en Afrique sont très inférieures à celles de la plupart des autres régions du monde, et, à l'intérieur du continent africain, les dépenses sont beaucoup moins élevées en Afrique centrale, du Nord et de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Suri and Udry, 2022). Des estimations récentes (Sulser *et al.*, 2021) montrent que l'intensification de la R-D agricole peut contribuer notablement à atténuer les répercussions du changement climatique sur la faim. Accroître la productivité dans des produits de base traditionnellement importants formera toujours une composante majeure de la recherche agricole publique, mais celle-ci doit aussi être très attentive à la dimension de l'équité dans le choix des projets, notamment en investissant dans des cultures et des animaux d'élevage adaptés aux environnements marginaux et aux zones non irriguées à moindre potentiel, ainsi que dans des technologies résilientes au changement climatique utilisables par les petits producteurs. Cela suppose que les travaux de recherche soient précisément adaptés aux contextes locaux, par exemple au moyen de méthodes de R-D participatives.

Il est également important que les systèmes de recherche agricole prennent davantage en compte les disparités entre femmes et hommes. À cet égard, Meinzen-Dick *et al.*, (2010) soulignent la nécessité: i) d'intégrer l'égalité femmes-hommes dans les priorités stratégiques, ce qui pourra conduire à ouvrir de nouveaux champs d'étude, comme les cultures ou les animaux d'élevage particulièrement utiles à la sécurité alimentaire et à la nutrition des ménages; ii) de tenir compte de la dimension du genre dans tous les aspects de la recherche, depuis la définition des priorités jusqu'au développement des technologies, à leur diffusion et leur évaluation; et iii) de prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans le cadre de l'action publique, notamment les politiques publiques et les institutions.

5.3 LEVIERS D'ACTION PERMETTANT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

5.3.1 MODÈLES INCLUSIFS DE CHÂÎNES DE VALEUR

Les modèles inclusifs de chaînes de valeur visent à améliorer la participation aux marchés, la répartition équitable des résultats (comme les revenus et les disponibilités alimentaires) et l'agencéité de tous les acteurs des chaînes de valeur, quels que soient leur genre, leur statut socioéconomique et leur fonction dans la chaîne de valeur (UNIDO [ONU], 2011).

Les plateformes multipartites (de même que les plateformes d'innovation et les chaînes de valeur participatives) se développent: elles rassemblent des acteurs très variés et marginalisés qui prennent part aux processus décisionnels dans la chaîne de valeur (Barzola Iza, Dentoni and Omta, 2020; Devaux *et al.*, 2018). Les résultats observés dans les filières de l'horticulture et de l'élevage en Afrique subsaharienne et en Amérique latine indiquent qu'il est possible d'augmenter la productivité des petits exploitants, les connexions aux marchés et les sources de revenus en créant des alliances stratégiques dans les deux directions (avec des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services en amont, et avec des acheteurs en aval), en procurant un soutien financier pour l'achat de moyens de production (par exemple des subventions et des prêts à taux réduit) et en impliquant des acteurs locaux qui apportent des informations et des idées nouvelles (par exemple des chercheurs et des praticiens) (Devaux *et al.*, 2009; Donovan and Poole, 2014; van Ewijk and Ros-Tonen, 2021). Ce processus de coapprentissage a permis d'introduire diverses innovations dans les chaînes de valeur, qui ont eu des effets positifs sur les revenus des petits producteurs et la sécurité alimentaire (Cavatassi *et al.*, 2011; Horton *et al.*, 2022).

Ces plateformes font toutefois l'objet de certaines critiques au niveau mondial et local: elles seraient accaparées par les élites et renforceraient les asymétries existantes au lieu de les corriger (Clapp, 2017; McKeon, 2017; Nisbett *et al.*, 2021). Il est souhaitable que les facilitateurs des plateformes

soient des acteurs locaux, attentifs aux dynamiques de pouvoir et jouissant d'un bon réseau de contacts; et les donateurs doivent être conscients que le coapprentissage et l'instauration d'un climat de confiance peuvent prendre des années (Horton *et al.*, 2022). Par ailleurs, il est possible de renforcer les plateformes multipartites au moyen d'approches encourageant l'accumulation de capital social et financier, permettant aux petits exploitants d'atteindre les seuils d'investissement nécessaires pour acheter des moyens de production et absorber les risques associés aux nouveaux marchés (Ros-Tonen *et al.*, 2019; Stoian *et al.*, 2012). Dans un contexte mondial toutefois, les petits agriculteurs sont confrontés au risque que les normes et les exigences des marchés d'exportation changent (Ashraf, Giné and Karlan, 2009).

5.3.2 PROTECTION ET DROITS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENSEMBLE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Alors que la capacité des individus à produire et acheter de la nourriture est intrinsèquement liée à l'emploi qui permet d'obtenir un revenu du travail (FAO, 2012), l'immense majorité des pauvres de la planète souffrent de sous-emploi, de chômage, d'inégalités, d'un manque d'accès aux ressources productives, et d'emplois vulnérables ou sous-rémunérés – des situations qui pèsent lourdement sur leur capacité à satisfaire leurs propres besoins dignement et à jouir de leurs droits humains, notamment du droit à une alimentation adéquate (Haini *et al.*, 2022).

C'est la raison pour laquelle on insiste beaucoup plus, depuis une dizaine d'années, sur la nécessité d'avoir des politiques, des stratégies et des programmes de protection des travailleurs (concernant par exemple la santé et la sécurité au travail, la réglementation des horaires de travail et des salaires, ou encore la protection de la maternité) qui protègent à la fois les droits du travail et les droits humains des travailleurs des systèmes alimentaires (Rantanen, Muchiri and Lehtinen, 2020). Le premier Cadre global d'action actualisé de 2010 de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et la 97^e session de la Conférence internationale du Travail soulignent le besoin de dispositifs de protection sociale et de protection des travailleurs qui reconnaissent le droit à l'alimentation et le droit à un travail décent si l'on veut atténuer l'insécurité nutritionnelle et alimentaire

ENCADRÉ 12: APPROCHES TERRITORIALES: LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VILLE-RÉGION À QUITO (ÉQUATEUR)

Le système alimentaire ville-région offre un bon exemple d'approche territoriale. Il consiste à prendre comme unité d'analyse et de planification un territoire formé d'une ou plusieurs villes (pouvant être de petite taille), de leurs zones périurbaines et des bassins ruraux ou «bassins alimentaires» auxquels elles sont reliées. Sont pris en compte différents flux à l'intérieur de la région, tels que le flux de denrées alimentaires et de travailleurs depuis les zones rurales et périurbaines vers la ville, le flux de déchets sortant de la ville, et le flux de capitaux allant des villes vers le reste de la région. La cartographie de ces flux mais aussi des infrastructures (marchés, routes, installations de stockage, etc.), des caractéristiques démographiques et socioéconomiques (terres autochtones, par exemple) et des caractéristiques géographiques et agricoles (utilisation des terres et potentiel agricole, par exemple) permet une approche holistique de la planification régionale. Par exemple, sous les auspices du programme de la FAO Aliments pour les villes, la ville de Quito (Équateur) a adopté une approche territoriale et élaboré en concertation avec les parties concernées une vision devant conduire à un système et une stratégie alimentaires plus durables et résilients. Le programme comprend d'autres initiatives ville-région à Toronto (Canada), Medellin (Colombie), Utrecht (Pays-Bas), Colombo (Sri Lanka) et Kitwe et Lusaka (Zambie) (FAO, 2018).

Sources: Blay-Palmer, A., Santini, G., Dubbeling, M., Renting, H., Taguchi, M., et Giordano, T. 2018. Validating the City Region Food System Approach: Enacting Inclusive, Transformational City Region Food Systems. *Sustainability*, 10(5): 1680; et FAO. 2018. *City Region Food System Toolkit: Assessing and planning sustainable city region food systems*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

(HLTF, 2010; ILO (OIT), 2008). Le lien entre travail décent et sécurité alimentaire et nutrition a été réaffirmé par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ces dernières années (Fakhri, 2023).

Les études de cas sur la mise en œuvre de la loi nationale Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural en Inde (Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act) (India Ministry of Rural development, 2005), de la stratégie Fome Zero (Faim zéro) au Brésil (FAO, 2011) et des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes créées par la FAO (FAO, 2023) montrent combien les synergies entre les interventions ciblées sur le droit à une alimentation adéquate et celles ciblées sur le droit à un travail décent contribuent puissamment à la sécurité alimentaire à long terme, à la réduction des inégalités et à la croissance durable, en particulier pour les populations vulnérables (FAO, 2012; Termine and Huambachano, 2022).

5.3.3 APPROCHES TERRITORIALES DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET POLITIQUE ET PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Certaines des grandes inégalités examinées dans le présent rapport ont une forte dimension spatiale, par exemple les disparités et connexions entre zones

rurales et urbaines, et les problèmes posés par l'éloignement. Or, pour une bonne part, les politiques agroalimentaire, de développement rural et de sécurité alimentaire et nutrition sont conçues de façon sectorielle (par exemple, la politique agricole pour augmenter les disponibilités, et la politique de protection sociale pour améliorer l'accès), ou sur la base des frontières administratives (Cistulli, Heikkilä and Vos, 2016). Les approches territoriales, au contraire, prennent en compte et exploitent les interdépendances spatiales et donnent une importance centrale à la diversité des ressources et des populations à l'intérieur des territoires dans le travail de planification (IFAD, 2015). L'ENCADRÉ 12 en donne un exemple.

Ce type d'approches territoriales permet de prendre en compte et d'intégrer dans la planification différents types d'inégalités ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, les petits agriculteurs d'une ville-région peuvent avoir du mal (par rapport aux plus gros producteurs) à approvisionner des chaînes de valeur sophistiquées desservant des consommateurs privilégiés, au niveau mondial ou dans les grandes villes. Dans le même temps, les petites villes ou les villes de taille moyenne en pleine croissance dans une région ne parviennent pas toujours à satisfaire leur demande en aliments nutritifs, tandis que de nombreuses chaînes de valeur modernes sont capables d'approvisionner les marchés mondiaux ou

des grandes villes. Dans cet exemple, une approche territoriale peut permettre de trouver des possibilités de développer ces petits marchés en privilégiant les petits producteurs de la région. Cela peut demander des investissements stratégiques dans des infrastructures commerciales et de transport, des entrepôts frigorifiques et des installations de transformation (IFAD, 2015).

Il n'est pas question toutefois d'abandonner tous les marchés distants au profit des marchés locaux. Les approches territoriales ne sont pas la panacée à tous les problèmes des systèmes alimentaires. Dès 2006, (Born and Purcell, 2006) mettaient en garde contre le «piège du local», à savoir partir du principe que le localisme appliqué aux systèmes alimentaires rendrait forcément ces derniers plus durables et justes. La solution est plutôt de panacher

judicieusement les marchés locaux et distants en exploitant les avantages des deux afin de maximiser les possibilités, de réduire les inégalités et de renforcer la résilience (Wood *et al.*, 2023).

5.3.4 PRISE EN COMPTE DE L'ÉQUITÉ DANS LE DOMAINE DU STOCKAGE, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRES

En réalisant des investissements stratégiques dans des infrastructures de stockage, de transport rural et de commercialisation, les pouvoirs publics peuvent contribuer à réduire les distances économiques et les coûts que doivent supporter les petits acteurs des chaînes de valeur (agriculteurs, commerçants et autres), à diminuer les pertes de denrées

ENCADRÉ 13:

DES PETITES INSTALLATIONS SOLAIRES POUR RÉDUIRE LES PERTES ALIMENTAIRES ET AMÉLIORER LES RÉSULTATS POUR LES PRODUCTEURS, LES COMMERÇANTS ET LES CONSOMMATEURS

Réduire les pertes alimentaires et améliorer la sécurité sanitaire des aliments, en particulier pour les denrées périssables très nutritives comme les fruits et les légumes et les aliments d'origine animale, peut contribuer notablement à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et cela d'autant plus que la hausse des températures va accroître les problèmes de périssabilité et de sécurité sanitaire des aliments. Or, la plupart des technologies utilisées par le passé, par exemple pour le stockage au froid, ont été mises au point pour répondre aux besoins des produits à valeur élevée et des grands acteurs du système alimentaire, et elles consomment beaucoup d'énergie. Aujourd'hui, les petits équipements solaires offrent des solutions équitables et durables permettant de limiter les pertes alimentaires et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Des congélateurs solaires pour la filière pêche aux Îles Salomon: Les habitants des Îles Salomon dépendent de la pêche pour vivre. L'isolement géographique des îles et des marchés pose un problème majeur aux petits pêcheurs qui ont besoin de vendre leurs prises. Rompant avec les actions habituelles dans ce domaine, menées de façon centralisée, à grande échelle et par et pour les hommes, WorldFish a mis en place une intervention avec WARA (West Area Rokotanikeni Association), une organisation locale de femmes. Dans ce cadre, des congélateurs solaires ont été installés dans les villages et sont gérés par des comités de femmes. L'intervention a contourné le besoin de source d'électricité fiable et permis aux pêcheurs et aux commerçants de louer des espaces dans les congélateurs pour stocker leurs poissons à vendre.

Des séchoirs solaires pour conserver les fruits et les légumes en Afghanistan: Les techniques de séchage contribuent depuis longtemps à améliorer l'accès aux fruits et aux légumes en Afghanistan, particulièrement après les périodes de récolte et pendant les intersaisons. Mais les techniques traditionnelles de séchage à l'air libre demandent souvent beaucoup de main d'œuvre et présentent des risques de contamination. En 2020, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a travaillé avec le Gouvernement afghan pour mettre en place des séchoirs solaires simples et de petite taille permettant de faciliter le séchage et de réduire les contaminations. Traditionnellement chargées de transformer les produits frais après récolte, les femmes ont bénéficié d'une formation dans le cadre du projet, favorisant l'équité de par sa petite échelle et son faible contenu technologique.

Sources: Cooper, G., et Shankar, B. 2022. Do climate-resilient market systems hold the key to transforming access to nutrient-dense foods?; Feed the Future. 2019. The Cool Women of Malaita: Solar-Powered Freezers Make Money for Rural Women in Solomon Islands | Agrilinks; PNUD. 2020. Solar Dryers: Less Work More Income. Dans: Pro-gramme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Consulté le 25 mai 2023; Shankar, B., Poole, N., et Bird, F.A. 2019. Agricultural inputs and nutrition in South Asia. Food Policy, 82: 28-38.

périssables, et ainsi à améliorer la disponibilité et l'abordabilité des produits alimentaires dans un large territoire.

Des études conduites en Éthiopie (Rammelt and Leung, 2017), en Inde (Cooper *et al.*, 2021) et au Kenya (Chege, Andersson and Qaim, 2015) indiquent que l'amélioration des transports ru-raux, en assurant un accès fiable aux routes, est corrélé positivement à l'inclusion des petits producteurs aux marchés. Les résultats d'expériences menées au Kenya (Huss *et al.*, 2021) et en République-Unie de Tanzanie (Brander, Bernauer and Huss, 2021) montrent que l'accès à des équipements de stockage plus performants (par exemple des sacs hermétiques) a permis aux ménages de ne pas se trouver en situation d'insécurité alimentaire lors des pénuries saisonnières et des problèmes d'approvisionnement liés à la covid 19. Des petits équipements d'entreposage frigorifique fonctionnant aux énergies renouvelables et d'autres technologies de conservation des denrées alimentaires peuvent jouer un rôle important en améliorant les moyens de subsistance et l'accès à des aliments périssables très nutritifs pour les segments de population plus modestes (ENCADRÉ 13).

Les investissements dans les infrastructures doivent prendre en compte la dimension stratégique des marchés territoriaux (décrits dans la section précédente). Par exemple, en investissant dans des routes connectant les zones rurales à des villes de taille moyenne (au lieu de ne s'intéresser qu'aux autoroutes nationales menant aux grandes villes) et en créant ou en modernisant des infrastructures commerciales, comme des entrepôts frigorifiques dans ces villes de taille moyenne, il est possible de créer de meilleures conditions pour attirer des flux de denrées alimentaires nutritives. Enfin, des investissements dans des infrastructures rurales, notamment dans des solutions abordables de petite dimension, peuvent augmenter les revenus des populations rurales dans leur ensemble et aider à atténuer les inégalités de revenu entre ruraux et citadins, avec des répercussions positives sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Il est important de développer des secteurs de la transformation alimentaire d'une manière équilibrée, au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cela implique de prendre en compte les déséquilibres de pouvoir et de ressources entre les petites et les grandes entreprises, et de mettre en place des incitations pour encourager les activités de transformation favorisant la sécurité alimentaire

et la nutrition. Des investissements stratégiques sont indispensables pour encourager les MPME à se lancer dans des activités de transformation qui conservent les aliments et les éléments nutritifs et les enrichissent, par exemple en proposant des prêts à taux réduit et en facilitant l'accès à des infrastructures grâce à des parcs agroalimentaires. En même temps, il est important de mettre au point et d'appliquer des normes plus strictes concernant la teneur des aliments en nutriments, en particulier les lipides, le sel et le sucre.

5.3.5 MEILLEURS SYSTÈMES D'INFORMATION, EXPLOITANT LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

On sait que la diffusion rapide de technologies mobiles et internet relativement abordables peut aider à égaliser les chances entre les acteurs des systèmes alimentaires (Aker, 2011; Deichmann, Goyal and Mishra, 2016). Les agriculteurs qui ont accès à des services de vulgarisation numériques sur un téléphone portable sont plus susceptibles d'adopter de nouvelles pratiques de production recommandées (Cole and Fernando, 2021; Fu and Akter, 2016). Les services de vulgarisation numériques pallient les problèmes liés à l'isolement et au coût d'intervention à grande échelle en rendant possible la diffusion d'informations sur un vaste territoire au moyen d'une simple touche (Bellemare, Bloem and Lim, 2022). Les données montrent que le fait pour les agriculteurs d'avoir accès pratiquement en temps réel aux prix du marché en aval peut les aider en réduisant le pouvoir de fixation des prix des intermédiaires (Oura and Kouassi, 2015). Des informations largement accessibles pour un coût modique sur les prix pratiqués dans différents marchés contribuent à réduire les inégalités régionales sur le plan des disponibilités alimentaires et de leur caractère abordable. Par exemple, si les prix alimentaires augmentent tout à coup dans une région, les vendeurs informés rapidement de la hausse vont être incités à envoyer leurs stocks vers la région en question, ce qui stabilisera la disponibilité et les prix pour les consommateurs.

Les systèmes d'information numériques posent néanmoins des problèmes, d'ordre aussi bien individuel (illettrisme numérique, méfiance dans la technologie, par exemple) que systémique (accès à une source d'électricité et couverture des réseaux mobiles, par exemple) (Coggins *et al.*, 2022). Pour remédier à ces inégalités, les études

ENCADRÉ 14: DES SERVICES DE VULGARISATION AGRICOLE PAR VIDÉO ATTENTIFS À L'ÉQUITÉ EN ÉTHIOPIE, EN INDE ET AU KENYA

Digital Green est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale qui a innové en proposant des services de vulgarisation par vidéo en Éthiopie, en Inde et au Kenya, entre autres. Une caractéristique importante de sa stratégie est d'utiliser des vidéos produites par et pour les agriculteurs, exactement adaptés à leurs besoins locaux, en faisant appel à des figures locales respectées pour susciter l'intérêt et donner un maximum de poids aux messages. En s'adressant principalement aux petits producteurs et aux organisations d'agriculteurs, ces services vont dans le sens d'une plus grande équité, en particulier en faveur des femmes et des populations les plus vulnérables. Depuis sa fondation en 2006, Digital Green est intervenue au-près de plus de 4,1 millions d'agriculteurs (dont 70 pour cent de femmes), collaborant avec des partenaires nationaux comme la Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux et le Ministère de l'agriculture en Inde, l'Institut éthiopien pour la transformation agricole et l'Organisation kényane de recherche dans l'agriculture et l'élevage. Des études indépendantes ont montré que leur méthode reposant sur des vidéos présentait un bien meilleur rapport coût-efficacité que les services de vulgarisation classiques et augmentait les revenus des agriculteurs. L'utilisation de vidéos pour diffuser des contenus sur la nutrition faisant appel à des méthodes participatives s'est révélée prometteuse aussi pour améliorer la qualité de l'alimentation des mères et des enfants.

Sources: Abate, G.T., Bernard, T., Makhija, S., et Spielman, D.J. 2023. Accelerating technical change through ICT: Evidence from a video-mediated extension experiment in Ethiopia. *World Development*, 161: 106089; Kadiyala, S., Harris-Fry, H., Pradhan, R., Mohanty, S., Padhan, S., Rath, S., James, P., et al. 2021. Effect of nutrition-sensitive agriculture interventions with participatory videos and women's group meetings on maternal and child nutritional outcomes in rural Odisha, India (UPAVAN trial): a four-arm, observer-blind, cluster-randomised controlled trial. *The Lancet Planetary Health*, 5(5): e263-e276; Vasilaky, K., Toyama, K., Baul, T., et Karlan, D. 2015. *Learning Digitally: Evaluating the Impact of Farmer Training via Mediated Videos*. 2015.

montrent que la vulgarisation numérique peut être plus efficace lorsqu'elle est combinée à des méthodes présentielles, notamment l'intervention de spécialistes locaux aptes à donner des conseils personnalisés sur l'utilisation des technologies (Fu and Akter, 2016), la participation d'utilisateurs finals potentiels au développement collaboratif des plateformes numériques, et des programmes tenant compte des différences d'accès à la technologie au niveau des ménages entre les femmes et les hommes (Dhehibi *et al.*, 2022). Il importe également de personnaliser le contenu et de prendre en compte les besoins particuliers des communautés défavorisées et d'investir dans des infra-structures numériques dans les zones isolées et négligées (ENCADRÉ 14).

Il est important également de mettre au point des stratégies aux niveaux mondial et national pour améliorer la démocratie dans la sphère du numérique plus généralement, dans l'optique d'assurer une plus grande souveraineté des données, en particulier pour les acteurs des systèmes alimentaires qui sont de petite taille, marginaux ou défavorisés (Hackfort, 2021).

5.4 LEVIERS D'ACTION PERMETTANT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES ET LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

5.4.1 PLANIFICATION ET GOUVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT DU COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL

La planification et la gouvernance de l'environnement du commerce alimentaire de détail offrent un moyen de corriger plusieurs inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Des interventions très diverses ont été mises en place dans un grand nombre de zones urbaines pour faire en sorte que l'environnement alimentaire fournisse des aliments abordables, nutritifs, sûrs

et culturellement appropriés à tous les résidents et régler l'accès aux produits alimentaires moins bons pour la santé. Certaines n'ont pas cherché à remédier aux asymétries de pouvoir existant dans le système alimentaire (c'est le cas, par exemple, des dispositifs d'incitation encourageant l'installation de grands magasins d'alimentation dans les quartiers modestes), tandis que d'autres ont visé plus ouvertement à améliorer à la fois l'accès et l'agencité (par exemple en prévoyant des espaces où les vendeurs de rue puissent s'installer sans risques).

Cette section examine quatre domaines d'intervention portant sur la planification et la gouvernance de l'environnement du commerce alimentaire de détail. Le premier concerne les interventions fondées sur les données de vécu pour permettre aux environnements du commerce alimentaire de détail de satisfaire les besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Après avoir beaucoup misé sur l'accès à des supermarchés comme solution contre l'insécurité alimentaire, on s'efforce depuis peu d'envisager de façon plus globale la planification et la gouvernance du commerce alimentaire de détail, en ayant recours à des processus tels qu'une cartographie générale des ressources alimentaires à Toronto (Baker, 2018) et une cartographie des environnements alimentaires fondée sur les données de vécu, réalisée par Gehl Architects dans différentes villes (voir par exemple Gehl Architects (2021)). Cette démarche conduit à des politiques et des mesures d'aménagement plus intégrées visant à créer des environnements alimentaires assurant une plus grande égalité d'accès à une alimentation saine. Aux États-Unis par exemple, la ville de Birmingham (Birmingham City Council, (2019)) a voté un arrêté municipal pour remédier à plusieurs problèmes de zonage relatifs à l'accessibilité de produits frais et d'aliments sains dans l'ensemble de la ville, à la fois en améliorant l'accès à des aliments sains et en appliquant une stratégie d'aménagement préventive destinée à limiter le nombre de commerces vendant des produits alimentaires moins bons pour la santé. Les réseaux alternatifs d'approvisionnement alimentaire (comme l'agriculture soutenue par la communauté, les marchés de producteurs et les jardins communautaires) peuvent potentiellement créer un accès plus équitable à des produits alimentaires sains si, et seulement si, le programme est délibérément conçu dans une optique d'équité (Allen, 2010; Horst, McClintock and Hoey, 2017).

Le deuxième domaine d'intervention est la planification anticipative des environnements alimentaires dans les zones en forte croissance. Compte tenu du rythme d'urbanisation rapide dans de nombreuses régions du monde, il est essentiel de planifier les environnements alimentaires au fur et à mesure de l'expansion des zones urbaines afin d'assurer un accès équitable à la nourriture, en particulier parce que beaucoup de nouveaux citoyens sont pauvres et installés en périphérie des villes. À Nanjing (Chine), à mesure que la ville grandit et que de nouveaux quartiers d'habitation se construisent, les services d'urbanisme ont l'obligation d'intégrer de nouveaux marchés qui sont ouverts dès qu'un nombre défini de logements est dépassé. Cette obligation fait partie de tout un ensemble de mesures de planification des environnements alimentaires (Zhong *et al.*, 2021). De même, à Dar es Salam, le plan directeur 2016-2036 prévoit que chaque secteur urbain d'environ 24 000 habitants et 48 hectares ait des marchés et des commerces dans le cadre des services de base fournis. Le plan prévoit aussi des entreprises de services à domicile, des commerces le long des grands axes et des nœuds de transport, et des terrains pouvant accueillir des entreprises de différents secteurs émergents, notamment dans la transformation alimentaire (Wegerif and Kissoly, 2022).

Le troisième domaine d'intervention est l'élaboration d'outils de planification et de mesures permettant d'intégrer les commerces informels dans l'environnement alimentaire. La mise en place d'un cadre d'action favorable à ces commerces crée un environnement alimentaire plus inclusif, favorise l'accès des pauvres à une alimentation saine, et améliore potentiellement la sécurité sanitaire des aliments. En Inde par exemple, une loi adoptée en 2014 qui réglemente notamment les activités des vendeurs de rue (le Protection of Livelihood and Regulation of Street Vending Act) offre un exemple de planification inclusive en faveur des commerces informels (Roever and Skinner, 2016). La loi crée des comités municipaux chargés du commerce, qui doivent être composés à 40 pour cent de vendeurs de rue. La loi reconnaît aussi les «marchés naturels» comme étant des «lieux où des vendeurs et des acheteurs se rassemblent traditionnellement» (Roever and Skinner, 2016, p. 370) et interdit aux comités municipaux chargés du commerce de classer ces marchés dans les espaces où le commerce n'est pas autorisé, ce qui signifie que les commerces ne pourront pas être déplacés dans des zones inaccessibles peu passantes. Ce modèle

répond aux besoins des habitants en termes d'accès et, du fait de l'approche de cogouvernance, donne de l'importance à la sécurité sanitaire des aliments, ce qui permet d'assurer l'accès des résidents modestes à des aliments sûrs, abordables et nutritifs.

Le dernier domaine d'intervention porte sur la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes particulièrement vulnérables. Par exemple, la République de Corée a adopté en 2009 une loi spéciale sur la protection de l'alimentation des enfants, qui crée des zones vertes dans lesquelles la vente de produits de restauration rapide et de sodas est interdite dans un rayon de 200 mètres autour de certains établissements scolaires (WHO, 2009). Une série d'arrêtés municipaux similaires ont été votés aux Philippines au début des années 2010. Les programmes de commandes publiques de denrées alimentaires saines sont un autre type d'interventions sur les environnements alimentaires qui favorisent l'équité (FAO *et al.*, 2022).

5.4.2 INTÉGRATION DES CONNAISSANCES COMPORTEMENTALES DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Vouloir réduire les inégalités suppose de placer l'humain au centre de la problématique afin de comprendre comment et pourquoi certaines personnes sont défavorisées par rapport à d'autres. Souvent, les circonstances qui séparent les groupes (comme le statut socioéconomique) sont aussi associées à des habitudes comportementales différentes (par exemple, les riches et les pauvres ne se comportent pas de la même façon). Il peut être utile de comprendre et de prendre en compte ces disparités de comportement pour concevoir des interventions destinées à réduire les écarts en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Ces dernières années, de nombreuses études ont été menées, en particulier dans le domaine de l'économie comportementale, pour comprendre comment les connaissances comportementales peuvent être exploitées dans les interventions et l'élaboration des politiques, notamment en matière de systèmes alimentaires (Just and Gabrielyan, 2016; Reisch, 2021).

Voici quelques exemples de cas où les connaissances comportementales peuvent aider à réduire les inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition:

- i. Les études indiquent que, dans certains contextes, le «biais du temps présent» – le fait que l'on accorde beaucoup moins de priorité aux avantages attendus à long terme qu'aux avantages immédiats – est plus accentué chez les pauvres que chez les personnes plus aisées. Si l'on veut encourager une alimentation saine, il peut être utile de réfléchir à des mesures qui remédient à ce problème comportemental.
- ii. Dans un ménage, les hommes et les femmes n'ont pas toujours les mêmes priorités concernant la qualité de l'alimentation, et les priorités qui prévalent dans le ménage peuvent dépendre de qui détient le plus de pouvoir. Les interventions qui tiennent compte de ce constat (par exemple, celles qui délivrent des messages nutritionnels ciblés sur certains membres bien précis du ménage, ou celles qui encouragent un processus décisionnel plus collaboratif au sein du ménage en matière d'alimentation) ont davantage de chances de donner de bons résultats.

Certains pays ont créé des services spécialement chargés d'aider à l'intégration des connaissances comportementales dans les processus d'élaboration des politiques. Au Royaume-Uni par exemple, l'équipe de la Behavioural Insights Team mise en place en 2010 a contribué à étayer un large éventail de décisions publiques en apportant des données comportementales. En 2014, elle a été transformée en entreprise sans but lucratif et a notamment donné des idées sur la manière d'utiliser la science comportementale pour promouvoir une alimentation durable (The Behavioural Insights Team, 2020).

5.4.3 PROTECTION SOCIALE

Les systèmes de protection sociale peuvent avoir des effets positifs sur la réduction des inégalités d'accès à la nourriture, à un revenu et à d'autres ressources (Travasso *et al.*, 2023). Les données dans ce domaine (on parle parfois de «protection sociale attentive à la nutrition») sont de plus en plus nombreuses (Gentilini, 2022), et il est maintenant largement admis que les systèmes de protection sociale constituent un élément essentiel d'une stratégie préventive ou redistributive globale de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. À la 110e session de la Conférence internationale du Travail (ILO, 2022b),

TABLEAU 2:
DIFFÉRENTES FORMES DE PROTECTION SOCIALE ET LEUR UTILITÉ POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

OBJECTIFS	TYPES D'INTERVENTION	UTILITÉ POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION
Protection (Porter secours aux personnes en situation de dénuement)	Assistance sociale (aides monétaires, repas scolaires, transferts alimentaires, etc.)	Les transferts monétaires et alimentaires peuvent éviter directement l'insécurité alimentaire. Ils peuvent être complétés par des dispositifs d'éducation et d'accompagnement en matière de pratiques d'alimentation, de diversité alimentaire et de nutrition en général, ciblés notamment sur la croissance des enfants.
Prévention (Éviter le dénuement)	Assurance sociale (assurance maladie, assurance chômage, etc.)	Aider les familles à faire face à des crises qui risqueraient sinon de les plonger dans le dénuement ou leur faire perdre des sources de revenus. Les assurances-récolte peuvent aider les producteurs à traverser des périodes difficiles (mauvaise saison, invasion de nuisibles ou maladie).
Développement (Améliorer les revenus et les capacités)	Génération de revenus (microcrédit, moyens de production, emploi, formation et accompagnement, etc.)	Les moyens de production peuvent souvent concerner la production alimentaire (bétail ou volaille, par exemple). Le microcrédit peut aider les plus pauvres à surmonter l'exclusion financière qui les empêche d'accéder aux intrants (engrais, semences, irrigation, mécanisation...). La formation peut porter aussi sur des activités rurales rémunératrices non agricoles pour permettre aux petits exploitants de diversifier leurs revenus.
Transformation (Remédier aux problèmes d'équité sociale et d'inclusion)	Actions antidiscrimination, campagnes de sensibilisation, modifications législatives et réglementaires visant à protéger les plus vulnérables	Associées à différentes mesures de protection, de prévention et de développement, les mesures de transformation peuvent aider à s'attaquer aux causes tant immédiates (manque de revenu et de nourriture) que profondes.

Source: Auteurs du présent document, à partir des analyses de Devereux, S., et Sabates-Wheeler, R. 2004. Transformative social protection; HLPE. 2012. *Sécurité alimentaire et changement climatique*. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome (Italie), FAO; et analyses complémentaires des auteurs.

92]

les États membres ont appelé à mettre en place des systèmes de protection sociale universels, adéquats, complets et durables, l'OIT recommandant des ensembles définis au niveau national de garanties élémentaires de sécurité sociale apportant une protection contre la pauvreté et les problèmes de santé tout au long de la vie au moyen d'un ensemble de mesures et de programmes, comprenant la protection des droits des travailleurs.

La protection sociale en rapport avec la sécurité sanitaire et la nutrition comporte diverses formes

d'assistance sociale (par exemple des transferts monétaires ou alimentaires, des repas scolaires), d'assurance sociale (par exemple, assurance-maladie ou assurance-chômage) et d'activités de développement économique ou génératrices de revenus (comme des dispositifs d'emploi des jeunes ou de formation), en fonction des objectifs recherchés qui peuvent être la protection, la prévention ou le développement (Gentilini, 2022; Ortiz, Kalaivani and Cummins, 2015) (TABLEAU 2).

Les évolutions des 20 dernières années ont également déplacé le débat vers des formes plus

transformatrices de protection sociale ciblant expressément les problèmes d'équité (Devereux and Sabates-Wheeler, 2004) et attiré l'attention sur les modèles de «sortie progressive» (graduation) qui prévoient habituellement l'apport échelonné de différentes aides aux plus pauvres (Devereux and Sabates-Wheeler, 2015; Gentilini, 2022).

On dispose de plus en plus d'éléments sur les liens entre la protection sociale et la sécurité alimentaire et la nutrition depuis une dizaine d'années. De nombreux travaux se sont intéressés aux moyens utilisables pour intégrer davantage l'aspect nutritionnel dans la protection sociale, bien que les données soient encore mitigées et montrent qu'il n'existe pas de solution universelle (Barnett *et al.*, 2022; Drimie and Yosef, 2016; Groot *et al.*, 2016; Manley *et al.*, 2020; Olney *et al.*, 2022). D'après une analyse systématique portant sur 74 études, les transferts monétaires ont amélioré la croissance linéaire des enfants et diminué les retards de croissance par différents biais, notamment en augmentant l'accès à des aliments très nutritifs diversifiés (Manley *et al.*, 2020). D'autres études ont comparé différentes modalités d'aide (argent, nourriture, bons d'alimentation) et constaté que la solution la plus efficace dépendait du contexte (Hoddinott *et al.*, 2013). Certains chercheurs ont soulevé des points importants en termes d'équité à propos de la protection sociale axée sur la nutrition, à savoir que les interventions ne doivent pas représenter une trop grande charge temporelle pour

les pauvres lorsqu'ils ont déjà de nombreuses autres tâches à gérer. Cela peut être le cas par exemple de beaucoup d'interventions ciblées principalement sur les mères, surtout lorsqu'elles se trouvent déjà marginalisées (Barnett *et al.*, 2022; Caillavet *et al.*, 2022; Gillespie, 2016). Dans ces situations, fixer des conditions sévères (prévoir par exemple que les familles perdent leur aide si les enfants ne vont plus à l'école) est apparu critiquable au motif que cela aggraverait la situation des communautés vulnérables au lieu de la soulager (Cookson, 2018; Gillespie, 2016).

La protection sociale est un levier qui a été particulièrement actionné durant les crises alimentaires mondiales (GloPan, 2020; HLPE, 2020) comme celle de 2007-2008 et face à la pandémie de Covid 19. Là où il existe de bonnes capacités systémiques (PAM), la protection sociale peut offrir une solution rapide à une flambée des prix alimentaires ou à la perte de revenus ou de moyens de subsistance en raison de chocs d'ordre environnemental, politique ou économique. Mais il faut être très attentif aux erreurs d'exclusion (lorsque des personnes répondant aux critères d'admissibilité ne sont pas incluses), en particulier lorsque les crises s'étendent et touchent des secteurs économiques qui ne devraient pas l'être, comme on l'a vu dans beaucoup de pays (CUL [Colombo Urban Lab], 2023). Il peut alors être nécessaire de renforcer l'enveloppe budgétaire allouée à la protection sociale (ENCADRÉ 15), et cela est possible avec une analyse

ENCADRÉ 15: COUP DE PROJECTEUR SUR LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE

En place depuis longtemps dans les pays de l'OCDE, les programmes de protection sociale jouent un rôle important dans les pays à revenu élevé, qui leur consacrent plus de 12 pour cent du PIB en moyenne (dont plus de 5 pour cent pour l'assistance sociale à elle seule) – un pourcentage de l'économie qui est resté relativement constant au cours des 40 dernières années. Du côté de l'Amérique latine, l'assistance sociale a augmenté dans beaucoup de pays depuis les années 1990 (notamment dans le cadre de programmes de transferts monétaires conditionnels). La protection sociale progresse aussi en Asie. En Afrique, par contre, malgré le développement des programmes de transferts monétaires en Afrique subsaharienne, les montants dépensés restent faibles. En moyenne, les pays africains consacrent seulement 1 pour cent du PIB à l'assistance sociale. Si l'on regarde de plus près le pourcentage des dépenses qui, en Afrique, vont aux habitants les plus pauvres et les plus vulnérables, et en particulier aux ménages ruraux et agricoles, la situation est plus complexe: les dépenses d'assistance sociale sont généralement progressives (elles bénéficient davantage à la moitié de la population la plus pauvre), mais ce n'est pas le cas dans les ménages agricoles, où les dépenses sociales ont tendance à profiter davantage aux ménages plus aisés, ce qui veut dire que des mesures complémentaires doivent être prises pour cibler le secteur agricole rural.

précise des dépenses existantes, sans réduire les autres formes de dépenses sociales (Ortiz, Kalaivani and Cummins, 2015).

5.5 ENVIRONNEMENTS FAVORABLES, CONTEXTE GÉNÉRAL ET GOUVERNANCE

5.5.1 PRISE EN COMPTE DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION DANS LES PROCESSUS D'ÉLABORATION DES POLITIQUES, DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition est souvent le résultat d'inégalités dans des facteurs extérieurs au système alimentaire et de l'interaction de ces inégalités avec celles existant au sein du système alimentaire. La communauté internationale est consciente depuis longtemps de la nécessité d'intégrer la dimension nutritionnelle dans les interventions et d'adopter une approche intégrée de la santé «en réunissant les fonctions communes à l'intérieur et entre les organisations pour résoudre les problèmes communs, en travaillant à partager la même vision et les mêmes objectifs et en utilisant des technologies et des ressources communes pour atteindre ces objectifs» (WHO, 1996). Il a également été proposé que les politiques soient attentives à l'équité et réfléchissent pour cela à la redistribution, à la reconnaissance et à la représentation (dans tous les domaines, y compris ceux ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition) (Nisbett, Harris *et al.* 2022).t

De plus en plus de voix s'élèvent également pour réclamer une «gouvernance au service de la nutrition» et non uniquement une «gouvernance de la nutrition» (Friel *et al.*, 2017). La gouvernance au service de la nutrition est plus large que la gouvernance de la nutrition et se définit comme étant le processus par lequel on exploite ou on atténue l'impact sur la nutrition des politiques menées dans d'autres domaines. De même, la gouvernance au service de la nutrition suppose d'accorder plus d'attention à l'alimentation dans la planification et la politique publique (Haysom, Battersby and Park-Ross, 2020). Les interventions axées sur la nutrition comprennent par exemple: les investissements dans le domaine de l'eau, l'assainissement et

l'hygiène, la planification familiale, l'autonomisation des femmes et le développement du jeune enfant. Les domaines de la planification et de la politique publique axées sur l'alimentation comprennent par exemple: la planification des transports, l'élaboration de schémas directeurs, les codes de construction des habitations, et les politiques en matière d'infrastructures vertes. Intégrer davantage la question de l'équité dans la gouvernance peut passer par diverses formes de décentralisation et d'initiatives visant à rapprocher le pouvoir du peuple (Baker *et al.*, 2018; Milsom *et al.*, 2021; Zaidi *et al.*, 2018b). Il peut s'agir de processus décisionnels ou démocratiques locaux à réactiver sous une forme ou une autre, par exemple, au niveau des systèmes alimentaires municipaux (Rocha and Lessa, 2009). La gouvernance au service de systèmes alimentaires équitables ne relève pas toujours que de l'État: l'action militante, les manifestations et même les émeutes sont autant de moyens importants utilisés par les populations pour réclamer des systèmes alimentaires plus équitables (Baker *et al.*, 2018; Hossain and Scott-Villiers, 2017; Walls and Smith, 2015; Zaidi *et al.*, 2018b). D'autres formes de militantisme consistent à porter ces questions devant des instances officielles, comme l'ont fait le Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir et le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones du CSA, qui ont coordonné les contributions de la société civile et fait entendre la voix des groupes marginalisés dans les structures décisionnelles. Parmi les actions menées au niveau local en matière d'équité alimentaire, on peut citer les mouvements pour une autre alimentation (Sage, Kropp and Antoni-Komar, 2020), l'accès au monde juridique pour défendre les droits (Dancer, 2018), et le plaidoyer par des voies plurielles (Jurkovich, 2020), qui peuvent toutes être considérées comme des formes de militantisme. Pour remédier aux inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, il est possible d'agir aussi sur l'équité dans la fourniture et la planification des infrastructures (Gilbert, Eakin and McPhearson, 2022).

Pour que les répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition soient maximales, il est important que l'élaboration, la planification et la programmation des interventions ciblées sur la nutrition et l'alimentation (qui s'attaquent aux facteurs immédiats de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition) se fassent en lien avec l'élaboration, la planification et la programmation des interventions axées sur la nutrition et l'alimentation (qui s'attaquent aux facteurs systémiques de

l'insécurité alimentaire et de la malnutrition) (Ruel, Alderman, and Maternal and Child Nutrition Study Group, 2013). Cela suppose l'existence de processus de gouvernance transversaux. Jusqu'à présent, ce type de démarche a surtout bien fonctionné au niveau de la gouvernance infranationale, où les services gouvernementaux sont généralement moins cloisonnés que dans les administrations centrales. Le site web du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain donne des exemples de bonnes pratiques sur la gouvernance transversale (Forster *et al.*, 2015). Les efforts faits pour promouvoir des mesures attentives à l'alimentation peuvent se heurter à des difficultés, notamment le chevauchement des mandats et le manque de moyens. La municipalité du Cap a su remédier à ce

problème en créant un groupe de travail transversal sur les systèmes alimentaires et en réalisant un travail de cartographie des mandats ayant montré comment l'alimentation et la nutrition recouvraient certains mandats et processus de programmation existants (FAO, 2022d).

Plusieurs processus ont été décrits comme permettant de rendre les politiques publiques attentives à l'équité. L'OMS (2014) met l'accent sur les inégalités et suggère de chercher en priorité à améliorer les indicateurs sanitaires chez les plus défavorisés, réduire l'écart entre les plus favorisés et les plus défavorisés, aplanir le gradient dans l'ensemble de la population, et veiller à ce que les mesures décidées n'aggravent pas les inégalités.

ENCADRÉ 16:

AU MEXIQUE, UNE TAXE SUR LES BOISSONS CONTENANT DES SUCRES AJOUTÉS

En 2012, le Mexique figurait parmi les pays dont les taux de mortalité et de morbidité attribués à la consommation excessive de sucre étaient les plus élevés (Gutiérrez *et al.*, 2012; Organisation panaméricaine de la santé, 2015; Sigh *et al.*, 2015). Pour réduire la charge des maladies non transmissibles, les autorités ont instauré en 2014 un droit d'accise sur les boissons contenant des sucres ajoutés, égal à 1 peso mexicain par litre (environ 10 pour cent du prix de détail de ces boissons) (Camara de Diputados LXII Legislatura, 2013). Plusieurs facteurs ont concouru à l'élaboration et à l'application de cette taxe: le manque de résultats des mesures d'autoréglementation des entreprises, le haut niveau de prévalence des maladies non transmissibles dans le pays; l'arrivée d'un nouveau gouvernement à la recherche de sources de recettes supplémentaires; et des campagnes de plaidoyer de la société civile (Carriedo Lutzenkirchen, 2018). Les recettes tirées de cette taxe ont été investies dans des interventions encourageant une alimentation saine, notamment des campagnes de sensibilisation des consommateurs visant à faire évoluer les comportements et des interventions structurelles destinées à améliorer la mise à disposition d'eau potable dans les établissements scolaires et les collectivités. L'affectation de recettes fiscales à ce type d'interventions est l'une des répercussions positives de la taxe ayant été mise en évidence, qui a motivé son maintien malgré l'opposition des grands fabricants de sodas et d'autres acteurs du secteur (Colchero *et al.*, 2016; Thow *et al.*, 2018).

Un an après l'instauration de la taxe sur les boissons contenant des sucres ajoutés, des effets positifs manifestes étaient observés, par exemple une baisse des achats des boissons taxées et une augmentation des achats d'eau. Colchero *et al.* (2016; 2017) ont constaté que les ventes de boissons taxées avaient reculé de 6 pour cent par rapport aux prévisions attendues en l'absence de taxe, et les baisses ont continué de s'accroître pour atteindre 12 pour cent fin 2014. Les diminutions ont été encore plus importantes chez les ménages des catégories socioéconomiques inférieures où elles se sont établies en moyenne à 9,1 pour cent, et où elles ont atteint 17,4 pour cent la même année. Les baisses moyennes s'élevaient à 4 pour cent en milieu rural et 6,3 pour cent en milieu urbain. Les achats d'eau ont augmenté de 16,2 pour cent et étaient même plus élevés chez les ménages à faible revenu et urbains (Colchero *et al.*, 2016; Colchero, Molina et Guerrero-López, 2017).

Malgré ses bons résultats, la taxe mexicaine sur les boissons contenant des sucres ajoutés a rencontré des difficultés politiques, dues principalement aux pressions permanentes exercées à son encontre par les entreprises industrielles. Face à la situation, des ONG, des scientifiques et des groupes de pression politiques se sont alliés pour contrer l'opposition des groupes industriels (James, Lajous et Reich, 2020). En continuant d'appliquer les principes de bonne gouvernance et de prendre des mesures législatives avec le soutien de grandes coalitions multisectorielles, le Mexique continuera de gagner du terrain sur les maladies non transmissibles (Carriedo Lutzenkirchen, 2018).

D'autres se concentrent davantage sur l'équité et proposent, pour concevoir des politiques équitables, de mettre en place des processus participatifs attentifs aux équilibres de pouvoir, en intégrant expressément d'autres voix dans les instances de réflexion et d'action afin de sensibiliser les systèmes et les espaces politiques ayant une incidence sur les groupes marginalisés (Cornwall, 2003).

5.5.2 CORRECTION DES ASYMÉTRIES DE POUVOIR DANS LA GOUVERNANCE

Des mesures spéciales peuvent être nécessaires pour corriger les asymétries de pouvoir qui existent lorsque des entreprises, en particulier en situation de monopole au niveau national ou d'oligopole au niveau mondial, font partie des instances décisionnelles (Baker *et al.*, 2018; Brooks, 2016; Mialon, 2020). La nature des processus multipartites, qui peuvent donner trop de pouvoir aux entreprises en matière de politique et de gouvernance des systèmes alimentaires, suscite des inquiétudes (IPES-Food, 2023b; McKeon, 2017). Trouver des moyens efficaces de gérer ces disparités de pouvoir n'est pas simple (Fanzo *et al.*, 2020). Il a été notamment proposé d'exploiter l'expérience du CSA dans la gestion de ces relations (par le biais de ses différents groupes représentant les entreprises et la société civile et de son interface) (Duncan and Claeys, 2018; Turnhout *et al.*, 2021), ou encore d'établir une convention-cadre sur les systèmes alimentaires (sur le modèle d'autres conventions internationales et des mesures de lutte contre le tabagisme) qui exclurait expressément les acteurs privés, étant donné le danger que constitue l'ingérence des entreprises industrielles dans les politiques de lutte contre l'obésité (Swinburn *et al.*, 2019). L'ENCADRÉ 16 illustre ces difficultés avec un exemple observé au Mexique.

Il importe aussi de reconnaître l'existence de ce type d'asymétries de pouvoir dans les processus décisionnels relatifs à l'utilisation des terres, en particulier dans des situations comme l'acquisition de terrains en vue d'investissements agricoles (ou pour l'extraction d'autres ressources, notamment minières, qui peut réduire les superficies affectées aux systèmes agricoles ou agroforestiers). Les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires énoncent la nécessité d'assurer «la consultation effective et utile des peuples autochtones, par l'intermédiaire des institutions qui les représentent, afin d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones» (FAO, 2018, p. 17)

pour prendre ce type de décisions (FAO, 2018c; Vallet *et al.*, 2019). La formule «effective et utile» implique le droit de dire non à de tels investissements lorsqu'ils ne seraient pas l'intérêt à long terme des populations concernées.

5.5.3 UNE COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE INTÉGRANT LA NUTRITION

Pour être efficaces, les interventions nutritionnelles doivent impérativement prendre en compte les inégalités à l'origine du double fardeau de la malnutrition: le coût trop élevé d'une alimentation saine pour certains segments de la population, l'influence des grands groupes agroalimentaires sur la prolifération de produits alimentaires dénués d'intérêt nutritif (Clapp et Scrinis, 2017), et d'autres facteurs socioéconomiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle à tous les niveaux de soins – communautaires, primaires et tertiaires – ouvre de multiples possibilités de corriger les inégalités à l'origine du double fardeau de la malnutrition. Compte tenu de l'universalité de ce double fardeau et de sa répartition inéquitable, il peut être particulièrement intéressant d'intégrer dans la couverture sanitaire universelle des actions nutritionnelles «à double effet». Les actions à double effet s'attaquent aux deux grandes charges de la malnutrition – la dénutrition et le surpoids/obésité, en fonction du contexte national. Il s'agit entre autres d'intervenir sur la nutrition maternelle et les mille premiers jours de vie de l'enfant et d'accélérer la mise en œuvre des recommandations de l'OMS sur les soins prénatals, fondées sur des données factuelles, afin de prévenir la malnutrition à un stade précoce de la vie (Hawkes *et al.*, 2020). Les principales stratégies intégrant la dimension de l'équité dans les actions à double effet visent notamment à:

- mettre en place des programmes donnant des conseils pour se nourrir sainement dans le cadre de l'accompagnement de la grossesse, utilisant notamment la communication pour le changement de comportement;
- cibler les populations présentant des taux de dénutrition élevés pour élargir aux mères les programmes d'alimentation d'appoint au moyen d'allocations monétaires ou de bons alimentaires;
- investir dans le développement d'environnements favorables pour protéger et soutenir l'alimentation au début de la vie (allaitement maternel et alimentation complémentaire);

- mettre en place des programmes de suivi de la croissance pour surveiller le surpoids chez l'enfant dans les contextes où ce problème est en progression;
- prendre des mesures pour promouvoir les alimentations saines et prodiguer des conseils, en suivant de près et en ciblant convenablement la fourniture d'aliments enrichis et de compléments alimentaires.

Quelles que soient les interventions menées pour atténuer les inégalités du double fardeau de la malnutrition, il est essentiel que les politiques en cours d'élaboration ou de révision énoncent clairement les problèmes d'équité en matière de nutrition auxquels elles tentent de remédier et reconnaissent leurs causes profondes. Cela est particulièrement important pour les interventions nutritionnelles ciblées sur l'éducation et la communication pour le changement social et comportemental. Dans le cas contraire, les interventions de ce type risquent d'être réductrices et de cibler des populations vulnérables en considérant leurs comportements comme problématiques sans s'attaquer aux facteurs structurels tels que les déséquilibres de pouvoir, les intérêts commerciaux et l'exclusion dont elles ont toujours été victimes (Zorbas *et al.*, 2021).

La mise en place d'une couverture sanitaire universelle intégrant la nutrition demande d'importants investissements si l'on veut obtenir de réels résultats, et les pays à faible revenu en particulier risquent d'avoir du mal à réunir une quantité suffisante de financements. Ces dernières années, le Mécanisme mondial de financement de la Banque mondiale s'est imposé comme un instrument efficace pour financer des investissements dans la santé et la nutrition des femmes en âge de procréer, des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents. Ce Mécanisme permet aux pays de démultiplier les financements obtenus de donateurs afin d'amplifier les investissements dans cette catégorie, en donnant aux pays accès à 4 dollars de crédit bancaire pour chaque dollar de financement de donateurs dans des domaines à fort impact (Fernandes and Sridhar, 2017). Il a encouragé des hausses importantes des investissements réalisés dans la santé et la nutrition dans les pays bénéficiaires. Le Mécanisme pourrait néanmoins être plus équitable et performant en améliorant la représentation des pays bénéficiaires et de la société civile dans les hautes instances décisionnelles au niveau mondial et en améliorant l'inclusivité dans les structures décisionnelles au niveau national (Seidemann *et al.*, 2020).

5.5.4 DES ACTIONS TRANSFORMATRICES: UNE APPROCHE GLOBALE DE L'ENJEU CLIMATIQUE ET DE LA DURABILITÉ

Les systèmes alimentaires contribuent énormément au changement climatique à cause de leurs activités menées dans des conditions non durables; ils sont aujourd'hui responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre (Crippa *et al.*, 2021). Des modélisations récentes ont calculé que, pour chaque 1° C d'anomalie de température, le taux d'insécurité alimentaire grave augmentait de 1,64 pour cent et celui d'insécurité alimentaire modérée ou grave de 2,14 pour cent (Dasgupta and Robinson, 2022). Le rythme du changement climatique s'accélère, et toute politique alimentaire doit impérativement tenir compte du changement climatique et des principes de durabilité, en cherchant à la fois à atténuer les effets du changement climatique sur les plus marginalisés et à leur permettre de s'y adapter.

Dans la sphère de l'action et du plaidoyer climatiques, la notion d'équité climatique progresse. (Manzo, 2021) définit trois principes essentiels pour une gestion équitable du changement climatique: protéger les personnes les plus vulnérables des effets négatifs du réchauffement planétaire, assurer une justice distributive dans les générations actuelles et futures, et garantir un processus de négociation inclusif et transparent. Klinsky et Winkler (2018) énoncent cinq principes pour évaluer les conséquences d'une politique climatique en termes d'équité, qui sont bien en phase avec les principes d'équité en matière d'alimentation décrits à la section 5.1 (Klinsky and Winkler, 2018). La décision prise à la COP27 (27^e Conférence des parties) de créer un mécanisme de financement des pertes et dommages marque la reconnaissance que la charge financière du changement climatique est supportée par les individus et les pays les moins responsables du changement climatique et les moins aptes à atténuer ses effets ou à s'y adapter, et représente un grand pas en avant sur le plan de l'équité climatique (Wyns, 2023). Ce mécanisme pourrait jouer un rôle important en aidant à s'attaquer à certains des effets les plus inéquitables du changement climatique sur les systèmes alimentaires (Laganda, 2023; Wyns, 2023). La convergence des principes d'équité applicables en matière de changement climatique et d'alimentation ouvre des perspectives de dialogue et d'actions novatrices. La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat établie lors de la

ENCADRÉ 17:**UN PROJET D'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES DU NORD-EST BRÉSILIEN**

Un projet lancé récemment (mars 2020) par la Banque nationale de développement brésilienne en partenariat avec le FIDA et le Fonds vert pour le climat a pour but d'accroître la résilience des systèmes de production ruraux touchés par le changement climatique dans le Nord-Est du Brésil, et d'améliorer ainsi les moyens de subsistance et la résilience des communautés rurales dans cette région semi-aride. Le projet prévoit le versement d'une aide non remboursable de 1 milliard de réaux brésiliens à 250 000 familles paysannes du Nord-Est, en grande majorité répertoriées dans le registre national des personnes en situation de vulnérabilité (CAD ÚNICO).

Le projet vise à améliorer les techniques de production des petits exploitants afin d'augmenter leur productivité et de les rendre mieux capables de faire face aux aléas du changement climatique dans la caatinga (une brousse composée d'arbustes et d'arbres épineux). Compte tenu de l'aridité de la région, le projet prévoit également l'acquisition de milliers de citernes et d'installations de traitement et de réutilisation des eaux usées afin d'améliorer l'accès à l'eau. Toutes les activités du projet ont été conçues dans l'optique de donner davantage de possibilités aux femmes et aux jeunes (bénéficiaires ciblés: 40 pour cent de femmes et 50 pour cent de jeunes), notamment en développant leur esprit d'initiative. La participation des communautés traditionnelles, autochtones et afrodescendantes (quilombolas) fait également partie des priorités.

À terme, le projet devrait générer 84 000 hectares de systèmes de production résilients (systèmes agroforestiers pour l'agriculture familiale, zones de production communales, et potagers dans 1 000 établissements scolaires). Les résultats attendus sont une meilleure sécurité alimentaire, une hausse des revenus des petits agriculteurs et une baisse des émissions de carbone. Au total, le projet devrait entraîner une diminution de 11 millions de tonnes des émissions de carbone.

On espère que le projet deviendra un modèle d'agriculture durable pour les petits paysans qui vivent dans des conditions similaires dans le monde et souffrent également des effets négatifs du changement climatique. À cette fin, des activités d'échange sont prévues entre des agriculteurs vivant dans des biomes semblables en Amérique latine et en Afrique.

Source: FIDA. 2020. Brasil: *Projeto Semeando Resiliência nas Comunidades Rurais do Nordeste (PCRP)*. Brésil, Fonds international de développement agricole..

COP26 (IPES-Food, 2021), qui appelle à prendre des mesures coordonnées en matière d'alimentation et de climat, est un exemple d'engagement envers ces principes. L'ENCADRÉ 17 présente un exemple de projet mettant en œuvre la notion d'équité climatique dans des communautés rurales dans la région du Nord-Est brésilien.

5.5.5 UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE ET UNE VISION QUI NE SE LIMITE PAS À LA CROISSANCE

Les inégalités sont souvent formulées en termes de pauvreté et de disparités de revenus, car le pouvoir d'achat est un indicateur approximatif de la qualité de vie et des perspectives d'avenir des individus. Le présent rapport démontre toutefois qu'il existe tout un ensemble d'iniquités qui déterminent quelles populations ont de fortes probabilités d'être pauvres dès le départ, en fonction de leur position sociale par

rapport aux normes culturelles ambiantes et de la manière dont celles-ci ont influencé de tous temps les possibilités de reconnaissance et de participation. Il est indispensable de s'attaquer à ces iniquités mêmes. Il est également primordial que les principes d'inclusivité, de justice et de durabilité se traduisent dans les stratégies et les politiques économiques de façon générale. Cela veut dire ne plus considérer la croissance économique comme unique modèle de succès, un point régulièrement rappelé depuis l'introduction de l'indice de développement humain et d'autres mesures du bien-être (UNDP, 2023). Certains observateurs ont fait remarquer que vouloir éliminer la pauvreté extrême en ne misant que sur la croissance économique prendrait trop de temps (plus de 100 ans pour éliminer la pauvreté définie par un seuil de 1,25 dollar par jour, et plus de 200 ans si un seuil plus réaliste de 5 dollars par jour était fixé) (Woodward, 2015). Il faut donc repenser le modèle fondé sur la croissance, sans

nier la nécessité d'une croissance économique, mais en comprenant les effets positifs et négatifs d'une croissance classique à côté d'autres modèles de plus en plus nombreux, notamment des mesures du bien-être ou des économies reposant sur différentes formes de biens communs et ce que l'on appelle de plus en plus «l'économie sociale et solidaire» (OECD, 2023; RIPESS, 2023).

Au **CHAPITRE 2**, nous avons vu où la croissance était importante pour faire reculer la pauvreté, mais aussi où des inégalités de revenu élevées bridaient la capacité de la croissance à réduire la pauvreté, et que les inégalités pouvaient freiner la croissance elle-même. Ces effets des inégalités élevées limitent la sécurité alimentaire et la nutrition. Une plus grande place est faite aujourd'hui aux approches axées sur une croissance inclusive, qui entendent pallier les problèmes d'un modèle centré sur la croissance sur le plan des inégalités; elles mettent en avant des stratégies de croissance largement partagée qui privilégient une répartition juste des possibilités et des gains dans l'ensemble de la société. La notion d'inclusivité s'est élargie au-delà des dimensions économiques de la prospérité pour englober le bien-être et la possibilité de s'exprimer et de participer (De Mello and Dutz, 2012).

En pratique, les approches axées sur une croissance inclusive nécessitent d'intégrer l'inclusivité dans les politiques et les stratégies. Par exemple, la volonté d'exploiter activement les possibilités de croissance dans les secteurs à haute technologie ne doit pas faire négliger les secteurs plus pourvoyeurs d'emplois, pour que la croissance n'aboutisse pas à une économie à deux vitesses, des inégalités accrues et une pauvreté persistante. Dans le contexte du secteur agroalimentaire, plusieurs mesures décrites dans le présent rapport vont dans le sens de la notion de croissance inclusive, notamment le fait d'investir dans des activités de R-D agricole favorables aux pauvres, en tenant particulièrement compte des environnements marginaux, et de faire en sorte que les petits producteurs aient accès à des circuits de commercialisation. Ces approches demandent aussi de reconnaître le décalage qui s'est créé entre les parties en présence: les pays du Sud participent à l'économie mondiale dans des conditions inéquitables, qui se traduisent souvent par l'extraction de richesses et des niveaux insoutenables de dette étrangère (Hickel, 2018), une situation qui peut profiter à quelques privilégiés du pays mais laisser des populations entières dans la pauvreté et endettées auprès des institutions financières internationales. Pour beaucoup de pays, le seul moyen de se relever de leur endettement et de ses répercussions sur les systèmes alimentaires passe par

une restructuration ou une annulation de leur dette (IPES-Food, 2023a).

On est aussi de plus en plus conscients que la croissance et le développement ne doivent pas dépasser certaines limites sociales et planétaires (Raworth, 2018), dans la mesure où l'élimination de la pauvreté d'ici la fin de ce siècle nécessiterait une économie mondiale faisant 175 fois sa taille actuelle, entraînant des niveaux d'extraction et de production tout aussi insoutenables (Woodward, 2015). Le rapport présenté par le Stockholm Resilience Centre au Club de Rome (Randers *et al.*, 2018) a mis en garde sur le fait que le modèle de croissance classique n'était pas compatible avec la réalisation des ODD, et que la recherche d'une croissance classique se traduirait inévitablement par des conflits de plus en plus aigus entre ODD socioéconomiques et environnementaux. Le rapport formule cinq recommandations pour renverser la situation, notamment accélérer la productivité dans les chaînes alimentaires et réduire activement les inégalités (de manière que les 10 pour cent les plus riches n'engrangent pas plus de 40 pour cent des revenus) (Randers *et al.*, 2018).

Un certain nombre d'aspects sont importants pour réimaginer la croissance afin de la rendre inclusive et durable. Le premier est une fiscalité redistributive: on a calculé qu'un impôt sur la fortune de 5 pour cent prélevé sur les 1 pour cent les plus riches permettrait de mobiliser 1 700 milliards de dollars par an qui pourraient être consacrés à la réduction de la pauvreté, s'il était politiquement possible de l'instaurer (Christensen *et al.*, 2023). En dehors de la fiscalité, des règles commerciales plus justes (notamment la baisse des subventions et des droits de douane discriminatoires dans les pays riches et l'élimination des obstacles techniques au commerce qui limitent l'accès des producteurs pauvres aux marchés) permettraient aux pays pauvres d'augmenter leurs recettes d'exportation.

Pour certains, il faudrait revenir sur la privatisation des terres et des ressources en reclassant les denrées alimentaires dans la catégorie des biens communs et non plus des biens marchands (Vivero-Pol *et al.*, 2019). Ce type d'approches est compatible avec celles fondées sur les droits mentionnés plus haut dans ce chapitre, bien que leur mise en œuvre puisse se faire différemment en fonction des stratégies politiques nationales ou locales. Elles comprennent aussi bien des approches de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire que des formes de répartition des ressources favorisant la concrétisation du droit à l'alimentation, par exemple des formes de protection sociale.

Chapitre 6

RECOMMENDATIONS



Le présent rapport contient des recommandations à l'appui d'une transformation fondamentale des systèmes alimentaires destinée à rendre ceux-ci plus équitables et plus inclusifs de façon à réduire les inégalités et améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il s'appuie sur les différents chapitres – en particulier les domaines d'action présentés en détail dans le **CHAPITRE 5** – pour offrir des recommandations à l'intention de différents groupes participant à l'élaboration de politiques, à la recherche et aux interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé, la société civile et les établissements de recherche. Le chapitre s'ouvre sur une présentation des principes sur lesquels reposent les recommandations (section 6.1). Les recommandations elles-mêmes, figurant dans la section 6.2, doivent être envisagées à la lumière de ces principes afin de faire en sorte que les mesures prises mènent bien à une réduction des inégalités et à une amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions nutritionnelles de tous. On trouve dans la section 6.3 un plan de route pour la formulation de politiques qui tiennent compte de la question de l'équité, visant à s'assurer que les interventions menées soient adaptées aux inégalités présentes dans chaque pays et chaque communauté.

6.1. PRINCIPES POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET D'INTERVENTIONS TENANT COMPTE DE L'ÉQUITÉ QUI PERMETTENT DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

Les principes généraux présentés ci-après (**FIGURE 12**) sous-tendent les recommandations pratiques énoncées dans le présent chapitre.

- A. Les politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et celles relatives aux systèmes alimentaires devraient porter explicitement sur la réduction des inégalités, l'accent devant être mis en particulier sur les interactions entre les différents types d'inégalités dont les effets sur certains groupes de personnes se conjuguent (autrement dit les inégalités intersectionnelles), en tenant compte de la concentration croissante des pouvoirs dans les systèmes alimentaires.
- B. Outre la poursuite de l'action progressive visant à réduire les inégalités et à améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, une politique ambitieuse et porteuse de transformation, consistant à lutter contre les facteurs systémiques des inégalités, doit être élaborée et suivie d'effets.

- C. La mise au point de politiques et de programmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition devrait être ancrée dans une approche fondée sur les droits et éclairée par les instruments existants relatifs aux droits humains axés sur le droit à l'alimentation et d'autres droits connexes.
- D. Les politiques et les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui visent à assurer une répartition équitable des ressources au bénéfice de tous doivent également garantir la représentation des groupes marginalisés et la reconnaissance de leurs droits. Aux fins du renforcement du pouvoir d'action et de la participation des groupes marginalisés, ces politiques et programmes devraient viser explicitement à remédier aux asymétries de pouvoir entre les parties prenantes au moyen de la prise en compte, dans le financement, la conception, la dotation, le suivi et l'évaluation des programmes, du principe selon lequel rien de ce qui concerne un groupe donné ne doit se faire sans lui.
- E. Les politiques et les lois en matière de sécurité alimentaire et de nutrition devraient être éclairées par des connaissances diverses, notamment les savoirs autochtones, et par différents types de données, de sorte que les politiques et les interventions en la matière s'appuient sur un large éventail d'éléments concrets.
- F. Les politiques et les programmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition devraient prendre en considération les effets conjugués de multiples chocs (changement climatique, appauvrissement de la biodiversité, crises sanitaires, économiques et politiques) sur les populations les plus marginalisées, en tenant compte de l'impact du stress chronique induit par les crises incessantes sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- G. Les mesures visant à éliminer les facteurs des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition devraient être conçues en partant du contexte national et local.
- H. Toutes les parties prenantes – gouvernements, organisations internationales, société civile et secteur privé – ont la responsabilité de réduire les inégalités dans les systèmes alimentaires. Chacune

FIGURE 12:
PRINCIPES POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET D'INTERVENTIONS TENANT COMPTE DE L'ÉQUITÉ ET DE L'ÉGALITÉ

102]



a un rôle à jouer, aussi bien individuellement qu'en collaboration avec d'autres, en tenant dûment compte des conflits d'intérêt.

6.2 RECOMMANDATIONS POUR L'ÉLABORATION D'INTERVENTIONS TENANT COMPTE DE L'ÉQUITÉ VISANT À LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

Les recommandations concernant l'élaboration de politiques qui figurent dans le présent rapport s'appuient sur le cadre conceptuel (voir le [CHAPITRE 1](#), [FIGURE 1](#)) ainsi que sur l'analyse des causes directes et systémiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et sur les domaines d'action prioritaires présentés dans les chapitres précédents. Le premier ensemble de recommandations comprend des mesures de lutte contre les inégalités dans les systèmes alimentaires, comme le fait de faciliter un accès équitable aux terres, à l'élevage, aux forêts et aux pêches, d'investir dans des systèmes de vulgarisation et d'information, des infrastructures et des structures de transformation des aliments et de stockage en tenant compte de l'équité et d'assurer une gouvernance du commerce alimentaire de détail envisagée sous l'angle de l'équité. Le deuxième ensemble porte sur les inégalités dans d'autres secteurs liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, notamment la santé et l'éducation, ainsi que sur les mesures à prendre pour garantir l'accès de tous aux services publics et à la protection sociale et pour faire en sorte que le commerce, l'investissement et la gouvernance de la dette intègrent le souci d'équité. Le troisième ensemble concerne les interventions visant à éliminer les facteurs sociaux et politiques des inégalités, qui consistent notamment à faire fond sur l'ODD 10 (réduire les inégalités dans les pays et entre pays), à adopter systématiquement des approches participatives, à s'appuyer sur des approches fondées sur les droits humains et à prendre en compte le contexte marqué par les crises climatique et autres. Le quatrième et dernier ensemble souligne qu'il est nécessaire d'investir dans des systèmes de connaissances et de données inclusifs et de les exploiter.

Il s'agira notamment de reconnaître et d'inclure des formes de savoir diverses, d'améliorer la collecte de données mondiales et nationales de façon à recueillir

des informations sur les principales inégalités et d'investir dans la recherche publique sur les systèmes agricoles et alimentaires, le but étant de faire en sorte que les acteurs des domaines touchant la sécurité alimentaire et la nutrition fassent une plus large place à l'équité et renforcent leur compréhension et leur suivi de l'équité et de l'égalité.

Le [TABLEAU 3](#) donne à voir la répartition des recommandations selon qu'elles portent sur les aspects de l'équité relatifs à la redistribution, à la reconnaissance ou à la représentation, comme indiqué dans le cadre conceptuel et dans le [CHAPITRE 1](#). L'objectif de ces recommandations est de bâtir un environnement favorable permettant à chacun de vivre dignement en ayant le pouvoir d'agir sur sa propre existence, d'avoir accès à une quantité suffisante d'aliments nutritifs, sûrs, sains et acceptables sur le plan culturel et de participer à des systèmes alimentaires durables rendus possibles par des sociétés équitables et ouvertes.

Les recommandations s'adressent à divers acteurs et parties prenantes, notamment les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile. Pour chaque recommandation, les principales parties prenantes visées sont indiquées.

A. Lutter contre les inégalités dans les systèmes alimentaires

1. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient intervenir dans tous les secteurs pour **garantir un accès plus équitable aux terres, aux forêts, aux ressources aquatiques et aux autres ressources utiles à la production alimentaire, en s'appuyant sur des approches fondées sur les droits.**
 - i. Renforcer les droits des femmes, des paysans, des populations autochtones et d'autres groupes marginalisés relatifs à la terre et aux ressources, ce qui passe entre autres par la reconnaissance juridique de ces droits et par le renforcement des droits de succession; protéger les droits fonciers communautaires et collectifs relatifs aux ressources, notamment en inscrivant le consentement libre, préalable et éclairé dans la loi, et promouvoir la gestion durable et communautaire de ces ressources.
 - ii. Concevoir des règlements visant à améliorer le fonctionnement des marchés fonciers et des marchés des intrants, des services et de l'eau tout en protégeant les personnes vulnérables et en empêchant la concentration des ressources.
 - iii. Renforcer l'obligation de rendre des comptes et de recueillir le consentement des populations locales en ce qui concerne

l'acquisition de terres, de forêts et de ressources en eau par des entreprises et des entités internationales, ainsi que le suivi de ces acquisitions.

- iv. Concevoir et mettre en œuvre des programmes portant sur la constitution de capital et les moyens de subsistance – notamment les transferts de terres et d'animaux d'élevage – qui soient adaptés aux besoins spécifiques des groupes défavorisés et pauvres en ressources.
 - v. Surveiller et limiter la concentration de la propriété (en ce qui concerne les terres, le transport, le commerce de gros, le commerce de détail, etc.) au sein des systèmes alimentaires.
2. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **faciliter la constitution d'organisations de parties prenantes défavorisées et mettre en place des institutions et des partenariats inclusifs afin d'améliorer la représentation.**
- i. Créer des organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, de paysans, notamment de paysans sans terres, de producteurs d'aliments et de migrants et renforcer les organisations existantes, et mettre en place des groupes autonomes, des coopératives et des syndicats et renforcer ceux qui existent déjà, et ce à tous les niveaux des systèmes alimentaires, en s'attachant particulièrement à inclure les femmes, et ce afin de permettre une meilleure représentation et une plus grande marge d'action. La question du caractère inclusif de la participation et de la prise de décision en groupe devrait être posée de façon explicite, de même que la question de la liberté d'association et du droit à la négociation collective.
 - ii. Exploiter les bénéfices découlant de l'action collective pour améliorer l'accès aux intrants, aux financements, à l'information, aux possibilités offertes par les chaînes de valeur, à la certification/aux normes et aux débouchés commerciaux, ainsi qu'à un travail décent, à des conditions de travail sûres et à des revenus suffisants, après un examen minutieux des contextes locaux et des asymétries de pouvoir et en ayant un plan précis tenant compte de ceux-ci.
3. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **investir dans les chaînes de valeur et les zones défavorisées en tenant compte de la question de l'équité.**
- i. Investir dans des approches territoriales en ce qui concerne les systèmes alimentaires et la planification du développement régional, notamment dans l'agroécologie et les marchés locaux, en renforçant le commerce régional et les liens avec le marché de façon à parvenir à une combinaison judicieuse de débouchés commerciaux locaux et lointains au profit des petits producteurs et des consommateurs locaux.
 - ii. Faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement, en particulier les chaînes locales, permettent d'améliorer l'accès de tous les consommateurs à des aliments riches en nutriments à des prix abordables.
 - iii. Investir dans les transports ruraux, les infrastructures de marché et la transformation et le stockage des aliments conservant les nutriments, en accordant une attention particulière aux groupes et aux zones défavorisés et à l'appui aux marchés territoriaux.
 - iv. Réaliser des investissements visant à combler les lacunes en ce qui concerne l'accès aux financements des microentreprises et des petites et moyennes entreprises tout au long de la chaîne de valeur, en s'intéressant particulièrement aux groupes traditionnellement défavorisés, notamment les petits producteurs, les petits fournisseurs et marchands d'intrants et les femmes, ainsi que les personnes actuellement peu orientées vers le commerce.
 - v. Investir dans des systèmes d'information dans l'ensemble des systèmes alimentaires, en exploitant les technologies numériques – comme les services d'information sur les prix du marché et la vulgarisation au moyen de vidéos – pour contribuer à remédier aux asymétries dans l'accès à l'information et assurer une répartition équitable des connaissances et des débouchés, en s'attachant à protéger la confidentialité et la propriété des données.
 - vi. Investir dans l'élargissement de l'offre d'emplois ruraux non agricoles, pour ouvrir des débouchés rémunérateurs en dehors de l'agriculture et ainsi de nouvelles voies pour parvenir à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
 - vii. Réaliser des investissements visant à faire en sorte que le personnel des organisations de la société civile et des administrations publiques collabore plus étroitement avec les

communautés marginalisées, notamment pour renforcer leurs capacités juridiques et pour leur permettre ainsi de protéger leur droit à l'alimentation, à un travail décent et à un environnement propre.

4. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **planifier et administrer les environnements alimentaires, notamment les échanges, le commerce de détail et la transformation, dans un souci d'équité.**
 - i. Entreprendre une planification en amont des environnements alimentaires dans les zones à forte croissance démographique pour assurer un accès équitable à des aliments abordables, en facilitant l'accès à des aliments riches en nutriments ainsi qu'aux marchés de producteurs et de pêcheurs locaux et en encadrant le marketing et la publicité concernant les aliments mauvais pour la santé.
 - ii. Reconnaître la contribution des vendeurs informels à la satisfaction des besoins des populations, dont les groupes marginalisés, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et mettre au point des outils de planification et d'élaboration de politiques en vue de créer un environnement propice au renforcement de leur capacité de vendre des aliments nutritifs et sains.
 - iii. Réaliser des interventions ciblées dans le secteur du commerce alimentaire de détail pour atténuer les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier pour les populations en situation de risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition sous toutes ses formes, comme les enfants, les jeunes et les pauvres des zones urbaines. En fonction du contexte, ces interventions peuvent consister à: restreindre la vente de produits alimentaires malsains à proximité des établissements scolaires et à promouvoir des programmes d'achats publics d'aliments nutritifs.
 - iv. Appliquer des mesures spécifiques visant à limiter la transformation et la commercialisation d'aliments malsains, afin de promouvoir l'alimentation saine. Ces mesures peuvent consister à: adopter des mesures fiscales telles que des taxes sur les boissons sucrées et les autres aliments malsains tout en subventionnant les aliments sains et indiquer sur l'étiquette la teneur en nutriments et/ou les effets délétères des aliments ultratransformés, pour favoriser des améliorations en matière

de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier parmi les groupes vulnérables.

B. Lutter contre les inégalités dans les systèmes connexes

5. Les États devraient **garantir l'accès universel aux services et aux ressources ayant une incidence directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition.**
 - i. Garantir l'accès universel aux services ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment les soins de santé primaires, la vaccination, l'éducation nutritionnelle, l'assainissement et l'approvisionnement en eau potable.
 - ii. Garantir l'accès universel à la protection sociale pour favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition et améliorer l'accès aux moyens de production.
 - iii. Maximiser la marge fiscale en vue d'améliorer les services publics de base.
 - iv. Contribuer à assurer l'accès de tous à un emploi décent, notamment dans les systèmes alimentaires, ce qui constitue une condition essentielle de l'accès de chacun à une rémunération suffisante pour vivre et à des aliments en quantité suffisante.
6. Les États et les organisations internationales devraient **intégrer le souci d'équité dans les aspects du commerce, de l'investissement et de la gouvernance de la dette touchant la sécurité alimentaire et la nutrition.**
 - i. Surveiller les asymétries de pouvoir découlant de la participation de grandes entreprises à la gouvernance des systèmes alimentaires et à la prise de décision, ainsi que les conséquences, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, de l'expansion des grandes entreprises agricoles et alimentaires, et adopter des règlements en la matière, s'il y a lieu.
 - ii. S'assurer, au moyen d'évaluations de l'impact en matière d'équité dans lesquelles les groupes touchés sont représentés, que les accords commerciaux et les accords relatifs aux investissements multilatéraux et bilatéraux ne nuisent pas aux environnements ni aux régimes alimentaires, en veillant notamment à ce que les représentants de groupes marginalisés bénéficient d'un mécanisme de réparation en cas de réclamation.
 - iii. Veiller à accroître la transparence en ce qui concerne la préparation de négociations internationales et bilatérales relatives au commerce et à l'investissement et

développer des systèmes à l'appui de la prise de décisions par les gouvernements en assurant la coordination des secteurs touchant l'alimentation, l'environnement, la santé publique, l'industrie et le commerce, ce afin de garantir que la question de l'équité soit prise en considération et que les groupes marginalisés aient voix au chapitre.

- iv. Agir en faveur d'une restructuration ou d'une annulation de la dette des pays dans lesquels cette dette nuit à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
- v. Poursuivre les efforts visant à diminuer les subventions affectées à la production agricole dans les pays à revenu élevé et les pays émergents, à moins que ces subventions ne visent à améliorer la qualité nutritionnelle ou environnementale des aliments produits et à réduire les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de manière à créer des conditions équitables pour les pays à revenu faible ou intermédiaire.

C. Éliminer les facteurs sociaux et politiques des inégalités

7. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **faire fond sur l'ODD 10** (réduire les inégalités) pour lutter contre les causes systémiques des inégalités en matière de distribution, d'accès et de représentation, notamment en adoptant systématiquement des approches participatives de l'élaboration de politiques et de pratiques afin de faire davantage entendre la voix des personnes marginalisées.

- i. S'assurer que les politiques ciblent les personnes les plus marginalisées, indiquent explicitement les groupes qu'elles visent à aider, contribuent à lever les obstacles auxquels les plus vulnérables sont confrontés et non à alourdir la charge qui pèse sur eux, et font directement mention de l'approche visée dans le Programme 2030 consistant à ne laisser personne de côté.
- ii. Veiller à ce que les politiques sociales tiennent compte tout particulièrement du rôle des femmes s'agissant d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que des contraintes temporelles et autres qui en découlent, et à ce que ces politiques envisagent que les hommes jouent un rôle plus important dans la sécurité alimentaire et la nutrition et qu'elles abordent la question de la juste rémunération des prestataires de soins à la personne et du personnel de santé communautaire, tout

en évitant de recourir à des dispositifs qui alourdissent le «triple fardeau» que représentent pour les femmes les activités de soins.

- iii. Bâtir des plateformes interministérielles consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, avec la participation des acteurs des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des forêts, de la santé, de l'économie et de la finance ainsi que des ministères du commerce, afin de favoriser la convergence des interventions ministérielles en ce qui concerne les politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et doter ces plateformes du mandat et des ressources nécessaires pour faire une large place à la réduction des inégalités.
- iv. Repérer et gérer les conflits d'intérêts entre les groupes exerçant plus ou moins de pouvoir au sein des systèmes alimentaires, notamment dans les cas où les intérêts du secteur privé vont à l'encontre des objectifs des politiques publiques, et protéger la recherche de toute influence irrégulière, impartialité et corruption.
- v. Renforcer les espaces de dialogue, de participation et d'action concertée inclusifs à l'échelle mondiale, nationale et locale axés sur la promotion de l'équité, notamment dans le cadre des négociations sur le climat et sur le commerce et des accords relatifs à l'investissement ainsi que dans les instances délibérantes où sont élaborées les politiques.

- 8. Les États et les organisations intergouvernementales devraient **inscrire le principe d'équité dans leurs politiques**, en s'appuyant sur une approche axée sur les droits humains.
 - i. Déterminer quelles sont les politiques et les interventions qui peuvent aider les personnes et les groupes à briser le cycle intergénérationnel de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
 - ii. Tirer parti des instruments existants relatifs aux droits humains tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le droit à l'alimentation, les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition et divers documents d'orientation du Comité de la sécurité alimentaire mondiale afin de renforcer la prise en compte de la question de l'équité dans les politiques.

- iii. Renforcer les institutions nationales pour favoriser la compréhension et l'application des conventions relatives aux droits humains en vue d'harmoniser les politiques portant sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition sous l'angle de l'équité.
- iv. Faire en sorte que les communautés marginalisées bénéficient de mécanismes de réparation lorsque des injustices sont constatées.

9. Les États, les organisations intergouvernementales et la société civile devraient tenir compte des **crises climatique, écologique, politiques et économiques** dans toutes les interventions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

- i. Lorsqu'il s'agit de définir la cible d'une politique ou d'allouer des ressources, s'assurer qu'un degré de priorité adéquat soit accordé aux populations les plus touchées par le changement climatique, les conflits et les autres crises qui sévissent actuellement dans le monde.
- ii. Travailler à l'interface entre action humanitaire, développement et paix pour combattre les multiples facteurs et manifestations des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les États fragiles.
- iii. Étudier la possibilité de créer un fonds, par exemple en exploitant les financements versés au niveau des pays dans le cadre de la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, pour appuyer la transformation vers des systèmes alimentaires plus équitables.

D. Renforcer les systèmes de connaissances et de données pour améliorer la compréhension et le suivi de l'équité dans les domaines touchant la sécurité alimentaire et la nutrition

- i. Comblent le manque de données (en particulier en ce qui concerne les régimes alimentaires, l'état micronutritionnel et la composition des aliments) en recueillant systématiquement des informations pour comprendre quels sont les groupes qui ont les moins bons résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les débouchés les plus limités au sein des systèmes alimentaires dans différents contextes, en accordant une attention particulière aux groupes traditionnellement marginalisés, aux femmes et aux régions défavorisées.
- ii. Intensifier les efforts consistant à effectuer périodiquement des collectes et des analyses

de données publiques de grande ampleur, en veillant à ce que, dans chaque contexte étudié, l'échantillonnage réalisé suive les grands axes d'inégalité afin de permettre une pleine compréhension des inégalités, et adopter une approche tenant davantage compte de l'équité en ce qui concerne la communication de données dans les rapports mondiaux tels que celui sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde et celui sur la nutrition mondiale.

- iii. Intégrer le souci d'équité et incorporer des connaissances diverses dans les recherches sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- iv. Stimuler la recherche publique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires en accordant une grande importance à la prise en compte de la question de l'équité dans les activités de recherche, notamment celles qui visent les environnements marginaux et les technologies climato-résilientes destinées aux petits producteurs. Prendre systématiquement en considération la question du genre, de l'équité et de l'intersectionnalité dans tous les aspects de la recherche. S'assurer que le principe de précaution soit appliqué dans tous les travaux de recherche pour qu'aucun groupe ne soit exposé à un risque de préjudice induit par ces recherches et veiller à ce que chaque personne et chaque communauté jouisse du droit de décider d'y participer ou non.
- v. Permettre une compréhension plus fine des causes profondes et des facteurs systémiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en encourageant et en finançant la recherche qualitative afin de rendre compte du vécu des acteurs des systèmes alimentaires. Cela signifie notamment faciliter la compréhension des savoirs écologiques traditionnels des communautés autochtones et locales et leur prise en compte lors de l'élaboration de politiques.

TABLEAU 3:
PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES RECOMMANDATIONS ET DE LA MANIÈRE DONT LA REPRÉSENTATION, LA RECONNAISSANCE ET LA REDISTRIBUTION Y SONT ABORDÉES

	RECONNAISSANCE	REPRÉSENTATION	REDISTRIBUTION
A. LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES			
1. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient intervenir dans tous les secteurs pour permettre un accès plus équitable aux ressources, en s'appuyant sur des approches fondées sur les droits.			
i. Renforcer les droits des femmes, des paysans, des populations autochtones et d'autres groupes marginalisés relatifs à la terre et aux ressources et protéger les droits fonciers communautaires et collectifs relatifs aux ressources.	■	■	■
ii. Concevoir des règlements visant à améliorer le fonctionnement des marchés fonciers et des marchés des intrants, des services et de l'eau tout en protégeant les personnes vulnérables et en empêchant la concentration des ressources.	■		■
iii. Renforcer l'obligation de rendre des comptes et de recueillir le consentement des populations locales en ce qui concerne l'acquisition de ressources, ainsi que le suivi de ces acquisitions.	■	■	
iv. Concevoir et mettre en œuvre des programmes portant sur la constitution de capital et les moyens de subsistance au profit des groupes défavorisés.	■		■
v. Surveiller et limiter la concentration de la propriété au sein des systèmes alimentaires.			■
2. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient faciliter la constitution d'organisations de parties prenantes défavorisées et mettre en place des institutions et des partenariats inclusifs afin d'améliorer la représentation.			
i. Créer des organisations de producteurs et des syndicats inclusifs et renforcer ceux qui existent déjà, et ce à tous les niveaux des systèmes alimentaires.	■	■	
ii. Exploiter les bénéfices découlant de l'action collective pour améliorer l'accès aux intrants, aux financements, à l'information et aux débouchés commerciaux, ainsi qu'à un travail décent, à des conditions de travail sûres et à des revenus suffisants, après un examen minutieux des contextes locaux et des asymétries de pouvoir et en ayant un plan précis tenant compte de ceux-ci.		■	■
3. Les États, les organisations intergouvernementales et la société civile devraient investir dans les chaînes de valeur et les zones défavorisées en tenant compte de la question de l'équité.			
i. Investir dans des approches territoriales en ce qui concerne les systèmes alimentaires et la planification du développement régional.	■		■
ii. Faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement permettent d'améliorer l'accès de tous les consommateurs à des aliments riches en nutriments à des prix abordables.			■
iii. Investir dans les transports ruraux, les infrastructures de marché et la transformation et le stockage des aliments conservant les nutriments, en accordant une attention particulière aux groupes et aux zones défavorisés.	■		■
iv. Réaliser des investissements visant à combler les lacunes en ce qui concerne l'accès aux financements des microentreprises et des petites et moyennes entreprises tout au long de la chaîne de valeur.			■
v. Investir dans des systèmes d'information dans l'ensemble des systèmes alimentaires, en exploitant les technologies numériques pour assurer une répartition équitable des connaissances et des débouchés, en s'attachant à protéger la confidentialité et la propriété des données.			■

	RECONNAISSANCE	REPRÉSENTATION	REDISTRIBUTION
vi. Investir dans l'élargissement de l'offre d'emplois ruraux non agricoles.			
vii. Réaliser des investissements visant à faire en sorte que le personnel des organisations de la société civile et des administrations publiques collabore plus étroitement avec les communautés marginalisées.			

4. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **planifier et administrer les échanges, le commerce de détail et la transformation des aliments et les environnements alimentaires dans un souci d'équité.**

i. Entreprendre une planification en amont des environnements alimentaires dans les zones à forte croissance démographique.			
ii. Reconnaître la contribution des vendeurs informels à la satisfaction des besoins des populations marginalisées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.			
iii. Réaliser des interventions ciblées dans le secteur du commerce alimentaire de détail pour atténuer les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.			
iv. Appliquer des mesures spécifiques visant à limiter la transformation et la commercialisation d'aliments malsains, afin de promouvoir l'alimentation saine.			

B. LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LES SYSTÈMES CONNEXES

5. Les États, les organisations intergouvernementales et la société civile devraient **garantir l'accès universel aux services et aux ressources ayant une incidence directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition.**

i. Garantir l'accès universel aux services ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment les soins de santé primaires, la vaccination, l'éducation nutritionnelle, l'assainissement et l'approvisionnement en eau potable.			
ii. Garantir l'accès universel à la protection sociale pour favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition et améliorer l'accès aux moyens de production.			
iii. Maximiser la marge fiscale en vue d'améliorer les services publics de base.			
iv. Contribuer à assurer l'accès de tous à un emploi décent, notamment dans les systèmes alimentaires, ce qui constitue une condition essentielle de l'accès de chacun à une rémunération suffisante pour vivre et à des aliments en quantité suffisante.			

6. Les États et les organisations internationales devraient **intégrer le souci d'équité dans les aspects du commerce, de l'investissement et de la gouvernance de la dette touchant la sécurité alimentaire et la nutrition.**

i. Surveiller les asymétries de pouvoir découlant de la participation de grandes entreprises à la gouvernance des systèmes alimentaires et à la prise de décision et adopter des règlements en la matière, s'il y a lieu.			
ii. S'assurer que les accords commerciaux et les accords relatifs aux investissements multilatéraux et bilatéraux ne nuisent pas aux environnements ni aux régimes alimentaires, en veillant notamment à ce que les représentants de groupes marginalisés bénéficient d'un mécanisme de réparation en cas de réclamation.			
iii. Veiller à accroître la transparence en ce qui concerne la préparation de négociations internationales et bilatérales relatives au commerce et à l'investissement et développer des systèmes à l'appui de la prise de décisions par les gouvernements et de la participation inclusive.			

	RECONNAISSANCE	REPRÉSENTATION	REDISTRIBUTION
iv. Agir en faveur d'une restructuration ou d'une annulation de la dette des pays dans lesquels cette dette nuit à la sécurité alimentaire et à la nutrition.			
v. Poursuivre les efforts visant à diminuer les subventions affectées à la production agricole dans les pays à revenu élevé et les pays émergents, à moins que ces subventions ne visent à améliorer la qualité nutritionnelle ou environnementale des aliments produits et à réduire les inégalités, de manière à créer des conditions équitables pour les pays à revenu faible ou intermédiaire.			

C. ÉLIMINER LES FACTEURS SOCIAUX ET POLITIQUES DES INÉGALITÉS

7. Les États, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile devraient **faire fond sur l'ODD 10** (réduire les inégalités).

i. S'assurer que les politiques ciblent les personnes les plus marginalisées et contribuent à lever les obstacles auxquels les plus vulnérables sont confrontés et non à alourdir la charge qui pèse sur eux.			
ii. Veiller à ce que les politiques sociales tiennent compte tout particulièrement du rôle des femmes s'agissant d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que des contraintes temporelles et autres qui en découlent, et à ce que ces politiques tiennent compte également du rôle des prestataires de soins à la personne et du personnel de santé communautaire et envisagent que les hommes jouent un rôle plus important dans la sécurité alimentaire et la nutrition.			
iii. Bâtit des plateformes interministérielles consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin de favoriser la convergence des interventions ministérielles en ce qui concerne les politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et doter ces plateformes du mandat et des ressources nécessaires pour faire une large place à la réduction des inégalités.			
iv. Repérer et gérer les conflits d'intérêts entre les groupes exerçant plus ou moins de pouvoir au sein des systèmes alimentaires.			
v. Renforcer les espaces de dialogue, de participation et d'action concertée inclusifs à l'échelle mondiale, nationale et locale axés sur la promotion de l'équité.			

8. Les États et les organisations intergouvernementales devraient **inscrire le principe d'équité dans leurs politiques**, en s'appuyant sur une approche axée sur les droits humains.

i. Déterminer quelles sont les politiques et les interventions qui peuvent aider les personnes et les groupes à briser le cycle intergénérationnel de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.			
ii. Tirer parti des instruments existants relatifs aux droits humains afin de renforcer la prise en compte de la question de l'équité dans les politiques.			
iii. Renforcer les institutions nationales pour favoriser la compréhension et l'application des conventions relatives aux droits humains en vue d'harmoniser les politiques portant sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition sous l'angle de l'équité.			
iv. Faire en sorte que les communautés marginalisées bénéficient de mécanismes de réparation lorsque des injustices sont constatées.			

9. Les États, les organisations intergouvernementales et la société civile devraient tenir compte des **crises climatique, écologique, politiques et économiques dans toutes les interventions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition**.

	RECONNAISSANCE	REPRÉSENTATION	REDISTRIBUTION
i. Lorsqu'il s'agit de définir la cible d'une politique ou d'allouer des ressources, s'assurer qu'un degré de priorité adéquat soit accordé aux populations les plus touchées par le changement climatique, les conflits et les autres crises qui sévissent actuellement dans le monde.			
ii. Travailler à l'interface entre action humanitaire, développement et paix pour combattre les multiples facteurs et manifestations des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les États fragiles.			
iii. Étudier la possibilité de créer un fonds pour appuyer la transformation vers des systèmes alimentaires plus équitables.			

D. RENFORCER LES SYSTÈMES DE CONNAISSANCES ET DE DONNÉES POUR AMÉLIORER LA COMPRÉHENSION ET LE SUIVI DE L'ÉQUITÉ DANS LES DOMAINES TOUCHANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

i. Combler le manque de données (en particulier en ce qui concerne les régimes alimentaires, l'état micronutritionnel et la composition des aliments) en recueillant systématiquement des informations pour comprendre quels sont les groupes qui ont les moins bons résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les débouchés les plus limités au sein des systèmes alimentaires dans différents contextes, en accordant une attention particulière aux groupes traditionnellement marginalisés, aux femmes et aux régions défavorisées.			
ii. Intensifier les efforts consistant à effectuer périodiquement des collectes et des analyses de données publiques de grande ampleur et adopter une approche tenant davantage compte de l'équité en ce qui concerne la communication de données dans les rapports mondiaux.			
iii. Intégrer le souci d'équité et incorporer des connaissances diverses dans les recherches sur la sécurité alimentaire et la nutrition.			
iv. Stimuler la recherche publique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires en accordant une grande importance à la prise en compte de la question de l'équité dans les activités de recherche. Prendre systématiquement en considération la question du genre, de l'équité et de l'intersectionnalité dans tous les aspects de la recherche. Veiller à ce que les personnes concernées jouissent du droit de décider de participer ou non aux travaux de recherche.			
v. Permettre une compréhension plus fine des causes profondes et des facteurs systémiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en encourageant et en finançant la recherche qualitative afin de rendre compte du vécu des acteurs des systèmes alimentaires.			

Source: Auteurs du présent document.

Nota bene: Les trois dimensions de l'équité interagissent et sont interdépendantes. C'est pourquoi les actions se rapportent à plusieurs dimensions de l'équité. Le tableau met en évidence quels sont les domaines principaux afin d'aider les décideurs à élaborer des mesures qui aient une large portée.

FIGURE 13:
PLAN DE ROUTE POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES TENANT COMPTE DE LA QUESTION DE L'ÉQUITÉ



Source: Auteurs du présent document.

6.3 PLAN DE ROUTE POUR DES POLITIQUES TENANT COMPTE DE LA QUESTION DE L'ÉQUITÉ VISANT À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

S'il n'est pas possible de définir les mesures que doit prendre chaque État membre, lesquelles doivent être scrupuleusement adaptées au contexte, toutes les politiques adoptées par les gouvernements doivent tenir compte de la question de l'équité, et plus précisément des aspects liés à la redistribution, à la reconnaissance et à la représentation (sans exception, et notamment pour les politiques ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition) (Nisbett *et al.*, 2022). Cela nécessite de prendre des engagements spécifiques en faveur de l'équité, et donc d'adopter une approche pangouvernementale.

La **FIGURE 13** présente un plan de route pour l'élaboration de politiques tenant compte de la question de l'équité, fondé sur le cadre conceptuel exposé au **CHAPITRE 1**, en particulier sur les principes de reconnaissance, de représentation et de redistribution qui constituent les «moteurs» de l'équité. S'il est recommandé que ce travail soit piloté par les gouvernements, ceux-ci ne seront peut-être pas tous disposés à de suivre une approche aussi détaillée ou en mesure de le faire. Dans certains contextes, les évaluations pourront donc être menées par des entités extérieures aux gouvernements, par exemple des organisations de la société civile, qui jouent un rôle important de sensibilisation à la nécessité de faire évoluer la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ou par des organisations intergouvernementales fournissant un appui direct aux gouvernements dans ce domaine.

Les inégalités entre personnes, groupes et pays au regard des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont évidentes au niveau mondial ; elles sont manifestes dans les données présentées dans ce rapport, mais également au vu du vécu et des observations formulées par les personnes les plus touchées. La marche sur la voie des objectifs établis au niveau mondial ou inscrits dans les politiques nationales est ralentie par les inégalités, qui laissent certaines personnes de côté. L'inégalité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition constitue une injustice et une violation des droits humains. La cause profonde de cette inégalité de résultat est à chercher dans l'iniquité – sociale, économique ou politique – de systèmes qui limitent systématiquement les chances des groupes de population marginalisés de participer aux systèmes alimentaires et d'en bénéficier. Mais ce n'est pas une raison pour céder à l'inaction ; comme le montre le présent rapport, nous disposons d'une somme de données factuelles et il existe une compréhension commune des enjeux, mais également des **manières d'agir pour remédier aux inégalités présentes dans les systèmes alimentaires et à l'iniquité qui en est à la racine.**

La prise en compte des recommandations formulées plus haut – qui visent la reconnaissance, la représentation et la redistribution dans l'optique de vaincre les inégalités et l'iniquité dans les systèmes alimentaires – ainsi que leur application dans différents contextes constituent le prochain pas à franchir dans la transformation des systèmes alimentaires, en vue de parvenir à la sécurité alimentaire et à la bonne nutrition de tous.

BIBLIOGRAPHIE

Abrahams, Z., Temple, N.J., Mchiza, Z.J. & Steyn, N.P. 2017. A Study of Food Advertising in Magazines in South Africa. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 12(3): 429–441. <https://doi.org/10.1080/19320248.2016.1227757>

Adams, J., Mytton, O., White, M. & Monsivais, P. 2016. Why Are Some Population Interventions for Diet and Obesity More Equitable and Effective Than Others? The Role of Individual Agency. *PLoS Medicine*, 13(4): e1001990. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001990>

Adjiwanou, V. & LeGrand, T. 2014. Gender inequality and the use of maternal healthcare services in rural sub-Saharan Africa. *Health & Place*, 29: 67–78. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2014.06.001>

Ahmed, S., Haklay, M. (Muki), Tacoli, C., Githiri, G., Dávila, J.D., Allen, A. & Fèvre, E.M. 2019. Participatory mapping and food-centred justice in informal settlements in Nairobi, Kenya. *Geo: Geography and Environment*, 6(1): e00077. <https://doi.org/10.1002/geo2.77>

Ahmed, T., Hossain, M. & Sanin, K.I. 2012. Global Burden of Maternal and Child Undernutrition and Micronutrient Deficiencies. *Annals of Nutrition and Metabolism*, 61(Suppl. 1): 8–17. <https://doi.org/10.1159/000345165>

Aizer, A. & Currie, J. 2014. The intergenerational transmission of inequality: Maternal disadvantage and health at birth. *Science*, 344(6186): 856–861. <https://doi.org/10.1126/science.1251872>

Aker, J.C. 2011. Dial “A” for agriculture: a review of information and communication technologies for agricultural extension in developing countries. *Agricultural Economics*, 42(6): 631–647. <https://doi.org/10.1111/j.1574-0862.2011.00545.x>

Akter, S. 2021. Gender Inequality and Food Insecurity in Asian Food System During the COVID-19 Pandemic. In: *Asian Development Outlook 2021 Update: Transforming Agriculture in Asia*. Asian Development Outlook. Asian Development Bank.

Alao, R., Nur, H., Fivian, E., Shankar, B., Kadiyala, S. & Harris-Fry, H. 2021. Economic inequality in malnutrition: a global systematic review and meta-analysis. *BMJ Global Health*, 6(12): e006906. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006906>

Alesina, A. & Perotti, R. 1996. Income distribution, political instability, and investment. *European Economic Review*, 40(6): 1203–1228. [https://doi.org/10.1016/0014-2921\(95\)00030-5](https://doi.org/10.1016/0014-2921(95)00030-5)

Ali, D.A., Deininger, K. & Goldstein, M. 2014. Environmental and gender impacts of land tenure regularization in Africa: Pilot evidence from Rwanda. *Journal of Development Economics*, 110: 262–275. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2013.12.009>

Alita, L. 2022. Reducing food safety hazards in China: a food system approach. *Doctoral dissertation, Wageningen University and Research*: 137. <https://doi.org/10.18174/562675>

- Allcott, H., Diamond, R., Dubé, J.-P., Handbury, J., Rahkovsky, I. & Schnell, M.** 2019. Food Deserts and the Causes of Nutritional Inequality*. *The Quarterly Journal of Economics*, 134(4): 1793–1844. <https://doi.org/10.1093/qje/qjz015>
- Allen, M.R., O.P., D., W., S., F., A.-D., W., C., S., H., M., K. et al.** 2022. Framing and Context. In: *Global Warming of 1.5°C: IPCC Special Report on Impacts of Global Warming of 1.5°C above Pre-industrial Levels in Context of Strengthening Response to Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty*. pp. 49–92. Cambridge, UK and New York, NY, USA, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009157940.003>
- Allen, P.** 2010. Realizing justice in local food systems. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2): 295–308. <https://doi.org/10.1093/cjres/rsq015>
- Allouche, J.** 2011. The sustainability and resilience of global water and food systems: Political analysis of the interplay between security, resource scarcity, political systems and global trade. *Food Policy*, 36: S3–S8. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.11.013>
- Al-Shaar, L., Satija, A., Wang, D.D., Rimm, E.B., Smith-Warner, S.A., Stampfer, M.J., Hu, F.B. & Willett, W.C.** 2020. Red meat intake and risk of coronary heart disease among US men: Prospective cohort study. *The BMJ*, 371(m4141). <https://doi.org/10.1136/bmj.m4141>
- Altieri, M.A.** 1995. *Agroecology: The Science Of Sustainable Agriculture, Second Edition*. 2nd edition. Boulder, Colo. : London, CRC Press.
- Altieri, M.A.** 2009. Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty. In: *Monthly Review*. Cited 10 May 2023. <https://monthlyreview.org/2009/07/01/agroecology-small-farms-and-food-sovereignty/>
- Ambikapathi, R., Shively, G., Leyna, G., Mosha, D., Mangara, A., Patil, C.L., Boncyk, M. et al.** 2021. Informal food environment is associated with household vegetable purchase patterns and dietary intake in the DECIDE study: Empirical evidence from food vendor mapping in peri-urban Dar es Salaam, Tanzania. *Global Food Security*, 28: 100474. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100474>
- Anderson, K., Cockburn, J. & Martin, W.** 2011. Would Freeing Up World Trade Reduce Poverty and Inequality? The Vexed Role of Agricultural Distortions. *The World Economy*, 34(4): 487–515. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9701.2011.01339.x>
- Andrews-Trevino, J.Y., Webb, P., Shively, G., Rogers, B.L., Baral, K., Davis, D., Paudel, K. et al.** 2019. Relatively Low Maternal Aflatoxin Exposure Is Associated with Small-for-Gestational-Age but Not with Other Birth Outcomes in a Prospective Birth Cohort Study of Nepalese Infants. *The Journal of Nutrition*, 149(10): 1818–1825. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz122>
- Armstrong McKay, D.I., Staal, A., Abrams, J.F., Winkelmann, R., Sakschewski, B., Loriani, S., Fetzer, I. et al.** 2022. Exceeding 1.5°C global warming could trigger multiple climate tipping points. *Science*, 377(6611): eabn7950. <https://doi.org/10.1126/science.abn7950>
- Arndt, C. & Tarp, F.** 2000. Agricultural Technology, Risk, and Gender: A CGE Analysis of Mozambique. *World Development*, 28(7): 1307–1326. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00017-6](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00017-6)
- Arthur, R., Heyworth, S., Pearce, J. & Sharkey, W.** 2019. The cost of harmful fishing subsidies. <https://www.iiED.org/sites/default/files/pdfs/migrate/16654IIED.pdf>
- Aryeetey, E. & Udry, C.** 2010. Creating Property Rights: Land Banks in Ghana. *American Economic Review*, 100(2): 130–134. <https://doi.org/10.1257/aer.100.2.130>
- Ashraf, N., Giné, X. & Karlan, D.** 2009. Finding Missing Markets (and a Disturbing Epilogue): Evidence from an Export Crop Adoption and Marketing Intervention in Kenya. *American Journal of Agricultural Economics*, 91(4): 973–990. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8276.2009.01319.x>

- Backholer, K., Gupta, A., Zorbas, C., Bennett, R., Huse, O., Chung, A., Isaacs, A. et al.** 2021. Differential exposure to, and potential impact of, unhealthy advertising to children by socio-economic and ethnic groups: A systematic review of the evidence. *Obesity Reviews*, 22(3): e13144. <https://doi.org/10.1111/obr.13144>
- Bai, Y., Alemu, R., Block, S.A., Headey, D. & Masters, W.A.** 2021. Cost and affordability of nutritious diets at retail prices: Evidence from 177 countries. *Food Policy*, 99: 101983. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101983>
- Bai, Y. & Cotrufo, M.F.** 2022. Grassland soil carbon sequestration: Current understanding, challenges, and solutions. *Science (New York, N.Y.)*, 377(6606): 603–608. <https://doi.org/10.1126/science.abo2380>
- Bai, Y., Herforth, A. & Masters, W.A.** 2022. Global variation in the cost of a nutrient-adequate diet by population group: an observational study. *The Lancet Planetary Health*, 6(1): e19–e28. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00285-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00285-0)
- Baines, J. & Hager, S.B.** 2022. Commodity traders in a storm: financialization, corporate power and ecological crisis. *Review of International Political Economy*, 29(4): 1053–1084. <https://doi.org/10.1080/09692290.2021.1872039>
- Baker, L.** 2018. Food asset mapping in Toronto and Greater Golden Horseshoe region. In: Y. Cabannes & C. Marocchino, eds. *Integrating Food into Urban Planning*. pp. 264–275. UCL Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv513dv1.20>
- Baker, P., Hawkes, C., Wingrove, K., Demaio, A.R., Parkhurst, J., Thow, A.M. & Walls, H.** 2018. What drives political commitment for nutrition? A review and framework synthesis to inform the United Nations Decade of Action on Nutrition. *BMJ Global Health*, 3(1): e000485. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000485>
- Baker, P., Machado, P., Santos, T., Sievert, K., Backholer, K., Hadjikakou, M., Russell, C. et al.** 2020. Ultra-processed foods and the nutrition transition: Global, regional and national trends, food systems transformations and political economy drivers. *Obesity Reviews*, 21(12): e13126. <https://doi.org/10.1111/obr.13126>
- Balakrishnan, R. & Heintz, J.** 2015. How inequality threatens all human rights. In: *openDemocracy*. Cited 14 October 2022. <https://www.opendemocracy.net/en/openglobalrights-openpage/how-inequality-threatens-all-human-rights/>
- Bâli, A.** 2022. *The Humanitarian Paradox: Why Human Rights Require Restraint*. Quincy Brief No. 27. Quincy Institute for Responsible Statecraft. <https://quincyinst.org/report/the-humanitarian-paradox-why-human-rights-require-restraint/>
- Barak, F. & Melgar-Quiñonez, H.** 2022. Gendered Determinants of Food Security Inequities Within Intersectionality Framework: Case Study From Uganda. *Current Developments in Nutrition*, 6(Supplement_1): 548. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzac060.006>
- Bardazzi, R., Bortolotti, L. & Paziienza, M.G.** 2021. To eat and not to heat? Energy poverty and income inequality in Italian regions. *Energy Research & Social Science*, 73: 101946. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101946>
- Barlow, P., Labonte, R., McKee, M. & Stuckler, D.** 2018. Trade challenges at the World Trade Organization to national noncommunicable disease prevention policies: A thematic document analysis of trade and health policy space. *PLOS Medicine*, 15(6): e1002590. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1002590>
- Barlow, P., Loopstra, R., Tarasuk, V. & Reeves, A.** 2020. Liberal trade policy and food insecurity across the income distribution: an observational analysis in 132 countries, 2014–17. *The Lancet Global Health*, 8(8): e1090–e1097. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30263-1](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30263-1)

- Barnett, I., Meeker, J., Roelen, K. & Nisbett, N.** 2022. Behaviour change communication for child feeding in social assistance: A scoping review and expert consultation. *Maternal & Child Nutrition*, 18(3): e13361. <https://doi.org/10.1111/mcn.13361>
- Barrett, C.B.** 2010. Measuring Food Insecurity. *Science*, 327(5967): 825–828. <https://doi.org/10.1126/science.1182768>
- Barzola Iza, C.L., Dentoni, D. & Omta, O.S.W.F.** 2020. The influence of multi-stakeholder platforms on farmers' innovation and rural development in emerging economies: a systematic literature review. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 10(1): 13–39. <https://doi.org/10.1108/JADEE-12-2018-0182>
- Batal, M. & Decelles, S.** 2019. A Scoping Review of Obesity among Indigenous Peoples in Canada. *Journal of Obesity*, 2019: 1–20. <https://doi.org/10.1155/2019/9741090>
- Batterbury, S. & Ndi, F.** 2018. Land-grabbing in Africa. In: *Handbook of African Development*. Routledge.
- Battersby, J.** 2012. Urban Food Security And Climate Change: A System of Flows. In: *Climate Change, Assets and Food Security in Southern African Cities*. pp. 35–56. Routledge.
- Battersby, J.** 2017. Food System transformation in the Absence of Food System Planning: The Case of Supermarket and Shopping Mall Retail Expansion in Cape Town, South Africa. *Built Environment*, 43(3): 417–430. <https://doi.org/10.2148/benv.43.3.417>
- Battersby, J.** 2019. The Food Desert as a Concept and Policy Tool in African Cities: An Opportunity and a Risk. *Sustainability*, 11(2): 458. <https://doi.org/10.3390/su11020458>
- Battersby, J.** 2022. Revised food security policy: needed to reshape SA food system. *New Agenda: South African Journal of Social and Economic Policy*, 2022(86): 26–30. https://doi.org/10.10520/ejc-nagenda_v2022_n86_a6
- Baudron, F., Sims, B., Justice, S., Kahan, D.G., Rose, R., Mkomwa, S., Kaumbutho, P. et al.** 2015. Re-examining appropriate mechanization in Eastern and Southern Africa: two-wheel tractors, conservation agriculture, and private sector involvement. *Food Security*, 7(4): 889–904. <https://doi.org/10.1007/s12571-015-0476-3>
- Baumüller, H.** 2017. Towards Smart Farming? Mobile Technology Trends and Their Potential for Developing Country Agriculture. In: *Handbook on ICT in Developing Countries*. River Publishers.
- Beal, T., Gardner, C.D., Herrero, M., Iannotti, L.L., Merbold, L., Nordhagen, S. & Mottet, A.** 2023. Friend or Foe? The Role of Animal-Source Foods in Healthy and Environmentally Sustainable Diets. *The Journal of Nutrition*, 153(2): 409–425. <https://doi.org/10.1016/j.tjnut.2022.10.016>
- Beal, T. & Ortenzi, F.** 2022. Priority Micronutrient Density in Foods. *Frontiers in Nutrition*, 9. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fnut.2022.806566>
- Beddington, J.R., Asaduzzaman, M., Clark, M.E., Bremauntz, A.F., Guillou, M.D., Jahn, M.M., Lin, E. et al.** 2012. The role for scientists in tackling food insecurity and climate change. *Agriculture & Food Security*, 1(1): 10. <https://doi.org/10.1186/2048-7010-1-10>
- Beder, S., Varney, W. & Gosden, R.** 2009. *This Little Kiddy Went to Market*. Pluto Press. <https://www.plutobooks.com/9781783715473/this-little-kiddy-went-to-market>
- Bednar, D.J. & Reames, T.G.** 2020. Recognition of and response to energy poverty in the United States. *Nature Energy*, 5(6): 432–439. <https://doi.org/10.1038/s41560-020-0582-0>
- Bell, W., Lividini, K. & Masters, W.A.** 2021. Global dietary convergence from 1970 to 2010 altered inequality in agriculture, nutrition and health. *Nature Food*, 2(3): 156–165. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00241-9>

- Bellemare, M.F., Bloem, J.R. & Lim, S.** 2022. Producers, consumers, and value chains in low-and middle-income countries. *Handbook of Agricultural Economics*, 6: 4933.
- Bellemare, M.F. & Novak, L.** 2017. *Contract Farming and Food Security*. SSRN Scholarly Paper. 3576999. Rochester, NY. Cited 21 October 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=3576999>
- Béné, C.** 2022. Why the Great Food Transformation may not happen – A deep-dive into our food systems' political economy, controversies and politics of evidence. *World Development*, 154: 105881. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105881>
- Béné, C., Kawarazuka, N., Pham, H., Haan, S. de, Tuyen, H., Thi, D.T. & Dang, C.** 2021. Policy framing and crisis narratives around food safety in Vietnam. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 4(3): 985–1009. <https://doi.org/10.1177/2514848620941515>
- Béné, C. & Merten, S.** 2008. Women and Fish-for-Sex: Transactional Sex, HIV/AIDS and Gender in African Fisheries. *World Development*, 36(5): 875–899. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.05.010>
- Bennett, N.J., Blythe, J., White, C.S. & Campero, C.** 2021. Blue growth and blue justice: Ten risks and solutions for the ocean economy. *Marine Policy*, 125: 104387. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104387>
- Bezner Kerr, R., Liebert, J., Kansanga, M. & Kpienbaareh, D.** 2022. Human and social values in agroecology: A review. *Elementa: Science of the Anthropocene*, 10(1): 00090. <https://doi.org/10.1525/elementa.2021.00090>
- Bezner Kerr, R., Madsen, S., Stüber, M., Liebert, J., Enloe, S., Borghino, N., Parros, P. et al.** 2021. Can agroecology improve food security and nutrition? A review. *Global Food Security*, 29: 100540. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100540>
- Bhattacharjee, N.V., Schaeffer, L.E., Hay, S.I. & Collaborators, L.B. of D.E.B.** 2021. Mapping inequalities in exclusive breastfeeding in low- and middle-income countries, 2000–2018. *Nature Human Behaviour*, 5(8). <https://doi.org/10.1038/s41562-021-01108-6>
- Bhuyan, B., Sahoo, B.K. & Suar, D.** 2020. Nutritional status, poverty, and relative deprivation among socio-economic and gender groups in India: Is the growth inclusive? *World Development Perspectives*, 18: 100180. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2020.100180>
- Bijman, J. & Wijers, G.** 2019. Exploring the inclusiveness of producer cooperatives. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 41: 74–79. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.11.005>
- Bindoff, N.L., Cheung, W.W.L., Kairo, J.G., Aristeigui, J., Guinder, V.A., Hallberg, R., Hilmi, N. et al.** 2019. *Changing Ocean, Marine Ecosystems, and Dependent Communities*. In: *IPCC Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate*. Cambridge, UK and New York, NY, USA, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009157964.007>
- Binswanger, H.** 1986. *Agricultural mechanization: a comparative historical perspective*. 14113. Washington, D.C, World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/642221468740199059/Agricultural-mechanization-a-comparative-historical-perspective>
- Birmingham City Council.** 2019. Birmingham City Council passes multifaceted healthy food ordinance. In: *Medium*. Cited 23 November 2022. <https://bhamcitycouncil.medium.com/birmingham-city-council-passes-multifaceted-healthy-food-ordinance-1849063135ce>
- Bisaga, I., Campbell, K., Bellanca, R., Kleijn, M. & To, L.S.** 2022. *Clean and Modern Energy for Cooking – A Path to Food Security and Sustainable Development*. World Food Programme (WFP). <https://www.wfp.org/publications/clean-and-modern-energy-cooking-path-food-security-and-sustainable-development>

- Bizikova, L., Nkonya, E., Minah, M., Hanisch, M., Turaga, R.M.R., Speranza, C.I., Karthikeyan, M. et al.** 2020. A scoping review of the contributions of farmers' organizations to smallholder agriculture. *Nature Food*, 1(10): 620–630. <https://doi.org/10.1038/s43016-020-00164-x>
- Black, E.** 2016. Globalization of the Food Industry: Transnational Food Corporations, the Spread of Processed Food, and Their Implications for Food Security and Nutrition. *Independent Study Project (ISP) Collection*. https://digitalcollections.sit.edu/isp_collection/2353
- Bonfrer, I., van de Poel, E., Grimm, M. & Van Doorslaer, E.** 2014. Does the distribution of healthcare utilization match needs in Africa? *Health Policy and Planning*, 29(7): 921–937. <https://doi.org/10.1093/heapol/czt074>
- Boonjubun, C.** 2017. Conflicts over streets: The eviction of Bangkok street vendors. *Cities*, 70: 22–31. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2017.06.007>
- Born, B. & Purcell, M.** 2006. Avoiding the Local Trap: Scale and Food Systems in Planning Research. *Journal of Planning Education and Research*, 26(2): 195–207. <https://doi.org/10.1177/0739456X06291389>
- Borras, S.M. & Franco, J.C.** 2013. Global Land Grabbing and Political Reactions “From Below”. *Third World Quarterly*, 34(9): 1723–1747.
- Botreau, H. & Cohen, M.J.** 2020. Chapitre Two - Gender inequality and food insecurity: A dozen years after the food price crisis, rural women still bear the brunt of poverty and hunger. In: M.J. Cohen, ed. *Advances in Food Security and Sustainability*. pp. 53–117. Vol. 5. Elsevier. <https://doi.org/10.1016/bs.af2s.2020.09.001>
- Bradford, K. & Katikiro, R.E.** 2019. Fighting the tides: A review of gender and fisheries in Tanzania. *Fisheries Research*, 216: 79–88. <https://doi.org/10.1016/j.fishres.2019.04.003>
- Bragg, M.A., Roberto, C.A., Harris, J.L., Brownell, K.D. & Elbel, B.** 2018. Marketing Food and Beverages to Youth Through Sports. *Journal of Adolescent Health*, 62(1): 5–13. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2017.06.016>
- Brander, M., Bernauer, T. & Huss, M.** 2021. Improved on-farm storage reduces seasonal food insecurity of smallholder farmer households – Evidence from a randomized control trial in Tanzania. *Food Policy*, 98: 101891. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101891>
- Braveman, P.** 2010. Social conditions, health equity, and human rights. *Health and Human Rights Journal*, 12(2): 31–48.
- Brinks, D., Dehm, J. & Engle, K.** 2020. Introduction: Human Rights and Economic Inequality. *Humanity Journal*. <http://humanityjournal.org/issue10-3/introduction-human-rights-and-economic-inequality/>
- Brooks, S.** 2016. Inducing food insecurity: Financialisation and development in the post-2015 era. *Third World Quarterly*, 37(5): 768–780. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1110014>
- Broussard, N.H.** 2019. What explains gender differences in food insecurity? *Food Policy*, 83: 180–194. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2019.01.003>
- Brown, C.S., Ravallion, M. & van de Walle, D.** 2017. *Are Poor Individuals Mainly Found in Poor Households? Evidence using Nutrition Data for Africa*. Working Paper. Working Paper Series 24047. National Bureau of Economic Research. Cited 30 October 2022. <https://www.nber.org/papers/w24047>
- Brucker, D.L. & Coleman-Jensen, A.** 2017. Food Insecurity Across the Adult Life Span for Persons With Disabilities. *Journal of Disability Policy Studies*, 28(2): 109–118. <https://doi.org/10.1177/1044207317710701>
- Bruckner, B., Hubacek, K., Shan, Y., Zhong, H. & Feng, K.** 2022. Impacts of poverty alleviation on national and global carbon emissions. *Nature Sustainability*, 5(4): 311–320. <https://doi.org/10.1038/s41893-021-00842-z>

- de Bruin, S., Dengerink, J. & van Vliet, J.** 2021. Urbanisation as driver of food system transformation and opportunities for rural livelihoods. *Food Security*, 13(4): 781–798. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01182-8>
- Bryan, S., Afful, J., Carroll, M., Te-Ching, C., Orlando, D., Fink, S., Fryar, C. et al.** 2021. *National Health and Nutrition Examination Survey 2017–March 2020 Pre-pandemic Data Files*. 158. National Center for Health Statistics (U.S.). <https://doi.org/10.15620/cdc:106273>
- Burlinson, A., Davillas, A. & Law, C.** 2022. Pay (for it) as you go: Prepaid energy meters and the heat-or-eat dilemma. *Social Science & Medicine*, 315: 115498. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2022.115498>
- Bush, R.C. & Martiniello, G.** 2017. Food Riots and Protest: Agrarian Modernizations and Structural Crises. *World Development*, 91: 193–207.
- Byerlee, D., de Janvry, A. & Sadoulet, E.** 2009. Agriculture for Development: Toward a New Paradigm. *Annual Review of Resource Economics*, 1(1): 15–31. <https://doi.org/10.1146/annurev.resource.050708.144239>
- Caillavet, P.F., Darmon, N., Dubois, C., Gomy, C., Kabeche, D., Paturel, D. & Perignon, M.** 2022. *Towards sustainable food security: issues, initiatives and guiding principles*. <https://tnova.fr/societe/alimentation/towards-sustainable-food-security-issues-initiatives-and-guiding-principles/>
- Carolan, M.** 2013. *The Real Cost of Cheap Food*. Routledge.
- Carr, E.R.** 2008. Men's Crops and Women's Crops: The Importance of Gender to the Understanding of Agricultural and Development Outcomes in Ghana's Central Region. *World Development*, 36(5): 900–915. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.05.009>
- Carriedo Lutzenkirchen, A.A.** 2018. *A policy analysis of the 2014 Mexican soda tax*. London School of Hygiene & Tropical Medicine. doctoral. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04648204>
- Carter, E.D.** 2018. Population control, public health, and development in mid twentieth century Latin America. *Journal of Historical Geography*, 62: 96–105. <https://doi.org/10.1016/j.jhg.2018.03.012>
- Casimirri, G.** 2003. *Problems with integrating traditional ecological knowledge into contemporary resource management*. Quebec City, Canada, Submitted to the XII World Forestry Congress. Cited 5 May 2023. <https://www.fao.org/3/XII/0887-A3.htm>
- Castañeda Carney, I., Sabater, L., Owren, C. & Boyer, A.E.** 2020. *Gender-based violence and environment linkages*. IUCN. <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2020.03.en>
- Cavatassi, R., González-flores, M., Winters, P., Andrade-Piedra, J., Espinosa, P. & Thiele, G.** 2011. Linking Smallholders to the New Agricultural Economy: The Case of the Plataformas de Concertación in Ecuador. *The Journal of Development Studies*, 47(10): 1545–1573. <https://doi.org/10.1080/00220388.2010.536221>
- Ceddia, M.G.** 2020. The super-rich and cropland expansion via direct investments in agriculture. *Nature Sustainability*, 3(4): 312–318. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0480-2>
- Cerra, V., Lama, R. & Loayza, N.** 2021. *Links Between Growth, Inequality, and Poverty: A Survey*. Policy Research working paper. 2021/068. Washington, D.C., World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/112911616770024923/Links-between-Growth-Inequality-and-Poverty-A-Survey>
- CFS.** 2019. *CFS Multi-Year Programme of Work (MYPoW) for 2020–2023*. Committee on World Food Security (CFS).
- CFS.** 2021. *CFS Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition*. FAO. Cited 10 April 2023. <https://www.fao.org/cfs/vgfsn/en/%3f>
- CFS 2019/46/7.** 2019. *Forty-sixth Session “Making a Difference in Food Security and Nutrition”*. Rome, Italy, Committee on World Food Security (CFS).

- CGIAR.** 2010. *Summary – CGIAR Fund Council Inaugural Meeting*. Washington, DC: CGIAR Fund Office, World Bank, Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR).
- CGIAR.** 2022. *Seven Actions to Limit the Impact of War in Ukraine on Food Security*. Report. <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/119617>
- Chakona, G. & Shackleton, C.** 2019. Food Taboos and Cultural Beliefs Influence Food Choice and Dietary Preferences among Pregnant Women in the Eastern Cape, South Africa. *Nutrients*, 11(11): 2668. <https://doi.org/10.3390/nu11112668>
- Champeny, M., Pries, A.M., Hou, K., Adhikary, I., Zehner, E. & Huffman, S.L.** 2019. Predictors of breast milk substitute feeding among newborns in delivery facilities in urban Cambodia and Nepal. *Maternal & Child Nutrition*, 15(S4): e12754. <https://doi.org/10.1111/mcn.12754>
- Chancel, L., Bothe, P. & Voituriez, T.** 2023. *Climate Inequality Report 2023*. World Inequality Lab Study 2023/1. <https://wid.world/wp-content/uploads/2023/01/CBV2023-ClimateInequalityReport-3.pdf>
- Charlton, J.I.** 1998. *Nothing About Us Without Us: Disability Oppression and Empowerment*. First edition. University of California Press. <https://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt1pnqn9>
- Chege, C.G.K., Andersson, C.I.M. & Qaim, M.** 2015. Impacts of Supermarkets on Farm Household Nutrition in Kenya. *World Development*, 72: 394–407. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.03.016>
- Cheung, W.W.L., Reygondeau, G. & Frölicher, T.L.** 2016. Large benefits to marine fisheries of meeting the 1.5°C global warming target. *Science*, 354(6319): 1591–1594. <https://doi.org/10.1126/science.aag2331>
- Chirwa, E., Doward, A., Kachule, R., Kumwenda, I., Jonathan, K., Poole, N., Poulton, C. & Stockbridge, M.** 2005. Farmer Organisations for Market Access: Principles for policy and practice. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08c60ed915d622c0012e1/R8275_040524_PolicyBriefingPaper.pdf
- Christensen, M.-B., Hallum, C., Maitland, A., Parrinello, Q. & Putaturo, C.** 2023. *Survival of the Richest: How we must tax the super-rich now to fight inequality*. Oxfam Briefing Papers. Oxford, UK, Oxfam. <https://doi.org/10.21201/2023.621477>
- Christiaensen, L., Demery, L. & Kuhl, J.** 2011. The (evolving) role of agriculture in poverty reduction—An empirical perspective. *Journal of Development Economics*, 96(2): 239–254. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2010.10.006>
- Chuenpagdee, R. & Jentoft, S.** 2015. Exploring Challenges in Small-Scale Fisheries Governance. In: S. Jentoft & R. Chuenpagdee, eds. *Interactive Governance for Small-Scale Fisheries: Global Reflections*. pp. 3–16. MARE Publication Series. Cham, Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-17034-3_1
- Cinner, J.E., Huchery, C., Darling, E.S., Humphries, A.T., Graham, N.A.J., Hicks, C.C., Marshall, N. & McClanahan, T.R.** 2013. Evaluating Social and Ecological Vulnerability of Coral Reef Fisheries to Climate Change. *PLoS ONE*, 8(9): e74321. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0074321>
- Cistulli, V., Heikkilä, S. & Vos, R.** 2016. Chapitre 10. Global dimensions of malnutrition: Territorial perspectives on food security and nutrition policies. In: *OECD Regional Outlook 2016: Productive Regions for Inclusive Societies*. Paris, OECD Publishing. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/9789264260245-13-en/index.html?itemId=/content/component/9789264260245-13-en>
- Clapp, J.** 2006. WTO Agriculture Negotiations: Implications for the Global South. *Third World Quarterly*, 27(4): 563–577.

- Clapp, J.** 2014. Financialization, distance and global food politics. *The Journal of Peasant Studies*, 41(5): 797–814. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.875536>
- Clapp, J.** 2017. Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat? *Global Environmental Politics*, 17(3): 151–152. https://doi.org/10.1162/GLEP_r_00423
- Clapp, J.** 2021. The problem with growing corporate concentration and power in the global food system. *Nature Food*, 2(6): 404–408. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00297-7>
- Clapp, J. & Isakson, S.R.** 2018. Risky Returns: The Implications of Financialization in the Food System. *Development and Change*, 49(2): 437–460. <https://doi.org/10.1111/dech.12376>
- Clapp, J., Moseley, W.G., Burlingame, B. & Termine, P.** 2022. Viewpoint: The case for a six-dimensional food security framework. *Food Policy*, 106: 102164. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102164>
- Clapp, J. & Scrinis, G.** 2017. Big Food, Nutritionism, and Corporate Power. *Globalizations*, 14(4): 578–595. <https://doi.org/10.1080/14747731.2016.1239806>
- Coggins, S., McCampbell, M., Sharma, A., Sharma, R., Haefele, S.M., Karki, E., Hetherington, J., Smith, J. & Brown, B.** 2022. How have smallholder farmers used digital extension tools? Developer and user voices from Sub-Saharan Africa, South Asia and Southeast Asia. *Global Food Security*, 32: 100577. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100577>
- Cohen, N. & Ilieva, R.T.** 2021. Expanding the boundaries of food policy: The turn to equity in New York City. *Food Policy*, 103: 102012. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102012>
- Cole, S.A. & Fernando, A.N.** 2021. ‘Mobile’izing Agricultural Advice Technology Adoption Diffusion and Sustainability. *The Economic Journal*, 131(633): 192–219. <https://doi.org/10.1093/ej/ueaa084>
- Cole, S.M., Kaminski, A.M., McDougall, C., Kefi, A.S., Marinda, P.A., Maliko, M. & Mtonga, J.** 2020. Gender accommodative versus transformative approaches: a comparative assessment within a post-harvest fish loss reduction intervention. *Gender, Technology and Development*, 24(1): 48–65. <https://doi.org/10.1080/09718524.2020.1729480>
- Concern Worldwide & Welthungerhilfe.** 2022. *Global Hunger Index: Food Systems Transformation and Local Governance*. Bonn / Dublin. <https://www.concern.net/knowledge-hub/2022-global-hunger-index>
- Cooksey-Stowers, K., Jiang, Q., Atoloye, A.T., Lucan, S. & Gans, K.** 2020. Racial Differences in Perceived Food Swamp and Food Desert Exposure and Disparities in Self-Reported Dietary Habits. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(19): 7143. <https://doi.org/10.3390/ijerph17197143>
- Cooksey-Stowers, K., Schwartz, M.B. & Brownell, K.D.** 2017. Food Swamps Predict Obesity Rates Better Than Food Deserts in the United States. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 14(11): 1366. <https://doi.org/10.3390/ijerph14111366>
- Cookson, T.P.** 2018. *Unjust Conditions*. University of California Press. <https://doi.org/10.1525/luminos.49>
- Cooper, G.S., Shankar, B., Rich, K.M., Ratna, N.N., Alam, M.J., Singh, N. & Kadiyala, S.** 2021. Can fruit and vegetable aggregation systems better balance improved producer livelihoods with more equitable distribution? *World Development*, 148: 105678. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105678>
- Cornwall, A.** 2003. Whose Voices? Whose Choices? Reflections on Gender and Participatory Development. *World Development*, 31(8): 1325–1342. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(03\)00086-X](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(03)00086-X)

- Coté, C.** 2022a. *A Drum in One Hand, a Sockeye in the Other: Stories of Indigenous Food Sovereignty from the Northwest Coast*. Indigenous Confluences. University of Washington Press. <https://uwa-press.uw.edu/book/9780295749525/a-drum-in-one-hand-a-sockeye-in-the-other>
- Coté, C.** 2022b. *A Drum in One Hand, a Sockeye in the Other: Stories of Indigenous Food Sovereignty from the Northwest Coast (Indigenous Confluences)*. University of Washington Press. <https://www.amazon.com/Drum-One-Hand-Sockeye-Other/dp/0295749520>
- Cottrell, R.S., Nash, K.L., Halpern, B.S., Remenyi, T.A., Corney, S.P., Fleming, A., Fulton, E.A. et al.** 2019. Food production shocks across land and sea. *Nature Sustainability*, 2(2): 130–137. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0210-1>
- Cotula, L. & Berger, T.** 2017. *Trends in global land use investment: implications for legal empowerment*. <https://www.iied.org/12606iiied>
- Counihan, C., Esterik, P.V. & Julier, A., eds.** 2018. *Food and Culture: A Reader*. Fourth edition. New York, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315680347>
- Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D., Monforti-Ferrario, F., Tubiello, F.N. & Leip, A.** 2021. Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions. *Nature Food*, 2(3): 198–209. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>
- CSDH.** 2008. *Closing the gap in a generation: health equity through action on the social determinants of health*. Final Report of the Commission on Social Determinants of Health. Geneva, World Health Organization. <https://www.who.int/publications-detail-redirect/9789241563703>
- CUL.** 2023. Breaking Point: Impact of Sri Lanka's Economic Crisis on Colombo's Working Class Poor. <https://www.csf-asia.org/breaking-point-impact-of-sri-lankas-economic-crisis-on-colombos-working-class-poor/>
- Cummins, S., Berger, N., Cornelsen, L., Eling, J., Er, V., Greener, R., Kalbus, A. et al.** 2021. COVID-19: impact on the urban food retail system and dietary inequalities in the UK. *Cities & Health*, 5(sup1): S119–S122. <https://doi.org/10.1080/23748834.2020.1785167>
- Dancer, H.** 2018. Power and Rights in the Community: Paralegals as Leaders in Women's Legal Empowerment in Tanzania. *Feminist Legal Studies*, 26(1): 47–64. <https://doi.org/10.1007/s10691-018-9371-6>
- Daniel, S. & Mittal, A.** 2009. *The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor*. The Oakland Institute. <https://www.oaklandinstitute.org/great-land-grab-rush-world%E2%80%99s-farmland-threatens-food-security-poor>
- Das, D., Grais, R.F., Okiro, E.A., Stepniwska, K., Mansoor, R., van der Kam, S., Terlouw, D.J. et al.** 2018. Complex interactions between malaria and malnutrition: a systematic literature review. *BMC Medicine*, 16(1): 186. <https://doi.org/10.1186/s12916-018-1177-5>
- Dasgupta, S. & Robinson, E.J.Z.** 2022. Attributing changes in food insecurity to a changing climate. *Scientific Reports*, 12(1): 4709. <https://doi.org/10.1038/s41598-022-08696-x>
- Davis, K.E., Babu, S.C. & Ragasa, C., eds.** 2020. *Agricultural extension: Global status and performance in selected countries*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute (IFPRI). <https://doi.org/10.2499/9780896293755>
- Davy, D.** 2016. Australia's Efforts to Improve Food Security for Aboriginal and Torres Strait Islander Peoples. *Health and Human Rights*, 18(2): 209–218.
- De Mello, L. & Dutz, M.A.** 2012. *Promoting Inclusive Growth: Challenges and Policies*. Washington, DC, World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16948>

- De Schutter, O.** 2012. *From Charity to Entitlement: Implementing the Right to Food in Southern and Eastern Africa*. United Nations Special Rapporteur on the Right to Food: Briefing Note 5. Geneva: United Nations. http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20120620_briefing_note_05_en.pdf
- De Schutter, O.** 2023. Fighting inequality: The untapped potential of human rights. In: *RLS Geneva*. Cited 22 May 2023. <https://rosalux-geneva.org/fighting-inequality-the-untapped-potential-of-human-rights/>
- De Schutter, O. & Vanloqueren, G.** 2011. The New Green Revolution: How Twenty-First-Century Science Can Feed the World. , 2(4). <https://papers.ssrn.com/abstract=1926189>
- De Vreyer, P. & Lambert, S.** 2021. Inequality, Poverty, and the Intra-Household Allocation of Consumption in Senegal. *World Bank Economic Review*, 35(2): 414–435. <https://doi.org/10.1093/wber/lhz052>
- Debela, B.L., Demmler, K.M., Klasen, S. & Qaim, M.** 2020. Supermarket food purchases and child nutrition in Kenya. *Global Food Security*, 25: 100341. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.100341>
- Deichmann, U., Goyal, A. & Mishra, D.** 2016. Will digital technologies transform agriculture in developing countries? *Agricultural Economics*, 47(S1): 21–33. <https://doi.org/10.1111/agec.12300>
- Deininger, K.** 2003. Land Markets in Developing and Transition Economies: Impact of Liberalization and Implications for Future Reform. *American Journal of Agricultural Economics*, 85(5): 1217–1222. <https://doi.org/10.1111/j.0092-5853.2003.00533.x>
- Deininger, K., Ali, D.A., Holden, S. & Zevenbergen, J.** 2008. Rural Land Certification in Ethiopia: Process, Initial Impact, and Implications for Other African Countries. *World Development*, 36(10): 1786–1812. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.09.012>
- Dell'Angelo, J., Navas, G., Witteman, M., D'Alisa, G., Scheidel, A. & Temper, L.** 2021. Commons grabbing and agribusiness: Violence, resistance and social mobilization. *Ecological Economics*, 184: 107004. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2021.107004>
- Demmler, K.M., Ecker, O. & Qaim, M.** 2018. Supermarket Shopping and Nutritional Outcomes: A Panel Data Analysis for Urban Kenya. *World Development*, 102: 292–303. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.07.018>
- Devaux, A., Horton, D., Velasco, C., Thiele, G., López, G., Bernet, T., Reinoso, I. & Ordinola, M.** 2009. Collective action for market chain innovation in the Andes. *Food Policy*, 34(1): 31–38. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2008.10.007>
- Devaux, A., Torero, M., Donovan, J. & Horton, D.** 2018. Agricultural innovation and inclusive value-chain development: a review. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 8(1): 99–123. <https://doi.org/10.1108/JADEE-06-2017-0065>
- Development Initiatives.** 2020. *2020 Global Nutrition Report: Action on equity to end malnutrition*. Bristol, UK. <https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/>
- Development Initiatives.** 2021. *2021 Global Nutrition Report: The state of global nutrition*. Bristol, UK. <https://globalnutritionreport.org/reports/2021-global-nutrition-report/>
- Development Initiatives.** 2022. *2022 Global Nutrition Report: Stronger commitments for greater action*. Bristol, UK, Development Initiatives. <https://globalnutritionreport.org/reports/2022-global-nutrition-report/>
- Devereux, S., Haysom, G., Maluf, R.S. & Scott-Villiers, P.** 2022. *Challenging the normalisation of hunger in highly unequal societies*. IDS working paper. Brighton, United Kingdom: Institute of Development Studies.
- Devereux, S. & Sabates-Wheeler, R.** 2004. Transformative social protection. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/4071>

- Devereux, S. & Sabates-Wheeler, R.** 2015. Graduating from Social Protection? Editorial Introduction. *IDS Bulletin*, 46(2): 1–12. <https://doi.org/10.1111/1759-5436.12124>
- Dhehibi, B., Dhraief, M.Z., Ruediger, U., Frija, A., Werner, J., Straussberger, L. & Rischkowsky, B.** 2022. Impact of improved agricultural extension approaches on technology adoption: Evidence from a randomised controlled trial in rural Tunisia. *Experimental Agriculture*, 58: e13. <https://doi.org/10.1017/S0014479722000084>
- Dickman, S.L., Himmelstein, D.U. & Woolhandler, S.** 2017. Inequality and the health-care system in the USA. *The Lancet*, 389(10077): 1431–1441. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)30398-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)30398-7)
- D’Odorico, P., Carr, J.A., Laio, F., Ridolfi, L. & Vandoni, S.** 2014. Feeding humanity through global food trade. *Earth’s Future*, 2(9): 458–469. <https://doi.org/10.1002/2014EF000250>
- Donatuto, J., Campbell, L. & Gregory, R.** 2016. Developing Responsive Indicators of Indigenous Community Health. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 13(9): 899. <https://doi.org/10.3390/ijerph13090899>
- Donatuto, J., Campbell, L., LeCompte, J.K., Rohlman, D. & Tadlock, S.** 2020. The Story of 13 Moons: Developing an Environmental Health and Sustainability Curriculum Founded on Indigenous First Foods and Technologies. *Sustainability*, 12(21): 8913. <https://doi.org/10.3390/su12218913>
- Donovan, J. & Poole, N.** 2014. Changing asset endowments and smallholder participation in higher value markets: Evidence from certified coffee producers in Nicaragua. *Food Policy*, 44: 1–13. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2013.09.010>
- Doss, C. & Quisumbing, A.R.** 2021. Gender, household behavior, and rural development. In: *In Agricultural development: New perspectives in a changing world*, eds. Keijiro Otsuka and Shenggen Fan. Part Three: Context for Agricultural Development, Chapitre 15, Pp. 503–528. p. 26. Agricultural development: New perspectives in a changing world. Washington, DC, International Food Policy Research Institute (IFPRI). https://doi.org/10.2499/9780896293830_15
- Doss, C.R.** 2002. Men’s Crops? Women’s Crops? The Gender Patterns of Cropping in Ghana. *World Development*, 30(11): 1987–2000. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(02\)00109-2](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(02)00109-2)
- Doss, C.R. & Quisumbing, A.R.** 2020. Understanding rural household behavior: Beyond Boserup and Becker. *Agricultural Economics*, 51(1): 47–58. <https://doi.org/10.1111/agec.12540>
- Drimie, S. & Yosef, S.** 2016. *Reducing risk, strengthening resilience: Social protection and nutrition*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. https://doi.org/10.2499/9780896295889_07
- D’Souza, A. & Jolliffe, D.** 2013. Conflict, Food Price Shocks, and Food Insecurity: The Experience of Afghan Households. *Food Policy*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16459>
- D’Souza, A. & Tandon, S.** 2015. *How Well Do Household-Level Data Characterize Undernourishment? Evidence from Bangladesh*. SSRN Scholarly Paper. 2657617. Rochester, NY. Cited 25 October 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=2657617>
- Duchenne-Moutien, R.A. & Neetoo, H.** 2021. Climate Change and Emerging Food Safety Issues: A Review. *Journal of Food Protection*, 84(11): 1884–1897. <https://doi.org/10.4315/JFP-21-141>
- Duggan, C.P., Kurpad, A., Stanford, F.C., Sunguya, B. & Wells, J.C.** 2020. Race, ethnicity, and racism in the nutrition literature: an update for 2020. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 112(6): 1409–1414. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa341>

Duke Decolonizing Global Health Student Working Group. 2019. Duke Decolonizing Global Health Working Group. Cited 23 November 2022. <https://sites.duke.edu/dukedgh/>

Duncan, J. & Claeys, P. 2018. Politicizing food security governance through participation: opportunities and opposition. *Food Security*, 10(6): 1411–1424. <https://doi.org/10.1007/s12571-018-0852-x>

Elvar, H. & Tuncak, B. 2017. *Report of the Special Rapporteur for the Right to Food (A/HRC/34/48)*. Geneva: Human Rights Council of the United Nations. https://www.academia.edu/31615082/Human_Rights_Council_Thirty_fourth_session_Report_of_the_Special_Rapporteur_on_The_Right_to_Food_and_Pesticides_7_March_2017_Geneva

Estoque, R.C., Dasgupta, R., Winkler, K., Avitabile, V., Johnson, B.A., Myint, S.W., Gao, Y. et al. 2022. Spatiotemporal pattern of global forest change over the past 60 years and the forest transition theory. *Environmental Research Letters*, 17(8): 084022. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ac7df5>

Etten, J.V., Beza, E., Calderer, L., Duijvendijk, K.V., Fadda, C., Fantahun, B., Kidane, Y.G. et al. 2016. First Experiences with a Novel Farmer Citizen Science Approach: Crowdsourcing Participatory Variety Selection Through On-Farm Triadic Comparisons of Technologies (TRICOT). *Experimental Agriculture*, 55(S1): 275–296. <https://doi.org/10.1017/S0014479716000739>

van Ewijk, E. & Ros-Tonen, M.A.F. 2021. The fruits of knowledge co-creation in agriculture and food-related multi-stakeholder platforms in sub-Saharan Africa – A systematic literature review. *Agricultural Systems*, 186: 102949. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2020.102949>

Fakhri, M. 2021. Right to food. <https://undocs.org/A/HRC/46/33>

Fakhri, M. 2023. Conflict and the Human Right to food. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G22/619/92/PDF/G2261992.pdf?OpenElement>

Falkenmark, M. 2013. Growing water scarcity in agriculture: future challenge to global water security. *Philosophical Transactions of the Royal Society A: Mathematical, Physical and Engineering Sciences*, 371(2002): 20120410. <https://doi.org/10.1098/rsta.2012.0410>

Fan, S. & Hazell, P. 2001. Returns to Public Investments in the Less-Favored Areas of India and China. *American Journal of Agricultural Economics*, 83(5): 1217–1222.

Fanzo, J. 2019. Healthy and Sustainable Diets and Food Systems: The Key to Achieving Sustainable Development Goal 2? *Food Ethics*, 4(2): 159–174. <https://doi.org/10.1007/s41055-019-00052-6>

Fanzo, J., Shawar, Y., Shyam, T., Das, S. & Shiffman, J. 2020. *Food System PPPs: Can they Advance Public Health and Business Goals at the Same Time? Analysis and Ideas for Moving Forward*. Discussion Paper #6. Geneva, Switzerland, Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). <https://doi.org/10.36072/dp.6>

FAO. 2011. The FOME ZERO (Zero Hunger) Program: The Brazilian experience. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Cited 20 February 2023. <https://www.fao.org/documents/card/en?details=d923c492-8125-5c81-a0c1-b74779f42208>

FAO. 2012. Decent rural employment for food security: A case for action. Food and Agriculture Organization (FAO). Cited 20 February 2023. <https://www.unwomen.org/en/docs/2012/1/decent-rural-employment-for-food-security>

FAO. 2013. *Food Wastage Footprint: Impacts on Natural Resources*. Summary Report. <http://www.fao.org/docrep/018/i3347e/i3347e.pdf>

FAO. 2014. Developing Sustainable Food Value Chains: Guiding Principles. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Cited 23 May 2023. <https://www.fao.org/sustainable-food-value-chains/library/details/en/c/265156>

- FAO.** 2015a. *The State of Agricultural Commodity Markets. Trade and Food Security: Achieving a Better Balance Between National Priorities and the Collective Good*. FAO. <https://www.fao.org/3/a-i5090e.pdf>
- FAO.** 2015b. Status of the World's Soil Resources: Main Report. FAO. Cited 20 February 2023. <https://www.fao.org/documents/card/en?details=c6814873-efc3-41db-b7d3-2081a10ede50/>
- FAO.** 2015c. *Climate Change and Food Security: Risks and Responses*. <http://www.fao.org/3/a-i5188e.pdf>
- FAO.** 2015d. *Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication*. Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations. <http://www.fao.org/3/a-i4356en.pdf>
- FAO.** 2016. *Influencing food environments for healthy diets*. Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations. <http://www.fao.org/3/a-i6484e.pdf>
- FAO.** 2018a. *The 10 elements of agroecology: Guiding the transition to sustainable food and agricultural systems*. Rome, Italy, FAO. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/19037EN/>
- FAO.** 2018b. *The CFS principles for responsible investment in agriculture and food systems*. Rome, Italy, FAO. <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CA0904EN/>
- FAO.** 2018c. *City Region Food System Toolkit: Assessing and planning sustainable city region food systems*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO.** 2020. *The State of Agricultural Commodity Markets*. 2020. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb0665en>
- FAO.** 2021. The White/Wiphala Paper on Indigenous Peoples' food systems. FAO. Cited 20 February 2023. <https://www.fao.org/documents/card/en?details=cb4932en/>
- FAO.** 2022a. Gender and Land Rights Database. In: *Food and Agriculture Organization of the United Nations*. Cited 21 February 2023. <https://www.fao.org/gender-landrights-database/en/>
- FAO.** 2022b. *The State of Food and Agriculture 2022. Leveraging automation in agriculture for transforming agrifood systems*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb9479en>
- FAO.** 2022c. *Ukraine: Note on the impact of the war on food security in Ukraine: 20 July 2022*. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc1025en>
- FAO.** 2022d. From Crisis to Transformation: Strengthening urban food governance in Cape Town during a pandemic. In: *Food and Agricultural Organization (FAO)*. Cited 23 November 2022. <https://www.fao.org/in-action/food-for-cities-programme/news/detail/ar/c/1472942/>
- FAO.** 2023. Junior Farmer Field and Life Schools (JFFLS). In: *The Food and Agricultural Organization of the United Nations*. Cited 20 February 2023. <https://www.fao.org/rural-employment/work-areas/youth-employment/skills-development/en/>
- FAO, I.-C. for dietary assessment.** 2022e. *Global report on the state of dietary data*. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb8679en>
- FAO & IFAD.** 2019. United Nations Decade of Family Farming 2019-2028 global action plan. Cited 20 February 2023. <https://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1195619/>
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, & WHO.** 2022. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022: Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*. The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI) 2022. Rome, Italy, FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. <https://doi.org/10.4060/cc0639en>
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, & WHO.** 2021. *The State of Food Security and Nutrition in the world: Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all*. The State of Food Security and Nutrition in the World

(SOFI). Rome Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/CB4474EN>

FAO & Intake-Center for dietary assessment. 2022. *Global report on the state of dietary data*. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb8679en>

FAO & WHO. 2023. Better data, better policies, better diets. In: *GIFT*. Cited 10 May 2023. <https://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/en>

Fernandes, G. & Sridhar, D. 2017. World Bank and the Global Financing Facility. *BMJ*, 358: j3395. <https://doi.org/10.1136/bmj.j3395>

FIAN & Brot für die Welt. 2018. *When Food Becomes Immaterial: Confronting the Digital Age*. Tenth edition. Brot für die Welt, FIAN International. https://www.righttofoodandnutrition.org/files/rtn-watch-2018_eng.pdf

Filmer, D., Friedman, J., Kandpal, E. & Onishi, J. 2023. Cash Transfers, Food Prices, and Nutrition Impacts on Ineligible Children. *The Review of Economics and Statistics*: 1–17. https://doi.org/10.1162/rest_a_01061

Fiorella, K.J., Bageant, E.R., Schwartz, N.B., Thilsted, S.H. & Barrett, C.B. 2021. Fishers' response to temperature change reveals the importance of integrating human behavior in climate change analysis. *Science Advances*, 7(18): eabc7425. <https://doi.org/10.1126/sciadv.abc7425>

Flachsbarth, I., Lay, J., Nolte, K., Harding, A., Anseeuw, W. & Bourgoin, J. 2020. Responsible large-scale agricultural investments in and by G20 countries: A call for more transparency. Cited 23 November 2022. https://t20saudiArabia.org.sa/en/briefs/Pages/Policy-Brief.aspx?pb=TF10_PB4

Fletschner, D. & Kenney, L. 2014. Rural Women's Access to Financial Services: Credit, Savings, and Insurance. In: A.R. Quisumbing, R. Meinzen-Dick, T.L. Raney, A. Croppenstedt, J.A. Behrman & A. Peterman, eds. *Gender in Agriculture: Closing the Knowledge Gap*. pp. 187–208. Dordrecht, Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-017-8616-4_8

Food Foundation. 2023. Food Insecurity Tracking | Food Foundation. Cited 20 February 2023. <https://www.foodfoundation.org.uk/initiatives/food-insecurity-tracking>

Forster, T., Egal, F., Renting, H., Dubbeling, M. & Escudero, A.G. 2015. *Milan Urban Food Policy Pact: Selected Good Practices from Cities I*. <https://ruaf.org/document/milan-urban-food-policy-pact-selected-good-practices-from-cities/>

Fraser, N. 2009. *Scales of justice: reimagining political space in a globalizing world*. New directions in critical theory. New York, Columbia University Press.

Free, C.M., Thorson, J.T., Pinsky, M.L., Oken, K.L., Wiedenmann, J. & Jensen, O.P. 2019. Impacts of historical warming on marine fisheries production. *Science*, 363(6430): 979–983. <https://doi.org/10.1126/science.aau1758>

Freebairn, D.K. 1995. Did the Green Revolution Concentrate Incomes? A Quantitative Study of Research Reports. *World Development*, 23(2): 265–279. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(94\)00116-G](https://doi.org/10.1016/0305-750X(94)00116-G)

Friedmann, H. 2005. From Colonialism to Green Capitalism: Social Movements and Emergence of Food Regimes. In: F. H. Buttel & P. McMichael, eds. *New Directions in the Sociology of Global Development*. pp. 227–264. Vol. 11. Research in Rural Sociology and Development. Emerald Group Publishing Limited. [https://doi.org/10.1016/S1057-1922\(05\)11009-9](https://doi.org/10.1016/S1057-1922(05)11009-9)

Friel, S., Baker, P., Lee, J., Nisbett, N., Buse, K. & Oenema, S. 2017. *Global Governance for Nutrition and the role of UNSCN. Discussion Paper*

Friel, S. & Ford, L. 2015. Systems, food security and human health. *Food Security*, 7(2): 437–451. <https://doi.org/10.1007/s12571-015-0433-1>

Friel, S., Hattersley, L., Snowdon, W., Thow, A.-M., Lobstein, T., Sanders, D., Barquera, S. et al. 2013. Monitoring the impacts of trade agreements on food environments. *Obesity Reviews*, 14(S1): 120–134. <https://doi.org/10.1111/obr.12081>

- Friel, S., Schram, A. & Townsend, B.** 2020. The nexus between international trade, food systems, malnutrition and climate change. *Nature Food*, 1: 51–58. <https://doi.org/10.1038/s43016-019-0014-0>
- Friesner, J.** 2016. Labor in the Food System: A View from INFAS. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 6(2): 25–27. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2016.062.023>
- Fröcklin, S., Torre-Castro, M. de la, Håkansson, E., Carlsson, A., Magnusson, M. & Jiddawi, N.S.** 2014. Towards Improved Management of Tropical Invertebrate Fisheries: Including Time Series and Gender. *PLOS ONE*, 9(3): e91161. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0091161>
- Fröcklin, S., de la Torre-Castro, M., Lindström, L. & Jiddawi, N.S.** 2013. Fish Traders as Key Actors in Fisheries: Gender and Adaptive Management. *AMBIO*, 42(8): 951–962. <https://doi.org/10.1007/s13280-013-0451-1>
- FSIN & Global Network Against Food Crises.** 2023. *Global Report of Food crises*. <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-compressed.pdf>
- Fu, X. & Akter, S.** 2016. The Impact of Mobile Phone Technology on Agricultural Extension Services Delivery: Evidence from India. *The Journal of Development Studies*, 52(11): 1561–1576. <https://doi.org/10.1080/00220388.2016.1146700>
- Furusawa, T., Konishi, H. & Tran, D.L.A.** 2019. International Trade and Income Inequality*. *The Scandinavian Journal of Economics*, 122(3): 993–1026. <https://doi.org/10.1111/sjoe.12360>
- Fuseini, I., Battersby, J. & Jain, N.** 2018. The characteristics of the urban food system in Kitwe, Zambia: A focus on the retail sector. In: *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*. 1st Edition edition, pp. 195–207. Routledge.
- Gammage, S., Kes, A., Winograd, L., Sultana, N., Hiller, S. & Bourgault, S.** 2017. *Gender and digital financial inclusion: What do we know and what do we need to know?*. Washington, D.C, International Center for Research on Women. <https://reliefweb.int/report/world/gender-and-digital-financial-inclusion-what-do-we-know-and-what-do-we-need-know>
- GBD 2015 Healthcare Access and Quality Collaborators.** 2017. Healthcare Access and Quality Index based on mortality from causes amenable to personal health care in 195 countries and territories, 1990–2015: a novel analysis from the Global Burden of Disease Study 2015. *The Lancet*, 390(10091): 231–266. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)30818-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)30818-8)
- Gehl Architects.** 2021. Bogotá Foodscape Strategy. In: *issuu*. Cited 21 February 2023. https://issuu.com/gehlarchitects/docs/bogota_foodscape_strategy_2021
- Gentilini, U. (editor).** 2022. Social Protection, Food Security and Nutrition. <http://hdl.handle.net/10986/38210>
- George, A.S., Mehra, V., Scott, K. & Sriram, V.** 2015. Community Participation in Health Systems Research: A Systematic Review Assessing the State of Research, the Nature of Interventions Involved and the Features of Engagement with Communities. *PLOS ONE*, 10(10): e0141091. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0141091>
- Gephart, J., Bejarano, R., Gorospe, K., Godwin, A., Golden, C., Naylor, R., Nash, K., Pace, M. & Troell, M.** 2023. *Globalization of wild capture and farmed aquatic foods*. <https://doi.org/10.22541/essoar.167590829.99780929/v1>
- Gephart, J.A. & Pace, M.L.** 2015. Structure and evolution of the global seafood trade network. *Environmental Research Letters*, 10(12): 125014. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/10/12/125014>

- Getahun, T.D. & Villanger, E.** 2018. Labour-Intensive Jobs for Women and Development: Intra-household Welfare Effects and Its Transmission Channels. *The Journal of Development Studies*, 54(7): 1232–1252. <https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1327661>
- Ghosh, J., Heintz, J. & Pollin, R.** 2012. Speculation on Commodities Futures Markets and Destabilization of Global Food Prices: Exploring the Connections. *International Journal of Health Services*, 42(3): 465–483. <https://doi.org/10.2190/HS.42.3.f>
- Gibbs, A., Carpenter, B., Crankshaw, T., Hannass-Hancock, J., Smit, J., Tomlinson, M. & Butler, L.** 2017. Prevalence and factors associated with recent intimate partner violence and relationships between disability and depression in post-partum women in one clinic in eThekweni Municipality, South Africa. *PloS One*, 12(7): e0181236. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0181236>
- Gilbert, M.R., Eakin, H. & McPhearson, T.** 2022. The role of infrastructure in societal transformations. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 57: 101207. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2022.101207>
- Giller, K.E., Delaune, T., Silva, J.V., van Wijk, M., Hammond, J., Descheemaeker, K., van de Ven, G. et al.** 2021. Small farms and development in sub-Saharan Africa: Farming for food, for income or for lack of better options? *Food Security*, 13(6): 1431–1454. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01209-0>
- Gillespie, B.** 2016. *Much more than malnutrition: motherhood and the state in the Peruvian Andes*. University of Sussex.
- Ginzburg, S.L.** 2022. Colonial comida: the colonization of food insecurity in Puerto Rico. *Food, Culture & Society*, 25(1): 18–31. <https://doi.org/10.1080/15528014.2021.1884440>
- Gittelsohn, J.** 1991. Opening the box: Intra-household food allocation in rural Nepal. *Social Science & Medicine*, 33(10): 1141–1154. [https://doi.org/10.1016/0277-9536\(91\)90230-A](https://doi.org/10.1016/0277-9536(91)90230-A)
- Gitz, V., Pingault, N., Meybeck, A., Ickowitz, A., McMullin, S., Sunderland, T.C.H., Vinceti, B. et al.** 2021. Contribution of forests and trees to food security and nutrition. The CGIAR Research Program on Forests, Trees and Agroforestry (FTA). Cited 21 February 2023. <https://www.cifor.org/knowledge/publication/8006/>
- Glaeser, E., Scheinkman, J. & Shleifer, A.** 2003. The injustice of inequality. *Journal of Monetary Economics*, 50(1): 199–222. [https://doi.org/10.1016/S0304-3932\(02\)00204-0](https://doi.org/10.1016/S0304-3932(02)00204-0)
- Gliessman, S. & Ferguson, B.G.** 2020. Keeping up with the agroecology movement: priorities for agroecology and sustainable food systems. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 44(1): 1–2. <https://doi.org/10.1080/21683565.2019.1675241>
- Global Diet Quality Project.** 2022. *Measuring what the world eats: Insights from a new approach*. Boston, MA: Harvard T.H. Chan School of Public Health, Department of Global Health and Population, Geneva: Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). <https://doi.org/10.36072/dqq2022>
- Global Obesity Observatory.** 2023. Ranking (% obesity by country). In: *World Obesity Federation Global Obesity Observatory*. Cited 11 May 2023. <https://data.worldobesity.org/rankings/?age=a&sex=m>
- GloPan.** 2016. *Food Systems & Diets: Facing the Challenges of the 21st Century*. London, UK, Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. <https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/food-systems-diets-facing-the-challenges-of-the-21st-century>
- GloPan.** 2020. *Future Food Systems: For people, our planet, and prosperity*. London, UK, Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. <https://www.glopan.org/foresight2/>
- Godfray, H.C.J., Aveyard, P., Garnett, T., Hall, J.W., Key, T.J., Lorimer, J., Pierrehumbert, R.T. et al.** 2018. Meat consumption, health, and the environment. *Science*, 361(6399): eaam5324. <https://doi.org/10.1126/science.aam5324>

- Goins, R.T., Conway, C., Reid, M., Jiang, L., Chang, J., Huyser, K.R., Brega, A.G. et al.** 2022. Social determinants of obesity in American Indian and Alaska Native peoples aged \geq 50 years. *Public Health Nutrition*, 25(8): 2064–2073. <https://doi.org/10.1017/S1368980022000945>
- Goldstein, M. & Udry, C.** 2008. The Profits of Power: Land Rights and Agricultural Investment in Ghana. *Journal of Political Economy*, 116(6): 981–1022. <https://doi.org/10.1086/595561>
- Gonzalez, C.** 2002. Institutionalizing Inequality: The WTO Agreement on Agriculture, Food Security, and Developing Countries. *COLUM. J. ENVTL. L.*, 27: 433.
- Gope, R.K., Tripathy, P., Prasad, V., Pradhan, H., Sinha, R.K., Panda, R., Chowdhury, J. et al.** 2019. Effects of participatory learning and action with women's groups, counselling through home visits and crèches on undernutrition among children under three years in eastern India: a quasi-experimental study. *BMC Public Health*, 19(1): 962. <https://doi.org/10.1186/s12889-019-7274-3>
- Gordon, J., Tranchant, J.-P., Casu, L., Mitchell, B. & Nisbett, N.** 2019. *APPI/SPREAD Collective Action for Nutrition Social Audit Programme Odisha, India: Final Evaluation Report*. IDS. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/14412>
- Grace, D.** 2015. *Food safety in developing countries: An overview*. Report. Hemel Hempstead, UK, Evidence on Demand. <https://doi.org/10.12774/eoder.oct2015.graced>
- Griffin, K.** 1979. *The Political economy of agrarian change: An essay on the Green Revolution*. London, Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1007/978-1-349-16176-8>
- Groce, N.E., Kerac, M., Farkas, A., Schultink, W. & Bieler, R.B.** 2013. Inclusive nutrition for children and adults with disabilities. *The Lancet Global Health*, 1(4): e180–e181. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(13\)70056-1](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(13)70056-1)
- Groot, R. de, Handa, S., Park, M., Darko, R.O., Osei-Akoto, I., Bhalla, G. & Ragno, L.P.** 2016. *Unconditional CASH Transfer Programs and Schooling in Ghana*. 2016 Annual Meeting, PAA, 2 April 2016. <https://paa.confex.com/paa/2016/meetingapp.cgi/Paper/8026>
- Guasch-Ferré, M., Satija, A., Blondin, S.A., Janiszewski, M., Emlen, E., O'Connor, L.E., Campbell, W.W. et al.** 2019. Meta-Analysis of Randomized Controlled Trials of Red Meat Consumption in Comparison With Various Comparison Diets on Cardiovascular Risk Factors. *Circulation*, 139(15): 1828–1845. <https://doi.org/10.1161/CIRCULATIONAHA.118.035225>
- Guereña, A. & Wegerif, M.C.A.** 2019. Land Inequality: Framing Document. *ILC*. <https://www.landcoalition.org/en/resources/land-and-inequality/>
- Gulliford, M., Figueroa-Munoz, J., Morgan, M., Hughes, D., Gibson, B., Beech, R. & Hudson, M.** 2002. What does “access to health care” mean? *Journal of Health Services Research & Policy*, 7(3): 186–188. <https://doi.org/10.1258/135581902760082517>
- Gulliford, M.C., Mahabir, D. & Rocke, B.** 2003. Food insecurity, food choices, and body mass index in adults: nutrition transition in Trinidad and Tobago. *International Journal of Epidemiology*, 32(4): 508–516. <https://doi.org/10.1093/ije/dyg100>
- Gustavsson, M., Frangoudes, K., Lindström, L., Álvarez Burgos, M.C. & de la Torre-Castro, M.** 2021. Gender and Blue Justice in small-scale fisheries governance. *Marine Policy*, 133: 104743. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2021.104743>
- Gwenzi, W., Makuvara, Z., Marumure, J., Simbanegavi, T.T., Mukonza, S.S. & Chaukura, N.** 2023. Chicanery in the food supply chain! Food fraud, mitigation, and research needs in low-income countries. *Trends in Food Science & Technology*. <https://doi.org/10.1016/j.tifs.2023.03.027>
- Habib, R.R. & Fathallah, F.A.** 2012. Migrant women farm workers in the occupational health literature. *Work*, 41(Supplement 1): 4356–4362. <https://doi.org/10.3233/WOR-2012-0101-4356>

Hackfort, S. 2021. Patterns of Inequalities in Digital Agriculture: A Systematic Literature Review. *Sustainability*, 13(22): 12345. <https://doi.org/10.3390/su132212345>

Haini, H., Musa, S.F.P.D., Wei Loon, P. & Basir, K.H. 2022. Does unemployment affect the relationship between income inequality and food security? *International Journal of Sociology and Social Policy*, 43(1/2): 48–66. <https://doi.org/10.1108/IJSSP-12-2021-0303>

Hall, J.M., Stevens, P.E. & Meleis, A.I. 1994. Marginalization: a guiding concept for valuing diversity in nursing knowledge development. *ANS. Advances in nursing science*, 16(4): 23–41. <https://doi.org/10.1097/00012272-199406000-00005>

Harding, K.L., Aguayo, V.M., Masters, W.A. & Webb, P. 2018. Education and micronutrient deficiencies: an ecological study exploring interactions between women's schooling and children's micronutrient status. *BMC Public Health*, 18(1): 470. <https://doi.org/10.1186/s12889-018-5312-1>

Harris, J., Chisanga, B., Drimie, S. & Kennedy, G. 2019a. Nutrition transition in Zambia: Changing food supply, food prices, household consumption, diet and nutrition outcomes. *Food Security*, 11(2): 371–387. <https://doi.org/10.1007/s12571-019-00903-4>

Harris, J., Gibbons, S., Kaaba, O., Hrynicky, T. & Stirton, R. 2022a. A 'Right to Nutrition' in its Social, Legal, and Political Context: How International Human Rights Translate to Zambian Realities. *Journal of Human Rights Practice*: huac043. <https://doi.org/10.1093/jhuman/huac043>

Harris, J., Huynh, P., Nguyen, H.T., Hoang, N., Mai, L.T., Tuyen, L.D. & Nguyen, P.H. 2021. Nobody left behind? Equity and the drivers of stunting reduction in Vietnamese ethnic minority populations. *Food Security*, 13(4): 803–818. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01183-7>

Harris, J. & Nisbett, N. 2021. The Basic Determinants of Malnutrition: Resources, Structures, Ideas and Power. *International Journal of Health Policy and Management*, 10(12): 817–827. <https://doi.org/10.34172/ijhpm.2020.259>

Harris, J., van Zonneveld, M., Achigan-Dako, E.G., Bajwa, B., Brouwer, I.D., Choudhury, D., de Jager, I. et al. 2022b. Fruit and vegetable biodiversity for nutritionally diverse diets: Challenges, opportunities, and knowledge gaps. *Global Food Security*, 33: 100618. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2022.100618>

Harris, J.L. 2020. Targeted Food Marketing to Black and Hispanic Consumers: The Tobacco Playbook. *American Journal of Public Health*, 110(3): 271–272. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2019.305518>

Harris, J.L., Kumanyika, S., Ramirez, A.G. & Frazier III, W. 2019b. *Increasing disparities in unhealthy food advertising targeted to Hispanic and Black youth*. Rudd Center for Food Policy & Obesity University of Connecticut, Council on Black Health Drexel University, Salud America! University of Texas Health Science Center at San Antonio. <http://uconnruddcenter.org/files/Pdfs/TargetedMarketingReport2019.pdf>

Harris-Fry, H., Nur, H., Shankar, B., Zanello, G., Srinivasan, C. & Kadiyala, S. 2020. The impact of gender equity in agriculture on nutritional status, diets, and household food security: a mixed-methods systematic review. *BMJ Global Health*, 5(3): e002173. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-002173>

Harris-Fry, H.A., Paudel, P., Shrestha, N., Harrison, T., Beard, B.J., Jha, S., Shrestha, B.P. et al. 2018. Status and determinants of intra-household food allocation in rural Nepal. *European Journal of Clinical Nutrition*, 72(11): 1524–1536. <https://doi.org/10.1038/s41430-017-0063-0>

Hartmann, B. 2016. *Reproductive Rights and Wrongs: The Global Politics of Population Control*. Chicago, Haymarket Books. <https://www.barnesandnoble.com/w/reproductive-rights-and-wrongs-betsy-hartmann/1123623612>

- Hartwig, L.D., Jackson, S., Markham, F. & Osborne, N.** 2022. Water colonialism and Indigenous water justice in south-eastern Australia. *International Journal of Water Resources Development*, 38(1): 30–63. <https://doi.org/10.1080/07900627.2020.1868980>
- Hatcher, A.M., Page, S., Eck, L.A. van, Pearson, I., Fielding-Miller, R., Mazars, C. & Stöckl, H.** 2022. Systematic review of food insecurity and violence against women and girls: Mixed methods findings from low- and middle-income settings. *PLoS Global Public Health*, 2(9): e0000479. <https://doi.org/10.1371/journal.pgph.0000479>
- Hatcher, A.M., Stöckl, H., McBride, R.-S., Khumalo, M. & Christofides, N.** 2019. Pathways From Food Insecurity to Intimate Partner Violence Perpetration Among Peri-Urban Men in South Africa. *American Journal of Preventive Medicine*, 56(5): 765–772. <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2018.12.013>
- Havelaar, A.H., Kirk, M.D., Torgerson, P.R., Gibb, H.J., Hald, T., Lake, R.J., Praet, N. et al.** 2015. World Health Organization Global Estimates and Regional Comparisons of the Burden of Foodborne Disease in 2010. *PLoS Medicine*, 12(12): e1001923. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001923>
- Hawkes, C.** 2010. The influence of trade liberalisation and global dietary change: the case of vegetable oils, meat and highly processed foods. *Trade, food, diet and health : perspectives and policy options*.
- Hawkes, C., Blouin, C., Henson, S., Drager, N. & Dubé, L.** 2009. *Trade, Food, Diet and Health: Perspectives and Policy Options*. Wiley.
- Hawkes, C., Ruel, M.T., Salm, L., Sinclair, B. & Branca, F.** 2020. Double-duty actions: seizing programme and policy opportunities to address malnutrition in all its forms. *The Lancet*, 395(10218): 142–155. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32506-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32506-1)
- Hawkes, S. & Plahe, J.K.** 2013. Worlds apart: The WTO's Agreement on Agriculture and the right to food in developing countries. *International Political Science Review*, 34(1): 21–38. <https://doi.org/10.1177/0192512112445238>
- Hayden, T.B.** 2021. Street food as infrastructure: consumer mobility, vendor removability and food security in Mexico City. *Food, Culture & Society*, 24(1): 98–111. <https://doi.org/10.1080/15528014.2020.1859920>
- Haysom, G., Battersby, J. & Park-Ross, R.** 2020. Food Sensitive Planning and Urban Design: A Blueprint for a Future South African City? *DSI-NRF Centre of Excellence in Food Security*, Working Paper 007(Food Security SA Working Paper Series). <https://foodsecurity.ac.za/publications/food-sensitive-planning-and-urban-design/>
- Headey, D., Hoddinott, J. & Park, S.** 2017. Accounting for nutritional changes in six success stories: A regression-decomposition approach. *Global Food Security*, 13: 12–20. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2017.02.003>
- Headey, D.D. & Alderman, H.H.** 2019. The Relative Caloric Prices of Healthy and Unhealthy Foods Differ Systematically across Income Levels and Continents. *The Journal of Nutrition*, 149(11): 2020–2033. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz158>
- Heinemann, J.A., Agapito-Tenfen, S.Z. & Carman, J.A.** 2013. A comparative evaluation of the regulation of GM crops or products containing dsRNA and suggested improvements to risk assessments. *Environment International*, 55: 43–55. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2013.02.010>
- Helgeson, V.S.** 1994. Prototypes and Dimensions of Masculinity and Femininity. *Sex Roles: A Journal of Research*, 31: 653–82.

- Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A. & Masters, W.A.** 2020. *Cost and affordability of healthy diets across and within countries: Background paper for The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. FAO Agricultural Development Economics Technical Study No. 9.* FAO Agricultural Development Economics Technical Studies 9. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb2431en>
- Hickel, J.** 2018. *The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and its Solutions.* Windmill Books. <https://www.penguin.co.uk/books/435480/the-divide-by-jason-hickel/9781786090034>
- Hicks, C.C., Gephart, J.A., Koehn, J.Z., Nakayama, S., Payne, H.J., Allison, E.H., Belhbib, D. et al.** 2022. Rights and representation support justice across aquatic food systems. *Nature Food*, 3(10): 851–861. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00618-4>
- Hillenbrand, E. & Miruka, M.** 2019. Gender and social norms in Agriculture: A review. In: *IFPRI book chapters*. pp. 11–31. International Food Policy Research Institute (IFPRI). https://ideas.repec.org/h/fpr/ifpric/9780896293649_02.html
- Hirvonen, K., Bai, Y., Headey, D. & Masters, W.A.** 2020. Affordability of the EAT–Lancet reference diet: a global analysis. *The Lancet Global Health*, 8(1): e59–e66. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(19\)30447-4](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(19)30447-4)
- HLPE.** 2011. *Price Volatility and Food Security.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome.
- HLPE.** 2017a. *2nd Note on Critical and Emerging Issues for Food Security and Nutrition.* A note by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome.
- HLPE.** 2017b. *Nutrition and food systems.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome, Italy, FAO. <http://www.fao.org/3/a-i7846e.pdf>
- HLPE.** 2019. *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. <https://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>
- HLPE.** 2020. *Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome. <https://www.unscn.org/en/resource-center/global-trends-and-emerging-issues?id-news=2091>
- HLPE.** 2022. *Critical, emerging and enduring issues for food security and nutrition.* A note by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome.
- HLTF.** 2010. *Updated Comprehensive Framework for Action (UCFA).* UN High Level Task Force on the Global Food Security Crisis. https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/UCFA_Final.pdf
- Hoddinott, J., Alderman, H., Behrman, J.R., Haddad, L. & Horton, S.** 2013. The economic rationale for investing in stunting reduction. *Maternal & Child Nutrition*, 9(S2): 69–82. <https://doi.org/10.1111/mcn.12080>
- Hoddinott, J., Headey, D. & Dereje, M.** 2015. Cows, Missing Milk Markets, and Nutrition in Rural Ethiopia. *The Journal of Development Studies*, 51(8): 958–975. <https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1018903>
- Hoddinott, J., Rosegrant, M. & Torero, M.** 2012. Hunger and Malnutrition. In: *Global Problems, Smart Solutions: Costs and Benefits.* pp. 332–389. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139600484.008>

- Holleman, C. & Conti, V.** 2020. *Role of income inequality in shaping outcomes on individual food insecurity: Background paper for The State of Food Security and Nutrition in the World 2019*. FAO Agricultural Development Economics Working Papers 19. Rome, Italy, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb2036en>
- van der Horst, H., Pascucci, S. & Bol, W.** 2014. The “dark side” of food banks? Exploring emotional responses of food bank receivers in the Netherlands. *British Food Journal*, 116(9): 1506–1520. <https://doi.org/10.1108/BFJ-02-2014-0081>
- Horst, M., McClintock, N. & Hoey, L.** 2017. The Intersection of Planning, Urban Agriculture, and Food Justice: A Review of the Literature. *Journal of the American Planning Association*, 83(3): 277–295. <https://doi.org/10.1080/01944363.2017.1322914>
- Horton, D., Devaux, A., Bernet, T., Mayanja, S., Ordinola, M. & Thiele, G.** 2022. Inclusive innovation in agricultural value chains: lessons from use of a systems approach in diverse settings. *Innovation and Development*, 0(0): 1–23. <https://doi.org/10.1080/2157930X.2022.2070587>
- Horton, S. & Steckel, R.H.** 2013. *Malnutrition: Global Economic Losses Attributable to Malnutrition 1900–2000 and Projections to 2050*. Cambridge University Press, 10 October 2013. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139225793.010>
- Horvath, R.J.** 1972. A Definition of Colonialism. *Current Anthropology*, 13(1): 45–57. <https://doi.org/10.1086/201248>
- Hossain, N. & Scott-Villiers, P., eds.** 2017. *Food Riots, Food Rights and the Politics of Provisions*. 1st Edition edition. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315175249>
- Howard, J., Para-Mallam, O., Dayil, P.B., Best, K., Mang, H., Abubakar, D., Muazu, R. et al.** 2021. *Understanding Intersecting Vulnerabilities Experienced by Religious Minorities Living in Poverty in the Shadows of Covid-19*. Institute of Development Studies. <https://doi.org/10.19088/CREID.2021.012>
- Howard, P.H.** 2009. Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry: 1996–2008. *Sustainability*, 1(4): 1266–1287. <https://doi.org/10.3390/su1041266>
- Howard, P.H.** 2016. *Concentration and Power in The Food System: Who Controls What We Eat?* Bloomsbury, London, Bloomsbury Publishing. <https://www.erudit.org/en/journals/cuizine/2016-v7-n2-cuizine02881/1038484ar/>
- Huambachano, M.** 2018. Enacting Food Sovereignty in Aotearoa New Zealand and Peru: Revitalizing Indigenous Knowledge, Food Practices and Ecological Philosophies. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 42(9): 1003–1028. <https://doi.org/10.1080/21683565.2018.1468380>
- Huambachano, M.** 2020. Indigenous good living philosophies and regenerative food systems in Aotearoa New Zealand and Peru. In: *Routledge Handbook of Sustainable and Regenerative Food Systems*. pp. 38–49. Taylor and Francis Inc. <http://www.scopus.com/inward/record.url?scp=85104633473&partnerID=8YFLogxK>
- Huambachano, M., Arulingam, I., Bowness, E., Korzenszky, A., Mungai, C., Termine, P. & Witman, H.** 2022. Knowledge networks to support youth engagement in sustainable food systems. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.867344>
- Hunter-Adams, J., Battersby, J. & Oni, T.** 2019. Food insecurity in relation to obesity in peri-urban Cape Town, South Africa: Implications for diet-related non-communicable disease. *Appetite*, 137: 244–249. <https://doi.org/10.1016/j.appet.2019.03.012>
- Huss, M., Brander, M., Kassie, M., Ehlert, U. & Bernauer, T.** 2021. Improved storage mitigates vulnerability to food-supply shocks in smallholder agriculture during the COVID-19 pandemic. *Global Food Security*, 28: 100468. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100468>

Ickowitz, A., McMullin, S., Rosenstock, T., Dawson, I., Rowland, D., Powell, B., Mausch, K. et al. 2022. Transforming food systems with trees and forests. *The Lancet Planetary Health*, 6(7): e632–e639. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00091-2](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00091-2)

IFAD. 2015. *Territorial approaches, rural-urban linkages and inclusive rural transformation: Ensuring that rural people have a voice in national development in the context of the SDGs*. International Fund for Agricultural Development. https://www.ifad.org/en/web/knowledge/-/publication/territorial-approaches-rural-urban-linkages-and-inclusive-rural-transformation?back_url=%2Fen%2Fsearch%3Fq%3Dinequality%26delta%3D20%26start%3D2

IFAD. 2018. *Indigenous peoples' collective rights to lands, territories and natural resources: Lessons from IFAD-supported projects*. Rome, Italy, International Fund for Agricultural Development. https://www.ifad.org/documents/38714170/40272519/IPs_Land.pdf/ea85011b-7f67-4b02-9399-aaea99c414ba?t=1531836465000

IFAD & EU. 2022. International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the European Union (EU).

IFC. 2017. *MSME Finance Gap: Assessment of the Shortfalls and Opportunities in Financing Micro, Small, and Medium Enterprises in Emerging Markets*. Working Paper. Washington, DC, International Finance Corporation. <https://doi.org/10.1596/28881>

ILC. 2020. *Uneven ground: land inequality at the heart of unequal societies*. International Land Coalition. <https://www.oxfam.org/en/research/uneven-ground-land-inequality-heart-unequal-societies>

ILO. 2008. Resolutions adopted by the International Labour Conference at its 97th Session. International Labour Organization. https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/previous-sessions/97thSession/texts/WCMS_098017/lang--en/index.htm

ILO. 2022a. Child labour in agriculture (IPEC). In: *International Labour Organization*. Cited 25 May 2023. <https://www.ilo.org/ipecc/areas/Agriculture/lang--en/index.htm>

ILO. 2022b. 110th Session of the International Labour Conference - Amendments of 2022 to the Code of the Maritime Labour Convention, 2006, as amended (MLC, 2006). International Labour Organization. <https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/110/reports/texts-adopted/lang--en/index.htm>

Imai, K.S., Cheng, W. & Gaiha, R. 2015. Agricultural Growth, Poverty and Inequality in Developing Countries. *Development*, 58(2): 230–236. <https://doi.org/10.1057/s41301-016-0009-1>

INDEX Project. 2022. Data4Diets: Food Security Indicators. In: *International Dietary Data Expansion Project*. Cited 25 October 2022. <https://index.nutrition.tufts.edu/data4diets/indicators>

India Ministry of Rural development. 2005. Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act. Ministry of Rural development, India. Cited 20 February 2023. <https://rural.assam.gov.in/documents-detail/mahatma-gandhi-national-rural-employment-guarantee-act-0>

IPBES. 2020. *Workshop Report on Biodiversity and Pandemics of the Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Bonn, Germany. DOI:10.5281/zenodo.4147317

IPBES. 2022. *Methodological Assessment Report on the Diverse Values and Valuation of Nature of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. IPBES secretariat, Bonn, Germany. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7687931>

IPC. 2022. Understanding the IPC Scales. Integrated Food Security Phase Classification (IPC). https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/communication_tools/brochures/IPC_Brochure_Understanding_the_IPC_Scales.pdf

- IPCC.** 2001. *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability: Summary for Policymakers*. A Report of Working Group II of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Diane Pub Co. <https://www.ipcc.ch/report/ar3/wg2/>
- IPCC.** 2019. *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. Cambridge, UK and New York, NY, USA. <https://doi.org/10.1017/9781009157988>
- IPCC.** 2022. *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*. Intergovernmental Panel on Climate Change Working Group III contribution to the Sixth Assessment Report. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>
- IPCC.** 2023. *Climate Change 2023: Synthesis Report*. A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva, Switzerland, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>
- IPES.** 2017. Too big to feed: Exploring the impacts of mega-mergers, consolidation and concentration of power in the agri-food sector. Cited 24 August 2022. http://www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf
- IPES-Food.** 2017. *Too big to feed: Exploring the impacts of mega-mergers, consolidation and concentration of power in the agri-food sector*. http://www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf
- IPES-Food.** 2021. Glasgow Food and Climate Declaration: A commitment by local and regional governments to tackle the climate emergency through integrated food policies and a call on national governments to act. <https://www.glasgow-declaration.org/the-glasgow-declaration>
- IPES-Food.** 2022. *Another Perfect Storm?*. International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food). <https://ipes-food.org/pages/foodpricecrisis>
- IPES-Food.** 2023a. *Breaking the cycle of unsustainable food systems, hunger, and debt*. https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/DebtFoodCrisis.pdf
- IPES-Food.** 2023b. *Who's Tipping the Scales? The growing influence of corporations on the governance of food systems, and how to counter it*. <http://www.ipes-food.org/pages/tippingthescales>
- IRR.** 2013. *C4 Rice Project*. International Rice Research Institute (IRR). <https://www.irri.org/c4-rice-project>
- Islam, M.S.** 2022. Science, food, and risk: ecological disasters and social inequality under the GMO regime. In: *Handbook on Risk and Inequality*. pp. 233–246. Edward Elgar Publishing. <https://www.elgaronline.com/display/book/9781788972260/book-part-9781788972260-23.xml>
- Islam, S.N. & Winkel, J.** 2017. Climate change and social inequality
- IUFRO.** 2020. *Forests, Trees and the Eradication of Poverty: Potential and Limitations*. D.C. Miller, S. Mansourian & C. Wildburger, eds. Vol. 39. IUFRO World Series. International Union of Forest Research Organizations (IUFRO).
- Jackson, S.** 2018. Indigenous Peoples and Water Justice in a Globalizing World. In: K. Conca & E. Weinthal, eds. *The Oxford Handbook of Water Politics and Policy*. p. 0. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199335084.013.5>
- Jaramillo, M.F. & Restrepo, I.** 2017. Wastewater Reuse in Agriculture: A Review about Its Limitations and Benefits. *Sustainability*, 9(10): 1734. <https://doi.org/10.3390/su9101734>
- Jecker, N.S., Atuire, C.A. & Kenworthy, N.** 2022. Realizing Ubuntu in Global Health: An African Approach to Global Health Justice. *Public Health Ethics*, 15(3): 256–267. <https://doi.org/10.1093/phe/phac022>

- Jiwani, S.S., Gatica-Domínguez, G., Crochemore-Silva, I., Maíga, A., Walton, S., Hazel, E., Baille, B. et al.** 2020. Trends and inequalities in the nutritional status of adolescent girls and adult women in sub-Saharan Africa since 2000: a cross-sectional series study. *BMJ Global Health*, 5(10): e002948. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2020-002948>
- Johnson, T.J., Patel, A.L., Bigger, H.R., Engstrom, J.L. & Meier, P.P.** 2015. Cost Savings of Human Milk as a Strategy to Reduce the Incidence of Necrotizing Enterocolitis in Very Low Birth Weight Infants. *Neonatology*, 107(4): 271–276. <https://doi.org/10.1159/000370058>
- Jonah, C.M.P. & May, J.D.** 2020. The nexus between urbanization and food insecurity in South Africa: does the type of dwelling matter? *International Journal of Urban Sustainable Development*, 12(1): 1–13. <https://doi.org/10.1080/19463138.2019.1666852>
- Jones-Smith, J.C., Gordon-Larsen, P., Siddiqi, A. & Popkin, B.M.** 2012. Is the burden of overweight shifting to the poor across the globe? Time trends among women in 39 low- and middle-income countries (1991–2008). *International Journal of Obesity (2005)*, 36(8): 1114–1120. <https://doi.org/10.1038/ijo.2011.179>
- Jouffray, J.-B., Blasiak, R., Norström, A.V., Österblom, H. & Nyström, M.** 2020. The Blue Acceleration: The Trajectory of Human Expansion into the Ocean. *One Earth*, 2(1): 43–54. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2019.12.016>
- Jung, N.M., Bairros, F.S. de, Pattussi, M.P., Pauli, S. & Neutzling, M.B.** 2017. Gender differences in the prevalence of household food insecurity: a systematic review and meta-analysis. *Public Health Nutrition*, 20(5): 902–916. <https://doi.org/10.1017/S1368980016002925>
- Jurkovich, M.** 2020. *Feeding the Hungry: Advocacy and Blame in the Global Fight against Hunger*. New York, Cornell University Press.
- Just, D.R. & Gabrielyan, G.** 2016. Why behavioral economics matters to global food policy. *Global Food Security*, 11: 26–33. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2016.05.006>
- Kabeer, N.** 1999. Resources, agency, and achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3): 435–464.
- Kabeer, N.** 2005. Gender equality and women's empowerment: A critical analysis of the third millennium development goal 1. *Gender & Development*, 13(1): 13–24. <https://doi.org/10.1080/13552070512331332273>
- Kameri-Mbote, P.** 2005. The Land Has Its Owners! Gender Issues in Land Tenure under Customary Law in Kenya
- Kamete, A.Y.** 2013. Missing the point? Urban planning and the normalisation of 'pathological' spaces in southern Africa. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 38(4): 639–651. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2012.00552.x>
- Kanbur, R., ed.** 2008. *Conceptualizing Economic Marginalization*. Working Paper. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.51111>
- Kansiime, M.K., Tambo, J.A., Mugambi, I., Bundi, M., Kara, A. & Owuor, C.** 2021. COVID-19 implications on household income and food security in Kenya and Uganda: Findings from a rapid assessment. *World Development*, 137: 105199. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105199>
- Karsenty, A., Vogel, A. & Castell, F.** 2014. "Carbon rights", REDD+ and payments for environmental services. *Environmental Science & Policy*, 35: 20–29. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2012.08.013>
- Katona, P. & Katona-Apte, J.** 2008. The Interaction between Nutrition and Infection. *Clinical Infectious Diseases*, 46(10): 1582–1588. <https://doi.org/10.1086/587658>

- Kelly, B., Halford, J.C.G., Boyland, E.J., Chapman, K., Bautista-Castaño, I., Berg, C., Caroli, M. et al.** 2010. Television Food Advertising to Children: A Global Perspective. *American Journal of Public Health*, 100(9): 1730–1736. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2009.179267>
- Kennedy, G., Wang, Z., Maundu, P. & Hunter, D.** 2022. The role of traditional knowledge and food biodiversity to transform modern food systems. *Trends in Food Science & Technology*, 130: 32–41. <https://doi.org/10.1016/j.tifs.2022.09.011>
- Khadse, R.P. & Chaurasia, H.** 2020. Nutrition status and inequality among children in different geographical regions of Maharashtra, India. *Clinical Epidemiology and Global Health*, 8(1): 128–137. <https://doi.org/10.1016/j.cegh.2019.05.008>
- Khoury, C.K., Achicanoy, H.A., Bjorkman, A.D., Navarro-Racines, C., Guarino, L., Flores-Palacios, X., Engels, J.M.M. et al.** 2016. Origins of food crops connect countries worldwide. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, 283(1832): 20160792. <https://doi.org/10.1098/rspb.2016.0792>
- Kimmerer, R.W.** 2013. *Braiding Sweetgrass: Indigenous Wisdom, Scientific Knowledge and the Teachings of Plants*. Milkweed Editions. <https://milkweed.org/book/braiding-sweetgrass>
- Kittinger, J.N., Teh, L.C.L., Allison, E.H., Bennett, N.J., Crowder, L.B., Finkbeiner, E.M., Hicks, C. et al.** 2017. Committing to socially responsible seafood. *Science (New York, N.Y.)*, 356(6341): 912–913. <https://doi.org/10.1126/science.aam9969>
- Klassen, S. & Murphy, S.** 2020. Equity as both a means and an end: Lessons for resilient food systems from COVID-19. *World Development*, 136: 105104. <https://doi.org/10.1016/j.world-dev.2020.105104>
- Kleinman, N., Abouzaid, S., Andersen, L., Wang, Z. & Powers, A.** 2014. Cohort Analysis Assessing Medical and Nonmedical Cost Associated With Obesity in the Workplace. *Journal of Occupational and Environmental Medicine*, 56(2): 161–170.
- Klinsky, S. & Winkler, H.** 2018. Building equity in: strategies for integrating equity into modelling for a 1.5°C world. *Philosophical Transactions. Series A, Mathematical, Physical, and Engineering Sciences*, 376(2119): 20160461. <https://doi.org/10.1098/rsta.2016.0461>
- Kloppenborg, J.** 2010. Impeding Dispossession, Enabling Repossession: Biological Open Source and the Recovery of Seed Sovereignty. *Journal of Agrarian Change*, 10(3): 367–388. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2010.00275.x>
- Knuth, L. & Vidar, M.** 2011. Constitutional and legal protection of the right to food around the world. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Cited 24 February 2023. <https://www.fao.org/agrifood-economics/publications/detail/en/c/121831/>
- Koehn, J.Z., Allison, E.H., Villeda, K., Chen, Z., Nixon, M., Crigler, E., Zhao, L. et al.** 2022. Fishing for health: Do the world's national policies for fisheries and aquaculture align with those for nutrition? *Fish and Fisheries*, 23(1): 125–142. <https://doi.org/10.1111/faf.12603>
- Kozłowski, D., Larivière, V., Sugimoto, C.R. & Monroe-White, T.** 2022. Intersectional inequalities in science. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 119(2): e2113067119. <https://doi.org/10.1073/pnas.2113067119>
- Kozuki, N., Lee, A.C.C., Black, R.E. & Katz, J.** 2015. Nutritional and Reproductive Risk Factors for Small for Gestational Age and Preterm Births. *Nestle Nutrition Institute Workshop Series*, 81: 17–28. <https://doi.org/10.1159/000365799>
- Krishna, V.V., Aravalath, L.M. & Vikraman, S.** 2019. Does caste determine farmer access to quality information? *PLOS ONE*, 14(1): e0210721. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0210721>

- Kulinkina, A.V., Kosinski, K.C., Liss, A., Adjei, M.N., Ayamgah, G.A., Webb, P., Gute, D.M., Plummer, J.D. & Naumova, E.N.** 2016. Piped water consumption in Ghana: A case study of temporal and spatial patterns of clean water demand relative to alternative water sources in rural small towns. *Science of The Total Environment*, 559: 291–301. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2016.03.148>
- Kumar, S.M.** 2016. *Why does caste still influence access to agricultural credit?*. Working Paper. 2016/86. WIDER Working Paper. <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2016/129-1>
- Kuper, H., Nyapera, V., Evans, J., Munyendo, D., Zuurmond, M., Frison, S., Mwenda, V., Otieno, D. & Kisia, J.** 2015. Malnutrition and Childhood Disability in Turkana, Kenya: Results from a Case-Control Study. *PLOS ONE*, 10(12): e0144926. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0144926>
- La Vía campesina.** 2011. *Garantizando los derechos de los campesinos*. <http://alainet.org/active/6975>
- LaDuke, W.** 1994. Traditional ecological knowledge and environmental futures. *Endangered Peoples: Indigenous Rights and the Environment*. Niwot, CO, University Press of Colorado. <https://www.uky.edu/~rsand1/china2017/library/LaDuke.pdf>
- Laganda, G.** 2023. Responding to loss and damage in food systems. *Nature Food*: 1–2. <https://doi.org/10.1038/s43016-023-00702-3>
- Lam, V.W.Y., Allison, E.H., Bell, J.D., Blythe, J., Cheung, W.W.L., Frölicher, T.L., Gasalla, M.A. & Sumaila, U.R.** 2020. Climate change, tropical fisheries and prospects for sustainable development. *Nature Reviews Earth & Environment*, 1(9): 440–454. <https://doi.org/10.1038/s43017-020-0071-9>
- Lamichhane, A., Webb, P., Andrews-Trevino, J., Pokharel, A., Acharya, S., Shrestha, R., Davis, D. et al.** 2022. Dietary determinants of aflatoxin B1-lysine adduct among infants in Nepal. *European Journal of Clinical Nutrition*, 76(11): 1557–1565. <https://doi.org/10.1038/s41430-022-01142-1>
- Larrea, C. & Kawachi, I.** 2005. Does economic inequality affect child malnutrition? The case of Ecuador. *Social Science & Medicine*, 60(1): 165–178. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2004.04.024>
- Lau, J.D., Cinner, J.E., Fabinyi, M., Gurney, G.G. & Hicks, C.C.** 2020. Access to marine ecosystem services: Examining entanglement and legitimacy in customary institutions. *World Development*, 126: 104730. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104730>
- Lauer, J.M., Duggan, C.P., Ausman, L.M., Griffiths, J.K., Webb, P., Wang, J.-S., Xue, K.S. et al.** 2019. Maternal aflatoxin exposure during pregnancy and adverse birth outcomes in Uganda. *Maternal & Child Nutrition*, 15(2): e12701. <https://doi.org/10.1111/mcn.12701>
- Lauer, J.M., Natamba, B.K., Ghosh, S., Webb, P., Wang, J.-S. & Griffiths, J.K.** 2020. Aflatoxin exposure in pregnant women of mixed status of human immunodeficiency virus infection and rate of gestational weight gain: a Ugandan cohort study. *Tropical Medicine & International Health*, 25(9): 1145–1154. <https://doi.org/10.1111/tmi.13457>
- Lawless, S., Cohen, P., McDougall, C., Orirana, G., Siota, F. & Doyle, K.** 2019. Gender norms and relations: implications for agency in coastal livelihoods. *Maritime Studies*, 18(3): 347–358. <https://doi.org/10.1007/s40152-019-00147-0>
- LBD Double Burden of Malnutrition Collaborators.** 2020. Mapping local patterns of childhood overweight and wasting in low- and middle-income countries between 2000 and 2017. *Nature Medicine*, 26(5): 750–759. <https://doi.org/10.1038/s41591-020-0807-6>
- Leach, M., Nisbett, N., Cabral, L., Harris, J., Hosain, N. & Thompson, J.** 2020. Food politics and development. *World Development*, 134: 105024. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105024>
- Lemke, S. & Delormier, T.** 2018. Indigenous Peoples' food systems, nutrition, and gender: Conceptual and methodological considerations. *Maternal & Child Nutrition*, 13(S3): e12499. <https://doi.org/10.1111/mcn.12499>

- Lenton, T.M., Rockström, J., Gaffney, O., Rahmstorf, S., Richardson, K., Steffen, W. & Schellnhuber, H.J. 2019. Climate tipping points — too risky to bet against. *Nature*, 575(7784): 592–595. <https://doi.org/10.1038/d41586-019-03595-0>
- Lin, F. & Fu, D. 2016. Trade, Institution Quality and Income Inequality. *World Development*, 77: 129–142. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.08.017>
- te Lintelo, D.J.H. & Lakshman, R.W.D. 2015. Equate and Conflate: Political Commitment to Hunger and Undernutrition Reduction in Five High-Burden Countries. *World Development*, 76: 280–292. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.07.013>
- Lips, H.M. 2020. *Sex and Gender: An Introduction, Seventh Edition*. Waveland Press.
- Longhurst, R. 2017. Introduction: Universal Development – Research and Practice. *IDS Bulletin*, 48(1A). <https://doi.org/10.19088/1968-2017.136>
- Lotze, H.K., Tittensor, D.P., Bryndum-Buchholz, A., Eddy, T.D., Cheung, W.W.L., Galbraith, E.D., Barange, M. *et al.* 2019. Global ensemble projections reveal trophic amplification of ocean biomass declines with climate change. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(26): 12907–12912. <https://doi.org/10.1073/pnas.1900194116>
- Louman, B., Campos Arce, J.J., Mercado, L., Imbach, P.A., Bouroncle, C., Finegan, B., Martínez, C. *et al.* 2015. Climate Smart Territories (CST): an integrated approach to food security, ecosystem services, and climate change in rural areas. Chapitre 6. <https://repositorio.catie.ac.cr/handle/11554/8308>
- Love, D.C., Allison, E.H., Asche, F., Belton, B., Cottrell, R.S., Froehlich, H.E., Gephart, J.A. *et al.* 2021. Emerging COVID-19 impacts, responses, and lessons for building resilience in the seafood system. *Global Food Security*, 28: 100494. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100494>
- Ma Rhea, Z. 2016. *Frontiers of taste: food sovereignty, sustainability, and indigenous-settler relations in Australia*. Singapore, Springer Nature.
- MacPherson, E.E., Phiri, M., Sadalaki, J., Nyongopa, V., Desmond, N., Mwapasa, V., Lalloo, D.G., Seeley, J. & Theobald, S. 2020. Sex, power, marginalisation and HIV amongst young fishermen in Malawi: Exploring intersecting inequalities. *Social Science & Medicine*, 266: 113429. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113429>
- Maertens, M. & Swinnen, J.F.M. 2012. Gender and Modern Supply Chains in Developing Countries. *The Journal of Development Studies*, 48(10): 1412–1430. <https://doi.org/10.1080/00220388.2012.663902>
- Mæstad, O. & Shumbullo, E.L. 2020. Ebola outbreak 2014–2016: Effects on other health services. *CMI Brief*, 2020:03. <https://www.cmi.no/publications/7212-ebola-outbreak-2014-2016-effects-on-other-health-services>
- Makkar, S., Manivannan, J.R., Swaminathan, S., Travasso, S.M., John, A.T., Webb, P., Kurpad, A.V. & Thomas, T. 2022. Role of cash transfers in mitigating food insecurity in India during the COVID-19 pandemic: a longitudinal study in the Bihar state. *BMJ Open*, 12(6): e060624. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-060624>
- Malik, V.S., Willett, W.C. & Hu, F.B. 2013. Global obesity: trends, risk factors and policy implications. *Nature Reviews Endocrinology*, 9(1): 13–27. <https://doi.org/10.1038/nrendo.2012.199>
- Manley, J., Balarajan, Y., Malm, S., Harman, L., Owens, J., Murthy, S., Stewart, D., Winder-Rossi, N.E. & Khurshid, A. 2020. Cash transfers and child nutritional outcomes: a systematic review and meta-analysis. *BMJ Global Health*, 5(12): e003621. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2020-003621>
- Manore, M.M. 2005. Exercise and the Institute of Medicine Recommendations for Nutrition. *Current Sports Medicine Reports*, 4(4): 193. <https://doi.org/10.1097/01.CSMR.0000306206.72186.00>

- Manzo, R.** 2021. Climate Equity or Climate Justice? More than a question of terminology. In: *IUCN*. Cited 23 March 2023. <https://www.iucn.org/news/world-commission-environmental-law/202103/climate-equity-or-climate-justice-more-a-question-terminology>
- March, A. & Failler, P.** 2022. Small-scale fisheries development in Africa: Lessons learned and best practices for enhancing food security and livelihoods. *Marine Policy*, 136: 104925. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2021.104925>
- Marmot, M., Friel, S., Bell, R., Houweling, T.A. & Taylor, S.** 2008. Closing the gap in a generation: health equity through action on the social determinants of health. *The Lancet*, 372(9650): 1661–1669. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(08\)61690-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(08)61690-6)
- Martínez-González, M.A., Salas-Salvadó, J., Estruch, R., Corella, D., Fitó, M. & Ros, E.** 2015. Benefits of the Mediterranean Diet: Insights From the PREDIMED Study. *Progress in Cardiovascular Diseases*, 58(1): 50–60. <https://doi.org/10.1016/j.pcad.2015.04.003>
- Masood, M. & Reidpath, D.D.** 2017. Effect of national wealth on BMI: An analysis of 206,266 individuals in 70 low-, middle- and high-income countries. *PLoS One*, 12(6): e0178928. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0178928>
- Masters, W.A., Martinez, E.M., Greb, F., Herforth, A. & Hendriks, S.L.** 2021. *Cost and Affordability of Preparing a Basic Meal around the World*. Report. Center for Development Research (ZEF) in cooperation with the Scientific Group for the UN Food System Summit 2021. <https://doi.org/10.48565/scfss2021-td53>
- Matthews, A.** 2014. Doha Negotiations on Agriculture and Future of the WTO Multilateral Trade System. *Doha Negotiations on Agriculture and Future of the WTO Multilateral Trade System*: 31–71. <https://doi.org/10.3280/QU2014-001002>
- McCauley, D.J., Jablonicky, C., Allison, E.H., Golden, C.D., Joyce, F.H., Mayorga, J. & Kroodsma, D.** 2018. Wealthy countries dominate industrial fishing. *Science Advances*, 4(8): eaau2161. <https://doi.org/10.1126/sciadv.aau2161>
- McCloskey, M.L., Tarazona-Meza, C.E., Jones-Smith, J.C., Miele, C.H., Gilman, R.H., Bernabe-Ortiz, A., Miranda, J.J. & Checkley, W.** 2017. Disparities in dietary intake and physical activity patterns across the urbanization divide in the Peruvian Andes. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 14(1): 90. <https://doi.org/10.1186/s12966-017-0545-4>
- McKeon, N.** 2017. Are Equity and Sustainability a Likely Outcome When Foxes and Chickens Share the Same Coop? Critiquing the Concept of Multistakeholder Governance of Food Security. *Globalizations*, 14(3): 379–398. <https://doi.org/10.1080/14747731.2017.1286168>
- McMichael, P.** 2010. Agrofuels in the food regime. *The Journal of Peasant Studies*, 37(4): 609–629. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.512450>
- Meinzen-Dick, R., Quisumbing, A., Behrman, J., Biermayr-Jenzano, P., Wilde, V., Noordeloos, M., Ragasa, C. & Beintema, N.** 2010. *Engendering Agricultural Research*. IFPRI Discussion Paper 00973. International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Melendez-Ortiz, R., Bellmann, C. & Hepburn, J.** 2009. *Agricultural Subsidies in the WTO Green Box: Ensuring Coherence with Sustainable Development Goals*. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511674587>
- Menashe-Oren, A. & Bocquier, P.** 2021. Urbanization Is No Longer Driven by Migration in Low- and Middle-Income Countries (1985–2015). *Population and Development Review*, 47(3): 639–663. <https://doi.org/10.1111/padr.12407>
- Meyer-Rochow, V.B.** 2009. Food taboos: their origins and purposes. *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine*, 5(1): 18. <https://doi.org/10.1186/1746-4269-5-18>
- Mialon, M.** 2020. An overview of the commercial determinants of health. *Globalization and Health*, 16(1): 74. <https://doi.org/10.1186/s12992-020-00607-x>

- Miller, D.C., Mansourian, S., Gabay, M., Hajjar, R., Jagger, P., Kamoto, J.F.M., Newton, P. et al.** 2021. Forests, trees and poverty alleviation: Policy implications of current knowledge. *Forest Policy and Economics*, 131: 102566. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2021.102566>
- Miller, V., Webb, P., Cudhea, F., Shi, P., Zhang, J., Reedy, J., Erndt-Marino, J., Coates, J. & Mozaffarian, D.** 2022. Global dietary quality in 185 countries from 1990 to 2018 show wide differences by nation, age, education, and urbanicity. *Nature Food*, 3(9): 694–702. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00594-9>
- Milsom, P., Smith, R., Baker, P. & Walls, H.** 2021. Corporate power and the international trade regime preventing progressive policy action on non-communicable diseases: a realist review. *Health Policy and Planning*, 36(4): 493–508. <https://doi.org/10.1093/heapol/czaa148>
- Minah, M. & Carletti, A.M.P.** 2019. Mechanisms of inclusion: evidence from Zambia's farmer organisations. *European Journal of Development Research*, 31(5): 1318–1340.
- Mintz, S.W. & Bois, C.M.D.** 2002. The Anthropology of Food and Eating. *Annual Review of Anthropology*, 31: 99–119.
- Mitra, A. & Rao, N.** 2019. Contract farming, ecological change and the transformations of reciprocal gendered social relations in Eastern India. *The Journal of Peasant Studies*, 48(2): 436–457. <https://doi.org/10.1080/03066150.2019.1683000>
- Montalbano, P., Pietrelli, R. & Salvatici, L.** 2018. Participation in the market chain and food security: The case of the Ugandan maize farmers. *Food Policy*, 76: 81–98. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2018.03.008>
- Monteiro, C.A., Cannon, G., Costa Louzada, M.L. & Pereira Machado, P.** 2019. *Ultra-processed foods, diet quality, and health using the NOVA classification system*. Rome, FAO.
- Mooney, G.H.** 1983. Equity in health care: confronting the confusion. *Effective health care*, 1(4): 179–185.
- Mooney, P.** 2018. Blocking the chain: Industrial food chain concentration, Big Data platforms and food sovereignty solutions. <https://doi.org/10.17169/refubium-2748>
- Moritz, C., Ens, E.J., Potter, S. & Catullo, R.A.** 2013. The Australian monsoonal tropics: An opportunity to protect unique biodiversity and secure benefits for Aboriginal communities. *Pacific Conservation Biology*, 19(4): 343–355. <https://doi.org/10.1071/pc130343>
- Mukhopadhyay, S.** 2015. The Intersection of Gender, Caste and Class Inequalities in Child Nutrition in Rural India. *Asian Population Studies*, 11(1): 17–31. <https://doi.org/10.1080/17441730.2015.995150>
- Munro, J., Parker, B. & McIntyre, L.** 2014. An Intersectionality Analysis of Gender, Indigeneity, and Food Insecurity among Ultrapoor Garo Women in Bangladesh. *International Journal of Indigenous Health*, 10(1): 69–83. <https://doi.org/10.18357/ijih.101201513202>
- Nabdi, S., Boujraf, S. & Benzagmout, M.** 2022. Evaluation of rural-urban patterns in dietary intake: A descriptive analytical study – Case series. *Annals of Medicine and Surgery*, 84: 104972. <https://doi.org/10.1016/j.amsu.2022.104972>
- Nangle, M., Masifundise, & FIAN International.** 2023. Turning the Tide Towards the Realisation of Smallscale Fishing Rights: Monitoring the Implementation of the Voluntary Guidelines on Smallscale Fisheries in South Africa. Masifundise and FIAN international. <https://www.masifundise.org/wp-content/uploads/2023/03/Monitoring-Report-Feb-2023-Online-002.pdf>
- Nash, K.L., MacNeil, M.A., Blanchard, J.L., Cohen, P.J., Farmery, A.K., Graham, N.A.J., Thorne-Lyman, A.L., Watson, R.A. & Hicks, C.C.** 2022. Trade and foreign fishing mediate global marine nutrient supply. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 119(22): e2120817119. <https://doi.org/10.1073/pnas.2120817119>

- National Farm Worker Ministry.** 2018. Women in Agriculture. In: *NFWM*. Cited 26 October 2022. <https://nfwm.org/farm-workers/farm-worker-issues/womens-issues/>
- Neupane, S., K.C., P. & Doku, D.T.** 2016. Overweight and obesity among women: analysis of demographic and health survey data from 32 Sub-Saharan African Countries. *BMC Public Health*, 16(1): 30. <https://doi.org/10.1186/s12889-016-2698-5>
- Neves, P.A.R., Gatica-Domínguez, G., Rollins, N.C., Piwoz, E., Baker, P., Barros, A.J.D. & Victora, C.G.** 2020. Infant Formula Consumption Is Positively Correlated with Wealth, Within and Between Countries: A Multi-Country Study. *The Journal of Nutrition*, 150(4): 910–917. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz327>
- Nevitt, M.** 2021. *Key Takeaways from the Glasgow Climate Pact*. SSRN Scholarly Paper. 4005495. Rochester, NY. Cited 27 October 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=4005495>
- Newell, P., Srivastava, S., Naess, L.O., Torres Contreras, G.A. & Price, R.** 2021. Toward transformative climate justice: An emerging research agenda. *WIREs Climate Change*, 12(6): e733. <https://doi.org/10.1002/wcc.733>
- Nguyen, P.H., Scott, S., Headey, D., Singh, N., Tran, L.M., Menon, P. & Ruel, M.T.** 2021. The double burden of malnutrition in India: Trends and inequalities (2006–2016). *PLOS ONE*, 16(2): e0247856. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0247856>
- Nichols, C.** 2020. Nutrition sensitive agriculture: An equity-based analysis from India. *World Development*, 133: 105004. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105004>
- Niño-Zarazúa, M., Roope, L. & Tarp, F.** 2017. Global Inequality: Relatively Lower, Absolutely Higher. *Review of Income and Wealth*, 63(4): 661–684. <https://doi.org/10.1111/roiw.12240>
- Nisbett, N., Friel, S., Aryeetey, R., Gomes, F. da S., Harris, J., Backholer, K., Baker, P., Jernigan, V.B.B. & Phulkerd, S.** 2021. Equity and expertise in the UN Food Systems Summit. *BMJ Global Health*, 6(7): e006569. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006569>
- Nisbett, N., Harris, J., Backholer, K., Baker, P., Jernigan, V.B.B. & Friel, S.** 2022. Holding no-one back: The Nutrition Equity Framework in theory and practice. *Global Food Security*, 32: 100605. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100605>
- Njuki, J., Eissler, S., Malapit, H.J., Meinzen-Dick, R.S., Bryan, E. & Quisumbing, A.R.** 2021. *A review of evidence on gender equality, women's empowerment, and food systems*. SSRN Scholarly Paper. 3886544. Rochester, NY. Cited 22 November 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=3886544>
- Njuki, J. & Mburu, S.** 2013. Gender and ownership of livestock assets. In: *Women, Livestock Ownership and Markets*. Routledge.
- Njuki, J. & Miller, B.** 2019. Livestock and Gender: Achieving poverty alleviation and food security through livestock policies that benefit women. *Gates Open Res*, 3(899): 899. <https://doi.org/10.21955/gatesopenres.1115792.1>
- Njuki, J., Parkins, J. & Kaler, A.** 2016. *Transforming gender and food security in the Global South*. Routledge. <https://www.idrc.ca/en/book/transforming-gender-and-food-security-global-south>
- Norden, B.W.V.** 2013. Confucius, Rawls, and the Sense of Justice. <https://ndpr.nd.edu/reviews/confucius-rawls-and-the-sense-of-justice/>
- Norgaard, K.M., Reed, R. & Horn, V.** 2011. A Continuing Legacy: Institutional Racism, Hunger, and Nutritional Justice on the Klamath. In: A.H. Alkon & J. Agyeman, eds. *In Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*. pp. 23–46. Boston: MIT Press. <https://core.ac.uk/display/36692979>
- Norton, G.W. & Alwang, J.** 2020. Changes in Agricultural Extension and Implications for Farmer Adoption of New Practices. *Applied Economic Perspectives and Policy*, 42(1): 8–20. <https://doi.org/10.1002/aep.13008>

- Nussbaum, M.** 2000. Women's Capabilities and Social Justice. *Journal of Human Development and Capabilities*, 1: 219–247. <https://doi.org/10.1080/713678045>
- Oberlack, C., Zambrino, L.A., Truong, Q.C., Dang, B.T., Vu, X.V. & Trent, B.** 2020. *Building Inclusive Food Chains: Pathways Beyond Land Inequality Through Collective Action*. info:eu-repo/semantics/report. Rome, Italy, International Land Coalition. Solutions Paper for the Land Inequality Initiative. <https://boris.unibe.ch/152355/>
- O'Brien, K.L. & Leichenko, R.M.** 2000. Double exposure: assessing the impacts of climate change within the context of economic globalization. *Global Environmental Change*, 10(3): 221–232. [https://doi.org/10.1016/S0959-3780\(00\)00021-2](https://doi.org/10.1016/S0959-3780(00)00021-2)
- Odendaal, N.** 2023. *Disrupted Urbanism: Situated Smart Initiatives in African Cities*. First edition. Bristol University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv35n89sv>
- OECD.** 2008. Ten Steps to Equity in Education. Organisation for Economic Co-operation and Development. <https://www.oecd.org/education/school/39989494.pdf>
- OECD.** 2019. *Corporate tax statistics: First edition*. Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development. <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/corporate-tax-statistics-database-first-edition.pdf>
- OECD.** 2021. 6. The contribution of the processed food sector to the triple challenge. In: *Making Better Policies for Food Systems*. Paris, OECD Publishing. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/15ae7a3c-en/index.html?itemId=/content/component/15ae7a3c-en#chapter-d1e33181>
- OECD.** 2023. Global Action: Promoting Social and Solidarity Economy Ecosystems. Cited 21 February 2023. <https://www.oecd.org/cfe/leed/social-economy/oecd-global-action/>
- Offer, A., Pechey, R. & Ulijaszek, S.** 2010. Obesity under affluence varies by welfare regimes: the effect of fast food, insecurity, and inequality. *Economics and Human Biology*, 8(3): 297–308. <https://doi.org/10.1016/j.ehb.2010.07.002>
- OHCHR.** 1966. International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In: *OHCHR*. Cited 10 May 2023. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights>
- Okonjo-Iweala, N.** 2023. The WTO'S Contribution to the Challenges of Global Commons. *Journal of International Economic Law*, 26(1): 12–16. <https://doi.org/10.1093/jiel/jgad005>
- Okpara, U.T. & Anugwa, I.Q.** 2022. Harms to Community Food Security Resulting from Gender-Based Violence. *Land*, 11(12): 2335. <https://doi.org/10.3390/land11122335>
- Oldenburg, C.E., Guerin, P.J., Berthé, F., Grais, R.F. & Isanaka, S.** 2018. Malaria and Nutritional Status Among Children With Severe Acute Malnutrition in Niger: A Prospective Cohort Study. *Clinical Infectious Diseases*, 67(7): 1027–1034. <https://doi.org/10.1093/cid/ciy207>
- Olney, D.K., Gelli, A., Kumar, N., Alderman, H., Go, A. & Raza, A.** 2022. Social assistance programme impacts on women's and children's diets and nutritional status. *Maternal & Child Nutrition*, 18(4): e13378. <https://doi.org/10.1111/mcn.13378>
- Onondaga County Health Department.** 2021. Onondaga County Community Health Assessment and Improvement Plan, 2022–2024. <http://www.ongov.net/health/documents/OnondagaCounty-CHA-CHIP.pdf>
- Ortiz, I., Kalaivani, K. & Cummins, M.** 2015. *Fiscal Space for Social Protection: Options to Expand Social Investments in 187 Countries*. ILO. <https://socialprotection-humanrights.org/resource/fiscal-space-for-social-protection-options-to-expand-social-investments-in-187-countries/>

- Østby, G. 2013. Inequality and political violence: A review of the literature. *International Area Studies Review*, 16(2): 206–231. <https://doi.org/10.1177/2233865913490937>
- Österblom, H., Jouffray, J.-B., Folke, C., Crona, B., Troell, M., Merrie, A. & Rockström, J. 2015. Transnational Corporations as 'Keystone Actors' in Marine Ecosystems. *PLOS ONE*, 10(5): e0127533. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0127533>
- Ouma, S. 2010. Global Standards, Local Realities: Private Agrifood Governance and the Restructuring of the Kenyan Horticulture Industry. https://www.academia.edu/6832377/Global_Standards_Local_Realities_Private_Agrifood_Governance_and_the_Restructuring_of_the_Kenyan_Horticulture_Industry
- Ouma, S. 2015. *Assembling Export Markets. The Making and Unmaking of Global Food Connections in West Africa*. John Wiley & Sons. <https://doi.org/10.1002/9781118632567>
- Oumer, A., Kubsa, M.E. & Mekonnen, B.A. 2019. Malnutrition as predictor of survival from anti-retroviral treatment among children living with HIV/AIDS in Southwest Ethiopia: survival analysis. *BMC Pediatrics*, 19(1): 474. <https://doi.org/10.1186/s12887-019-1823-x>
- Oura, R. & Kouassi, F. 2015. The use of mobile phones as a panacea to facilitate quick food trade rollout between markets and countrysides: A study of Ayaou-Sran. *Net Journal of Agricultural Science*, 3(4): 104–111.
- Packard, R.M. 2016. *A History of Global Health*. Part Five 'Controlling the World's Population'. Baltimore, Maryland, Johns Hopkins University Press. <https://press.jhu.edu/books/title/10791/history-global-health>
- Patel, R. 2013. The Long Green Revolution. *The Journal of Peasant Studies*, 40(1): 1–63. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.719224>
- de Pee, S. & Semba, R.D. 2010. Role of Nutrition in HIV Infection: Review of Evidence for more Effective Programming in Resource-Limited Settings. *Food and Nutrition Bulletin*, 31(4_suppl4): S313–S344. <https://doi.org/10.1177/15648265100314S403>
- Pendrill, F., Gardner, T.A., Meyfroidt, P., Persson, U.M., Adams, J., Azevedo, T., Bastos Lima, M.G. et al. 2022. Disentangling the numbers behind agriculture-driven tropical deforestation. *Science (New York, N.Y.)*, 377(6611): eabm9267. <https://doi.org/10.1126/science.abm9267>
- Perera, I. 2022. Making ends meet in Sri Lanka - urban poor families in crisis in Colombo. In: *Institute of Development Studies*. Cited 28 April 2023. <https://www.ids.ac.uk/opinions/making-ends-meet-in-sri-lanka-urban-poor-families-in-crisis-in-colombo/>
- Perez-Escamilla, R., Bermudez, O., Buccini, G.S., Kumanyika, S., Lutter, C.K., Monsivais, P. & Victora, C. 2018. Nutrition disparities and the global burden of malnutrition. *BMJ*, 361: k2252. <https://doi.org/10.1136/bmj.k2252>
- Perin, J., Mulick, A., Yeung, D., Villavicencio, F., Lopez, G., Strong, K.L., Prieto-Merino, D. et al. 2022. Global, regional, and national causes of under-5 mortality in 2000–19: an updated systematic analysis with implications for the Sustainable Development Goals. *The Lancet Child & Adolescent Health*, 6(2): 106–115. [https://doi.org/10.1016/S2352-4642\(21\)00311-4](https://doi.org/10.1016/S2352-4642(21)00311-4)
- Phillips, L. 2006. Food and Globalization. *Annual Review of Anthropology*, 35(1): 37–57. <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.35.081705.123214>
- Pickering, A.J., Null, C., Winch, P.J., Mangwadu, G., Arnold, B.F., Prendergast, A.J., Njenga, S.M. et al. 2019. The WASH Benefits and SHINE trials: interpretation of WASH intervention effects on linear growth and diarrhoea. *The Lancet Global Health*, 7(8): e1139–e1146. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(19\)30268-2](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(19)30268-2)

- Pienkowski, T., Dickens, B.L., Sun, H. & Carasco, L.R.** 2018. Linking forests, deforestation, and nutritional outcomes: an observational study in nine African countries. *The Lancet Planetary Health*, 2: S4. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(18\)30089-5](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(18)30089-5)
- Pimentel, D. & Pimentel, M.H., eds.** 2008. *Food, Energy, and Society*. Third edition. Boca Raton, FL, USA, CRC Press: Tylor & Francis Group. <https://doi.org/10.1201/9781420046687>
- Pingali, P.L.** 2012. Green Revolution: Impacts, limits, and the path ahead. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(31): 12302–12308. <https://doi.org/10.1073/pnas.0912953109>
- Pires, S.M., Desta, B.N., Mughini-Gras, L., Mmbaga, B.T., Fayemi, O.E., Salvador, E.M., Gobe-na, T. et al.** 2021. Burden of foodborne diseases: think global, act local. *Current Opinion in Food Science*, 39: 152–159. <https://doi.org/10.1016/j.cofs.2021.01.006>
- ver Ploeg, M., Breneman, V., Farrigan, T., Hamrick, K., Hopkins, D., Kaufman, P., Lin, B.-H. et al., eds.** 2009. *Access to Affordable and Nutritious Food: Measuring and Understanding Food Deserts and Their Consequences: Report to Congress*. Administrative Publication Number 036. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.292130>
- Popkin, B.M.** 1994. The Nutrition Transition in Low-Income Countries: An Emerging Crisis. *Nutrition Reviews*, 52(9): 285–298. <https://doi.org/10.1111/j.1753-4887.1994.tb01460.x>
- Popkin, B.M., Corvalan, C. & Grummer-Strawn, L.M.** 2020a. Dynamics of the Double Burden of Malnutrition and the Changing Nutrition Reality. *Lancet (London, England)*, 395(10217): 65–74. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32497-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32497-3)
- Popkin, B.M., Corvalan, C. & Grummer-Strawn, L.M.** 2020b. Dynamics of the double burden of malnutrition and the changing nutrition reality. *Lancet (London, England)*, 395(10217): 65–74. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32497-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32497-3)
- von der Porten, S., Lepofsky, D., McGregor, D. & Silver, J.** 2016. Recommendations for marine herring policy change in Canada: Aligning with Indigenous legal and inherent rights. *Marine Policy*, 74: 68–76. <https://doi.org/10.1016/j.mar-pol.2016.09.007>
- Poverty Inequality Commission.** 2017. *Intersectionality: Revealing the realities of poverty and inequality in Scotland*. <https://povertyinequality.scot/publication/intersectionality-revealing-the-realities-of-poverty-and-inequality-in-scotland/>
- Pray, C.E., Masters, W.A. & Ayoub, S.** 2017. Impacts of Agricultural Research on Poverty, Malnutrition and Resilience. https://sites.tufts.edu/willmasters/files/2017/04/AgRschImpactsOnPovertyNutritionResilience_7April2017.pdf
- PRB.** 2011. The Effect of Girls' Education on Health Outcomes: Fact Sheet. In: *Population Reference Bureau*. Cited 11 November 2022. <https://www.prb.org/resources/the-effect-of-girls-education-on-health-outcomes-fact-sheet/>
- Prendergast, A.J. & Humphrey, J.H.** 2014. The stunting syndrome in developing countries. *Paediatrics and International Child Health*, 34(4): 250–265. <https://doi.org/10.1179/2046905514Y.0000000158>
- Prost, A., Harris-Fry, H., Mohanty, S., Parida, M., Krishnan, S., Fivian, E., Rath, S. et al.** 2022. Understanding the effects of nutrition-sensitive agriculture interventions with participatory videos and women's group meetings on maternal and child nutrition in rural Odisha, India: A mixed-methods process evaluation. *Maternal & Child Nutrition*, 18(4): e13398. <https://doi.org/10.1111/mcn.13398>
- Prydz, E.B., Jolliffe, D. & Serajuddin, U.** 2021. Mind the Gap: Disparities in Assessments of Living Standards Using National Accounts and Household Surveys. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-9779>
- Purdam, K., Garratt, E.A. & Esmail, A.** 2016. Hungry? Food Insecurity, Social Stigma and Embarrassment in the UK. *Sociology*, 50(6): 1072–1088. <https://doi.org/10.1177/0038038515594092>

- Qian, N.** 2008. Missing Women and the Price of Tea in China: The Effect of Sex-Specific Earnings on Sex Imbalance*. *The Quarterly Journal of Economics*, 123(3): 1251–1285. <https://doi.org/10.1162/qjec.2008.123.3.1251>
- Qin, P., Wang, T. & Luo, Y.** 2022. A review on plant-based proteins from soybean: Health benefits and soy product development. *Journal of Agriculture and Food Research*, 7: 100265. <https://doi.org/10.1016/j.jafr.2021.100265>
- Quisumbing, A.** 2019. Gender, equity, and empowerment: Harnessing agricultural research for better nutrition outcomes. <https://vtechworks.lib.vt.edu/handle/10919/89736>
- Quisumbing, A.R. & Doss, C.R.** 2021. Gender in agriculture and food systems. <https://doi.org/10.1016/bs.hesagr.2021.10.009>
- Ragasa, C.** 2014. Improving Gender Responsiveness of Agricultural Extension. In: A.R. Quisumbing, R. Meinzen-Dick, T.L. Raney, A. Croppenstedt, J.A. Behrman & A. Peterman, eds. *Gender in Agriculture: Closing the Knowledge Gap*. pp. 411–430. Dordrecht, Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-017-8616-4_17
- Raghunathan, K., Headey, D. & Herforth, A.** 2021. Affordability of nutritious diets in rural India. *Food Policy*, 99: 101982. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101982>
- Ragnarsson, K.H.** 2020. Humanising not transformative? The UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights and economic inequality in OECD countries 2008-19. *London Review of International Law*, 8(2): 261–286. <https://doi.org/10.1093/lril/lraa020>
- Ramaswami, A.** 2020. Unpacking the Urban Infrastructure Nexus with Environment, Health, Livability, Well-Being, and Equity. *One Earth*, 2(2): 120–124. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2020.02.003>
- Rammelt, C.F. & Leung, M.W.H.** 2017. Tracing the Causal Loops Through Local Perceptions of Rural Road Impacts in Ethiopia. *World Development*, 95: 1–14. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.02.024>
- Randers, J., Rockström, J., Stoknes, P.E., Golüke, U., Collste, D. & Cornell, S.E.** 2018. *Transformation is feasible: how to achieve the Sustainable Development Goals within planetary boundaries: a report to the Club of Rome, for its 50 years anniversary 17 October 2018*. Report / Stockholm Resilience Centre. Stockholm, Sweden: Stockholm Resilience Centre.
- Rantanen, J., Muchiri, F. & Lehtinen, S.** 2020. Decent Work, ILO's Response to the Globalization of Working Life: Basic Concepts and Global Implementation with Special Reference to Occupational Health. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(10): 3351. <https://doi.org/10.3390/ijerph17103351>
- Rao, M., Afshin, A., Singh, G. & Mozaffarian, D.** 2013. Do healthier foods and diet patterns cost more than less healthy options? A systematic review and meta-analysis. *BMJ Open*, 3(12): e004277. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2013-004277>
- Rao, N., Gazdar, H., Chanchani, D. & Ibrahim, M.** 2019. Women's Agricultural Work and Nutrition in South Asia: From Pathways to a Cross-Disciplinary, Grounded Analytical Framework. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2018.10.014>
- Rasolofoson, R.A., Hanauer, M.M., Pappinen, A., Fisher, B. & Ricketts, T.H.** 2018. Impacts of forests on children's diet in rural areas across 27 developing countries. *Science Advances*, 4(8): eaat2853. <https://doi.org/10.1126/sciadv.aat2853>
- Rawal, V. & Bansal, V.** 2021. The Land Question in Contemporary Rural India
- Rawlins, R., Pimkina, S., Barrett, C.B., Pedersen, S. & Wydick, B.** 2014. Got milk? The impact of Heifer International's livestock donation programs in Rwanda on nutritional outcomes. *Food Policy*, 44: 202–213. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2013.12.003>
- Rawls, J.** 1999. *A Theory of Justice*. 2nd edition. Cambridge, Mass, Belknap Press: An Imprint of Harvard University Press.

- Raworth, K.** 2018. *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. Illustrated edition. White River Junction, Vermont, Chelsea Green Publishing.
- Reisch, L.A.** 2021. Shaping healthy and sustainable food systems with behavioural food policy. *European Review of Agricultural Economics*, 48(4): 665–693. <https://doi.org/10.1093/erae/jbab024>
- Restrepo-Méndez, M.C., Barros, A.J., Black, R.E. & Victora, C.G.** 2015. Time trends in socio-economic inequalities in stunting prevalence: analyses of repeated national surveys. *Public Health Nutrition*, 18(12): 2097–2104. <https://doi.org/10.1017/S1368980014002924>
- Reyes Matos, U., Mesenburg, M.A. & Victora, C.G.** 2019. Socioeconomic inequalities in the prevalence of underweight, overweight, and obesity among women aged 20–49 in low- and middle-income countries. *International Journal of Obesity*, 44(3): 609–616. <https://doi.org/10.1038/s41366-019-0503-0>
- Ricciardi, V., Mehrabi, Z., Wittman, H., James, D. & Ramankutty, N.** 2021. Higher yields and more biodiversity on smaller farms. *Nature Sustainability*, 4(7): 651–657. <https://doi.org/10.1038/s41893-021-00699-2>
- Riley, L. & Dodson, B.** 2016. Intersectional identities: Food, space and gender in urban Malawi. *Agenda*, 30(4): 53–61. <https://doi.org/10.1080/10130950.2017.1299970>
- RIPES.** 2023. What is Social Solidarity Economy. In: *RIPES*. Cited 21 February 2023. <https://www.ripes.org/what-is-sse/what-is-social-solidarity-economy/?lang=en>
- Rivera-Ferre, M.G., López-i-Gelats, F., Ravera, F., Oteros-Rozas, E., di Masso, M., Binimelis, R. & El Bilali, H.** 2021. The two-way relationship between food systems and the COVID19 pandemic: causes and consequences. *Agricultural Systems*, 191: 103134. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103134>
- Robin, M.-M.** 2014. *The World According to Monsanto: Pollution, Corruption, and the Control of Our Food Supply*. The New Press.
- Rocha, C. & Lessa, I.** 2009. Urban Governance for Food Security: The Alternative Food System in Belo Horizonte, Brazil. *International Planning Studies*, 14(4): 389–400. <https://doi.org/10.1080/13563471003642787>
- Rockström, J., Mazzucato, M., Andersen, L.S., Fahrländer, S.F. & Gerten, D.** 2023. Why we need a new economics of water as a common good. *Nature*, 615(7954): 794–797. <https://doi.org/10.1038/d41586-023-00800-z>
- Roeber, S. & Skinner, C.** 2016. Street vendors and cities. *Environment and Urbanization*, 28(2): 359–374. <https://doi.org/10.1177/0956247816653898>
- Rollins, N.** 2023. Poorly substantiated health claims on infant formula. *BMJ*, 380: p310. <https://doi.org/10.1136/bmj.p310>
- Romany, C. & Chu, J.-B.** 2004. Affirmative action in international human rights law: A critical perspective of its normative assumptions. , 36: 831.
- Rosset, P.** 2006. *Food is different: why we must get the WTO out of agriculture*. Global issues. Black Point, N.S, Fernwood Pub.
- Ros-Tonen, M.A., Bitzer, V., Laven, A., Ollivier de Leth, D., Van Leynseele, Y. & Vos, A.** 2019. Conceptualizing inclusiveness of smallholder value chain integration. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 41: 10–17. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.08.006>
- Ruben, R., Cavatassi, R., Lipper, L., Smaling, E. & Winters, P.** 2021. Towards food systems transformation—five paradigm shifts for healthy, inclusive and sustainable food systems. *Food Security*, 13(6): 1423–1430. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01221-4>

- Ruel, M.T., Alderman, H., & Maternal and Child Nutrition Study Group.** 2013. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet (London, England)*, 382(9891): 536–551. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60843-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60843-0)
- Ruel, M.T., Garrett, J., Yosef, S. & Olivier, M.** 2017. Urbanization, Food Security and Nutrition. In: S. de Pee, D. Taren & M.W. Bloem, eds. *Nutrition and Health in a Developing World*. pp. 705–735. Nutrition and Health. Cham, Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-43739-2_32
- Ruel, M.T., Garrett, J.L., Hawkes, C. & Cohen, M.J.** 2010. The Food, Fuel, and Financial Crises Affect the Urban and Rural Poor Disproportionately: A Review of the Evidence^{1,2}. *The Journal of Nutrition*, 140(1): 170S–176S. <https://doi.org/10.3945/jn.109.110791>
- Russomanno, J., Patterson, J.G. & Jabson, J.M.** 2019. Food Insecurity Among Transgender and Gender Nonconforming Individuals in the Southeast United States: A Qualitative Study. *Transgender Health*, 4(1): 89–99. <https://doi.org/10.1089/trgh.2018.0024>
- Ruzzante, S., Labarta, R. & Bilton, A.** 2021. Adoption of agricultural technology in the developing world: A meta-analysis of the empirical literature. *World Development*, 146: 105599. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105599>
- Sage, C., Kropp, C. & Antoni-Komar, I.** 2020. Grassroots initiatives in food system transformation: The role of food movements in the second ‘Great Transformation’. In: *Food System Transformations*. Routledge.
- Schlüssel, M.M., Silva, A.A.M. da, Pérez-Escamilla, R. & Kac, G.** 2013. Household food insecurity and excess weight/obesity among Brazilian women and children: a life-course approach. *Cadernos de Saúde Pública*, 29: 219–226. <https://doi.org/10.1590/S0102-311X2013000200003>
- Schneider, S., Schneider, S., Patwardhan, A., Burton, I., Magadza, C., Oppenheimer, M., Pittock, A. et al.** 2007. Assessing key vulnerabilities and the risk from climate change. In: *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Eds. edition, p. Cambridge, UK, Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar4-wg2-chapter19-1.pdf>
- Schott, W., Aurino, E., Penny, M.E. & Behrman, J.R.** 2019. The double burden of malnutrition among youth: Trajectories and inequalities in four emerging economies. *Economics & Human Biology*, 34: 80–91. <https://doi.org/10.1016/j.ehb.2019.05.009>
- Schwartz, N., Buliung, R. & Wilson, K.** 2019. Disability and food access and insecurity: A scoping review of the literature. *Health & Place*, 57: 107–121. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2019.03.011>
- Schwartz, S.A.** 2013. The Great Experiment: Genetically Modified Organisms, Scientific Integrity, and National Wellness. *EXPLORE*, 9(1): 12–16. <https://doi.org/10.1016/j.explore.2012.11.004>
- Schwingshackl, L., Bogensberger, B. & Hoffmann, G.** 2018. Diet Quality as Assessed by the Healthy Eating Index, Alternate Healthy Eating Index, Dietary Approaches to Stop Hypertension Score, and Health Outcomes: An Updated Systematic Review and Meta-Analysis of Cohort Studies. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 118(1): 74–100.e11. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2017.08.024>
- Scrinis, G.** 2016. Reformulation, fortification and functionalization: Big Food corporations’ nutritional engineering and marketing strategies. *The Journal of Peasant Studies*, 43(1): 17–37. <https://doi.org/10.1080/03066150.2015.1101455>
- Scrinis, G. & Monteiro, C.** 2022. From ultra-processed foods to ultra-processed dietary patterns. *Nature Food*, 3(9): 671–673. <https://doi.org/10.1038/s43016-022-00599-4>

- Seeley, J., Tumwekwase, G. & Grosskurth, H.** 2009. Fishing for a Living but Catching HIV: AIDS and Changing Patterns of the Organization of Work in Fisheries in Uganda. *Anthropology of Work Review*, 30(2): 66–76. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1417.2009.01022.x>
- Seferidi, P., Hone, T., Duran, A.C., Bernabe-Ortiz, A. & Millett, C.** 2022. Global inequalities in the double burden of malnutrition and associations with globalisation: a multilevel analysis of Demographic and Health Surveys from 55 low-income and middle-income countries, 1992–2018. *The Lancet Global Health*, 10(4): e482–e490. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(21\)00594-5](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(21)00594-5)
- Seidelmann, L., Koutsoumpa, M., Federspiel, F. & Philips, M.** 2020. The Global Financing Facility at five: time for a change? *Sexual and Reproductive Health Matters*, 28(2): 1795446. <https://doi.org/10.1080/26410397.2020.1795446>
- Sen, A.** 1985. Well-being, Agency and Freedom: The Dewey Lectures 1984. *Journal of Philosophy*, 82(April): 203.
- Shaffer, G.** 2021. *Emerging Powers and the World Trading System: The Past and Future of International Economic Law*. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108861342>
- Shannon, J.** 2014. Food deserts: Governing obesity in the neoliberal city. *Progress in Human Geography*, 38(2): 248–266. <https://doi.org/10.1177/0309132513484378>
- Shiferaw, B., Kebede, T., Kassie, M. & Fisher, M.** 2015. Market imperfections, access to information and technology adoption in Uganda: challenges of overcoming multiple constraints. *Agricultural Economics*, 46(4): 475–488. <https://doi.org/10.1111/agec.12175>
- Shupler, M., Mwitari, J., Gohole, A., Anderson de Cuevas, R., Puzzolo, E., Čukić, I., Nix, E. & Pope, D.** 2021. COVID-19 impacts on household energy & food security in a Kenyan informal settlement: The need for integrated approaches to the SDGs. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 144: 111018. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2021.111018>
- da Silva, I.C.M., França, G.V., Barros, A.J., Amouzou, A., Krasevec, J. & Victora, C.G.** 2018. Socio-economic Inequalities Persist Despite Declining Stunting Prevalence in Low- and Middle-Income Countries. *The Journal of Nutrition*, 148(2): 254–258. <https://doi.org/10.1093/jn/nxx050>
- Sinclair, K., Thompson-Colón, T., Matamoros, S.E.D.C., Olaya, E. & Melgar-Quiñonez, H.** 2022. Food Insecurity Among the Adult Population of Colombia Between 2016 and 2019: The Post Peace Agreement Situation. *Food and Nutrition Bulletin*, 43(3): 251–270. <https://doi.org/10.1177/03795721221100890>
- Skinner, K., Hanning, R.M., Desjardins, E. & Tsuji, L.J.** 2013. Giving voice to food insecurity in a remote indigenous community in subarctic Ontario, Canada: traditional ways, ways to cope, ways forward. *BMC Public Health*, 13(1): 427. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-13-427>
- Smith, L.C., Alderman, H. & Aduayom, D.** 2006. *Food insecurity in sub-Saharan Africa. New estimates from household expenditure surveys*. Research Report 146. Washington, DC, International Food Policy Research Institute; <https://doi.org/10.2499/0896291502>
- Smith, M.D., Rabbitt, M.P. & Coleman-Jensen, A.** 2017a. Who are the World's Food Insecure? New Evidence from the Food and Agriculture Organization's Food Insecurity Experience Scale. *World Development*, 93: 402–412. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.01.006>
- Smith, M.D., Rabbitt, M.P. & Coleman-Jensen, A.** 2017b. Who are the World's Food Insecure? New Evidence from the Food and Agriculture Organization's Food Insecurity Experience Scale. *World Development*, 93: 402–412. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.01.006>
- Smith, V.H. & Glauber, J.W.** 2019. Trade, policy, and food security. *Agricultural Economics*, 51(1): 159–171. <https://doi.org/10.1111/agec.12547>
- Sobal, J.** 2005. Men, Meat, and Marriage: Models of Masculinity. *Food and Foodways*, 13(1–2): 135–158. <https://doi.org/10.1080/07409710590915409>

- Southern Poverty Law Centre.** 2010. Injustice On Our Plates. In: *Southern Poverty Law Center*. Cited 26 October 2022. <https://www.splcenter.org/20101107/injustice-our-plates>
- Spielman, D., Lecoutere, E., Makhija, S. & Van Campenhout, B.** 2021. Information and Communications Technology (ICT) and Agricultural Extension in Developing Countries. *Annual Review of Resource Economics*, 13(1): 177–201. <https://doi.org/10.1146/annurev-resource-101520-080657>
- Spires, M., Berggreen-Clausen, A., Kasujja, F.X., Delobelle, P., Puoane, T., Sanders, D. & Daivadanam, M.** 2020. Snapshots of Urban and Rural Food Environments: EPOCH-Based Mapping in a High-, Middle-, and Low-Income Country from a Non-Communicable Disease Perspective. *Nutrients*, 12(2): 484. <https://doi.org/10.3390/nu12020484>
- Srinivasan, C.S., Zanello, G. & Shankar, B.** 2013. Rural-urban disparities in child nutrition in Bangladesh and Nepal. *BMC Public Health*, 13(1): 581. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-13-581>
- Staal, A., Flores, B.M., Aguiar, A.P.D., Bosmans, J.H.C., Fetzer, I. & Tuinenburg, O.A.** 2020. Feedback between drought and deforestation in the Amazon. *Environmental Research Letters*, 15(4): 044024. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab738e>
- Stads, G.-J. & Rahija, M.** 2019. Public agricultural R&D in South Asia: greater government commitment, yet underinvestment persists. *Gates Open Res*, 3(326): 326. <https://doi.org/10.21955/gatesopenres.1115076.1>
- Stads, G.-J., Wiebe, K.D., Nin-Pratt, A., Sulser, T.B., Benfica, R., Reda, F. & Khetarpal, R.** 2022. Research for the future: Investments for efficiency, sustainability, and equity. International Food Policy Research Institute (IFPRI). https://doi.org/10.2499/9780896294257_04
- Staiger, R.** 2012. *Non-Tariff Measures and the WTO*. WTO Staff Working Paper. ERSD-2012-01. Geneva, World Trade Organization (WTO). <https://doi.org/10.30875/5703a171-en>
- Steffen, W., Richardson, K., Rockström, J., Cornell, S.E., Fetzer, I., Bennett, E.M., Biggs, R. et al.** 2015. Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223): 1259855. <https://doi.org/10.1126/science.1259855>
- Stern, D., Ng, S.W. & Popkin, B.M.** 2015. The Nutrient Content of U.S. Household Food Purchases by Store Type. *American Journal of Preventive Medicine*, 50(2): 180–190. <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2015.07.025>
- Stevens, C., Greenhill, R., Kennan, J. & Devereux, S., eds.** 2000. *The WTO Agreement on Agriculture and Food Security*
- Stevens, G.A., Paciorek, C.J., Flores-Urrutia, M.C., Borghi, E., Namaste, S., Wirth, J.P., Suchdev, P.S. et al.** 2022. National, regional, and global estimates of anaemia by severity in women and children for 2000–19: a pooled analysis of population-representative data. *The Lancet Global Health*, 10(5): e627–e639. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(22\)00084-5](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(22)00084-5)
- Stewart, F.** 2015. *Horizontal inequalities*. GSDRC Professional Development Reading Pack no. 8. Birmingham, UK, University of Birmingham. <https://gsdrc.org/professional-dev/horizontal-inequalities/>, <https://gsdrc.org/professional-dev/horizontal-inequalities/>
- Stoian, D., Donovan, J., Fisk, J. & Muldoon, M.** 2012. Value chain development for rural poverty reduction: A reality check and a warning. *Enterprise Development & Microfinance*, 23(1): 54–60. <https://doi.org/10.3362/1755-1986.2012.006>
- Subramanian, S.V. & Kawachi, I.** 2007. Income inequality and the double burden of under- and overnutrition in India. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 61(9): 802–809. <https://doi.org/10.1136/jech.2006.053801>

- Sulser, T., Wiebe, K.D., Dunston, S., Cenacchi, N., Nin-Pratt, A., Mason-D’Croz, D., Robertson, R.D., Willenbockel, D. & Rosegrant, M.W.** 2021. *Climate Change and hunger: Estimating costs of adaptation in the agrifood system*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/9780896294165>
- Sumaila, U.R., Khan, A., Teh, L., Watson, R., Tyedmers, P. & Pauly, D.** 2010. Subsidies to high seas bottom trawl fleets and the sustainability of deep-sea demersal fish stocks. *Marine Policy*, 34(3): 495–497. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2009.10.004>
- Sunam, R. & Adhikari, J.** 2016. How does Transnational Labour Migration Shape Food Security and Food Sovereignty? Evidence from Nepal. *Anthropological Forum*, 26(3): 248–261. <https://doi.org/10.1080/00664677.2016.1197819>
- Suri, T. & Udry, C.** 2022. Agricultural Technology in Africa. *Journal of Economic Perspectives*, 36(1): 33–56. <https://doi.org/10.1257/jep.36.1.33>
- Swenor, B.K.** 2021. Disability inclusion: A missing ingredient for food system equity. *Global Food Security*, 31: 100584. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100584>
- Swier, G.M.** 2019. The Seeds of Violence. Ecofeminism, Technology, and Ecofeminist Philosophy of Technology. In: J. Loh & M. Coeckelbergh, eds. *Feminist Philosophy of Technology*. pp. 247–263. Techno:Phil – Aktuelle Herausforderungen der Technikphilosophie. Stuttgart, J.B. Metzler. https://doi.org/10.1007/978-3-476-04967-4_13
- Swinburn, B.A., Kraak, V.I., Allender, S., Atkins, V.J., Baker, P.I., Bogard, J.R., Brinsden, H. et al.** 2019. The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report. *The Lancet*, 393(10173): 791–846. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)32822-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)32822-8)
- Swinnen, J.F.M. & Vandeplas, A.** 2014. *Price Transmission and Market Power in Modern Agricultural Value Chains*. SSRN Scholarly Paper. 2400431. Rochester, NY. Cited 21 November 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=2400431>
- Tadesse, G., Algieri, B., Kalkuhl, M. & von Braun, J.** 2014. Drivers and triggers of international food price spikes and volatility. *Food Policy*, 47: 117–128. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2013.08.014>
- Tak, M., Shankar, B. & Kadiyala, S.** 2019. Dietary Transition in India: Temporal and Regional Trends, 1993 to 2012. , 40(2): 254–270.
- Tavener, K., van Wijk, M., Fraval, S., Hammond, J., Baltenweck, I., Teufel, N., Kihoro, E. et al.** 2019. Intensifying Inequality? Gendered Trends in Commercializing and Diversifying Smallholder Farming Systems in East Africa. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 3. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2019.00010>
- Tefft, J., Jonasova, M., Adjao, R. & Morgan, A.** 2017. Food Systems for an Urbanizing World. <https://doi.org/10.1596/32502>
- Temple, J.B. & Russell, J.** 2018. Food Insecurity among Older Aboriginal and Torres Strait Islanders. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(8): 1766. <https://doi.org/10.3390/ijerph15081766>
- Termine, P. & Huambachano, M.** 2022. Refocusing youth employment in food systems: understanding the role of rights and agency for decent work and food systems’ transformation. <https://mail.google.com/mail/u/0/#search/pao/Whct-KKXpVghfsHRClcwDvDfDsivsCgrxbVdjqwNTXH-JCrfQQPgdhRpNzKdzzKNqJDdmRTKG?projector=1&messagePartId=0.2>
- The GBD 2015 Obesity Collaborators.** 2017. Health Effects of Overweight and Obesity in 195 Countries over 25 Years. *New England Journal of Medicine*, 377(1): 13–27. <https://doi.org/10.1056/NEJMoa1614362>
- The Lancet.** 2023. Unveiling the predatory tactics of the formula milk industry. *The Lancet*, 401(10375): 409. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(23\)00118-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(23)00118-6)

- Thirtle, C., Lin, L. & Piesse, J.** 2003. The Impact of Research-Led Agricultural Productivity Growth on Poverty Reduction in Africa, Asia and Latin America. *World Development*, 31(12): 1959–1975. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2003.07.001>
- Thompson, J.S., John, ed.** 2012. *Contested Agronomy: Agricultural Research in a Changing World*. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203125434>
- Thow, A.M. & Hawkes, C.** 2009. The implications of trade liberalization for diet and health: a case study from Central America. *Globalization and Health*, 5(1): 5. <https://doi.org/10.1186/1744-8603-5-5>
- Thow, A.M. & Nisbett, N.** 2019. Trade, nutrition, and sustainable food systems. *The Lancet*, 394(10200): 716–718. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)31292-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)31292-9)
- Thurber, K.A., Joshy, G., Korda, R., Eades, S.J., Wade, V., Bambrick, H., Liu, B. & Banks, E.** 2018. Obesity and its association with sociodemographic factors, health behaviours and health status among Aboriginal and non-Aboriginal adults in New South Wales, Australia. *J Epidemiol Community Health*, 72(6): 491–498. <https://doi.org/10.1136/jech-2017-210064>
- Tienhaara, K.** 2011. *Regulatory Chill and the Threat of Arbitration: A View from Political Science*. SSRN Scholarly Paper. 2065706. Rochester, NY. Cited 24 October 2022. <https://papers.ssrn.com/abstract=2065706>
- Tittonell, P. & Giller, K.E.** 2013. When yield gaps are poverty traps: The paradigm of ecological intensification in African smallholder agriculture. *Field Crops Research*, 143: 76–90. <https://doi.org/10.1016/j.fcr.2012.10.007>
- Ton, G., Vellema, W., Desiere, S., Weituschat, S. & D'Haese, M.** 2018. Contract farming for improving smallholder incomes: What can we learn from effectiveness studies? *World Development*, 104: 46–64. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.11.015>
- Tortajada, C. & González-Gómez, F.** 2022. Agricultural trade: Impacts on food security, groundwater and energy use. *Current Opinion in Environmental Science & Health*, 27: 100354. <https://doi.org/10.1016/j.coesh.2022.100354>
- Traill, W.B., Mazzocchi, M., Shankar, B. & Hallam, D.** 2014. Importance of government policies and other influences in transforming global diets. *Nutrition Reviews*, 72(9): 591–604. <https://doi.org/10.1111/nure.12134>
- Travasso, S.M., Joseph, S., Swaminathan, S., John, A.T., Makkar, S., Webb, P., Kurpad, A. & Thomas, T.** 2023. Impact of the COVID-19 lockdown on household diet diversity in rural Bihar, India: a longitudinal survey. *Nutrition Journal*, 22(1): 13. <https://doi.org/10.1186/s12937-023-00842-z>
- Turner, C., Aggarwal, A., Walls, H., Herforth, A., Drewnowski, A., Coates, J., Kalamatianou, S. & Kadiyala, S.** 2018. Concepts and critical perspectives for food environment research: A global framework with implications for action in low- and middle-income countries. *Global Food Security*, 18: 93–101. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2018.08.003>
- Turnhout, E., Duncan, J., Candell, J., Maas, T.Y., Roodhof, A.M., DeClerck, F. & Watson, R.T.** 2021. Do we need a new science-policy interface for food systems? *Science*, 373(6559): 1093–1095. <https://doi.org/10.1126/science.abj5263>
- UN.** 2007. United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. United Nations. Cited 17 October 2022. <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>
- UN.** 2019a. *United Nations Declaration on the Rights of Peasants (UNDROP)*. https://www.geneva-academy.ch/joomlatools-files/docman-files/UN_Declaration_on_the_rights_of_peasants.pdf
- UN.** 2019b. *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420)*. New York: United Nations, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

- UN.** 2021. UN Security Council resolution 2573. United Nations. <http://unscr.com/en/resolutions/doc/2573>
- UN.** 2022. Food Price Index hit record high in February, UN agency reports. In: *United Nations*. Cited 2 June 2023. <https://news.un.org/en/story/2022/03/1113332>
- UN DESA.** 2021. *UNDESA World Social Report 2021: Reconsidering Rural Development*. United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN DESA). <https://www.un.org/development/desa/dspd/world-social-report/2021-2.html>
- UNCCD.** 2019. *Land Degradation Neutrality Interventions to Foster Gender Equality*. Bonn, Germany. https://catalogue.unccd.int/1222_UNCCD_gender_briefing_note.pdf
- UNCTAD.** 2011. Trade and Development Report 2011: Post-Crisis Policy Challenges in the World Economy. In: *United Nations Conference on Trade and Development*.
- UNDP.** 2012. Seeing Beyond the State - Grassroots Women's Perspectives on Corruption and Anti-Corruption. United Nations Development Programme (UNDP). <https://www.unwomen.org/en/docs/2012/10/grassroots-womens-perspectives-on-corruption>
- UNDP.** 2015. No country has yet achieved equality between men and women. In: *United Nations Sustainable Development*. Cited 10 May 2023. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2015/09/no-country-has-yet-achieved-equality-between-men-and-women-un-human-rights-chief/>
- UNDP.** 2023. *Human Development Index*. United Nations Development Programme (UNDP). <https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index>
- UNEP.** 2022. *Emissions Gap Report 2022: The Closing Window — Climate crisis calls for rapid transformation of societies*. Nairobi, United Nations Environment Programme. <https://www.unep.org/emissions-gap-report-2022>
- UNEP & FAO.** 2022. *Sustainable Food Cold Chains: Opportunities, Challenges and the Way Forward*. Nairobi, UNEP and Rome, FAO. <http://www.unep.org/resources/report/sustainable-food-cold-chains-opportunities-challenges-and-way-forward>
- UNGA.** 1948. *Universal Declaration of Human Rights*. Resolution adopted by the General Assembly on 10 December 1948, General Assembly resolution 217 A. Paris. [also available at <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights>]
- UNHCR.** 2010. The Right to Adequate Food. United Nations High Commissioner for Human Rights. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/FactSheet34en.pdf>
- UNICEF.** 1990. *Strategy for improved nutrition of children and women in developing countries*. New York, N.Y., USA, United Nations Children's Fund. <https://digitallibrary.un.org/record/227230>
- UNICEF.** 2018. Breastfeeding: A Mother's Gift, for Every Child. United Nations Children's Fund (UNICEF).
- UNICEF.** 2020. Immunization coverage: Are we losing ground? In: *UNICEF DATA*. Cited 9 May 2023. <https://data.unicef.org/resources/immunization-coverage-are-we-losing-ground/>
- UNICEF.** 2021. *UNICEF conceptual framework on maternal and child nutrition*. New York, NY, USA, UNICEF.
- UNICEF.** 2023. *Undernourished and Overlooked: UNICEF report sheds light on global nutrition crisis faced by adolescent girls and women - UNICEF Data for Action Blog*. UNICEF Child Nutrition Report Series, 2022. New York, United Nations Children's Fund (UNICEF). <https://data.unicef.org/data-for-action/undernourished-and-overlooked-unicef-report-sheds-light-on-global-nutrition-crisis-faced-by-adolescent-girls-and-women/>

- UNICEF & WHO.** 2022. *How the marketing of formula milk influences our decisions on infant feeding.* Geneva, World Health Organization (WHO) and the United Nations Children's Fund (UNICEF). <https://www.who.int/publications-detail-redirect/9789240044609>
- UNICEF, WHO, & World Bank Group.** 2021. *Joint Child Malnutrition Estimates.* UNICEF, New York; WHO, Geneva; World Bank, Washington, DC, United Nations Children's Fund. <https://data.unicef.org/resources/jme-report-2021/>
- UNIDO.** 2011. *Pro-poor value chain development: 25 guiding questions for designing and implementing agroindustry projects.* Vienna, Austria, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/24825>
- University of Minnesota.** 2016. 19.3 The Economics of Discrimination. In: *Principles of Economics.* University of Minnesota Libraries Publishing edition, 2016. This edition adapted from a work originally produced in 2012 by a publisher who has requested that it not receive attribution. <https://doi.org/10.24926/8668.1601>
- University of Sheffield & Food Foundation.** 2021. UK local food insecurity of Adults Jan 2021. Cited 20 February 2023. <https://shefuni.maps.arcgis.com/apps/instant/interactivelegend/index.html?appid=8be0cd9e18904c258afd3c959d6fc4d7>
- UNSDG.** 2023. Universal Values, Principle Two: Leave No One Behind. In: *United Nations Sustainable Development Group.* Cited 28 April 2023. <https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>, <https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>
- USDA ERS.** 2021. Food Security and Nutrition Assistance. In: *Economic Research Service: U.S. Department of Agriculture.* Cited 25 October 2022. <https://www.ers.usda.gov/data-products/ag-and-food-statistics-charting-the-essentials/food-security-and-nutrition-assistance/>
- Vallet, A., Locatelli, B., Levrel, H., Dendoncker, N., Barnaud, C. & Conde, Y.Q.** 2019. Linking equity, power, and stakeholders' roles in relation to ecosystem services. *Ecology and Society*, 24(2). <https://www.jstor.org/stable/26796940>
- Vallino, E., Ridolfi, L. & Laio, F.** 2020. Measuring economic water scarcity in agriculture: a cross-country empirical investigation. *Environmental Science & Policy*, 114: 73–85. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2020.07.017>
- Veeraraghavan, G., Burnett, K., Skinner, K., Williams, P., Martin, D., Jamal, A., Ramsay, M. & Stothart, C.** 2016. *Paying for Nutrition: A Report on Food Costing in the North.* <https://foodsecurecanada.org/paying-for-nutrition>
- Victora, C.G., Bahl, R., Barros, A.J.D., França, G.V.A., Horton, S., Krasevec, J., Murch, S. et al.** 2016. Breastfeeding in the 21st century: epidemiology, mechanisms, and lifelong effect. *The Lancet*, 387(10017): 475–490. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(15\)01024-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(15)01024-7)
- Victora, C.G., Christian, P., Vdaletti, L.P., Gatica-Domínguez, G., Menon, P. & Black, R.E.** 2021. Revisiting maternal and child undernutrition in low-income and middle-income countries: variable progress towards an unfinished agenda. *The Lancet*, 397(10282): 1388–1399. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)00394-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)00394-9)
- Vijayan, D., Ludwig, D., Rybak, C., Kaechele, H., Hoffmann, H., Schönfeldt, H.C., Mbwana, H.A., Rivero, C.V. & Löhr, K.** 2022. Indigenous knowledge in food system transformations. *Communications Earth & Environment*, 3(1): 1–3. <https://doi.org/10.1038/s43247-022-00543-1>
- Vivero-Pol, J.L., Ferrado, T., De Schutter, O. & Matei, U., eds.** 2019. *Routledge Handbook of Food as a Commons.* Routledge. <https://www.routledge.com/Routledge-Handbook-of-Food-as-a-Commons/Vivero-Pol-Ferrado-Schutter-Matei/p/book/9780367628567>

- Walby, S.** 1989. Theorising Patriarchy. *Sociology*, 23(2): 213–234. <https://doi.org/10.1177/0038038589023002004>
- Walker, R.E., Keane, C.R. & Burke, J.G.** 2010. Disparities and access to healthy food in the United States: A review of food deserts literature. *Health & Place*, 16(5): 876–884. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2010.04.013>
- Walls, H. & Smith, R.** 2015. Rethinking governance for trade and health. *BMJ*, 351: h3652. <https://doi.org/10.1136/bmj.h3652>
- Watene, K.** 2016. Valuing nature: Māori philosophy and the capability approach. *Oxford Development Studies*, 44(3): 287–296. <https://doi.org/10.1080/13600818.2015.1124077>
- Watson, J.L. & Caldwell, M.L.** 2005. *The cultural politics of food and eating: a reader*. Oxford, UK, Blackwell Publishing. <https://www.cabdirect.org/cabdirect/abstract/20063001238>
- Webb, P., Coates, J., Frongillo, E.A., Rogers, B.L., Swindale, A. & Bilinsky, P.** 2006. Measuring Household Food Insecurity: Why It's So Important and Yet So Difficult to Do1,2. *The Journal of Nutrition*, 136(5): S1404–S1408. <https://doi.org/10.1093/jn/136.5.1404S>
- WEF.** 2021. *Global Gender Gap Report 2021*. World Economic Forum. https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf
- Wegerif, M.C.A.** 2020. “Informal” food traders and food security: experiences from the Covid-19 response in South Africa. *Food Security*, 12(4): 797–800. <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01078-z>
- Wegerif, M.C.A. & Guereña, A.** 2020. Land Inequality Trends and Drivers. *Land*, 9(4): 101. <https://doi.org/10.3390/land9040101>
- Wegerif, M.C.A. & Kissoly, L.** 2022. Perspective from an African City: Food Market Governance in Dar es Salaam. In: *Routledge Handbook of Urban Food Governance*. Routledge.
- Weis, T.** 2013. *The Ecological Hoofprint: The Global Burden of Industrial Livestock*. Bloomsbury Publishing.
- Wells, J.C.K.** 2020. Promoting ethnic parity in health, leaving behind “race”: a challenge for the global community in 2020. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 112(3): 505–506. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa189>
- Wertheim-Heck, S., Raneri, J.E. & Oosterveer, P.** 2019. Food safety and nutrition for low-income urbanites: exploring a social justice dilemma in consumption policy. *Environment and Urbanization*, 31(2): 397–420. <https://doi.org/10.1177/0956247819858019>
- Wertheim-Heck, S.C.O., Vellema, S. & Spaargaren, G.** 2015. Food safety and urban food markets in Vietnam: The need for flexible and customized retail modernization policies. *Food Policy*, 54: 95–106. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2015.05.002>
- Wesselbaum, D., Smith, M.D., Barrett, C.B. & Aiyar, A.** 2023. A food insecurity Kuznets Curve? *World Development*, 165: 106189. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106189>
- Wezel, A., Herren, B.G., Kerr, R.B., Barrios, E., Gonçalves, A.L.R. & Sinclair, F.** 2020. Agroecological principles and elements and their implications for transitioning to sustainable food systems. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 40(6): 40. <https://doi.org/10.1007/s13593-020-00646-z>
- WFP.** 2021. Empowering women and girls is crucial to ensure sustainable food security in the aftermath of COVID-19, say UN food agency heads on International Women’s Day. *World Food Programme (WFP)*, 8 March 2021. <https://www.wfp.org/news/empowering-women-and-girls-crucial-ensure-sustainable-food-security-aftermath-covid-19-say-un>
- WFP & FAO.** 2022. *Hunger Hotspots FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: June to September 2022 Outlook*. Rome. <https://www.wfp.org/publications/hunger-hotspots-fao-wfp-early-warnings-acute-food-insecurity-june-september-2022>

- Wheeler, T. & von Braun, J.** 2013. Climate Change Impacts on Global Food Security. *Science*, 341(6145): 508–513. <https://doi.org/10.1126/science.1239402>
- Whelan, J., Millar, L., Bell, C., Russell, C., Grainger, F., Allender, S. & Love, P.** 2018. You Can't Find Healthy Food in the Bush: Poor Accessibility, Availability and Adequacy of Food in Rural Australia. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(10): 2316. <https://doi.org/10.3390/ijerph15102316>
- WHO.** 1996. Integration of health care delivery: Report of a WHO study Group. *World Health Organization (WHO)*, 861: 1–68.
- WHO.** 2008. *Closing the gap in a generation: health equity through action on the social determinants of health - Final report of the commission on social determinants of health*. World Health Organization. <https://www.who.int/publications-detail-redirect/WHO-IER-CSDH-08.1>
- WHO.** 2009. Special Act on Safety Control of Children's Dietary Life. Korean Law Information Center. Cited 21 February 2023. <https://www.law.go.kr/LSW//lsInfoP.do?lsiSeq=105317&chrClsCd=010203&urlMode=engLsInfoR&viewCls=engLsInfoR#0000>
- WHO.** 2015. *WHO estimates of the global burden of foodborne diseases: foodborne diseases burden epidemiology reference group 2007-2015*. Geneva, Switzerland, World Health Organisation (WHO). <https://www.who.int/publications-detail-redirect/9789241565165>
- WHO.** 2021. *Violence against women Prevalence Estimates, 2018. Global, regional and national prevalence estimates for intimate partner violence against women and global and regional prevalence estimates for non-partner sexual violence against women*. Geneva, World Health Organisation (WHO). <https://www.who.int/publications-detail-redirect/9789240022256>
- WHO, UNICEF & USAID.** 2015. WHO Improving nutrition outcomes with better water, sanitation and hygiene: Practical solutions for policy and programmes. In: *WHO*. Cited 23 November 2020. http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/washandnutrition/en/
- Whyte, K.** 2016. Indigenous Food Sovereignty, Renewal and U.S. Settler Colonialism. In: M. Rawlinson & C. Ward, eds. *The Routledge Handbook of Food Ethics*. pp. 354–365. New York: Routledge:360. <https://papers.ssrn.com/abstract=2770056>
- Whyte, K.** 2018. Settler Colonialism, Ecology, and Environmental Injustice. *Environment and Society*, 9: 125–144.
- Whyte, K.P.** 2021. Time as Kinship. In: J. Cohen & S. Foote, eds. *The Cambridge Companion to Environmental Humanities*. pp. 39–55. Cambridge Companions to Literature. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009039369.005>
- Wiggins, S. & Keats, S.** 2015. *The rising cost of a healthy diet: Changing relative prices of foods in high-income and emerging economies*. London, Overseas Development Institute. <http://cdn-odi-production.s3.amazonaws.com/media/documents/9580.pdf>
- Wijdekop, F.** 2017. *Environmental defenders and their recognition under international and regional law- An introduction*. IUCN National Committee of The Netherlands (IUCN NL). https://www.iucn.nl/files/publicaties/environmental_defenders_and_their_recognition_under_international_and_regional_law.pdf
- Winpenny, J., Heinz, I., Koo-Oshima, S., Salgot, M., Collado, J., Hernandez, F. & Torricelli, R.** 2010. The wealth of waste The economics of wastewater use in agriculture. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Cited 9 May 2023. <https://www.fao.org/sustainable-food-value-chains/library/details/en/c/278493/>

- Winters, L.A. & Martuscelli, A.** 2014. Trade Liberalization and Poverty: What Have We Learned in a Decade? *Annual Review of Resource Economics*, 6(1): 493–512. <https://doi.org/10.1146/annurev-resource-110713-105054>
- Wittman, H., Desmarais, A.-A. & Wiebe, N.** 2010. Reconnecting agriculture and the environment: food sovereignty and the agrarian basis of ecological citizenship. In: *Food sovereignty: Reconnecting food, nature and community*. pp. 91–105. Fernwood Publishing.
- Wood, B., Williams, O., Baker, P. & Sacks, G.** 2023. Behind the ‘creative destruction’ of human diets: An analysis of the structure and market dynamics of the ultra-processed food manufacturing industry and implications for public health. *Journal of Agrarian Change*, n/a(n/a). <https://doi.org/10.1111/joac.12545>
- Wood, S.A., Smith, M.R., Fanzo, J., Remans, R. & DeFries, R.S.** 2018. Trade and the equitability of global food nutrient distribution. *Nature Sustainability*, 1(1): 34–37. <https://doi.org/10.1038/s41893-017-0008-6>
- Woodward, D.** 2015. Incrementum ad Absurdum: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World. *World Economic Review*, 2015(4).
- World Bank.** 2016. *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. Washington, DC, World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0958-3>
- World Bank.** 2020. *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. Washington, DC, World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1602-4>
- World Bank.** 2022. Social Dimensions of Climate Change. In: *World Bank*. Cited 27 October 2022. <https://www.worldbank.org/en/topic/social-dimensions-of-climate-change>
- World Bank.** 2023a. Poverty and Inequality Platform. Cited 25 May 2023. <https://pip.worldbank.org/home>
- World Bank.** 2023b. Social Dimensions of Climate Change. In: *World Bank*. Cited 9 May 2023. <https://www.worldbank.org/en/topic/social-dimensions-of-climate-change>
- World Obesity Federation.** 2017. Calculating the costs of the consequences of obesity. In: *World Obesity Federation*. Cited 10 May 2023. <https://www.worldobesity.org/resources/resource-library/calculating-the-costs-of-the-consequences-of-obesity>
- World Obesity Federation.** 2021. *Creating Healthy Workplaces Creating healthy work places: Helping employers build healthy and supportive work environments*. https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/wof-files/Creating_Healthy_Workplaces-compressed.pdf
- Wunderling, N., Donges, J.F., Kurths, J. & Winkelmann, R.** 2021. Interacting tipping elements increase risk of climate domino effects under global warming. *Earth System Dynamics*, 12(2): 601–619. <https://doi.org/10.5194/esd-12-601-2021>
- Wunderling, N., Staal, A., Sakschewski, B., Hirota, M., Tuinenburg, O.A., Donges, J.F., Barbosa, H.M.J. & Winkelmann, R.** 2022. Recurrent droughts increase risk of cascading tipping events by outpacing adaptive capacities in the Amazon rainforest. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 119(32): e2120777119. <https://doi.org/10.1073/pnas.2120777119>
- Wyns, A.** 2023. COP27 establishes loss and damage fund to respond to human cost of climate change. *The Lancet Planetary Health*, 7(1): e21–e22. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00331-X](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00331-X)
- Yates, J., Gillespie, S., Savona, N., Deeney, M. & Kadiyala, S.** 2021. Trust and responsibility in food systems transformation. Engaging with Big Food: marriage or mirage? *BMJ Global Health*, 6(11): e007350. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-007350>

- Zaidi, S., Bhutta, Z., Hussain, S.S. & Rasanathan, K.** 2018a. Multisector governance for nutrition and early childhood development: overlapping agendas and differing progress in Pakistan. *BMJ global health*, 3(Suppl 4): e000678. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000678>
- Zaidi, S., Bhutta, Z., Hussain, S.S. & Rasanathan, K.** 2018b. Multisector governance for nutrition and early childhood development: overlapping agendas and differing progress in Pakistan. *BMJ Global Health*, 3(Suppl 4): e000678. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000678>
- Zanello, G., Shankar, B. & Poole, N.** 2019. Buy or make? Agricultural production diversity, markets and dietary diversity in Afghanistan. *Food Policy*, 87: 101731. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2019.101731>
- ZF MGCAWU District Northern Cape.** 2020. *Profiles and Analysis District Development Model. Cooperative Governance & Traditional Affairs: Republic of South Africa.* <https://www.cogta.gov.za/ddm/wp-content/uploads/2020/11/ZF-Mg-cawu-September-2020.pdf>
- Zhang, W., Elias, M., Meinzen-Dick, R., Swallow, K., Calvo-Hernandez, C. & Nkonya, E.** 2021. Soil health and gender: why and how to identify the linkages. *International Journal of Agricultural Sustainability*, 19(3-4): 269-287. <https://doi.org/10.1080/14735903.2021.1906575>
- Zhang, W. & Xue, J.** 2016. Economically motivated food fraud and adulteration in China: An analysis based on 1553 media reports. *Food Control*, 67: 192-198. <https://doi.org/10.1016/j.foodcont.2016.03.004>
- Zhong, T., Si, Z., Scott, S., Crush, J., Yang, K. & Huang, X.** 2021. Comprehensive Food System Planning for Urban Food Security in Nanjing, China. *Land*, 10(10): 1090. <https://doi.org/10.3390/land10101090>
- Zimmer, A.** 2022. *Dynamics of Rural-Urban Food Systems in Southern Africa.* The University of Arizona. <https://repository.arizona.edu/handle/10150/667668>
- Zorbas, C., Browne, J., Chung, A., Baker, P., Palermo, C., Reeve, E., Peeters, A. & Backholer, K.** 2021. National nutrition policy in high-income countries: is health equity on the agenda? *Nutrition Reviews*, 79(10): 1100-1113. <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuaa120>

ANNEXES

ANNEXE 1 GLOSSAIRE

TABLEAU A1. CONCEPTS ET DÉFINITIONS

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Inégalités	Écarts constatés entre des groupes caractérisés par certains attributs sociaux (par exemple, le statut socioéconomique, la «race» ou l'appartenance ethnique, le genre) dans des résultats mesurables relatifs à la situation alimentaire et la nutrition ou dans des facteurs con-nexes associés aux systèmes alimentaires (par exemple, la propriété foncière).	Par rapport aux hommes, que ce soit au ni-veau mondial ou régional, les femmes ont davantage de probabilités de se trouver en situation d'insécurité alimentaire, en parti-culier pendant des périodes de crise (Brous-sard, 2019).
Iniquités	Raisons pour lesquelles des écarts systématiques existent entre les personnes dans les possibilités offertes par les systèmes alimentaires ou dans la répartition des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, sous l'effet de problèmes structurels systémiques et de pratiques partiales, injustes et excluantes qui aboutissent à des condi-tions d'inégalité dans les systèmes alimentaires et, en bout de chaîne, dans la sécurité alimentaire et la nutrition.	Les écarts observés entre les hommes et les femmes sur le plan de l'insécurité alimen-taire peuvent s'expliquer en partie par des normes sociales qui limitent les possibilités économiques accessibles aux femmes, ou par des biais favorisant les hommes dans la for-mulation des politiques (Gammage <i>et al.</i> , 2017).
Inégalités verticales	Les inégalités verticales correspondent aux écarts constatés dans la distribution d'un paramètre donné entre des personnes, entre des mé-nages ou entre des groupes sociaux caractérisés par une identité com-mune (genre, religion, origine ethnique, etc.). Par exemple, la réparti-tion des richesses, des revenus ou des situations sociales, notamment la sécurité alimentaire et la nutrition. Les inégalités verticales sont éva-luées le plus souvent au moyen de l'indice de Gini. Dans certains cas, les individus peuvent progresser «vers le haut» (d'où l'adjectif «vertical») dans la répartition des ressources qui définit une inégalité verti-cale (par exemple, un individu a la possibilité de devenir plus riche, ou bien un petit agriculteur peut avoir accès à une plus grande surface de terre). Les études ethnographiques et les études de cas peuvent aussi décrire ces inégalités.	L'Uruguay, pays à revenu élevé, est l'État où l'on souffre le moins de la faim d'après son indice de la faim dans le monde qui est inférieur à 5, tandis que celui du Yémen, pays à faible revenu, atteint 45,1. (Concern Worldwide et Welthungerhilfe, 2022).

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
<p>Inégalités horizontales</p>	<p>Les inégalités horizontales correspondent aux écarts constatés entre différents groupes en fonction de caractéristiques sociales ou ethniques, du genre ou d'autres attributs, et peuvent se manifester dans des dimensions économiques, sociales, politiques et culturelles (Stewart, 2015). Certaines définitions des inégalités horizontales les décrivent comme les écarts observés entre des groupes socialement construits, par exemple en fonction du genre, du handicap, de la caste, de la religion ou de l'orientation sexuelle (Balakrishnan et Heintz, 2015)). Lorsque l'on étudie les inégalités horizontales, il importe de mettre en évidence les groupes reconnus comme étant discriminés, mais aussi ceux qui sont moins visibles et ne sont donc souvent pas comptabilisés dans les données (des groupes subethniques, par exemple). Dans le monde entier, on constate que les femmes, les handicapés et les minorités ethniques et religieuses, entre autres groupes minoritaires, se trouvent tout en bas des échelles de répartition et sont donc les plus défavorisés sur le plan des ressources, de la sécurité alimentaire, etc.</p>	<p>Aux États-Unis d'Amérique, le taux national de prévalence de l'obésité chez l'adulte est de 41,9 pour cent, tandis qu'il s'établit à 49 pour cent chez les adultes noirs non hispaniques, à 45,6 pour cent chez les adultes hispaniques, à 41,4 pour cent chez les adultes blancs non hispaniques, et à 16,1 pour cent chez les adultes asiatiques non hispaniques (Bryan <i>et al.</i>, 2021).</p> <p>Un autre aspect est l'interaction des inégalités horizontales avec les conflits et les autres catastrophes. Par exemple, les inégalités horizontales entre groupes ethniques interagissent avec les catastrophes climatiques et la marginalisation économique et politique, et avec l'instabilité politique. L'expérience montre que cette situation alimente les conflits dans les pays (Østby, 2013).</p>
<p>Inégalités intergénérationnelles</p>	<p>Il y a inégalités intergénérationnelles lorsque des inégalités se transmettent d'une génération à l'autre. Les économistes décrivent souvent ce phénomène comme la transmission du patrimoine d'une génération à la suivante, tandis que les sociologues le décrivent comme l'absence de mobilité entre les classes socioéconomiques. Il traduit souvent dans quelle mesure les inégalités horizontales se perpétuent dans le temps et peut illustrer la persistance d'inégalités systémiques pour certains groupes et leur nature cumulative.</p> <p>Pour beaucoup de peuples autochtones, la préservation de liens forts – avec tous les êtres humains et avec le non-humain (l'océan, les montagnes, les cours d'eau, etc.) –, ainsi que de la connexion avec l'environnement naturel est essentiel au bon fonctionnement d'une société, et cette conception se transmet d'une génération à l'autre. Cette vision du monde a des similitudes avec le concept de justice intergénérationnelle (Watene, 2016; Whyte, 2021) mais elle est peu reconnue en tant que savoir à prendre en compte.</p>	<p>Les femmes sous-alimentées pendant leur grossesse ont davantage de risques de donner naissance à des enfants soit ayant un poids insuffisant à la naissance, soit souffrant ensuite d'un retard de croissance. Leurs enfants ont donc plus de probabilités de présenter un développement cognitif et un potentiel économique plus faibles et de souffrir de maladies non transmissibles plus tard dans la vie (Prendergast et Humphrey, 2014). À l'inverse, les interventions visant à lutter contre la malnutrition dans les premières années de la vie ont des effets positifs sur la scolarité, l'emploi et les revenus (Hoddinott, Rosegrant et Torero, 2012).</p>

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Inégalités intersectionnelles	Il y a inégalités intersectionnelles lorsque des caractéristiques interdépendantes qui décrivent des groupes marginalisés («race», genre, appartenance à une minorité ethnique) interagissent entre elles et modifient les asymétries de pouvoir et les inégalités vécues en matière de santé et de nutrition (Kozłowski <i>et al.</i> , 2022). Les inégalités intersectionnelles correspondent à une superposition de plusieurs inégalités qui interagissent pour intensifier un état de dénuement. Elles traduisent aussi la nature cumulative des inégalités s'appliquant au groupe au lieu de l'individu et entraînent une asymétrie dans la capacité de certains groupes d'atteindre un niveau optimal de bien-être nutritionnel et de sécurité alimentaire.	Différents axes de pouvoir social, comme le genre, la classe économique, l'identité ethnique et la caste fonctionnent souvent ensemble et se renforcent mutuellement. En Inde, des chercheurs ont étudié comment la caste, les ressources et le genre interagissaient et se traduisaient en retard de croissance et ont établi que les groupes les plus défavorisés dans les trois dimensions (statut économique, statut de caste et genre) présentaient les niveaux de retard de croissance les plus élevés par rapport aux groupes les plus favorisés (garçons non pauvres n'appartenant pas aux classes SC et ST – castes répertoriées et tribus répertoriées). Différentes formes de discrimination à l'égard des peuples autochtones se superposent au sexisme, ce qui contribue à amplifier les injustices dont sont victimes les femmes autochtones, qui sont de ce fait plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et au manque de contrôle sur l'accès à la propriété foncière et sur la culture, la production et la préparation d'aliments culturellement appropriés (Lemke et Delormier, 2018).

LES INIQUITÉS PEUVENT ÊTRE ÉVITÉES ET EXISTENT LORSQUE L'INJUSTICE, LA PARTIALITÉ ET LES PRÉJUGÉS SONT PERPÉTUÉS.

Injustice	L'injustice est l'expression d'un manque de partialité et, dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'injustice sociale est définie comme étant la discrimination dont font l'objet des individus ou des groupes en raison de normes sociales et de valeurs culturelles qui les considèrent inégaux, indésirables ou méprisables, leur interdisant ainsi d'atteindre un niveau minimum de sécurité alimentaire ou de nutrition ou d'avoir la possibilité d'assurer leur sécurité alimentaire et leur bien-être nutritionnel (Nisbett <i>et al.</i> , 2022).	La discrimination systémique à l'égard des communautés autochtones qui ont été systématiquement privées des terres dont elles étaient pourtant les gardiennes et de leurs droits de propriété foncière représente une injustice sociale. Ces injustices se perpétuent lorsque les pouvoirs publics et la société ne font rien pour y remédier.
Partialité	L'inaction des pouvoirs publics et de la société peut aboutir à l'installation de préjugés systémiques dans les systèmes, qui font que certains groupes de personnes sont traités de façon inéquitable et partielle. Ce traitement partial peut avoir des impacts multiples lorsque certains groupes sont victimes de plusieurs préjugés en raison d'attributs sociaux intersectionnels.	Une petite agricultrice appartenant à une caste inférieure sera victime de plusieurs préjugés et manifestations de partialité, et aura donc beaucoup de mal à accéder à des ressources du fait de sa situation sociale.
Préjugé	Un préjugé est une discrimination favorable ou défavorable à une personne ou à un groupe, ou un ensemble d'idées ou de croyances, ayant un caractère préconçu ou partial. Un préjugé peut être inconscient lorsqu'une personne ne se rend pas compte qu'elle a ces idées ou croyances discriminatoires, ou conscient lorsqu'une personne exprime ouvertement ses points de vue discriminatoires.	La discrimination à l'égard de certains groupes raciaux qui les a exclus au fil du temps de l'emploi et de l'accumulation de ressources et a donc augmenté leur risque de se trouver en situation d'insécurité alimentaire d'une génération à l'autre.

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Exclusion	Le fait pour des groupes de personnes qui vivent (ou sont obligés de vivre) en marge de la société de se trouver défavorisés – de ne pas avoir accès à des ressources et de ne pas avoir la possibilité ou la capacité de participer à la vie sociale et politique.	Les citoyens pauvres qui n'ont pas d'accès à un logement formel stable ni à une alimentation régulière.
Marginalisation (également appelée «exclusion sociale» par certains auteurs)	<p>Le processus par lequel certaines personnes sont repoussées à la périphérie de la société en raison de «leurs identités, leurs associations, leurs vécus et leur environnement» (Hall, Stevens et Meleis, 1994), ce qui les empêche de participer activement à la société dans laquelle elles vivent. La création de démarcations et le déplacement forcé de groupes vers ces démarcations et au-delà impliquent l'exercice d'un pouvoir et d'une domination par certains groupes sur d'autres, au détriment de leur agencéité.</p> <p>De nombreux travaux sur la nutrition s'intéressent à des aspects de la marginalisation comme la dépossession des femmes de leur capacité d'agir ou les disparités de revenu. Mais d'autres axes de marginalisation, comme l'âge, l'origine ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle ou le lieu géographique sont beaucoup moins étudiés dans les travaux sur la nutrition ou sur l'agriculture et la nutrition, du point de vue des écarts de résultats observés entre ces groupes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. De plus, les interactions entre ces différents aspects de la marginalisation sont également peu analysées. Les déterminants structurels de la marginalisation – les inégalités d'accès aux services de base, aux ressources et aux recours politiques, ainsi que les relations de pouvoir et les normes sociales – ne sont pas beaucoup explorés non plus (Harris <i>et al.</i>, 2019b). Les aspects économiques de la marginalisation portent essentiellement sur les structures économiques, en particulier sur la structure des marchés et leur intégration. L'économie est structurée d'une manière telle que certains groupes ou individus en sont coupés et ne sont pas en mesure de participer aux activités du marché (Kanbur, 2008).</p>	<p>Par des politiques et des mesures sociales répétées, les minorités raciales (les Afro-Américains, par exemple) ont été systématiquement marginalisées et empêchées d'accéder à de nombreuses ressources courantes et de participer à la vie sociale (droits de vote, accès à la terre, opportunités économiques, accès aux soins).</p> <p>Un autre exemple de marginalisation est le fait d'exclure les populations vulnérables des processus de formulation des politiques traitant des problèmes qui les touchent le plus. C'est le cas pour les politiques d'innovation agricole visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques qui ne prennent pas en compte les besoins des petits exploitants, en particulier ceux qui vivent dans les pays à faible revenu.</p>

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Discrimination	<p>Le traitement différencié de personnes ou de groupes de personnes, lié au fait qu'ils ou elles présentent certaines caractéristiques considérées injustement comme appelant un traitement différencié. Ces caractéristiques peuvent être physiques (par exemple le poids, le sexe), identitaires (par exemple l'appartenance ethnique, le genre) ou concerner l'âge ou une situation de handicap.</p> <p>Ce traitement différencié empêche certaines personnes de jouir de leurs droits humains ou d'autres droits et peut être perpétué et encouragé par la législation et la politique publique, entraînant de nouvelles inégalités. On peut noter, par exemple, que certaines personnes présentant des caractéristiques économiques similaires se trouvent dans des situations économiques différentes en raison de leur «race», de leur sexe ou d'autres caractéristiques non économiques (Université du Minnesota, 2016).</p>	Des lois ou des politiques discriminatoires (et l'absence d'action) empêchent les femmes d'obtenir les mêmes rémunérations que leurs homologues masculins.

LA DISCRIMINATION ET LA MARGINALISATION SYSTÉMATIQUES SONT RENDUES POSSIBLES PAR DES SYSTÈMES DE CROYANCES, DE PRATIQUES ET DE VALEURS AN-CRÉES DANS DIVERSES SPHÈRES DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT LES SPHÈRES ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE. CES SYSTÈMES SONT NOTAMMENT LES SUI-VANTS:

Patriarcat	<p>«Le patriarcat place le pouvoir entre les mains des hommes et repose sur des hypothèses de rôles genrés et de normes hétérosexuelles dans les cadres micro (famille, parentèle) et macro (communauté, vie poli-tique) en matière de reproduction et de soins aux personnes, de sexualité, d'accès au savoir, d'éducation, de moyens de subsistance et de liberté de mouvement et d'expression» [Nisbett <i>et al.</i>, 2022]. C'est un système de structures et de pratiques sociales dans lequel les hommes dominant, oppriment et exploitent les femmes (Walby, 1989). Les pra-tiques et systèmes agricoles actuels sont le fruit de structures patriar-cales dans lesquelles le travail des femmes est confisqué par leurs ma-ris. Les relations patriarcales dans le cadre du travail rémunéré impli-quent d'exclure les femmes du travail rémunéré ou d'exercer une sé-grégation professionnelle à leur rencontre. Les concepts de patriarcat public (qui n'exclut pas les femmes des espaces, mais les subordonne) et de patriarcat privé (exclusion relative des femmes des lieux de vie sociale en dehors du foyer et de la sphère privée) (Walby, 1989) exis-tent aussi.</p>	Rôles décisionnels androcentrés et dominés par les hommes au sein des foyers en ce qui concerne l'affectation des dépenses à des articles ménagers ou autres, à des intrants agricoles, etc.
------------	--	--

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Racisme	Le racisme attribue des possibilités sociales et économiques et des valeurs sur la base d'hypothèses relatives à la «race» supposée, l'origine ethnique, la caste, les différences de couleur de peau et des caractéristiques héréditaires supposées (Nisbett <i>et al.</i> , 2022). Le racisme structurel se manifeste par des politiques et des pratiques qui défavorisent certains groupes de façon partielle et les traitent comme une minorité, par exemple par des politiques de zonage et d'accès à la propriété immobilière dans des quartiers soumis à la ségrégation. Dans les études sur la santé publique et la nutrition, qui servent de référence à la décision publique, la méthode consistant à analyser les différences d'indicateurs de santé uniquement entre groupes raciaux en traitant la race comme une construction biologique et un déterminant de l'état de malnutrition sans prendre en compte d'autres variables sociales a été remise en cause, au motif qu'elle conduit à des résultats insuffisamment fiables et valides et qu'elle perpétue des représentations racistes (Duggan <i>et al.</i> , 2020). Ce type d'arguments contribue à la nécessité de prendre conscience des conditions structurelles générales qui sont à la source du racisme et, partant, des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.	À l'intérieur des systèmes alimentaires, on peut le voir dans la concentration de pouvoir entre les mains d'une minorité privilégiée (généralement fondée sur des critères raciaux) et dans le fait que les externalités sociales et écologiques retombent proportionnellement davantage sur les groupes faisant l'objet d'une stigmatisation raciale.
Colonialisme	<p>Domination d'un groupe étranger exercée sur la population d'une zone, d'un pays ou d'une région. La domination est exercée au moyen d'un assujettissement idéologique, économique, territorial, linguistique, culturel et politique (injustifié) d'un groupe par un autre, ainsi que de l'exploitation des ressources, de la culture, de l'identité, etc., du groupe asservi, au profit des colonisateurs (Duke Decolonizing Global Health Student Working Group, 2019; Horvath, 1972; Ma Rhea, 2016).</p> <p>Les économistes décrivent le colonialisme comme un phénomène historique d'expansion territoriale, étroitement lié à l'apparition et à l'essor du capitalisme mondial moderne. Il fait intervenir des processus de contrôle des approvisionnements en matières premières, des ressources minérales et des marchés dans les régions sous-développées et précapitalistes qui sont soumises aux idéologies politiques, sociales, économiques et intellectuelles des colonisateurs.</p>	<p>Dans la plupart des pays du Sud et dans les communautés et sociétés autochtones de l'hémisphère occidental, les systèmes alimentaires traditionnels ont été totalement effacés et remplacés par des monocultures mécanisées, et ont ainsi entraîné l'abandon de l'alimentation traditionnelle au profit de régimes riches en sodium et en graisses et d'aliments transformés.</p> <p>Les populations colonisées sont privées de la liberté de prendre des décisions économiques indépendantes, et le développement de l'agriculture, l'utilisation des ressources naturelles du pays ainsi que ses politiques industrielles et tarifaires et ses relations commerciales sont déterminés par le pays dominant.</p>
Validisme	Discrimination et exclusion des personnes porteuses d'un handicap, fondées sur l'idée qu'elles seraient inférieures et moins capables que les personnes sans handicap (Swenor, 2021). Le validisme comprend les discriminations au niveau individuel, interpersonnel et structurel à l'encontre des personnes handicapées ou supposées l'être.	Inaccessibilité des environnements alimentaires, notamment les difficultés de transport et d'accès auxquelles les personnes porteuses d'un handicap physique sont confrontées.

CONCEPT	DÉFINITION	EXEMPLE
Asymétries de pouvoir	Les asymétries de pouvoir correspondent aux disparités de pouvoir observées entre les différents acteurs des systèmes alimentaires et sociaux. Elles sont régies par les intérêts de certains acteurs qui exercent une influence à différents niveaux et dans divers secteurs de la société – depuis les négociations commerciales multinationales jusqu’aux processus nationaux d’élaboration des politiques et aux structures sociales locales –, de sorte que certaines voix sont plus entendues que d’autres et que les intérêts de certains groupes sont mieux servis.	Les groupes de pression du secteur des aliments ultratransformés ont travaillé en-semble pour influencer les politiques publiques sur les maladies non transmissibles dans le monde et affaiblir les recommandations de l’OMS relatives aux aliments transformés et ultratransformés.
FORCES POSITIVES À EXPLOITER POUR REMÉDIER AUX INÉGALITÉS ET AUX INIQUITÉS:		
Agencéité	L’agencéité a été définie dans de précédents rapports du HLPE comme étant «ce qu’une personne est libre de faire et de réaliser en vue d’atteindre les objectifs ou valeurs qu’elle juge importants» (Sen, 1985), p.203). L’autonomisation est un aspect important de l’agencéité, permettant à une personne d’être capable de participer à la société et de contribuer à orienter et améliorer sa propre vie et son bien-être (Alsop et Heinsohn, 2005).	
Autonomisation	«L’une des manières de considérer le pouvoir est sous l’angle de la capacité de faire des choix. L’autonomisation (em-powerment) correspond aux processus par lesquels les personnes ayant été privées de la capacité de faire des choix acquièrent cette capacité. En d’autres termes, l’autonomisation suppose un changement [...] Il doit y avoir d’autres solutions possibles – la capacité d’avoir fait un autre choix [...] Non seulement les autres solutions possibles doivent exister, mais l’on doit savoir qu’elles existent» (Kabeer, 2005, p. 13-14). Le concept d’autonomisation peut être exploré sous trois dimensions étroitement liées: l’agencéité, les ressources et les réalisations (Kabeer, 2005).	

Source: Auteurs du présent document.

ANNEXE 2 DÉFINITION DES INDICATEURS DE L'ODD 2 EN RAPPORT AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

TABLEAU A2. DÉFINITION DES INDICATEURS DE L'ODD 2 UTILISÉS DANS LE CHAPITRE 2 POUR DÉCRIRE LES RÉSULTATS EN MATIÈRE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

INDICATEUR	DÉFINITION	NIVEAU	NIVEAU D'INFÉRENCE
<p>Prévalence de la sous-alimentation</p> <p>(appelée aussi sous-alimentation et faim chroniques) (mesurée à l'aide de données sur les disponibilités énergétiques alimentaires et les bilans des disponibilités alimentaires)</p>	<p><i>Pourcentage de la population dont les apports éner-gétiques alimen-taires sont insuf-fisants. Calculé à partir de données sur les disponibi-lités alimentaires, la consommation alimentaire et les besoins éner-gétiques dans le pays</i></p>	<p>Pays</p> <p>Ménage</p>	<p>Entre les régions et les pays</p>
<p>Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave</p> <p>(mesurée à l'aide du mo-dule d'enquête FIES [échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue])</p>	<p><i>Pourcentage des habitants d'un pays qui ont des difficultés à accé-der à une quanti-té de nourriture saine et nutritive suffisante pour assurer leur crois-sance et leur dé-veloppement normal et leur permettre de mener une vie active et en bonne santé</i></p>	<p>Ménage</p>	<p>Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays</p>
<p>Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave</p> <p>(mesurée à l'aide du questionnaire HFIAS [échelle d'insécurité alimentaire des ménages])</p>	<p><i>Pourcentage des habitants d'un pays qui ont peur de ne pas pouvoir accéder à une quantité suffi-sante de nourri-ture pour leur ménage. Établi à partir d'entretiens individuels directs au moyen du HFIAS.</i></p>	<p>Ménage</p>	<p>À l'intérieur des pays</p>
<p>Personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine*</p> <p>(indicateur exprimé en pourcentage pondéré [%] et en nombre total de personnes [en millions] de la population n'ayant pas les moyens d'avoir une alimentation saine en 2020, dans chaque région et chaque groupe de pays correspondant à un niveau de revenu) (Herforth <i>et al.</i>, 2020; Manore, 2005)</p>	<p><i>Pourcentage des habitants pour lesquels le coût – calculé à partir des aliments lo-caux les moins chers – d'une alimentation saine (une ali-mentation qui satisfait les re-commandations nutritionnelles) dépasse un cer-tain pourcentage limite de leur revenu</i></p>	<p>Pays</p>	<p>Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays</p>

INDICATEUR	DÉFINITION	NIVEAU	NIVEAU D'INFÉRENCE
Prévalence de l'anémie chez la femme (mesurée à l'aide d'échantillons de sang veineux ou capillaire)	<i>Pourcentage des femmes en-cintes dont le taux d'hémoglobine est inférieur à 110 grammes par litre au niveau de la mer ou pourcentage des femmes non en-cintes dont le taux d'hémoglobine est inférieur à 120 grammes par litre au niveau de la mer</i>	Individu	Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays
Prévalence de l'obésité chez l'adulte (mesurée à l'aide de données anthropométriques)	<i>Pourcentage des adultes dont l'indice de masse corporelle (poids en kg divisé par le carré de la stature en m) est supérieur à 30</i>	Individu	Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays
Prévalence du retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans (mesurée à l'aide de données anthropométriques)	<i>Pourcentage des enfants de moins de 5 ans dont la taille par rapport à l'âge est inférieure de plus de 2 écarts types à la valeur de référence</i>	Individu	Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays
Prévalence de l'émaciation chez l'enfant de moins de 5 ans (mesurée à l'aide de données anthropométriques)	<i>Pourcentage des enfants de moins de 5 ans dont le poids par rapport à la taille est inférieur de plus de 2 écarts types à la valeur de référence</i>	Individu	Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays
Prévalence du surpoids chez l'enfant de moins de 5 ans (mesurée à l'aide de données anthropométriques)	<i>Pourcentage des enfants de moins de 5 ans dont le poids par rapport à la taille est supérieur de plus de 2 écarts types à la référence</i>	Individu	Entre les régions et les pays et à l'intérieur des régions et des pays

Sources: FAO, 2022. *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2022. L'automatisation de l'agriculture au service de la transformation des systèmes agroalimentaires*. Rome, FAO; Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A., et Masters, W.A. 2020. *Cost and affordability of healthy diets across and within countries: Background paper for The State of Food Security and Nutrition in the World 2020*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study No. 9. Études techniques de la FAO sur l'économie du développement agricole. Étude n° 9. Rome (Italie), FAO.

Les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, que ce soit entre pays ou régions ou au sein des pays, des communautés et des ménages, sont présentes partout dans le monde et ne font qu'aggraver une situation déjà alarmante au regard de la faim et de la malnutrition.

Le présent rapport propose un cadre conceptuel pour l'évaluation de ces inégalités ainsi que des inégalités qui les sous-tendent à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes alimentaires et des facteurs systémiques en jeu. Il met en avant les impératifs éthiques, socioéconomiques, juridiques et pratiques de la lutte contre ces inégalités. Par ailleurs, il souligne que l'alimentation est un droit humain fondamental et que les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition compromettent l'exercice de ce droit ainsi que la stabilité sociale et politique. En outre, en livrant une analyse des inégalités qui repose sur une approche intersectionnelle – autrement dit: qui tient compte des effets cumulés d'inégalités multiples et imbriquées sur les populations marginalisées –, il contribue à une lecture plus inclusive et à une action plus durable en faveur de la réduction de ces inégalités.

Le présent rapport propose un ensemble de mesures de lutte contre les inégalités au sein des systèmes alimentaires et en dehors. Il met l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre un programme de transformation visant à opérer des changements structurels pour plus d'équité. Le rapport, qui contient des recommandations concrètes portant sur les facteurs systémiques des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi qu'un appel à l'action en faveur de l'équité et de l'égalité, contribue aux efforts menés à l'échelle mondiale en vue d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer le bien-être général des populations en ne laissant personne de côté.